

(N° 25.)

## SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 13 DÉCEMBRE 1935.

**Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner le Projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1936 et des dispositions relatives : à la garantie d'un emprunt de la Ligue des Familles nombreuses, à la loi du 25 novembre 1889 concernant les frais de greffe, à la comptabilisation des droits spéciaux qui frappent les céréales à l'importation et à l'emprunt de 6 1/2 p. c. de \$ 30,000,000 émis aux Etats-Unis.**

*(Voir les nos 4-I, 29 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 10, 11, 12 et 13 décembre 1935).*

Présents : MM. LABOULLE, président; BEAUDUIN, BOLOGNE, BREUGELMANS, le Comte DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DE ROO, DIERCKX, GODDING, le baron HOUTART, LOGEN, MOYERSON, MULLIE, OHN, PHILIPS, PIERLOT, RONVAUX, VAN OVERBERGH, VERCAMMEN et BARNICH, rapporteur.

### TABLE DES MATIÈRES.

	<i>Pages</i>
<b>PRÉAMBULE</b> . . . . .	3
 <b>A. — Les Budgets.</b>	
Les Budgets de 1930 à 1934 . . . . .	6
Le Budget de 1935 . . . . .	8
Considérations sur le choix du taux de dévaluation . . . . .	10
Le Projet de Budget pour 1936 : Les Recettes . . . . .	13
Les Dépenses . . . . .	17
Le rôle du Ministre des Finances. . . . .	22

**Comment garantir l'équilibre budgétaire?**

**B. — Mesures d'ordre administratif et fiscales.**

Les déclarations au titre de l'impôt . . . . .	25
La taxation des impôts directs . . . . .	25
La perception des impôts directs . . . . .	27
Le forfait en matière d'impôt direct . . . . .	28
Taxe forfaitaire pour les commerçants . . . . .	29
Le forfait des marchands ambulants et autres . . . . .	29
La contribution foncière . . . . .	30
L'impôt complémentaire personnel . . . . .	31
Les droits d'enregistrement . . . . .	33
Les domaines . . . . .	34
La réforme administrative . . . . .	35

**C. — Le redressement économique, base de l'équilibre budgétaire.**

Le Budget extraordinaire et la Réserve de Réévaluation, L'O.R.E.C. . . . .	37
La réadaptation industrielle . . . . .	42
L'extension du commerce intérieur . . . . .	46
Le développement du commerce extérieur . . . . .	48

**D. — Questions et Réponses.** 52

**E. — Tableau des masses budgétaires, recettes et dépenses influençables dans le sens de la hausse et de la baisse relevées à diverses époques de l'exercice 1935 . . . . .** 61

## PRÉAMBULE.

---

Le projet de budget pour l'exercice 1936 diffère essentiellement de ceux de ces dernières années, en ce sens qu'il repose sur une nouvelle parité-or de notre monnaie.

Pour pouvoir l'établir, il a fallu faire des supputations sur la base d'éléments qui chevauchent sur deux parités, l'ancienne et la nouvelle et qui tiennent de deux politiques qui, sur des questions fondamentales, sont nettement divergentes.

On s'est accordé en général pour reconnaître à la Chambre que les prévisions du budget pour l'exercice 1936 tant au titre des recettes que des dépenses avaient été établies avec prudence autant qu'avec modération. Aux questions qui ont été posées par certains membres de la Commission spéciale, comme aussi bien aux observations et critiques formulées à la Chambre à l'occasion de la discussion du budget, les réponses fournies par l'honorable Ministre des Finances, M. Max-Léo Gérard, ont, paru confirmer cette opinion. Les unes et les autres ont fait que votre Commission a été dispensée de demander des éclaircissements là où ils étaient de prime abord apparus comme désirables.

Un fait domine toute la structure du budget. C'est que notre table des valeurs étant appelée à subir des changements en rapport avec la dépréciation de notre monnaie — il y a des rajustements déjà faits, il en est qui se feront dans l'avenir — il apparaît bien qu'au point de vue du budget, la masse des dépenses exposées à subir des hausses plus ou moins rapides au cours de l'exercice est plus importante que celle des recettes. Le tableau publié à la fin de ce rapport en tant qu'il se réfère à des états d'équilibre, relevés à diverses époques de l'année 1935 le démontre à toute évidence.

Cette constatation, parfaitement réalisée par le Gouvernement, a amené celui-ci à dire dans l'Exposé général qu'il aura peut-être en cours d'exercice à prendre certaines mesures qui permettent de maintenir, quoiqu'il arrive, le budget en équilibre. De quelle manière? Il ne nous le dit pas.

Ce qui est certain c'est qu'il a pris l'engagement dans sa déclaration du 29 mars dernier de procéder à des dégrèvements, et il l'a tenu dans une certaine mesure en dégrevant à concurrence d'une somme de 185 millions. Il l'a tenu encore puisqu'aussi bien le revenu national s'est déjà relevé depuis lors sans qu'il ait été procédé à des relèvements correspondants des taxes et impôts en vigueur. Et sans aucun doute il ne songe pas à les majorer, en dépit de cette amélioration.

A supposer qu'il se trouve amené, par une hausse notamment de l'index des prix de détail à devoir faire face à des dépenses supplémentaires, comment le Gouvernement compte-t-il maintenir quand même le budget en équilibre?

Il le dit en ces termes dans l'Exposé général :

« La prudence évidente qui a présidé à l'évaluation des recettes permet d'entrevoir des améliorations du rendement des impôts les plus directement tributaires du développement progressif des affaires dont les signes sont actuellement indéniables.

» Budget de transition à certains égards, le budget qui vous est soumis pour 1936 marque déjà un progrès sur celui de 1935.

» Après le redressement opéré en cours d'exécution et qui a permis de replacer ce dernier dans un état voisin de l'équilibre, tout porte à croire, si l'on veut surtout considérer le point de départ, que les opérations se rattachant au budget de 1936 pourront se dérouler dans de bonnes conditions et que les prévisions qui vous sont soumises dans son cadre, seront confirmées par les faits. »

Mais il a aussi émis cet avis reproduit dans le rapport de M. Merlot fait au nom de la Commission de la Chambre :

« M. le Ministre des Finances, tout en signalant que le rendement de certains impôts s'était encore sensiblement amélioré au cours des deux derniers mois et que cette amélioration qui réagissait déjà favorablement sur les résultats immédiats du Budget de 1935, si elle persistait, pourrait permettre d'enregistrer certaines plus-values sur les prévisions de 1936 basées sur les produits effectifs des mois de juin, juillet et août, a insisté pour qu'on n'en tire pas prématurément des conclusions trop optimistes. »

Votre Commission est d'avis que si elle croit avec M. le Ministre des Finances, que la conjoncture continuera à s'améliorer au cours de l'année 1936, il existe néanmoins de sérieuses raisons d'envisager sans tarder un certain nombre de mesures qui, cadrant avec le programme du Gouvernement, soient à même non seulement d'assurer le maintien de l'équilibre, mais de parer aux éventualités qui pourraient éventuellement l'ébranler.

Ces mesures sont de deux ordres : les unes, purement administratives, et de caractère fiscal, peuvent être prises rapidement, sans qu'il soit nécessaire de modifier les lois; les autres, d'ordre économique, seraient susceptibles de précipiter et d'étendre la rénovation du pays.

Au premier plan des premières, il convient de placer la simplification de nos lois fiscales.

Une Commission spéciale ayant siégé pendant un an, a remis ses conclusions à M. le Ministre des Finances. N'étant pas habilitée pour toucher au fond même des lois, son œuvre est sans doute incomplète. Mais telle qu'elle, si elle est reprise dans ses données essentielles, appliquées avec vigueur et sans plus de retards, de larges améliorations deviennent possibles dans notre système fiscal.

Il y a ensuite la réforme administrative dont la mise en exécution ne devrait plus se faire attendre.

Combinée avec la simplification fiscale, elle serait à même de nous doter de moyens nouveaux, de méthodes nouvelles, qui, utilisées dans la taxation et la perception des taxes et impôts, seraient susceptibles de porter rapidement le rendement de ceux-ci à des centaines de millions au-dessus de leur rendement actuel. Le rapport de la Commission s'est étendu sur ces deux points.

Il est un nombre considérable de Belges qui ne payent pas l'impôt; beaucoup d'étrangers qui résidant en Belgique et tenus de l'impôt, font de même. Il est beaucoup de Belges qui ne payent pas ce qu'ils devraient payer, les impôts directs notamment, et dans une bien plus large mesure, la taxe de transmission et la taxe de luxe. La cause ? Elle a été dénoncée des centaines de fois. Les services de l'Etat sont mal organisés et doivent appliquer des lois financières plus mal faites encore.

Résultat : d'exercice en exercice, il est constaté que les recettes ne sont pas ce qu'elles devraient être et pourraient être. Et le Ministre des Finances, tenu de produire un budget en équilibre, se résoud à proposer périodiquement des impôts nouveaux ou le relèvement des impôts existants.

Il est un second ordre de mesures, celles-là économiques, que votre Commission a jugé opportun de mentionner, en tant que susceptibles de concourir à augmenter le volume des recettes et de réduire celui des dépenses. Elles ont trait à la réadaptation de l'industrie belge, qui a perdu non seulement une grande partie de ses possibilités d'expansion au dehors et qu'il serait possible, de son avis, de recouvrer, mais qui pourrait aussi lui assurer d'importants débouchés à l'intérieur, plus intéressants que ceux des marchés étrangers, qui fréquemment ne payent plus. Elles ont trait à l'activité de l'Office de Redressement Economique, autrement dit de l'O.R.E.C., dont les moyens financiers apportés par le fonds de réévaluation monétaire ont néanmoins fait l'objet de certaines observations. Elles visent enfin le développement indispensable de nos exportations et bien plus encore celui de notre marché intérieur.

S'il est bien vrai — et c'est l'avis unanime de la Commission — qu'il importe que, coûte que coûte, soit maintenu l'équilibre du budget pour 1936, il apparaît aussi que les recommandations et les suggestions qu'elle croit devoir formuler seront susceptibles de garantir cet équilibre, alors même que certains éléments seraient susceptibles de venir les troubler.

---

**BUDGETS**

MADAME, MESSIEURS,

**Les budgets de 1930 à 1934.**

Le projet de budget pour l'exercice 1936, qui vient d'être voté par la Chambre, par 128 voix, 12 non et 23 abstentions, fixe le montant des recettes de l'Etat, ordinaires, exceptionnelles, compensatoires et des réparations à 10,429,390,354 francs. Mises au regard des dépenses prévues pour le même exercice, évaluées à 10,402,335,687 francs, le budget présenterait ainsi un boni de 27,054,666 francs. C'est-à-dire que le Gouvernement nous donne l'assurance que si nous ratifions les unes et les autres, l'équilibre du budget sera assuré.

Le Sénat se doit donc d'apprécier si cet optimisme est fondé. Après les déceptions sans cesse renouvelées de ces dernières années, après le trouble survenu en mars dernier dans notre statut monétaire, il se doit d'examiner avec une vigilance et une prudence accrues, si les évaluations et les prévisions du Département des Finances doivent être entièrement ratifiées. Déjà la Chambre, et en particulier sa Commission spéciale, ont posé des questions et obtenu des éclaircissements sur un certain nombre de postes du budget. Ceux-ci nous ont dispensé de les poser à notre tour et nous avons pu ainsi, porter plus particulièrement notre attention sur d'autres aspects de l'équilibre budgétaire qui demandent à être étudiés.

C'est que depuis le début de la crise à laquelle nous avons été acculés, quoiqu'après la plupart des autres pays, nous n'avons eu à enregistrer que des déceptions. Pas un Gouvernement qui ne nous ait affirmé depuis 1930, de la manière la plus formelle que les mesures de compression qu'il avait décidées comme aussi bien les sacrifices sans cesse renouvelés qu'il demandait au pays, assuraient définitivement l'équilibre indispensable de notre budget, voire même des excédents plus ou moins élevés. Or, que s'est-il passé ? Soit après quelques mois d'application soit à la fin de l'exercice en cours le Département des Finances était invariablement amené à constater que l'équilibre si péniblement échafaudé, n'était pas réalisé et l'obligeait à recourir à de nouvelles mesures, des compressions et des impôts nouveaux.

Pour l'exercice 1931, les évaluations au titre des impôts avaient été fixées à 7,911 millions. Pour pouvoir les porter à 8,638 millions que comportait le budget de 1933 — celles de 1934 étaient moins élevées — il n'a pas fallu moins de six redressements :

**Impositions nouvelles.**

En juillet 1931 . . . . .	1,253 millions
En décembre 1931 . . . . .	267 »
En cours de l'exercice 1932. . . . .	975 »
Plan de redressement, décembre 1933. . . . .	1.650 »
Mesures complémentaires . . . . .	70 »
En cours d'exercice 1933 (pour une année) . . . . .	269 »
	<hr/>
Soit un total théorique de . . . . .	4.500 millions

En même temps que furent relevés les impôts, les divers gouvernements pratiquèrent les compressions massives dans les dépenses. Les déficits néanmoins persistaient. Ils furent couverts par les emprunts successifs. Dans quelle mesure? Il est difficile de le dire, car le produit des emprunts émis par l'État n'est pas affecté à la couverture de telles ou telles catégories de dépenses, mais va se confondre avec d'autres recettes dans les caisses du Trésor. Il est considéré comme recette du budget extraordinaire. Il n'est donc pas possible de dire quel est celui des emprunts contractés depuis 1931 qui a été affecté à combler les déficits de l'ordinaire.

Au total, les déficits à combler depuis 1930, se sont élevés aux chiffres ci-après :

Exercice 1930.	. . . . .	201,877,557	20
Exercice 1931.	. . . . .	1,369,361,336	52
Exercice 1932.	. . . . .	2,225,286,864	56
Exercice 1933.	. . . . .	809,255,000	»
Exercice 1934.	. . . . .	1,475,000,000	»

Au total, la dette publique qui, au 30 septembre 1930, était de 51,969 millions, s'est élevée au 30 septembre 1935, compte tenu, pour les dettes extérieures du cours du change à cette date, à 55,180 millions, cela, en dépit des amortissements pratiqués depuis.

\*  
\* \*

A quoi attribuer ces mécomptes ?

La permanence du déséquilibre résultant de la chute continue des recettes, y compris celles des réparations que le Trésor encaissait durant les années de haute prospérité. Elle provenait en outre de l'accroissement des dépenses nécessitées par la persistance, puis l'aggravation de la crise qui accablait particulièrement les classes laborieuses. Les causes essentielles, directes étaient-là :

Il serait vain d'épiloguer ici sur les fautes et les erreurs commises par les divers Gouvernements au pouvoir depuis que notre pays fut entraîné dans la crise mondiale. Aucun n'y a échappé et les avis et critiques formulés chaque année dans les rapports de cette Commission comme aussi bien à la Chambre, en attestent de toute évidence.

Mais ils eurent, il est juste de le souligner, à faire face à des difficultés considérées, inconnues à ce jour et qui à peine surmontées, reparaissaient invariablement sous des formes nouvelles et sans cesse accrues. Elles ne provenaient pas que des contingences intérieures, elles nous venaient surtout du dehors. De la lente et progressive ascension avant tout de l'or, qui s'est poursuivie peu après la guerre jusqu'en 1930, pour devenir brutale ensuite, jusqu'au début de 1934, bouleversant sans cesse notre table des valeurs, détraquant toute notre vie économique et contraignant les dirigeants de tous pays à des rajustement ininterrompus. Elles étaient la résultante ensuite des entraves apportés dans les échanges entre pays inégalement pourvus de matières premières, et la crise ne pouvait pas, en dernière analyse, ne pas provoquer des réactions dans le domaine de la politique internationale. La crise de nos finances est en dernière analyse et avant tout la résultante de tous ces désordres.

Mais voici que ce trouble atteint son apogée au seuil de l'année 1935. Nous n'avons pas réussi encore à adapter l'économie du pays, nos prix notamment, aux contingences et aux prix mondiaux.

La préparation du budget de 1935 ne pouvait pas ne pas en porter l'empreinte. Les prévisions quant aux recettes aussi bien que celles relatives aux dépenses se révélaient infiniment difficiles à établir. Et pourtant, le Ministre des Finances d'alors, M. Gutt, manifestait le plus large optimisme à la Commission des Finances de la Chambre lorsqu'il déclarait :

« Aucune de nos prévisions n'a fait l'objet d'une évaluation optimiste. Aucun chiffre n'a été sollicité. Nous avons tenu compte aussi bien pour le rendement d'impôts que pour le chiffre de dépenses de tout ce qui pouvait honnêtement et humainement être prévu. Nous nous sommes volontairement gardés d'envisager une amélioration de la conjoncture, quelque ardemment que nous le souhaitions. Par contre, nous avons tenu compte de la courbe descendante de l'index. »

Et M. Carton de Tournay de dire dans son rapport sur le budget des Voies et Moyens, à la Chambre :

« Le Parlement ne peut que faire confiance à des déclarations aussi nettes ». Nous allons voir ce qu'il est advenu par après :

Les événements une fois de plus sont venus déjouer les prévisions, quoique infiniment prudentes, établies par le gouvernement Theunis, et que la majorité des deux Chambres avait d'ailleurs ratifiées.

Le budget pour l'exercice 1935 fut en effet influencé dans son exécution, comme le dit l'Exposé général, par de multiples éléments, résultant des mesures prises dès après la distribution des documents budgétaires par le gouvernement Theunis. Il devait l'être bien plus encore par les ajustements opérés par le Gouvernement qui lui succéda comme conséquence de la nouvelle parité monétaire et de la conversion des rentes.

Nous allons voir quelles furent les réactions consécutives à celles-ci. L'examen des conditions dans lesquelles se déroule l'application du budget de 1935 nous aidera par ailleurs à mieux apprécier les propositions budgétaires qui nous sont faites pour l'exercice 1936.

### **Le budget pour l'exercice 1935.**

Le budget pour l'exercice 1935 dressé par le gouvernement Theunis, prévoyait aux recettes 9,842,454 millions, aux dépenses 9,902,583 millions, soit un déficit éventuel de 60,129 millions. On peut donc dire qu'il était pratiquement en équilibre.

Mais dès le 13 mars, à la Chambre, M. Gutt, Ministre des Finances, dut annoncer un déficit probable de 200 millions.

Que s'était-il passé? La retenue sur les traitements avait dû être réduite de 5 p. c. à 2 1/2 p. c... Le crédit pour les pensions de vieillesse était dépassé. Il fut renoncé à un prélèvement de 80 millions sur les fonds patronaux des pensions. Il y eut ensuite 9 millions de demandes de crédits supplémentaires. M. Gerard, au Sénat, évaluait le 27 juin dernier à 241 millions la moins-value des prévisions avant que fût commencée l'exécution du budget.



Mais dès avant le 30 mars, c'est-à-dire avant l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, d'autres mécomptes allaient devoir être enregistrés :

130 millions de déficit probable aux recettes;

285 millions allaient manquer pour faire face à l'aggravation du chômage;

175 millions de déchet sur l'évaluation faite des sommes à récupérer en 1935 par le Trésor;

30 millions non prévus à la Dette publique à verser à la Banque Nationale.

Compte tenu de ces divers éléments, il était permis d'arbitrer fin mars à 861 millions le déficit pour l'exercice 1935, soit 800 millions de plus que celui envisagé par le précédent Ministre des Finances.

Etait-il tout au moins permis, à l'époque, de considérer ces chiffres comme définitifs ?

L'Exposé général du Budget, page 7, postule que « le déficit probable se serait aggravé encore, toutes autres choses égales d'ailleurs, dans le cadre de la politique du Gouvernement précédent ». Si l'on tient compte de la diminution des droits de douanes et d'accises intervenue depuis fin mars et de quelques autres éléments de moindre importance, le mali n'aurait pas été inférieur à 960 millions sur les prévisions de la loi du 9 avril 1935 sur le budget des voies et moyens, telle qu'elle a été votée par les deux Chambres.

Ce chiffre a été contesté à la Commission de la Chambre. Après examen et diverses précisions apportées par M. le Ministre des Finances, la Commission a fini par considérer que le chiffre produit dans l'Exposé général n'était pas exagéré.

Grâce aux mesures prises par le Gouvernement actuel, la conversion des rentes notamment et à la reprise des affaires, non seulement les recettes seront accrues d'une manière notable, mais les dépenses ont pu être réduites d'une manière sensible.

L'état probable de l'équilibre, d'après les éléments connus au 15 octobre, c'est-à-dire quelque peu avant la publication du présent budget, se présentait ainsi :

Total des recettes . . . . .	9,909,774 millions.
Total des dépenses . . . . .	10,108,827
	<hr/>
Mali probable . . . . .	199,053

Nous avons demandé à M. le Ministre des Finances de bien vouloir nous faire connaître dans quelle mesure les éléments intervenus depuis et établis au 15 novembre, étaient susceptibles d'influencer le déficit fixé au dernier chiffre.

Le Département nous a transmis les renseignements ci-après :

1<sup>o</sup> La charge du chômage arbitrée à 875 millions de francs au 15 octobre peut être ramenée à 825 millions, d'où une économie supplémentaire de . . . . . fr. 50,000,000

2<sup>o</sup> La moins-value des droits de douanes et d'accises arbitrée à 69 millions au 15 octobre peut être ramenée à 65 millions, soit une recette supplémentaire de . . . . . 4,000,000

3° Les recettes perçues par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines peuvent être évaluées à 2,904,500,000 francs au lieu de 2,857,600,000 francs, estimation du 15 octobre 1935, soit en plus . . . . . 46,900,000

Total . . . fr. 100,900,000

Les recettes relatives aux taxes perçues à l'importation de marchandises contingentées sont en régression de . . . . . 30,000,000 par suite de la réduction du taux de certaines taxes.

L'amélioration est de . . . fr. 70,900,000  
et le déficit arbitré à 199 millions se trouve de la sorte ramené à 128,100,000 francs.

Il semble, depuis que ces réponses ont été fournies, que l'amélioration constatée dans les recettes de novembre permette de le réduire encore en-dessous de ce chiffre.

Il est insisté sur ce que ces supputations de l'état d'équilibre d'un budget à des époques fixées arbitrairement ont de provisoire et d'incertain. Le budget est en constante évolution, mais nous savons désormais nous faire une opinion tout au moins approximative, de ce que sera le budget de 1935.

### Considérations sur le choix du taux de dévaluation.

Il a été rappelé au début de ce rapport, que parmi les causes fondamentales qui contribuèrent à bouleverser l'économie de notre pays, il y avait la hausse du prix de l'or, qui avait pris un caractère brutal entre les années 1930 à 1934. Comme dans les autres pays producteurs, cette hausse s'est faite invariablement et progressivement sentir sur l'index de nos prix de gros aussi bien que nos prix de détail.

Le premier s'établissait pour janvier 1929 à 867, c'est-à-dire à deux points près (869 en mars) au niveau le plus haut qui ait été atteint. La chute, la déflation pour employer le mot impropre en usage, s'est révélée depuis, avec quelques paliers, progressive jusqu'au mois de mars 1935, où l'index marquait 464. Malgré ces abattements successifs, nos prix de gros se tenaient en général au-dessus des prix mondiaux alors que presque tous les pays avaient procédé au rajustement de leur monnaie à ces derniers par des dévaluations oscillant entre 15 et 85 p. c. Ce qui était pire, la marge de bénéfice avec laquelle produisaient nos entreprises industrielles, agricoles et de transport était tombée à peu près à rien ou avait disparu et un grand nombre d'entre elles travaillaient même à perte.

L'index des prix de détail a suivi une marche identique, quoique beaucoup moins accusée. De 895, point culminant atteint en janvier 1930, il est descendu jusqu'à 621 niveau le plus bas. Ici de même, situation précaire, devenue intenable pour le commerce de détail.

Deux caractéristiques se sont donc affirmées durant cette période dans notre économie : déséquilibre entre les prix belges et les prix mondiaux, accusé surtout depuis la chute de la livre; déséquilibre aussi entre les prix de gros et de détail, l'un et l'autre aggravés par les mauvaises conditions du loyer de l'argent.

La crise économique, conséquence de ces déséquilibres, s'est inévitablement fait sentir durant cette période sur l'état de nos finances, par la régression

continue des recettes d'abord, puis par l'aggravation des dépenses engendrées plus particulièrement par le chômage.

C'est alors que la dévaluation monétaire, consacrée par la loi du 30 mars dernier, est venue mettre les effets de la crise à un cran d'arrêt et les mesures édictées dans la suite par le Gouvernement, conformément à son programme, firent le reste, c'est-à-dire qu'elles provoquèrent un renversement indéniable de la situation. Sur les conditions dans lesquelles est intervenue la dévaluation, un membre de la Commission a exprimé des réserves.

\* \* \*

Et tout d'abord, comment fut choisi le taux de dévaluation ? C'est là un point capital, qui demande à être éclairci, car ce taux durant les temps à venir, non seulement conditionnera notre vie économique toute entière, mais décidera du sort des finances de ce pays.

Il nous faut donc nous y arrêter quelque peu.

Le chute de la livre, en 1931, de 175 francs aux environs de 102 à 105 francs belges au début de 1935, on se le rappelle, avait eu pour conséquence de nous exclure presque aussitôt d'un grand nombre de marchés, non seulement de ceux du bloc-sterling tout entier, mais de tous ceux sur lesquels nous nous trouvions en concurrence avec les produits de ces derniers.

Les produits anglais et ceux des pays à monnaie rattachée à la livre, grâce à la prime que représentait celle-ci, dépréciée, pouvaient s'obtenir à des prix inaccessibles aux nôtres. Et, circonstance aggravante, la chute du sterling jusqu'à 40 p. c. de sa valeur primitive ne fut pas suivie d'une hausse correspondante des prix, en particulier des prix de détail. Elle ne dépassa pas 2 p. c. de 1931 jusqu'au début de 1934. Même la chute nouvelle de 11 p. c. intervenue durant cette dernière année fit, à cet égard, à peine sentir ses effets.

Les prix de gros belges restaient trop élevés, entre 25 et jusque 40 p. c., suivant les produits. Nous avons lutté, cherché à les rajuster. Nous avons réussi à réduire le coût de la vie de 14 p. c. et au prix de quels efforts, de quels sacrifices ! Il restait donc une différence de 12 p. c. en mars dernier, au profit de nos concurrents anglais. C'est alors, pour contrebalancer les effets de ces 40 p. c. de dépréciation de la livre, qu'après des avatars qu'il vaut mieux ne plus rappeler, le Gouvernement actuel décida de fixer légalement la dévaluation d'ailleurs déjà amorcée à 28 p. c.

Ce taux n'avait rien de définitif. Le projet de loi monétaire voté le 29 mars dernier disait en substance : « le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, définira la nouvelle parité du franc avec l'or. Cette parité ne sera toutefois ni inférieure à soixante-dix pour cent, si supérieure à soixante-quinze pour cent de la parité déterminée par l'article 8 de l'arrêté royal du 25 octobre 1926. »

Pourquoi cette marge de 5 p. c. ?

Parce que le Gouvernement envisageait que durant les mois à venir une conférence internationale pourrait être réunie aux fins de stabiliser les monnaies. Suivant les décisions prises, il pouvait être souhaitable de modifier la parité provisoirement admise. Depuis, le rajustement de notre économie s'est fait à celle-ci et elle paraît bien devoir être définitive. C'est ce qui paraît ressortir du discours prononcé le 10 décembre dernier à la Chambre, par M. le Premier Ministre.

\* \* \*

Que s'est-il produit dès le moment où fut adoptée la nouvelle parité-or de notre monnaie ?

Les prix à payer pour nos marchandises par des acheteurs étrangers étaient en fait ramenés au niveau des prix anglais. Nous trouvions là un premier et substantiel avantage : rétablissement d'un certain équilibre dans les conditions de lutte avec les concurrents du bloc-sterling. Mais nous y trouvions mieux.

Alors que durant les années qui précédèrent la dévaluation, l'exportateur pouvait échanger les livres qu'on lui payait contre un nombre de francs diminuant sans cesse, jusqu'à n'atteindre que 102 au moment de la dévaluation, il pouvait désormais les échanger contre 145 francs environ, soit 43 francs en plus.

C'est-à-dire qu'après avoir travaillé et vendu le plus souvent durant des années à perte, nos entreprises allaient pouvoir retrouver enfin des marges de profit. Dans l'état de misère où végétait, depuis quatre ans, toute notre économie nationale c'était là, de toute évidence, le redressement le plus désiré et le plus urgent. Car s'il est vrai que nos exportations étaient tombées de quelque 32 milliards de francs en 1929 à 14 milliards en 1934-1935, le pire venait de ce que nous travaillions soit à perte, soit avec des bénéfices minimes. Cela ne pouvait perdurer. Nous allions à la ruine et, qui pourrait le nier, à l'inflation.

Ces faits doivent être rappelés. Il fallait à tout prix faire rentrer nos entreprises, dans l'industrie, le commerce et l'agriculture, dans l'ère des bénéfices. Il le fallait pour assurer le sort de nos finances publiques comme aussi ceux des budgets privés.

Mais ces bénéfices sont-ils acquis définitivement ? On peut se le demander. Quand sera achevée la période de réadaptation, subsisteront-ils et dans quelle mesure ? La question est d'importance. Elle demande à être élucidée, le sort même du budget, soumis à vos délibérations, dépendra, en grande partie, de la réponse qui y sera donnée.

La dévaluation, dès le jour où elle apparaissait, devait réagir inéluctablement sur toute notre table des valeurs. Elle allait faire sentir, quoique à des degrés divers, ses effets sur toutes les branches de l'activité nationale, suivant les conditions d'approvisionnement intérieur et extérieur, suivant les conditions de rémunérations qui seraient faites au personnel ouvrier et autre occupé dans les diverses catégories d'entreprises. Pour ce qui est des frais et achats obligatoirement effectués à l'étranger, ils ont naturellement augmenté du jour au lendemain de 39 p. c. Des stocks de matières premières et autres produits là où ils existaient permirent momentanément d'atténuer les effets de la hausse.

Les prix des produits et marchandises venant de l'intérieur pouvaient être maintenus aux prix anciens et cela souligne, une fois de plus, l'importance qu'a pour notre pays, pour son avenir surtout l'ajustement de notre production la plus large possible à nos besoins intérieurs.

L'index des prix de détail s'est élevé à 621 le 15 mars dernier, à 689 le 15 octobre dernier, soit 63 points, soit 10,5 p. c. de hausse. Les salaires ont été relevés, mais pas dans toutes les industries. Ils l'ont été notamment dans les charbonnages, la métallurgie, la construction mécanique, le textile, l'industrie du zinc, les carriers, la papeterie, le bâtiment, mais dans des proportions variables. Nulle part, sauf dans certaines tanneries il convient de le souligner, le rajustement ne compense les 10,5 p. c. de hausse de l'index.

Résumons : hausse de 39 p. c. des produits d'approvisionnement venant de l'extérieur, peu ou pas de hausse des produits de provenance intérieure, hausse inférieure de 10.5 p. c. sur les salaires et sans doute aussi, les rémunérations du personnel technique.

La marge de profit, des 43 francs à la livre, a donc été atténuée dans une proportion variable suivant les industries, mais presque aussitôt les prix de vente ont été relevés. De 464, chiffre le plus bas atteint par leur index en mars 1935, ils ont atteint l'index 560 au mois de septembre dernier, rétablissant ainsi la marge bénéficiaire à mesure qu'elle s'amenuisait. Cette hausse des prix de gros, nécessaire, indispensable, constituait l'un des points essentiels du programme du nouveau Gouvernement. Si elle se poursuit, conjuguée avec les efforts persévérants et énergiques, tendant à empêcher une hausse excessive du coût de la vie; si comme tout permet de le croire les prix mondiaux eux-mêmes resteront après le court palier actuel, orientés vers la hausse, nous pouvons considérer que la première condition, la plus essentielle de la remise en équilibre du budget est réalisée, à savoir que les sources auxquelles doit puiser le Trésor se reconstituent peu à peu.

C'est bien là le phénomène qui s'est produit ces derniers mois. Une reprise générale des affaires s'est manifestée, cela est l'évidence même qui s'est fait sentir aussitôt sur le budget en cours.

Si les charges de la dette extérieure et le coût des frais et achats obligatoirement effectués à l'étranger ont été majorés de 39 p. c. dès après la dévaluation, s'il est vrai que c'est grâce aux quelque 577 millions d'économies réalisées par la conversion des rentes qu'il a été possible de compenser dans une certaine mesure ces pertes, il n'en est pas moins certain que les recettes du Trésor se sont sensiblement accrues, grâce à la reprise des transactions commerciales, au développement notamment des opérations immobilières et boursières. Cette même reprise a permis de réduire sensiblement les dépenses au cours du même exercice de telle manière qu'en dernier ressort le déficit du budget de 1935 qui avait été arbitrée à 960 millions, pourra, comme il a été rappelé plus haut, être ramené à moins de 128 millions environ.

\*  
\*  
\*

## **Le projet de budget pour l'exercice 1936.**

### *Les Recettes.*

L'établissement du projet de budget de 1936 a été commencé le 24 mai, ou c'est tout au moins à partir de cette date que les propositions ont été demandées aux diverses administrations. Celles-ci ne disposant à cette époque que des chiffres d'avril, les prévisions durent être fixées définitivement plus tard. Elles le furent après la période de hausse brutale qui devait inévitablement suivre la dévaluation de notre monnaie. Juillet, août, septembre ont été des périodes de consolidation, étalées, sans nouveaux heurts violents et c'est par conséquent en partant d'une situation économique plus normale, qu'ont été établies les prévisions.

Notre Ministre des Finances au surplus, pour bien marquer devant le Parlement et l'opinion publique, à quel point il entendait rester scrupuleusement objectif, a fait dresser un tableau dans son Exposé qui permet non seulement de confronter ses chiffres prévisionnels avec les produits réalisés durant les

divers exercices précédents de 1930 à 1934, mais il a complété ceux établis, pour 1935 par un état de situation au 27 juin, c'est-à-dire, après trois mois d'exercice, que l'on trouve placé au regard de ceux prévus pour 1936.

Cet état de situation est indiqué, sous forme de tableau à la page 6 de l'Exposé général. D'autres renseignements sont reproduits aux pages 7 et 8 du même rapport, qui traduisent l'état probable d'équilibre du même budget, d'après les éléments connus au 15 octobre.

Le même Exposé général reproduit, pages 16 et suivantes, un tableau comparatif des diverses variétés de recettes et d'ailleurs de dépenses, celles votées pour le budget de 1935 et celles à prévoir pour celui de 1936. Quand on confronte ces dernières avec celles qui rendent compte des résultats enregistrés au 15 octobre, page 7, on doit bien admettre qu'elles ont été établies avec beaucoup de modération.

Elles ont donné lieu à de longs échanges de vue au sein de la Commission des Finances de la Chambre. Certains membres les ont trouvées empreintes d'un optimisme exagéré; d'autres, plus nombreux, ont été d'avis qu'elles avaient été appréciées avec une prudence évidente. Des questions ont été posées au Ministre des Finances. Il semble bien que celui-ci y ait répondu victorieusement, puisqu'aussi bien la Commission des Finances de la Chambre et après elle la Chambre elle-même, ont approuvé le projet du Gouvernement à une forte majorité. Les nombreux éclaircissements apportés là où paraissait se révéler un optimisme excessif ont fait qu'à votre Commission il n'a plus été jugé opportun d'en demander beaucoup d'autres. Et au surplus, le Gouvernement n'est pas seulement en droit d'invoquer les résultats enregistrés pour sept mois et demi d'exercice. Il a le droit de justifier ses prévisions par l'amélioration incontestable intervenue dans notre situation économique.

Celle-ci se révèle par des indices nombreux, dont certains sont invoqués dans l'Exposé général. Les chiffres produits dans de nombreux tableaux attestent des progrès sensibles réalisés dans les divers domaines de l'activité nationale : la régression du chômage — plus de 100,000 chômeurs en moins — le rendement des chemins de fer, l'augmentation du trafic du port d'Anvers, le volume des affaires réalisées dans le bâtiment, la hausse déjà vive des prix de gros et la hausse modérée des prix de détail. La liste peut d'ailleurs être augmentée de nombreux autres indices tous favorables : la rentrée massive de plus de 10 milliards de capitaux en Belgique, l'augmentation de l'encaisse-or de la Banque Nationale, l'augmentation des dépôts en Banque, la réapparition de dividendes dans les bilans de sociétés, la hausse en Bourse des titres à revenu variable, leur index étant passé de 25 à 42, la prédominance des versements à la Caisse d'Épargne sur les retraits, le développement des comptes chèques postaux, l'augmentation de la production dans nos industries, avec une hausse rémunératrice, des prix de gros, l'accroissement des affaires dans les coopératives et les grands magasins, l'augmentation de la production de l'électricité, du nombre des abonnements au téléphone, la diminution sensible du nombre des faillites et protêts, etc., etc.; tous ces progrès enregistrés dès avril dernier se sont vus confirmés par les statistiques les plus récentes publiées pour le mois d'octobre.

Une seule ombre au tableau : les espérances que l'on avait mises dans la dévaluation quant au développement de nos exportations n'ont pas été confirmées entièrement. Si l'on compare, en effet, leur volume tel que le révèlent les statistiques d'avril à septembre 1934, soit 102,786,508 tonnes, avec celui

enregistré durant la même période en 1935, soit 103,120,508 tonnes, il faut bien admettre que dans ce domaine il n'a guère été réalisé de progrès. Septembre, et surtout octobre, ont été toutefois meilleurs que les mois précédents. Mais il y a les sanctions appliquées contre l'Italie qui pourraient, dit-on de divers côtés, se faire sentir sur le développement de nos exportations dans le mois à venir. Il n'y a pas grand chose à redouter ici. Nous bénéficions déjà de certaines compensations : nos industries textiles desservent abondamment divers marchés sur lesquels les produits italiens avaient l'avantage. Et sans doute, la période des sanctions ne sera-t-elle pas très longue.

Il y a le bloc-or, dit-on aussi, dont les monnaies, française, hollandaise, suisse, pourraient être dévaluées ! Cela non plus n'est pas inquiétant, car nous pourrions éventuellement demander à ces pays de ne pas forcer leurs importations chez nous, ainsi qu'on nous l'a demandé à nous-mêmes lorsque notre franc a perdu son ancienne parité. Comme l'a, par ailleurs, fait remarquer récemment M. le Professeur Baud'huin, dans un grand journal quotidien, l'amélioration de notre situation économique tient à des causes qui nous sont personnelles et à nos prix, qui sont redevenus normaux, alors que ceux des pays du bloc-or sont trop hauts.

La politique de déflation qui y a été pratiquée n'a pas eu pour effet de réduire d'une manière quelque peu sensible leurs prix. Même à la faveur d'une dévaluation assez large, ceux-ci ne rejoindront pas facilement les nôtres. Et ils se relèveront d'ailleurs bien vite après.

Au total, tous les indices renseignés plus haut n'ont pas qu'une valeur d'ordre économique. Ils se sont traduits pour les sept premiers mois, du budget en cours, par une hausse marquée des recettes plus particulièrement sensibles au mouvement des affaires. C'est ainsi que les droits d'enregistrement, de transcription, timbre et taxe de transmission ont atteint 3,323 millions au lieu de 2,982 prévus au budget, soit une hausse de 340 millions ou 11.4 p. c... Ce qui, on en conviendra, est appréciable.

\* \* \*

Comment se comporteront ces recettes dans l'avenir ? Il n'y a aucune raison de croire que la reprise des affaires se poursuivant, elles ne rentrent pas, tout comme durant ces derniers mois, dans les caisses du Trésor.

Il est pourtant des éventualités qui peuvent se produire et dont l'influence pourrait se faire sentir dans un sens ou l'autre sur le budget. Il s'agit du pouvoir d'achat des masses, en corrélation avec les traitements, salaires, pensions, allocations de toute espèce et qui doivent être déterminés en fonction de l'index.

Durant les trois mois qui ont précédé la dévaluation alors que nous étions en période dite de déflation et que les salaires étaient au plus bas, diverses catégories de recettes, notamment des douanes et accises, étaient devenues nettement déficitaires. Elles n'atteignaient que 312 millions au lieu de 366 escomptés. Si elles se sont relevées depuis malgré une régression de 5.6 p. c. du volume des importations d'avril à septembre c'est à raison de l'accroissement en valeur de celles-ci, soit environ 32 p. c.

Mais ces recettes proviennent pour la plus large part, de produits et articles destinés soit directement, soit indirectement à la consommation des ménages. Il en est d'ailleurs de même de la taxe de transmission. Et alors que l'index du coût de la vie ne cesse d'augmenter, sans rajustement correspondant des

salaires, il est à craindre que ce nouveau décalage ne finisse par se faire sentir sur les recettes escomptées au titre d'impôts indirects pour l'exercice 1936. On est d'autant plus fondé de le craindre que les droits de douane spécifiques et ceux des accises ne suivent pas la variation des prix, étant perçus sur le volume.

Que se passerait-il, au contraire, si, moyennant le relèvement des traitements, salaires et allocations, le pouvoir d'achat de ceux auxquels ils sont destinés était accru ? L'Exposé général du budget s'est chargé lui-même de nous fournir la réponse\* :

« La régression du chômage et la hausse de l'index-number auront pour conséquence, en 1936, une augmentation du volume et du taux des traitements, salaires et pensions, de telle sorte qu'il est permis d'escompter que le rendement de la taxe professionnelle retenue à la source dépassera notablement le montant des 198,500,000 francs auquel les recettes viennent d'être arbitrées pour l'exercice 1934.

A supposer que l'on obtienne pour 1935 un rendement de 240 à 250 millions, il serait permis peut-être d'escompter 290 millions pour 1936.

Pour la taxe professionnelle recouvrable par rôles sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles, les profits des professions libérales et les traitements, salaires, pensions et autres rémunérations, non imposées par voie de retenue, le rendement escompté pour l'exercice 1934, soit 250 millions, sera quelque peu dépassé; les droits constatés au 30 septembre 1935, alors qu'un mois restait à courir jusqu'à la clôture de l'exercice 1935, atteignent en effet 256,200,000 fr. »

La contribution nationale de crise assurera de son côté des plus values :

« Comme pour la taxe professionnelle sur les traitements, salaires et pensions, les conditions économiques nouvelles améliorent les perceptions en matière de contribution nationale de crise recouvrable par voie de retenue. On peut prévoir qu'en ce qui concerne les retenues à la source, le rendement de l'exercice 1935 atteindra au moins, pour les rémunérations, l'estimation de 272.5 millions fixée plus haut pour l'exercice 1934. Quant à l'exercice 1936, il est permis, pour les raisons indiquées au chapitre de la taxe professionnelle, de fixer la prévision budgétaire à 315 millions pour cette catégorie de revenus. »

Le Ministre des Finances fera bien de suivre avec attention les développements de la question telle qu'elle vient d'être posée et d'en tirer essentiellement toutes conclusions utiles.

Pour ce qui est des impôts directs, ils ont été évalués avec une extrême prudence. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir les justifications qui en sont données pages 60 et suivantes du Budget des Voies et Moyens. Le budget voté pour 1935 prévoyait comme rendement probable des impôts cédulaires, 1,428,5 millions, les prévisions pour 1936 ne tablent pas, malgré la reprise des affaires, malgré la hausse des prix sur plus de 1,481,000 soit 52,5 millions seulement en plus.

Le total des contributions directes, arbitré pour 1935 à 2,914,50 millions n'est porté dans les mêmes conditions au budget qu'à 3,047,50 millions, soit 133 millions en plus. C'est modéré.

Et si l'on établit une comparaison entre le montant total des impôts prévus pour 1936, justifiés par l'application de la nouvelle politique gouvernemen-



tale, et celui qu'il était possible d'établir avant celle-ci, pour l'exercice 1935, l'on est conduit à faire ces constatations :

Au budget de 1935 avaient pu être portées 309 millions 300 de recettes qui ne figurent plus à celui de 1936 : 126,300 francs à provenir des réparations et autres dus, qui ne seront plus recouvrées; 185 millions de dégrèvements opérés par le Gouvernement dès après son accession au pouvoir.

Le déficit qui se serait révélé en cours d'exécution du budget de 1935 tel qu'il a été voté, devait atteindre, suivant le Département des Finances, 960 millions. Il sera comme nous l'avons vu, ramené à moins de 128 millions. Si ces prévisions se réalisent, et en dépit de l'accroissement des dépenses consécutives à la dévaluation, la politique du nouveau Gouvernement aura donc abouti à ce résultat, tout en maintenant en vigueur les seuls lois et tarifs qui règlent l'assiette des impôts directs aussi bien qu'indirects.

### *Les dépenses.*

Le budget pour 1936 a été établi quant aux prévisions des dépenses suivant ce principe qu'elles doivent être ramenées, fixées au niveau des recettes.

Cette manière de procéder part évidemment de l'idée que le plafond des impôts est atteint et qu'il doit en être de même pour les dépenses.

Cela paraît sage et à première vue, d'application facile. Ainsi, dès après la prise en charge des affaires par le Gouvernement actuel, lorsqu'au lendemain de la dévaluation, les rémunérations du personnel et certaines dépenses de matériel et approvisionnements à effectuer à l'intérieur du pays se sont trouvés affectés par la hausse de l'index, il a réagi aussitôt.

Il le devait d'autant plus que cette même dévaluation nous valait du jour au lendemain, pour l'exercice en cours une augmentation des charges financières des emprunts libellés en devises étrangères, à concurrence de 233,814,000 francs, outre les charges diverses d'un montant de 40,278,000 francs. Il a réagi en réduisant moyennant une conversion des rentes, ayant portée sur 26 milliards de titres. Celle-ci lui a fait réaliser une économie de 716,183,000 francs.

Bénéfice pour le Trésor : 442,091,000 francs.

Mais demain, pour l'exercice qui vient, le Gouvernement n'aura plus le moyen de réaliser des opérations aussi profitables. On nous dit bien que la prudence avec laquelle ont été évaluées les dépenses égale au moins la modération avec laquelle ont été établies les prévisions des recettes. Mais cela peut-il suffire ?

Déjà l'Exposé général l'a souligné, les décalages relevés pour 1935, comme conséquence de la dévaluation monétaire et la hausse des prix en francs se traduisent par une progression plus rapide des dépenses que des recettes. Nul ne pourrait dire à quelle cadence se poursuivra ce mouvement au cours de l'exercice qui vient. En tout cas ce que l'on constate, grâce aux ingénieux tableaux dressés par le Département des Finances, c'est qu'alors qu'au chapitre des recettes, moins de 4,600 millions de francs sur les quelque 10,429 millions que représente leur total, sont susceptibles d'être influencés, plus ou moins rapidement par l'effet de la dévaluation, dans le sens de la hausse, toutes les dépenses, sauf celles de la Dette publique, celles inscrites au budget des non-valeurs et remboursements peuvent hausser, soit rapidement, soit à plus longue échéance. Le développement des unes et des autres sera conditionné par l'allure générale que prendra la conjoncture. C'est ce que dit implicitement l'Exposé Général, page 72.

Un membre de la Commission a posé sur ce point plusieurs questions au Gouvernement, que l'on trouvera à la fin de ce rapport, avec les réponses qui leur ont été données par le Département des Finances.

Quelle sera, dès lors, la position du Gouvernement au regard de l'équilibre du budget?

Il est des hausses qu'il devra subir, progressivement, automatiquement, celles relatives au matériel (758 millions) celles provoquées par les travaux d'entretien, matériaux et main-d'œuvre (213 millions) du montant requis par l'enseignement, l'entretien des indigents, etc. c'est-à-dire sur les postes représentant ensemble plus d'un milliard.

Si par ailleurs l'index des prix de détail continue à monter, le rajustement de la plupart des dépenses figurant au budget se posera à son tour, et pour une masse beaucoup plus imposante; en particulier, celles des traitements, indemnités et salaires du personnel de l'État, des pensions de vieillesse, celles dites de prévoyance sociale, les subventions au personnel de l'enseignement et les subventions en général, c'est-à-dire pour un montant de dépenses s'élevant à 5,676 millions. Une majoration de 5 p. c. se traduirait pour ces divers postes par une augmentation de dépenses de 284 millions.

Comment en fait les choses se présentent-elles ici?

Toute la question du rajustement des dépenses pour paiements des traitements, salaires, pensions et allocations diverses inscrites au budget général, a fait l'objet de pourparlers très actifs entre la Commission des Finances de la Chambre et le Ministre des Finances.

Celui-ci en répondant à certaines questions qui lui étaient posées a fait connaître le point de vue du Département au regard du problème en discussion. Depuis, à la séance de la Chambre, le 10 décembre dernier, M. Van Zeeland, Premier Ministre, a exposé, avec tous les détails utiles, quelle politique son Gouvernement comptait suivre dans les mois à venir.

Le rajustement des traitements, salaires, pensions et allocations diverses est d'une telle importance, non seulement pour l'équilibre du budget, mais pour les intérêts considérables qu'il met en cause, qu'il a été jugé désirable de reproduire dans ce Rapport, toute la partie du discours de M. le Premier Ministre qui y est consacrée :

« Deux points de ce budget ont donné lieu à des critiques, à des discussions ou à des commentaires plus vifs que les autres. Ce sont ceux qui se rapportent à la rémunération des fonctionnaires et à la politique agricole du Gouvernement.

### **Rémunération des fonctionnaires.**

» 1<sup>o</sup> *Origine de la difficulté.*

» Les crédits relatifs aux traitements des agents de l'Etat suffisent à assurer leur maintien au niveau actuel, c'est-à-dire à 95 pour cent du salaire considéré comme formant le taux de base. Or, il existe un arrêté de janvier 1935, qui définit le régime des rémunérations et les rattache étroitement aux variations de l'index. D'après l'article 12 de cet arrêté, les traitements doivent être portés à 100 p. c. si, pendant un trimestre civil, l'indice des prix de détail dépasse 683.

C'est ce qui s'est produit déjà en octobre et en novembre ; si l'indice de décembre ne tombe pas à 683 ou en-dessous, qu'arrivera-t-il ?

» Je n'aime pas beaucoup de résoudre des problèmes qui ne sont pas encore posés. La sagesse, me semblait-il, eût commandé d'attendre jusqu'au 20 décembre pour prendre attitude. Mais les questions posées à la Commission des Finances nous ont forcés à préciser notre position. Je tiens à donner ici des explications complètes.

» L'allure de l'indice des prix, jusqu'en octobre, avait répondu à nos meilleures espérances.

» Mais en novembre, nos espoirs furent déçus par suite d'une hausse anormale et excessive du prix du porc, due à des facteurs multiples et imprévisibles. Or, vous savez que le prix du porc se répercute de cinq manières différentes dans l'indice. De ce seul chef, le mouvement de hausse en octobre fut augmenté de 7 points et porté au total de 14 points. L'indice s'établit à 684, dépassant de 1 point le taux limite.

» Le Gouvernement prit aussitôt des mesures énergiques pour contenir la hausse des prix et supprimer l'action des facteurs artificiels.

### 2° *L'allure probable des prix.*

» Il faut bien voir quelle est la situation dans le domaine des prix.

» Les influences saisonnières se retournent régulièrement dans le courant de décembre ; à partir de ce moment, elles agissent à la baisse. Nous sommes donc en droit de nous attendre de ce chef, à un recul de l'indice dans les mois qui vont suivre.

» Quant aux influences mondiales, qui pourraient dire dans quel sens elles vont s'exercer ? Les circonstances internationales que nous traversons sont tellement complexes que n'importe quel pronostic serait hasardeux. Mais si de ce côté nous devons subir une certaine pression à la hausse, je ne pourrais que m'en réjouir ; ce serait le signe le plus net de la reprise des affaires dans le monde, c'est-à-dire de la fin de la crise autour de nous ; et rien ne pourrait nous arriver de plus heureux.

» La conclusion, c'est que nous allons probablement connaître une période de relative stabilité, avec peut-être une tendance à la baisse. Je vous la donne sous les plus expresses réserves. Mais quoi qu'il en soit, rien ne permet de prévoir une hausse prochaine ou sensible ; au contraire.

» Dans ces conditions, vous reconnaîtrez avec moi que nous étions fondés à inscrire, comme nous l'avons fait, dans nos prévisions de dépenses, des crédits qui maintiennent temporairement les traitements au niveau où ils se trouvent actuellement.

### » 3° *L'attitude du Gouvernement.*

Cela posé, voici comment les événements vont se dérouler. Si, dans quelques jours, l'indice retombe à 683 ou au-dessous, aucun problème ne se pose, — il y aura eu beaucoup de bruit pour rien.

» S'il en est autrement, nous aborderons la difficulté de face. Nous parlerons aux fonctionnaires un langage viril, qu'ils comprendront.

» Le Gouvernement entend maintenir les bases de l'arrêté de février sur lequel reposent les règles de rémunération des agents de l'État. C'est là une déclaration très nette que je tiens à faire pour éviter tout malentendu.

» Certes je considère ce régime comme très favorable aux fonctionnaires, particulièrement en période de hausse de prix; entre tous les travailleurs, de la pensée ou de la main, ils ont une position privilégiée. Loin de moi la pensée de prétendre qu'ils sont trop payés; je sais que pour nombre de petits agents la vie de tous les jours, lorsqu'ils ont des charges de famille, est un problème angoissant; je déplore que nos hauts fonctionnaires ne jouissent pas des rémunérations que devraient leur assurer leurs responsabilités, leur rôle dans l'État — et la comparaison avec la situation faite à leurs collègues dans d'autres pays.

» Mais il ne s'agit pas de cela aujourd'hui.

» Quelles que soient les déficiences auxquelles il faudra parer dans les années à venir, il n'en reste pas moins vrai qu'en comparaison avec le sort de maints citoyens belges, celui des fonctionnaires, dans les temps difficiles que nous vivons est relativement enviable.

» Si les fonctionnaires voulaient invoquer non l'esprit, mais la lettre, le texte formel des arrêtés, ils auraient « formellement » raison, mais « summum jus, summa injuria », il y aurait en ce cas de leur part, abus de droit.

» Après ce que je viens de vous exposer au sujet des mouvements de l'index, il serait difficile d'invoquer, en équité, l'argument tiré de la diminution du pouvoir d'achat. D'autre part, il serait pareillement erroné d'invoquer l'engagement de principe qu'a pris le Gouvernement, dans la déclaration ministérielle, à l'égard des rémunérations en général. Si l'on devait appliquer cette déclaration de principe aux rémunérations des fonctionnaires, le taux de l'indice auquel il y aurait lieu de leur rendre les 5 p. c. qui leur ont été enlevés jadis, ce ne serait point 683, mais bien 701.

» Mais ce n'est pas sur un pareil plan qu'il faut porter la discussion. Nous ne souhaitons nullement minimiser les avantages ou restreindre les ressources que les diverses sections de la communauté ont réussi à s'assurer.

» Mais ce que personne ne pourrait admettre, c'est qu'un groupe, une section de la communauté prétende, en allant jusqu'au bout de ses avantages propres, dépasser la ligne générale.

» Le Gouvernement ne pourrait pas payer, à partir du 1<sup>er</sup> janvier, une majoration de 5 p. c. des traitements, parce qu'il ne dispose pas, d'une manière assurée, des ressources nécessaires.

» Aurait-il pu ou dû se les procurer? Comment? En établissant de nouveaux impôts? Tout le monde reconnaîtra, — et les fonctionnaires seront les premiers à le déclarer eux-mêmes, — que c'est une impossibilité. Les impôts sont déjà trop lourds par eux-mêmes.

» Le Gouvernement s'est engagé à effectuer des dégrèvements. Ceux-ci constituent une partie intégrante de son programme de reprise économique. Et, nous n'avons cessé de le redire : ce programme forme un tout, son succès dépend de son application d'ensemble.

» 4<sup>o</sup> *Perspective d'avenir.*

» Mais ensuite, me dira-t-on, après la période de transition et d'attente, si l'indice continue à monter, que fera le Gouvernement? Sacrifiera-t-il les fonctionnaires? Nullement. Car alors le problème se posera sous un jour tout différent. La continuation d'une hausse lente de l'indice impliquerait l'accentuation du mouvement de rentrée des impôts. Pour certains d'entre eux,

particulièrement adaptés au mouvement des affaires, la hausse des prix détermine un double mouvement d'élargissement des recettes d'une part à cause de l'expansion du volume des affaires, et d'autre part à cause de l'extension de la masse imposable exprimée en francs.

» Mais certains diront peut-être : Si vous avez cette conviction, pourquoi ne restez vous pas logique avec vous-mêmes, en acceptant à la fois dès le 1<sup>er</sup> janvier, des dépenses accrues et des recettes en augmentation ?

» Tout simplement par prudence — mais par une prudence qui me paraît indispensable.

» 5<sup>o</sup> *Souplesse dans l'exécution.*

» Ainsi donc, en attendant, ce que nous proposerons éventuellement aux fonctionnaires, c'est de prendre patience pendant deux ou trois mois, c'est de suspendre pendant ce court laps de temps le régime privilégié qui est le leur, pour accepter la discipline volontaire de modération, de prudence, de contrôle personnel que se sont imposée, à notre invite, les autres sections de la communauté : les agriculteurs, les industriels, les ouvriers, les chômeurs, les petits commerçants. Nous le faisons dans la conviction profonde que toute autre attitude, en compromettant le succès de nos efforts, compromettrait du même coup la possibilité pour l'État de continuer à leur assurer le sort qu'il a promis de leur faire. Le moment venu, nous nous adresserons au patriotisme des fonctionnaires; je ne doute pas un instant que notre appel ne soit entendu par eux.

» Une réflexion encore, avant de quitter ce sujet.

» Tous les articles du programme que le Gouvernement s'est tracé, il entend les réaliser, sans exception; tous les engagements qu'il a pris, il va de soi qu'il les tiendra, coûte que coûte. Ai-je besoin de répéter que cette déclaration vaut, non seulement pour les salaires et les traitements, mais encore pour les pensions et autres allocations sociales ?

» Mais l'application d'un tel programme aux mille difficultés de la réalité, demande une politique à la fois ferme et souple. Lorsqu'il s'agira de déterminer à quel taux de l'indice les rémunérations ont été soit établies, soit modifiées, nous examinerons les circonstances propres à chaque cas avec le maximum d'impartialité et d'objectivité; mais c'est à nous — à nous seuls — à décider, après avoir examiné tous les éléments de la cause. Il faut nous laisser, avec les responsabilités que nous assumons et que nous réclamons, la liberté d'action, l'aisance et la souplesse qui sont indispensables dans l'exécution.

» Ne croyez pas d'ailleurs qu'une telle règle doive jouer toujours dans le sens de la restriction ou de la temporisation. Au contraire. Vous en trouverez bientôt la preuve dans la décision de principe que nous avons prise à l'égard des chômeurs et qui entrera en vigueur d'ici quelques jours, à la faveur d'une série de mesures destinées à supprimer, dans d'autres directions, des abus ou à combler des lacunes.

» Je suis le premier à reconnaître que pour certaines catégories de chômeurs, l'hiver qui vient risque d'être plus dur encore que les précédents. Cela est vrai, à coup sûr, lorsqu'il s'agit de chômeurs complets, habitant les grandes agglomérations, privés de travail depuis de longues années, dépourvus de toute ressource personnelle, et ayant à supporter des charges de famille. Pour ceux-là le Gouvernement a entendu anticiper sur ses engagements stricts; un secours

spécial destiné à leur faire passer moins difficilement la période des grands froids de l'hiver, leur sera octroyé incessamment. »

Après avoir examiné les conditions et circonstances, dans lesquelles M. le Premier Ministre a été amené à définir l'attitude du Gouvernement au regard des traitements et salaires, de ses fonctionnaires, agents et ouvriers comme aussi bien des pensions et autres allocations, considérés en fonction d'une hausse éventuelle de l'index, la Commission a été unanime à ratifier cette attitude.

Elle a cependant formulé le vœu de prendre sans retard des mesures tendant à enrayer une hausse exagérée du coût de la vie et d'autres mesures encore, administratives et dans l'ordre économique, qui lui assurent rapidement des suppléments de recettes.

Elles sont exposées plus loin.

### **Le rôle du Ministre des Finances.**

Il est possible de tirer dès maintenant quelques conclusions de l'exposé qui a été fait ci-dessus, quant à l'avenir du budget de 1936 et de ce qu'il reste à faire pour en assurer effectivement et définitivement l'équilibre.

Les recettes au titre des impôts, taxes et autres redevances ont été, nous l'avons dit déjà, calculées avec prudence, compte tenu des résultats de plusieurs mois d'application. Leur appréciation n'a guère donné lieu à des observations et des critiques au sein de la Commission. A la Chambre, elles ont porté sur quelques points seulement, qui laissent debout la construction d'ensemble du budget.

Par ailleurs, M. le Ministre des Finances paraît bien décidé à n'appliquer, pour 1936, que les seules lois et tarifs réglant les impôts directs et indirects en vigueur en 1935. Loin d'être enclin à les augmenter, il a procédé d'ores et déjà à des dégrèvements, d'ailleurs annoncés dans la Déclaration gouvernementale. Il y a procédé à concurrence de 185 millions, dont 65 moyennant la réduction de l'impôt foncier, et 118 grâce à la réduction de la taxe de transmission et de la taxe de luxe. La moins-value que ces réductions représentent pour le Trésor se fait sentir avec d'autant plus de force que certaines recettes exceptionnelles qui figuraient au budget de 1935 ont disparues de celui de 1936 : 55 millions au titre de divers impôts; 20 millions 300 provenant de remboursements qui ne seront plus effectués au cours du dernier exercice, perte d'une partie des réparations prévue par l'Accord Tardieu-Jaspar : 51 millions. Ensemble 126 millions 300 de recettes de moins que celles encaissées en 1935.

\* \* \*

La tâche du Ministre des Finances, plus difficile que jamais dans la conjoncture présente, consistera à veiller à ce que l'équilibre soit assuré. Nous savons par l'Exposé général comment il entend le réaliser :

« Une réserve de caractère simple, mais impératif, s'impose, dit-il. Il doit être expressément entendu que si dans le cours de 1936 les prévisions de recettes venaient, pendant une période de quelque durée, à ne pas se réaliser, des dispositions convenables devraient être prises en vue de réduire les dépenses déjà votées. Si l'hypothèse inverse se produisait, des possibilités de dégrèvement pourraient être envisagées. »

La préoccupation d'assurer l'équilibre du budget, quoiqu'il arrive, a assurément l'approbation de la Commission unanime. Cet équilibre s'impose impérieusement et en particulier au lendemain de deux grandes opérations, monétaire et financière, qui exigent plus que jamais que l'on veille au maintien du crédit public.

Est-ce à dire qu'il faudrait dans l'hypothèse où les recettes se révéleraient insuffisantes, rayer du budget n'importe quelle dépense ? Ce ne serait ni raisonnable, ni équitable. Il en est de divers ordres. Il en est qui sont indispensables, auxquelles il faudra, vaille que vaille se plier; il en est qui sont simplement utiles et qui peuvent être réduites ou reportées à des temps meilleurs. Il en est qui ont un caractère somptuaire évident et que l'on peut supprimer sans trop de dommages. Il appartient au Ministre des Finances d'agir ici avec tout le discernement désirable.

Mais combien son rôle est difficile et ingrat !

Rôle difficile, qui suppose chez le titulaire une science certaine de tout ce qui, de près ou de loin, touche aux finances. Il n'est pas douteux que le Ministre des Finances actuel possède celle-ci et y joint une conscience très haute de la tâche considérable qui lui est dévolue.

Rôle ingrat, car le Ministre des Finances, s'il porte la responsabilité de la gestion des finances de l'Etat et en particulier de la tenue en équilibre du budget, n'est pas seul à en assurer l'exécution.

Chaque membre du Gouvernement a dans celle-ci sa responsabilité propre. Si le Ministre des Finances est seul qualifié pour garantir les recettes, ses collègues ont tous une part de responsabilité dans les dépenses. Ils se doivent de contrôler leur administration. Mais malheureusement, chacun d'eux a une tendance à se solidariser avec elle, quelles que soient les exagérations auxquelles elles puissent se livrer; chacun d'eux a aussi une tendance à évaluer très haut les besoins de ses services.

Le Ministre des Finances, gardien suprême de la caisse, investi également de la haute mission de faire toujours et partout honorer la signature de l'Etat, devrait, dans ces conditions, pouvoir disposer des moyens d'information suffisants pour apprécier l'utilité des dépenses. Il ne les a pas.

Il est obligé de s'en remettre aux seuls documents ou déclarations produits par chacun de ses collègues. Et combien ces dépenses sont variables ! M. Ingenbleek, dans le rapport qu'il a fait l'an dernier au nom de la Commission, a parlé d'une « hiérarchie des dépenses », qui devraient pouvoir être admises selon leur ordre d'importance et leur degré d'urgence.

Il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'ériger le Ministre des Finances en une sorte de censeur qui pourrait apposer son veto à n'importe laquelle des dépenses. Il s'agit de cette multitude infinie de petits postes dont est faite l'administration de chaque département, qui, par leur masse, finissent par alourdir le budget le mieux établi.

En France et en Angleterre, un contrôle existe dans chaque Ministère, exercé par des Inspecteurs des finances, qui permet de freiner tous abus et exagérations. Le régime fonctionne dans ces pays sans donner lieu à des critiques. Si l'on peut obtenir des titulaires qu'ils possèdent, en dehors d'une certaine culture générale, une certaine expérience administrative acquise à la faveur de leur passage dans les services, ils peuvent rendre des services évidents.

Nous avons chez nous, se superposant à la gestion personnelle des divers Ministres, le Comité du Trésor. Il a rendu en maintes circonstances des services. Mais il a été l'objet aussi de critiques véhémentes au sein du Parlement.

Des anciens Ministres y ont déclaré qu'à l'époque où ils détenaient un portefeuille, ils avaient subi de sa part une tutelle insupportable et qui paralysait fréquemment leurs initiatives les plus nécessaires. Il est difficile de formuler moyennant ces seuls éléments un jugement définitif sur l'institution. La question demande à être étudiée.

Peut-être pourrait-elle l'être par le Conseil supérieur des Finances que M. Gérard projette de créer. Ce Conseil agglomérerait, d'après un communiqué officieux, en une institution unique, les commissions diverses qui travaillent en ce moment en ordre dispersé au sein du Département.

Il serait invité à donner ses avis au Ministre sur les divers ordres de questions intéressant ce dernier. Sans aucun doute, pourrait-on confier à l'une des sections qu'il est question de créer l'étude des inspecteurs aux finances comme aussi celle du maintien du Comité du Trésor lui-même.

Mais le chef du Département des Finances n'a-t-il pas d'autre préoccupation à avoir, pour tenir coûte que coûte son budget en équilibre, que de surveiller et de freiner les dépenses ? En particulier, dans la conjoncture présente, où celles-ci pourraient s'imposer à une cadence plus accélérée que celle des recettes, n'est-il pas d'autres moyens de réaliser cet équilibre ? La politique du chef du Département ne doit pas se pratiquer à sens unique. Il est d'autres mesures à envisager qui permettent d'atteindre à ce dernier et qui peuvent être d'un rendement immédiat. Nous voulons parler de mesures simplement administratives, intéressant, par exemple, la taxation et la perception des impôts et taxes, l'administration des domaines, etc. Ces mesures là dépendent uniquement du Département des Finances. Elles peuvent l'être de suite. Mais elles doivent l'être dans le cadre de deux grandes réformes que le Gouvernement se doit de réaliser dans le cours même de l'exercice qui vient, deux réformes que le Parlement et l'opinion publique unanimes réclament depuis des années : nous voulons parler de la simplification de notre régime fiscal et de la réforme administrative.

En attendant que celles-ci deviennent des réalités, les efforts du Gouvernement devront se porter sur les divers éléments dont est fait notre vie économique. La reprise des affaires est certaine ; il ne faut pas seulement la consolider, il faut l'accentuer.

A tous égards, les mesures qui seront prises sur le terrain purement administratif et fiscal, comme celles qui seront édictées dans le domaine économique auront pour effets certains : d'une part, une augmentation des recettes, d'autre part, une réduction des dépenses, non moins certaine, dans la régression du chômage. Il appartiendra au Gouvernement d'agir avec toute la célérité désirable pour que ces résultats puissent être enregistrés dès les premiers mois de l'exercice qui vient.

---



## COMMENT GARANTIR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ?

---

### MESURES D'ORDRE ADMINISTRATIF ET FISCAL.

---

#### Les déclarations au titre de l'impôt.

Il est dans le pays, des milliers de belges et d'étrangers, qui, tenus de payer l'impôt, ne le payent pas.

Avant la guerre, les déclarations d'impôts étaient remises à domicile par des agents du fisc; après la guerre, l'Administration a préféré les envoyer par la poste.

Autrefois elles atteignaient infailliblement les contribuables par ce que l'agent les remettait en mains de ceux-ci. Quand celui auquel la déclaration était destinée avait changé de domicile, le même agent s'enquérail du nom de son successeur, occupant nouveau d'une maison entière ou d'un appartement, et il lui remettait une déclaration libellée en son nom.

Aujourd'hui, un nombre considérable de déclarations n'atteignent plus ceux auxquels elles sont destinées. Ils sont souvent partis sans laisser d'adresse. Il y a bien un service de recherches, mais celui-ci est en général impuissant, car les communes ne mettent pas beaucoup de zèle à l'aider.

Il y a ensuite un nombre considérable de jeunes gens, qui ayant contracté mariage, restent ignorés du fisc. Il y a enfin, une multitude d'étrangers, qui, ayant une résidence dans le pays, — 305,000 ont été recensés au 1<sup>er</sup> juillet dernier — trouvent, grâce à une organisation administrative défectueuse le moyen d'échapper à l'impôt.

Mais dira-t-on, l'obligation de payer l'impôt subsistera et il finira par être payé !

Non, la prescription peut être invoquée au bout de cinq ans, et il serait curieux de savoir combien le fisc parvient à retrouver de ces délinquants, s'ils n'ont jamais été inscrits sur ses rôles.

#### La taxation des impôts directs.

L'examen des déclarations d'impôts est dévolu aux contrôleurs. Leur rôle dans l'économie fiscale est considérable et les recettes, sont influencées dans la mesure où ils sont à même de bien l'exercer.

L'établissement d'une cotisation ne comporte pas moins de douze opérations: la formation de la déclaration, l'inscription au répertoire, l'envoi au contribuable, l'apurement du répertoire à la rentrée, l'examen de la déclaration, le calcul de l'impôt, l'inscription au rôle, l'établissement et l'envoi de l'avertissement-extrait du rôle, l'apurement du répertoire après taxation, la statistique de la déclaration, l'inscription au tableau, le classement du dossier.

Le calcul d'un impôt représente un travail technique parfois très compliqué. Il doit être fait par un agent à même de vérifier une comptabilité, commerciale ou industrielle, d'établir le bénéfice moyen d'un cabinet de médecin

ou d'avocat, d'établir enfin un forfait quand il s'agit de l'impôt à payer par un cultivateur.

Il y a ensuite les tâches supplémentaires. Le contrôleur doit recevoir et renseigner les contribuables, aider un grand nombre d'entre eux à remplir leurs feuilles de déclarations, redresser celles qui sont mal établies. Il doit surveiller le travail de ses subalternes, qu'on lui enlève parfois au moment où ils ont fini par bien connaître leur service.

Il est sollicité chaque jour à délivrer les certificats de toutes espèces, pour habitations à bon marché, pro deo, allocations pour ascendants militaires décédés; certificats à des miliciens qui désirent toucher leur indemnité, à des étrangers qui demandent une carte d'identité ou un passeport. Des certificats aussi sont réclamés pour bourses d'études, demandes gratuites pour fréquentation scolaire, transport de mobilier à l'étranger, etc. : chaque fois, il lui faut naturellement se référer à la déclaration d'impôt et vérifier si la demande de certificat peut être agréée. Chaque jour, perte considérable de temps.

Le contrôleur doit aussi examiner les dossiers des nouveaux requérants de pensions de vieillesse. Il doit le faire, sans rémunération supplémentaire, en dehors de ses heures de bureau. Des enquêtes aussi l'appellent au dehors.

Et voici qui complique plus que tout l'exécution de sa tâche : périodiquement les lois d'impôts sont annulées ou révisées. A chaque modification et en sus des avis habituels de la Direction supérieure, surgissent des arrêtés nouveaux, une multitude de circulaires interprétatives et que tous les contrôleurs n'interprètent pas de la même manière, de telle manière, qu'il arrive que les lois sont appliquées différemment d'une ville à l'autre, voire de quartier à quartier. A Bruxelles, même, il en est par exemple ainsi lorsqu'il s'agit de la taxe sur viande brute de boucherie : il y a, d'une commune à l'autre des écarts de fr. 0-20 à fr. 0-50 au kilo.

L'étude des lois, arrêtés et circulaires prend un temps considérable à des fonctionnaires déjà surchargés. Et il est arrivé que tel Ministre des Finances les a invités par surcroît, à se livrer à des études et travaux spéciaux de législation !

Il y a 224 contrôleurs pour tout le royaume. A Bruxelles, 15 divisions, dont quatre pour contrôler plusieurs milliers de sociétés anonymes, une pour taxes spéciales, dix pour recevoir et vérifier les déclarations des particuliers.

Il y a par an 2,759,293 déclarations à vérifier (chiffre pour l'exercice 1934). Et voyez quelle est par exemple la part dévolue à un contrôleur à Bruxelles :

1<sup>o</sup> 5,000 à 6,500 déclarations à vérifier émanant de contribuables dont les revenus dépassent le double du minima exonéré;

2<sup>o</sup> 2,000 à 3,000 déclarations non renouvelables émanant de commerçants gagnant moins du double de ce minima, c'est-à-dire moins de 15,000 francs l'an;

3<sup>o</sup> 6,000 à 7,000 déclarations de particuliers non redevables d'impôts.

Une nouvelle catégorie vient d'être créée pour contribuables jouissant de revenus supérieurs à 50,000 francs.

Résultat : quand un contrôleur voit s'accumuler au cours de l'exercice des tâches qui dépassent ses moyens — et n'en est-il pas ainsi après ce qui vient d'être dit — il doit se résoudre ou à apprécier hâtivement les déclarations ou retenir parmi elles les plus importantes, sauf à parapher simplement la masse des déclarations de revenus moyens et petits. Il ne dispose, par ailleurs, pas de moyens suffisants pour exercer un contrôle sérieux sur tout ce qui est impôt

direct. Et ainsi, en dernier ressort, les lois d'impôts et taxes n'atteignent pas leur but, ne donnent pas en général le rendement qu'en a escompté le législateur, pas même celui qu'en attendent ceux qui préparent les budgets. Si elles étaient mieux appliquées, elles provoqueraient rapidement l'élargissement de l'assiette des taxes et impôts, le Trésor pourrait faire face à l'augmentation de certaines dépenses qui sont inéluctables, voire même décréter de nouveaux dégrèvements. Il y aurait moins de contribuables payant pour ceux qui ne payent pas. Au lieu de cela, on amende, on bouleverse sans cesse les lois; on en promulgue de nouvelles pour parer aux insuffisances de rendement de celles en vigueur, et l'Administration, trop faible dans ses moyens, cahotée un peu plus chaque jour, ajoute à l'incohérence pour nous jeter dans le gâchis.

Il n'y a pas, au surplus, que les conditions de taxation qui faussent le rendement des lois d'impôts; il y a aussi celles qui président à leur perception.

### **La perception des impôts directs.**

La perception des impôts est assurée par les receveurs, qui sont en réalité les comptables de l'Etat.

Tâche difficile, ainsi qu'on va voir. Il s'agit de faire rentrer dans les caisses de l'Etat des sommes dont le montant n'est pas inférieur à 3 milliards en moyenne par an. Tous les défauts de notre organisation administrative et de nos méthodes de législation qui rendent si ingrate la tâche des contrôleurs, vont se faire sentir dans l'exercice des fonctions dévolues aux receveurs. S'ils n'avaient qu'à faire rentrer les impôts à la manière de simples comptables, leur tâche serait sans doute assez facile. Mais leur rôle ne s'arrête pas là.

La confection vicieuse et incohérente de nos lois comme aussi bien les taxations auxquelles elles aboutissent, se traduisent par des demandes massives de délais de paiement, des demandes de concordat, des mises en faillite, des contestations et procès, recours en appel ou en cassation, oppositions ou poursuites : toutes complications que rencontre journellement le receveur et qui énervent l'accomplissement de ses fonctions de comptable.

Le résultat se fait sentir chaque année, invariablement. Il y a des mécomptes dans les évaluations et des déficiences dans les rentrées. M. Jaspar, alors qu'il était Ministre des Finances, dut s'appliquer à faire rentrer les impôts directs, y compris les centimes additionnels provinciaux et communaux, recouvrés pour les exercices 1932 et antérieurs, pour une somme qui n'était pas inférieure à 2,400 millions. Cette récupération fut faite du 22 octobre 1932 au 12 juin 1934. Mais entretemps, il lui fallut décréter des impôts nouveaux et majorations d'impôts entre le 30 décembre 1932 et le 17 mai 1933 et qui ont atteint un total de 2,028 millions.

On en trouvera le détail dans le rapport fait par M. Merlot, au nom de la Commission des Finances de la Chambre, page 6.

On voit, par le rappel de ces faits, qu'il ne faut pas s'en tenir à l'appréciation des prévisions des Budgets. Les rentrées dont bénéficient le Trésor dépendent par surcroît de la célérité avec laquelle ses agents réussissent à les assumer, comme des moyens mis à leur disposition, puisqu'aussi bien des dizaines de millions sont irrémédiablement perdus si ceux-ci restent insuffisants.

Le Gouvernement de 1933, sollicité par votre Commission, avait promis de prendre des mesures tendant à faciliter la tâche des receveurs et susceptibles

de mettre fin aux multiples retards apportés dans la perception des impôts. Plus récemment, le 16 avril 1935, notre collègue, M. Misson, ayant attiré l'attention du Ministre actuel des Finances, M. M.-L. Gérard, sur la situation pénible dans laquelle se trouvent les receveurs quant à leurs traitements, avait reçu de celui-ci la promesse formelle que leur situation serait *prochainement* modifiée. Des promesses semblables avaient été faites antérieurement aux contrôleurs. Rien n'a été fait depuis. Il convient de le regretter. Quand tout compte fait, l'on veut réaliser ce que les défauts organiques de notre administration et les méthodes suivant lesquelles elle agit comporte d'inconvénients, il faut bien admettre que ce n'est pas le Trésor seulement qui y est lésé, il n'est pas non plus que le personnel des fonctionnaires et employés qui est de plus en plus découragé, le public lui-même marque de plus en plus son impatience, sinon une certaine indignation de voir perdurer un système fiscal, vexatoire et suranné ! Non seulement nos services administratifs et les méthodes qui leur sont imposées ne sont plus à la mesure de nos lois, trop complexes, mais celles-ci elles-mêmes ne sont plus en harmonie avec la situation économique du pays.

On nous dira : mais que fait donc la direction supérieure ? Elle est à plaindre tout autant que les préposés aux services qui dépendent d'elles. Elle remplit sa tâche avec un zèle et une conscience à toute épreuve. C'est à elle qu'est dévolue périodiquement la tâche difficile d'assurer l'exécution des lois nouvelles ou des lois amendées. La loi établissant l'impôt sur les revenus, votée en 1919, a été depuis modifiée 25 fois ! C'est à elle que l'on s'adresse quand sont décidées des compressions. On lui demande sans cesse de réduire le personnel. Quand elle insiste pour le voir renforcer au contraire, le Ministre objecte qu'il a à maintenir son budget en équilibre. Récemment, une proposition a été faite par le directeur général aux contributions directes, tendant à faire nommer des adjoints à côté des receveurs, littéralement débordés pour la plupart. Elle n'a pas été agréée.

En résumé, maintenant que la Commission chargée d'étudier la simplification de nos lois fiscales a déposé son rapport, il est grand temps que tout soit mis en œuvre pour que ses suggestions soient examinées avec la volonté d'agir sans plus de retard. Une refonte complète de notre législation fiscale en matière d'impôts directs s'impose. Elle est réclamée depuis des années par l'opinion publique unanime. Et en attendant qu'elle devienne une réalité, il est un certain nombre de réformes dont le Département des Finances pourrait prendre l'initiative sans plus tarder et qui s'inspirent de ce qui vient d'être dit ci-dessus. Elles pourront avoir pour effet immédiat d'assurer au Trésor un accroissement très sensible de ses recettes.

Outre qu'il peut dès maintenant prendre des mesures qui permettent d'accélérer l'établissement des rôles et dans des conditions qui mettent ceux-ci mieux en concordance avec les revenus réels des contribuables, il peut en prendre d'autres qui hâtent le recouvrement des cotisations. Nous allons nous y arrêter quelque peu.

### **Le forfait en matière d'impôts directs.**

Les dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 53 des lois coordonnées disposent que certains redevables dont les revenus modestes ne varient guère d'une année à l'autre, sont dispensés de renouveler leur déclaration.

La taxe professionnelle devient donc pour ces contribuables un forfait, assimilable au droit de patente.

Il y aurait sans doute intérêt à généraliser ce régime c'est-à-dire à l'étendre à tous les artisans, détaillants, petits industriels, petits cultivateurs, etc.

Le forfait a l'avantage de pouvoir être mis en recouvrement très tôt, c'est-à-dire dès le début de la première année de l'exercice.

Les avantages sautent aux yeux : 1<sup>o</sup> mise à la disposition du Trésor de sommes importantes au cours de la première année de l'exercice; 2<sup>o</sup> suppression d'une abondante paperasserie; 3<sup>e</sup> suppression des contributions et de toutes leurs suites; 4<sup>o</sup> économie de personnel.

### **Taxe forfaitaire pour les commerçants.**

Les mêmes avantages que ci-dessus pourraient être acquis moyennant l'extension du système de la taxe forfaitaire à charge de tous ceux qui exercent un commerce ou qui exploitent une industrie.

Elle resterait acquise même dans le cas où le commerçant ou l'industriel exploiterait en perte. Elle constituerait en quelque sorte un loyer payé par les intéressés à l'État en compensation de la liberté et de la protection qui leur sont assurées dans l'exercice de leur négoce ou profession.

Un régime de l'espèce existe déjà en matière de taxes sur les débits de boissons. Leurs tenanciers acquittent outre la taxe professionnelle et la super-taxe, une taxe d'ouverture établie en fonction de l'importance de leur loyer.

La même base pourrait être appliquée à la détermination de la taxe d'ouverture à réclamer à tous les commerçants.

Les avantages de ce régime s'aperçoivent de suite :

- 1<sup>o</sup> Perception dès la première année de l'exercice;
- 2<sup>o</sup> Mise à la disposition du Trésor de ressources stables.

La taxe ci-dessus ne serait pas à considérer comme un impôt nouveau supplémentaire. La politique du gouvernement est orientée au contraire, dans le sens des dégrèvements. Il s'agirait d'accorder à l'occasion des allègements compensatoires aux intéressés, l'impôt nouveau pouvant, par exemple, remplacer d'autres impôts.

### **Forfait des marchands ambulants et autres.**

Les personnes qui exercent leur activité professionnelle en ambulants ou sur foires et marchés sont tenues de payer, comme aussi bien les forains, une taxe forfaitaire de 50 à 300 francs suivant les cas pour l'exercice de leur négoce ou métier.

Les petits détaillants, commerçants ou artisans à demeure, auxquels ils font une concurrence très âpre, souvent impossible à soutenir, se plaignent amèrement d'être tenus de payer des quotités d'impôts et taxes plus élevées que leurs concurrents.

Ils se plaignent aussi — et avec eux des commerçants plus importants — de ce que des négociants occasionnels étrangers pour la plupart, qui s'installent

temporairement dans des locaux vides, voire dans des embrasures de maisons, continuent, en dépit de certaines mesures déjà prises, à échapper partiellement ou entièrement à l'impôt; de ce que d'autres enfin, qui pratiquent les visites à domicile, pour vendre des bijoux, pierres précieuses, étoffes, fourrures, bonneteries, tapis, etc., ne payent pas davantage, pas même la taxe de luxe ou de transmission.

Ce sont là des questions qui demandent une sérieuse attention de la part de l'Administration.

### **Contribution foncière.**

La contribution foncière est incontestablement celle qui donne lieu aux difficultés les plus grandes d'application comme aussi bien aux récriminations et contestations les plus passionnées de la part du public.

La péréquation cadastrale qui au moment où elle fut décidée en 1931 s'imposait incontestablement en tant qu'elle devait mettre fin à un régime d'iniquité dans l'impôt devenu intolérable, a donné lieu depuis à des avatars sans nom, tant au point de vue des intérêts du Trésor que de ceux des contribuables eux-mêmes. Et les méfaits de la péréquation continuent à se faire sentir en dépit des mesures édictées depuis et qui devaient en modérer les effets.

L'opération qui, en fait, devait stabiliser le revenu foncier fut entreprise à une époque où celui-ci était éminemment devenu instable et les règles appliquées eurent pour effet d'appliquer des revenus cadastraux qui atteignaient dans un grand nombre de cas jusqu'au double du revenu réel.

C'est que la crise est venue entretemps, qui a réduit dans des proportions considérables, la valeur des immeubles, entraînant dans une mesure plus que proportionnelle la réduction de leurs revenus. Les anciennes cotes continuant à être appliquées, les réclamations atteignirent le fisc par centaines de milliers depuis 1932, année de son entrée en vigueur.

Et voyez la situation paradoxale dans laquelle elle a acculé celui-ci et les effets fâcheux qui en sont résultés pour le Trésor.

L'Etat, en vertu de l'article 72 des lois coordonnées, dispose d'une hypothèque sur tous les immeubles des redevables de l'impôt, étant un privilège qui s'exerce sur ceux-ci avant tout autre et y compris les revenus. Il peut, en cas de non-paiement de l'impôt dans les deux mois qui suivent la délivrance de l'avertissement-extrait du rôle, procéder à la vente du ou des immeubles.

Or, depuis 1932, non seulement des milliers de réclamations ont surgi, mais un nombre considérable de contribuables ne se sont pas acquittés de l'impôt foncier. Au début, l'Administration exécutait sans plus les non-payants. Dans la suite, à mesure que la crise se faisait sentir, elle dut agir avec plus de modération et des instructions furent données dans ce sens aux receveurs. Les impôts impayés se sont dès lors accumulés, grossis des intérêts de retard, et le Département des Finances voyait augmenter d'année en année les arriérés.

C'est ainsi que dans le Rapport du budget de 1935, il est dit qu'au 31 octobre 1934, les recouvrements à opérer s'élevaient à 706 millions. Mais sur cette somme, 406 millions étaient momentanément considérés comme étant d'un recouvrement impossible, par suite des délais accordés, des saisies-arrêts, d'oppositions aux poursuites, de faillites, de recours en appel et en cassation, et. Si l'on ajoute à cette somme 66 millions d'impositions irrécouvrables, il reste que

234 millions seulement pourront immédiatement être récupérés, sauf complications imprévisibles pour les exercices antérieurs à 1934.

Comment l'Administration en est-elle arrivée là ? C'est qu'elle s'est rendu compte à la longue et à mesure que s'effondrait la valeur des immeubles qu'en cas de ventes forcées, non seulement elle avait à redouter toutes les surprises de la procédure, souvent dangereuse, mais qu'elle n'était pas toujours assurée de récupérer ce qui lui était dû.

Tout cela montre de toute évidence que la contribution foncière ne peut pas être maintenue telle qu'elle est partagée aujourd'hui.

Le Département des Finances prévoit pour 1936, 76 millions de recettes en plus au titre de la contribution foncière qu'en 1935. Il pourrait y avoir là certains mécomptes.

En réalité celle-ci est un impôt sur le revenu et il serait logique qu'on l'établisse sur déclaration du propriétaire. Si celui-ci occupe lui-même sa maison, que l'on procède dans ce cas par comparaison avec des immeubles similaires du ressort. Avec ce système il n'y aurait jamais de surtaxe et par conséquent pas de réclamations. On a vu ci-dessus ce que coûte à l'État un régime qui ouvre les portes toutes grandes aux contestations et aux procès. Le mieux serait de taxer d'après le revenu réel suivant stipulations du bail. Le trésor même y gagnerait, car il a été relevé que dans un nombre considérable de cas, le revenu réel est supérieur au revenu cadastral ! De 1924 à 1930 c'est ainsi que se percevait la contribution foncière. Les réclamations étaient inexistantes et les contribuables aussi bien que le Trésor y trouvaient leur compte et par dessus le marché, la tranquillité.

\*  
\* \*

Il y a enfin une dernière question posée à l'occasion de l'application de l'impôt foncier, c'est-à-dire celui qui intéresse l'outillage industriel ! L'on demande à l'Administration de reviser les règles suivant lesquelles elle apprécie le revenu cadastral.

Une Commission a été créée avec mission de rechercher quelle serait la meilleure formule à adopter pour déterminer ce revenu. Une proposition a été faite qui tend à renoncer à établir le revenu cadastral de l'outillage industriel. Elle est à l'examen, mais ne pourra sans doute être admise, que si elle ne nuit pas aux intérêts des communes, ni aux industriels eux-mêmes.

Il faut souhaiter que la décision ne se fasse plus longtemps attendre, car elle est souhaitée par les services des receveurs qu'elle allégera de gros ennuis, et par les industriels unanimes.

\*  
\* \*

### **L'impôt complémentaire personnel.**

L'impôt complémentaire personnel — ou supertaxe — a été rétablie, quoique sur des bases différentes de l'ancienne, par arrêté-loi en date du 26 février 1935.

Le 13 février de la même année, M. Gutt, auteur du projet a souligné à la Chambre tous les défauts qu'il reconnaissait à l'impôt indiciaire.

La supertaxe, telle que le promulguait le Gouvernement devait s'y substituer en tant que présentant de nombreux avantages et notamment : au lieu de 27,654 contribuables assujettis à la loi, elle allait augmenter leur nombre; elle créait un régime personnel basé sur l'ensemble des ressources dont dispose le contribuable, déduction faite des charges dont les biens ou revenus étaient grevés. L'impôt devait être modéré, avec une large exonération à la base et une progressivité relativement lente. Son application écartait toutes les investigations spéciales dont l'efficacité n'était pas reconnue probante.

L'arrêté-loi est en vigueur depuis. Le rendement de l'impôt indiciaire avait été arbitré pour l'exercice 1935 à 192,500 millions. Le Ministre actuel a estimé fin juin, que ce chiffre serait confirmé à la clôture de l'exercice et il a prévu pour 1936 un rendement de 217,500 millions. moyennant l'application du nouvel arrêté-loi rétablissant la supertaxe.

Ce chiffre dépasse donc de un huitième à peine celui de l'ancien impôt indiciaire. C'est peu et il se trouve, que dix mois après l'entrée en vigueur du régime nouveau, celui-ci a plus d'adversaires que de partisans, quoique pour des raisons nettement opposées. C'est dire qu'il ne satisfait personne, quoique l'Administration déclare qu'il a simplifié sa tâche.

Parmi les premiers il en est qui soutiennent ce point de vue: le rétablissement de la supertaxe à une époque où déjà la confiance est ébranlée — il s'agissait de février 1935 — constitue une faute. Il ne peut qu'inciter les détenteurs de capitaux à faire évader ceux-ci au dehors.

Son rendement ne sera pas, étant données les bases de taxation qu'il prévoit, bien grand. Il sera au surplus conditionné par la vigueur des mesures qui seront appliquées pour obtenir des assujettis des déclarations sincères et réelles de leurs revenus Et alors de deux choses l'une : ou bien ces mesures seront très sévères et prendront le caractère d'une véritable inquisition fiscale ; dans ce cas l'évasion des capitaux atteindra des proportions considérables, imprévisibles. Conséquence : le rendement sera dérisoire et le pays sera privé des capitaux qui lui sont indispensables. Ou bien, le fisc s'en remettra au contribuable du soin de déclarer sans plus ses ressources et dans ce cas encore on ne peut raisonnablement s'attendre à ce que les recettes que peut récupérer le Trésor soient sensiblement élevées.

La loi est mauvaise, disent-ils, et par surcroît, dangereuse.

Les partisans de la loi lui trouvent des défauts non moins évidents, quoique très différents.

Et tout d'abord, son application va toucher des dizaines de milliers de contribuables en plus et pas nécessairement des gens aisés. Pour l'exercice 1935, le nombre des assujettis à ce jour s'élève à 107,349. Il atteindra les salariés, employés, artisans, petits commerçants, qui déjà subissent la taxe professionnelle et la contribution de crise. Ils n'ont aucun moyen d'y échapper et aucune fraude ne leur est possible. L'impôt nouveau se superpose à celui déjà établi sur leurs revenus, qui proviennent de leur travail.

La cédule mobilière constitue sans doute, elle aussi, une charge qui pèse sur les valeurs mobilières. Mais outre que celles-ci sont pour certaines d'entre elles déchargées de l'impôt, tels certains titres de rentes, les obligations de la Société nationale des Chemins de fer, elles peuvent être cachées, non déclarées et être transférées au dehors. L'immunité dont jouissent certains titres est suffisante pour fausser complètement la loi.

La contribution foncière n'est pas fixée selon le revenu réel des biens, comme c'était le cas dans la loi d'impôt sur les revenus votée en 1919, mais moyen-



nant un forfait, de manière que quand elle intervient dans l'établissement de la supertaxe, le déséquilibre ne pourra être qu'aggravé.

Ainsi donc, le régime nouveau ne satisfait personne. Il a incontestablement pour mérite d'être plus simple, d'application plus facile que l'impôt indiciaire. A-t-il créé plus de justice dans l'impôt ? On voit, par les arguments produits au débat par ses adversaires, que ceux-ci sont d'avis, quoique pour des raisons très divergentes, qu'il n'en est rien.

Il semble bien que quand sera abordée la grande réforme qui doit réaliser la simplification de tout notre système fiscal, la revision de l'impôt complémentaire personnel, la supertaxe, devra être envisagée également. Certains membres de la Commission estiment toutefois qu'avant d'en arriver là, il serait désirable de laisser se dérouler l'expérience encore pendant quelque temps.

### **Les droits d'enregistrement,**

Les droits d'enregistrement, aux titres divers et y compris les droits de timbre et la taxe de transmission, figurent au budget de 1936, pour la somme énorme de 3,080 millions. Votre rapporteur a eu l'occasion de dénoncer, au Sénat, en avril 1933, les conditions extrêmement défavorables dans lesquelles il est pourvu à leur perception.

Ici, tout comme pour les impôts directs, le contrôle est notoirement insuffisant.

Il y avait à l'époque, à Bruxelles, huit contrôleurs, à Anvers, cinq, à Gand et à Liège, trois, et un pour chacun de nos arrondissements judiciaires. Depuis, il y en a treize à Bruxelles, huit à Anvers, quatre à Gand et à Liège, et toujours un par arrondissement judiciaire. C'est toujours tout à fait insuffisant. La taxe de transmission est mal appliquée en général, et la taxe de luxe à peu près nulle part en province, en dehors des grandes villes. Il en est ainsi parce que, malgré l'augmentation du nombre de contrôles renseignés ci-dessus, celui-ci reste largement insuffisant.

Un membre a fait valoir que certaines entreprises de cinéma n'étaient pas tenues de payer l'impôt. Il a demandé au Département de lui en faire connaître la liste. A ce jour, elle ne lui a pas été accordée.

Un autre membre estime qu'il n'est pas équitable de percevoir, sur les recettes *brutes*, la taxe imposée aux cinémas ; d'après lui c'est sur les recettes *nettes* que cette taxe devrait être calculée.

Un autre membre a signalé qu'à la campagne, notamment à l'occasion de l'abatage de bétail, les taxes n'étaient pas payées. L'insuffisance des contrôles a été maintes fois dénoncée au Ministre responsable et en particulier par la Direction générale du service. Aucune mesure n'est jamais intervenue suffisamment large que pour faire disparaître cette lacune de notre système fiscal. L'on a invariablement invoqué le devoir que l'on prescrivait à l'Administration d'avoir non pas à augmenter son personnel, mais à le réduire. Il 'sagit là, on en conviendra, d'économies puériles, pour n'en pas dire davantage. Que si le Département va être obligé en 1936, de se procurer des ressources supplémentaires, il les trouvera dans l'organisation de services de contrôle suffisants pour dérouter toutes fraudes. La reprise manifeste des affaires lui en donne l'occasion. C'est le moment plus que jamais d'agir. La dépense à prévoir pour étendre les services sera largement couverte, on n'en peut douter par l'accroissement des recettes au titre des droits d'enregistrement.

Il y a là, à recouvrer, des dizaines de millions, actuellement perdus pour le Trésor, par le seul fait de la non application de la loi.

### Les domaines.

Les considérations émises ici ne se rapportent pas à cet ensemble de biens les plus divers dont est fait le patrimoine national et dont l'inventaire réclamé depuis des années a enfin été fait, l'an dernier, par une commission spéciale présidée par notre collègue M. Van Overbergh.

Il s'agit dans ce chapitre de certains biens pouvant être vendus ou pouvant donner lieu à des revenus, dont la gestion dépend du Service des domaines.

Ce service ne jouit pas de l'autonomie en dépit de l'importance des biens et revenus dont il a la gestion. Il est rattaché aux services de l'Enregistrement et on lui a confié par surcroît les tâches les plus disparates et les plus lourdes. En dehors de la charge qu'il a de gérer des biens meubles et immeubles, terres, terrains, expropriations, assèchement de rivières, etc., il doit en effet, s'occuper des biens des trafiquants, des biens des contumaces, des séquestrés, des recouvrements d'indemnités de guerre indues, du péage des canaux, du contrôle du tarif des ports, des paiements en recouvrement des brevets et... de la protection de l'enfance.

Ce n'est pas d'ailleurs seulement l'Administration centrale qui est investie des attributions variées, les services provinciaux le sont de même. Ce qui caractérise l'Administration des Domaines dans son ensemble, telle qu'elle existe et fonctionne depuis toujours, c'est son défaut de caractère commercial. L'esprit administratif seul y règne souverainement. Comment en serait-il autrement alors qu'on investit le personnel, en haut comme en bas, de charges aussi opposées, que les unes requièrent en réalité des commerçants, les autres seules des fonctionnaires ?

Les défauts de notre organisation des Services domaniaux ont été dénoncés à maintes reprises au Parlement et y compris par votre rapporteur. Rien n'a été changé. La Direction supérieure est débordée. On lui demande un travail surhumain. Chaque fois qu'elle réussit à former dans les services centraux du personnel quelque peu averti de ses fonctions il lui est enlevé pour être dirigé vers quelque centre de la province. C'est-à-dire que les services sont fréquemment déforcés. Les biens immenses, terres, forêts, terrains, immeubles qui sont la propriété de l'Etat pourraient être d'un rendement considérable, autrement plus élevé que les quelques 22 millions de revenus inscrits au budget pour 1936, les 12 millions renseignés sous la dénomination « valeurs capitales » et les 10 millions qui sont prévus dans l'Exposé général au titre de revenus des forêts et que l'on ne voit pas figurer au chapitre « Capitaux et Revenus ».

Mais il faudrait pour cela changer radicalement les méthodes.

Des progrès ont été réalisés depuis un an, moyennant la création de « Comités d'achats » c'est quelque chose, mais c'est trop peu.

Un membre a préconisé l'établissement de rapports permanents entre les services des domaines et des agences immobilières donnant toutes garanties. Celles-ci, selon lui, sont mieux qualifiées pour pratiquer des opérations de ventes immobilières. Il appartient au Ministre des Finances d'examiner cette suggestion. Quoiqu'il en soit une réforme complète de l'Administration des Domaines s'impose en ce sens qu'un service autonome devrait être créé, qui gérerait

uniquement et suivant les méthodes commerciales les biens productifs de l'État, les capitaux comme les revenus. Ce serait tout profit pour le Trésor.

### **La réforme de l'Administration.**

La réforme de l'Administration est un de ces problèmes que les gouvernements invoquent toujours et qu'aucun ne résoud jamais. Elle fut posée dès 1927, au lendemain de la première dévaluation. Des comités mixtes furent institués, qui après de longues délibérations réussirent à formuler des conclusions pratiques d'une valeur inestimable. Mais elles restèrent lettre morte.

En 1931 le Gouvernement remettait la question à l'ordre du jour, comme étant d'un intérêt capital pour le pays. Dans l'Exposé général du Budget, il s'exprimait ainsi :

« Une tâche plus étendue reste à remplir dans le domaine de la compression des dépenses, l'enseignement des faits actuels démontre en effet la nécessité impérieuse de rendre moins onéreux encore le fonctionnement des services publics. Le Gouvernement s'engage à poursuivre sans relâche l'examen de cet important problème. »

Des compressions sont intervenues effectivement depuis dans les services administratifs. Elles ont pris d'ici de là une certaine ampleur sans que l'on puisse dire toutefois qu'elles aient été toutes également heureuses. Il est des compressions utiles, nécessaires, voire impérieuses. Il en est d'autres qui sont puériles, nuisibles, voire criminelles. Quant à une refonte large, profonde, vraiment effective de l'Administration, quoique le Comité des secrétaires généraux fut appelé à la rescousse, elle n'a jamais été opérée.

Le Gouvernement actuel y fait allusion à son tour dans son programme et le 4 août dernier, dans le discours qu'il a prononcé à Namur, M. Van Zeeland en a entretenu son auditoire. Tout en se défendant d'avoir fait, comme on l'avait dit, de la véritable inflation bureaucratique — le nombre de fonctionnaires avait été à cette date, augmenté de cinq unités depuis son ascension au pouvoir — il a annoncé la création d'une nouvelle Commission qui serait chargée, non d'études nouvelles mais de reformer l'administration.

Le 18 août M. le Député Housiaux par question posée au Premier Ministre désirait être renseigné sur :

1<sup>o</sup> Le nombre d'agents nouveaux nommés — à titre temporaire ou définitif — dans les différents départements ministériels, depuis le 15 avril dernier.

2<sup>o</sup> La décision prise par le Gouvernement au sujet de l'utilisation des agents du Trésor.

Le Premier Ministre vient de faire connaître sa réponse :

Au total, il a été créé 344 postes nouveaux de fonctionnaires et agents, dont 129 temporaires et 181 postes ouvriers nouveaux dont 154 temporaires.

Déduction faite des emplois supprimés, il reste un accroissement de 159 emplois nouveaux, dont 126 temporaires et 33 définitifs.

Quant aux ouvriers le total se solde par 5 définitifs en moins et 154 temporaires en plus.

Une autre question a été posée par M. Collard, député, sur la répression des cumuls. Elle était libellée ainsi :

Un arrêté royal du 5 février 1935 interdit le cumul de deux ou plusieurs emplois ressortissant à une administration de l'État ou des établissements publics dépendant de l'État; il interdit également le cumul de l'un des emplois précités et de toutes autres professions ou occupations lucratives.

M. le Premier Ministre voudrait-il bien me faire connaître :

1<sup>o</sup> Le nombre de fonctionnaires auxquels il a été jusqu'à présent fait application de ces dispositions;

2<sup>o</sup> Le nombre de dérogations accordées par application de l'article 2 de cet arrêté royal?

Je voudrais que les chiffres fussent donnés pour chaque département ministériel séparément. »

Réponse du Ministre :

« Les différents Ministres ont fait parvenir les demandes d'autorisations de cumul introduites par leurs fonctionnaires et agents, au comité consultatif de fonctionnaires qui a été institué en vue d'examiner ces demandes et de proposer au Conseil des Ministres les décisions à prendre en vertu de l'arrêté royal du 5 février 1935.

» Ce Comité procède à un travail de classement et dénombrement qui est indispensable pour lui permettre de réaliser sa mission et de se prononcer en parfaite connaissance de cause.

» Ce travail n'étant pas terminé, il n'est pas encore possible de fournir les renseignements demandés. »

Il faut regretter que cet important problème qui depuis des années intéresse au plus haut point l'opinion publique, soit resté toujours sans solution.

Le problème de la réforme administrative reste entier.

De quoi s'agit-il en somme? De remettre à l'étude la question du personnel de l'État, de réduire les cadres des fonctionnaires hauts et petits, en nombre, tout en les renforçant en valeur, en prestige et en autorité, de mettre fin aussi aux cumuls injustifiés.

La nouvelle Commission aura à doter le personnel de l'État d'un Statut, à étendre les conditions de son recrutement, moins d'hommes, mais des hommes de valeur; la durée du stage qui doit précéder la nomination définitive, les conditions d'avancement, moyennant une certaine hiérarchie dans les mérites et valeurs, la question de traitement dans ces conditions qui tout en lui donnant le sens de ses responsabilités, permettra au personnel subalterne de vivre dignement et honnêtement, celle enfin des pensions fixant bien les droits et devoirs des titulaires aussi bien que de l'État.

Il restera par dessus toutes ces réformes à procéder dans chaque département à une organisation plus rationnelle des services, mieux adaptés aux buts ou objectifs pour lesquels ils ont été créés, de manière à réaliser en recettes, le meilleur rendement au profit de la collectivité. Un membre est d'avis qu'une meilleure coordination devrait être établie entre les divers départements.

La réforme administrative, large et sérieuse, le Pays l'attend aussi avec une impatience éternelle par toutes les déceptions antérieures et parce qu'il est d'avis qu'elle est susceptible d'aider à tenir notre budget à un niveau d'équilibre.

## LE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE, BASE DE L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE.

### Le budget extraordinaire et la réserve de réévaluation L'O. R. E. C.

La déclaration du Gouvernement le 29 mars dernier, affirmait la volonté de provoquer la reprise de l'activité économique et de hâter la remise des chômeurs au travail, moyennant un programme important de travaux publics et la création d'entreprises nouvelles destinées notamment à mieux desservir notre marché intérieur en produits qui lui faisaient défaut.

Afin de coordonner ces efforts, il décidait de créer l'Office de Redressement économique, auquel collaborent les chefs des divers départements directement intéressés à celui-ci, autrement dit l'O. R. E. C.

Il n'est pas possible d'apprécier le budget de 1936 sans tenir compte des répercussions que l'activité de cet Office peut avoir sur les prévisions de ses recettes et dépenses et il convient, d'autre part, d'examiner avec une sérieuse attention la question des crédits prévus pour le budget extraordinaire proprement dit aussi bien que le budget que la dévaluation a permis de mettre à la disposition de l'O. R. E. C.

\* \* \*

La Banque Nationale a transféré au Trésor, en or-métal, une somme de 3,730 millions de francs provenant de la réévaluation de son encaisse-or et devises ayant existé à la date du 29 mars 1935 sur la base de 75 p. c. de la parité ancienne du franc belge. Ce sont là les chiffres reproduits dans l'Exposé général du Budget. Dans le discours que M. le Premier Ministre a prononcé le 10 décembre dernier à la Chambre, la même réévaluation, calculée sans doute suivant un taux de 28 p. c., porte cette somme à 4.350 millions.

Nous nous en tiendrons ici au chiffre fourni par le projet de budget, soit 3,730 millions, qui est d'ailleurs la somme qui a été portée en recette dans les comptes budgétaires de l'exercice 1935.

Compte tenu d'une somme de 345 millions remboursés à la Banque Nationale pour apurement d'une partie de la dette du Trésor; puis d'une somme de 133 millions, quote-part due au Grand-Duché de Luxembourg dans l'accroissement de l'actif de la Banque Nationale, il reste disponible, sur un total apprécié à 3,730 millions, une somme de 3,252 millions.

De ceux-ci, 1,125 millions ont été affectés au Fonds d'égalisation des changes créé par arrêté royal le 3 avril 1935; 1 milliard au Fonds de régularisation des rentes créé le 11 mai 1935.

Ensemble : 2,150 millions.

Restent disponibles : 1,127 millions.

C'est cette somme que le Gouvernement a décidé d'utiliser comme volant de Trésorerie et qu'il se propose d'appeler provisoirement et partiellement à l'exécution des budgets extraordinaires.

Ceux-ci s'élèvent au total, pour 1936, à 2,303,602,589 francs, à provenir des 1,127 millions disponibles ci-dessus et des 1,125 millions qui, ayant alimenté

le Fonds d'égalisation des changes, pourront, de l'avis du Gouvernement et au moment où il le jugera possible, être retirés de ce dernier. Soit au total 2,252 millions.

Le budget des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1936, apprécié à 2,303 millions, est donc particulièrement élevé.

La première partie, la plus importante, soit 1,182 millions, est destinée à l'exécution en 1936, de la première tranche du programme établi par l'O.R.E.C. en vue d'accentuer, moyennant des travaux publics, la remise au travail des chômeurs.

Le programme total de l'Office, dressé pour trois ans, s'élève à 3,487 millions, dont 2,305 millions à utiliser en 1937 et 1938. La deuxième partie de 1,112 millions doit permettre de continuer les travaux décidés ces dernières années et pour lesquels des crédits furent jusque maintenant régulièrement votés par le Parlement, notamment 300 millions du Fonds des grands travaux, 140 millions du Fonds des routes, 472 millions pour travaux de défense militaire.

Elle devra, tout comme par le passé, être fournie par l'emprunt, après avoir été temporairement couverte par le Fonds d'égalisation des changes.

\* \* \*

Le fonds de réévaluation aussi bien que les sommes portées au budget extraordinaire pour 1936 ont fait l'objet de vives discussions au sein de la Chambre, comme dans la presse et ont donné lieu à des critiques de la part de certains membres du Sénat.

Déjà l'on s'est étonné de ce que le produit de la réévaluation des valeurs-or appartenant à l'Etat, soit 322 millions aient été pris en recette par le Gouvernement pour établir au 15 octobre une situation qui réduit le déficit pour 1935 à 128 millions environ; mais des craintes surtout ont été manifestées quant aux manipulations auxquelles donne lieu le fonds de réévaluation.

D'aucuns font valoir qu'il y a un certain danger à engager des dépenses aussi massives que celles notamment prévues pour le programme des travaux publics, avec le dessein d'y faire face dans des conditions qu'ils estiment dangereuses à tous égards. On sait en effet que le fonds de réévaluation sera utilisé pour sa plus grande part en masse de manœuvre, dont le Gouvernement entend se servir suivant les besoins et les circonstances, mais avec le dessein de la maintenir finalement intacte.

Pour calmer ces craintes, il répond qu'en tout état de cause, il se réserve de mettre les dépenses des travaux engagés au ralenti, si contre toute attente des mécomptes devaient éventuellement survenir. Certains redoutent aussi qu'en engageant les mois prochains les disponibilités du Fonds de réévaluation il puisse arriver que le Gouvernement soit contraint de se rabattre plus tôt qu'il ne le voudrait sur le fonds de un milliard affecté au soutien des changes. Ils redoutent que cela soit fait à un moment où notre devise pourrait encore avoir à affronter des moments difficiles.

Il en est qui vont jusqu'à contester au Gouvernement le droit de disposer de ce milliard, comme ayant pris au moment de la conversion en mai dernier, l'engagement d'affecter une somme de cet import au maintien des cours et de la stabilité des titres de la rente convertie et unifiée.

D'autres encore pensent que le moment pourrait venir où le milliard confié au Fonds d'amortissement pourrait se trouver totalement ou largement immo-

bilisé grâce à l'acquisition de titres de rentes en soutien des cours. Ils vont jusqu'à considérer que le milliard dans ce cas, serait dépensé, ce à quoi le Gouvernement répond qu'il ne pourrait s'agir là d'une dépense puisqu'aussi bien elle a une contrepartie dans le rachat de titres d'emprunts, c'est-à-dire un paiement de dette envers l'Etat.

Mais disent encore les mêmes opposants, dans ce cas, le Gouvernement va nous rapprocher du moment où il nous faudra songer à l'emprunt, pour financer notamment son vaste programme de travaux. Et ils font le décompte suivant pour apprécier ce qui pourrait advenir des 3,750 millions constituant le Fonds de réévaluation :

Remboursement à la Banque Nationale . . . . .	fr.	345,000,000
Versement au Grand-Duché de Luxembourg . . . . .		133,000,000
Remboursement à la Hollande . . . . .		300,000,000
Déficit probable du budget de 1935 . . . . .		130,000,000
Prélèvement divers faits par le Trésor au 25 novembre 1935 sur le Fonds. (Rapport de la Commission de la Chambre p. 17) . . . . .		422,000,000
Total . . . fr.		1,330,000,000

Au total 1,330 millions seraient d'ores et déjà dépensés, à moins d'admettre qu'une partie des 422 millions renseignés ci-dessus comme ayant été prélevés par le Trésor ne l'aient été que temporairement. M. Van Zeeland, Premier Ministre a en effet indiqué le 20 décembre dernier à la Chambre, que 52 millions seulement avaient été retirés du Fonds pour assurer les besoins de trésorerie dus à l'exécution du budget extraordinaire de 1935.

Mais il nous faut bien nous en tenir aux chiffres renseignés dans le projet de budget.

Il y aura d'autre part à financer le solde du budget extraordinaire qui, au 31 août dernier, s'élevait encore à 1,310 millions.

Il y aura lieu en outre pour le Trésor, de trouver les quelque 1,122 millions représentant les crédits nécessaires pour poursuivre en 1936, les travaux engagés durant les années antérieures. En tout, 2,432 millions.

Vient ensuite le solde de l'emprunt hollandais, soit 1,200 millions contracté par M. Gutt en décembre 1934 (à fr. 14-50 le florin et qui devra être liquidé sur la base de fr. 20-50) avec échéance fin 1937. D'aucuns étaient d'avis qu'il eut été désirable que cet emprunt fût liquidé ce mois, moyennant le Fonds de réévaluation. Il devra sans doute être consolidé.

Lorsque seront payés les travaux du budget extraordinaire — O. R. E. C., il restera, tous comptes faits sauf imprévus, un solde de 1,318 millions du Fonds de réévaluation. A ce moment l'on saura lequel des deux Fonds de soutien, du change ou des rentes aura dû être supprimé ou allégé en partie de ses disponibilités.

Le Gouvernement pourra d'ailleurs prélever une somme supplémentaire de 620 millions à la Banque Nationale, qui lui est due du fait que la réévaluation de l'encaisse-or de celle-ci a été effectuée sur la base d'une dévaluation de 25 p. c. de la parité ancienne, alors qu'elle a atteint en fait 28 p. c. Le 29 mars dernier, la déclaration du Gouvernement annonçait que la réévaluation à 25 p.c. n'était que provisoire et qu'il pouvait donc la compléter par après. C'est ce qui fait que dans son discours du 10 décembre, le Premier Ministre a pu, pensons-nous, faire état d'un Fonds de réévaluation de 4,350 millions.

Mais il n'en subsiste pas moins que les dépenses prévues pour l'exécution du programme de travaux dressé par l'O. R. E. C., s'élève à 3,487 millions, que si 1182 millions seulement de ceux-ci auront été utilisés en 1936, il n'en restera pas moins indispensable d'assurer le paiement du solde pour les années 1937 et 1938, soit 2,305 millions. Un membre de la Commission a d'ailleurs fait des réserves quant aux capitaux que le Gouvernement aura à se procurer éventuellement et il est d'avis qu'aux états relevés il convient d'ajouter des débits antérieurs.

Un moment viendra en tout cas où il faudra recourir à des emprunts importants. Un peu plus tôt ou un peu plus tard, mais on ne pourra les éluder. Le Gouvernement ne pourra les contracter avec avantage que s'il prépare dès maintenant de bonnes conditions de crédit.

Pour cela, un rigoureux équilibre du budget est d'une nécessité absolue. Personne ne conteste cette vérité. Des opérations d'emprunt de quelque envergure ne pourront aboutir qu'à ce prix. Il faut que nos titres de rente soient tenus à des cours qui attestent de leur qualité. Il est de toute nécessité aussi que le Gouvernement poursuive énergiquement sa politique de réduction du loyer de l'argent qui sera avant tout conditionnée par une cotation élevée des rentes. Car, il importe que les emprunts puissent être réalisés à des conditions qui correspondent aux facultés contributives du pays. Et il ne faudrait pas aller au delà.

Dépasser ces limites, alors que nous serons seulement, ne l'oublions pas, en pleine convalescence, ce serait faire retour bénévolement aux erreurs passées. Qui donc le voudrait ?

Déjà, cela ne doit pas être perdu de vue, les engagements pris par l'Etat durant ces dernières années, comme conséquence de la création de diverses institutions de crédit public ou de l'extension des opérations de celles existantes, portent sur des sommes considérables.

L'Exposé général du Budget de 1936 les énonce ainsi :

	Limite fixée millions	Utilisation millions
Crédit artisanal . . . . .	50	11.8
Petit crédit professionnel . . . . .	200	15.6
Ducroire . . . . .	700	155.0
ANIC ancien . . . . .	780	725.2
ANIC mars 1935 . . . . .	500	53.0
Société Nationale de Crédit à l'Industrie :		
Créances gelées . . . . .	2.000	1.884.6
Mobilisation de commandes, etc. . . . .	500	néant
Obligations ordinaires. . . . .	2.352	1.043.1
Fonds temporaire Classes moyennes . . . . .	400	44.4
Office Central petite Epargne . . . . .	1.000	396.0
Mobilisation devises bloquées . . . . .	150	15.4
Institut de Réescampte . . . . .	2.000	néant

soit un total de 10,532 millions, dont 3,948 millions engagés.

« Certains de ces organismes, dit l'Exposé, ont un caractère essentiellement temporaire et devront être liquidés progressivement dès que les circonstances le permettront. Il y a lieu de remarquer que des garanties et des signatures



couvrent les risques assumés par l'Etat. Les pertes, peu importantes d'ailleurs, subies dans certains cas, ont été prélevées sur les disponibilités des institutions en cause. En ce qui concerne les opérations du Comité A.N.I.C., la liquidation des affaires de quelques débiteurs défaillants n'est pas terminée, et il n'est pas possible, dès lors, de chiffrer la perte qui en résultera. Aucune intervention financière du Trésor n'a donc été exigée, jusqu'au 30 septembre 1935. »

Cette déclaration est rassurante et il faut espérer que dans l'avenir les divers instituts et organismes de crédit continueront à fonctionner dans des conditions qui ne requièrent pas plus que jusqu'à ce jour l'intervention du Trésor.

\*  
\* \* \*

La question qui se pose désormais est celle-ci : étant donné que le Gouvernement engage des capitaux considérables, plus importants que jamais, dans l'organisation de travaux publics, pouvons-nous tout au moins espérer que ceux-ci contribueront, dans une large mesure à aider à la rénovation aussi rapide que possible du pays? Car c'est bien là le but poursuivi par le Gouvernement. Sur ce point, un membre de la Commission a formulé des réserves quant à l'affectation d'une partie importante du produit de la réévaluation à de grands travaux, dont il met en doute l'utilité, en ce qui concerne la résorption du chômage, étant donné que dès à présent la nécessité d'emprunts à contracter paraît évidente et que d'autre part l'amélioration de la situation ferait en toute hypothèse rendre ces travaux moins nécessaires. Le Gouvernement, lui, entend accélérer avant tout, la reprise des affaires, trouver grâce à celle-ci, le moyen de réduire ses dépenses par la résorption du chômage et accroître ses recettes à l'occasion du développement des transactions.

Déjà un nombre considérable de chômeurs a été remis au travail. Combien? On n'en connaît pas le chiffre exactement. Les indications fournies par les Départements intéressés sont elles-mêmes contradictoires. M. De Man les évalue à 42 p. c. du nombre total des chômeurs.

Comment ce résultat a-t-il été atteint?

Il l'a été au premier chef, cela est indéniable, comme conséquence de la dévaluation, celle-ci ayant eu pour effet immédiat de remettre en activité la plupart de nos entreprises industrielles et commerciales, qui jusque là végétaient ou avaient cessé de produire. Cette influence s'est fait sentir durant cinq ou six mois incontestablement.

Les mesures édictées par le Gouvernement n'ont produit leur effet qu'un certain temps après et au premier chef il faut souligner l'impulsion qu'a donné aux affaires sa politique de crédit. Bien peu nombreuses sont les entreprises qui n'en ont tiré quelque profit, soit directement, soit indirectement.

Il y a ensuite les travaux publics décidés à une cadence accrue quoique réalisés avec une certaine lenteur. Est-ce à raison du temps nécessaire pour élaborer des plans parfois compliqués et difficiles? Est-ce à la suite de retards administratifs, conséquence d'une organisation désuète, trop hiérarchisée et avec une mauvaise répartition des responsabilités? Est-ce à raison de la situation difficile des communes et de leur manque de crédit, alors qu'elles étaient invitées à collaborer à la grande œuvre de rénovation?

Toujours est-il que l'influence des travaux publics ne s'est fait sentir que plusieurs mois après la dévaluation, et alors que 500 millions de travaux ont été engagés moyennant l'appui donné aux provinces et aux communes. Cette

politique se développe à l'heure présente dans la collaboration de l'O. R. E. C., et du Département des Travaux publics. La préparation des plans des travaux considérables est poursuivie fébrilement, de manière que ceux-ci pourront être abordés dès le début de l'année prochaine. Tout se réalisant suivant ce programme, établi pour un an, l'on peut présumer qu'il permettra de remettre un nombre considérable de chômeurs au travail, sans qu'il soit tenu compte des autres moyens mis dès maintenant en œuvre et qui tendent vers le même objectif.

Le budget de 1936 sera influencé, cela est l'évidence même, par la mise en application de ce programme et dans la mesure où elle aura réussi. Il le sera quant aux dépenses puisqu'aussi bien tout chômeur remis au travail représente une économie pour le Trésor; il le sera quant aux recettes, car l'exécution de grands travaux est une source de profits pour toutes les catégories d'industries qui les alimentent en matériaux.

Et les matériaux belges seront favorisés très particulièrement.

Ne perdons pas de vue — cela sera souligné plus loin — que nos administrations publiques, quelles qu'elles soient sont tenues, à la suite des suggestions faites au Gouvernement par la Commission du Commerce intérieur, de donner la préférence aux produits belges.

En résumé, il y a pour l'Etat, grâce à cette politique des grands travaux, matière à bénéfice sur les deux tableaux : côté recettes et côté dépenses. Et c'est cela qui nous intéresse au moment où nous discutons le budget.

### **La réadaptation industrielle.**

La réadaptation de l'industrie ou tout au moins d'une grande partie de nos industries, pose un problème qui ne pourrait être certes soulevé à l'occasion de l'examen du budget des Voies et Moyens, si sa solution n'était susceptible d'influencer celui-ci d'une manière évidente et dès sa mise en application.

Votre rapporteur a cru devoir s'y arrêter avec l'idée, que si comme tout l'annonce, des dépassements sont à prévoir au titre des crédits prévus pour les dépenses, la réadaptation d'anciennes entreprises industrielles, comme aussi bien la création d'industries nouvelles pourront permettre au Trésor, non seulement de ne pas les utiliser entièrement ceux-ci, mais lui valoir très rapidement des recettes supplémentaires.

Dès après la guerre, nous nous sommes trouvés, et beaucoup plus durant les années qui ont suivies, dans cette situation de plus en plus pénible, de plus en plus angoissante qu'un nombre considérable de nos entreprises qui jusque là avaient été prospères, durent arrêter, soit partiellement, soit totalement, leur activité.

Dans quelles conditions, à la suite de quelles circonstances? Ce n'est point l'endroit ici de nous y attarder. Elles sont d'ailleurs en général connues : le meilleur de notre expansion au dehors nous était assuré avant la guerre par le développement énorme pris par nos industries lourdes. Celui-ci était favorisé par là même que de nombreux pays qui en étaient dépourvus étaient en pleine transformation et avaient besoin de matériel de chemin de fer, de ponts métalliques, de matériel de guerre, etc.

Depuis, les meilleurs de nos clients se sont outillés à leur tour et peuvent se passer désormais de nos produits. D'autres se sont mis à nous faire la concu-

rence que nos grandes entreprises surcapitalisées, écrasées par des charges obligataires qui dépassent leurs moyens normaux soutiennent de plus en plus difficilement.

Nous avons lutté avec tous nos autres fabricats. Mais outre que pour un grand nombre de ceux-ci le même phénomène d'adaptation industrielle s'est révélé dans de nombreux pays, jusque là, acheteurs chez nous, il en est parmi ceux-ci, tels la Suède, l'Allemagne, la Suisse, l'Angleterre, la Hollande qui ont étendu et développé la liste de leurs fabrications de précision et de parachèvement. Nous ne les avons pas suivis et nous sommes désormais dans une situation d'infériorité notoire.

A cet égard, dans une étude intéressante parue dans un de nos grands quotidiens, M. Max Drechsel, directeur de l'Institut supérieur de Commerce de Mons, a mis en évidence certains chiffres des plus suggestifs. Il les a puisés dans le Bulletin du Bureau international de Statistique commerciale : « Nous avons, rappelle-t-il, vendu en 1930, pour 16 milliards de produits fabriqués et nous en avons importé pour 9 milliards. Ce résultat paraît à première vue avantageux. Mais quand on confronte les prix des produits exportés et importés, on voit que nous avons payé à l'étranger fr. 8-75 au kilo alors qu'il ne nous a rendu que fr. 3-75 au kilo. C'est-à-dire que nous exportons des produits de faible valeur et que nous dépendons de l'étranger pour les fabricats de précision et parachevés.

Voici d'ailleurs un tableau, puisé dans le même Bulletin, qui indique, pour différents pays, le prix moyen payé à l'exportation par kilogramme de produit fabriqué :

Suisse . . . . .	64.60
Autriche . . . . .	21.50
Tchéco-Slovaquie . . . . .	14.20
Allemagne . . . . .	12.65
France . . . . .	11.85
Pays-Bas . . . . .	10.00
Grèce . . . . .	7.00
Norvège . . . . .	4.00
Union Belgo-Luxembourgeoise . . . . .	3.75

Nous sommes donc comme on voit au bas de l'échelle et cela est inquiétant quand on tient compte de ce qui a été dit plus haut, c'est-à-dire que la plupart des pays jadis acheteurs de nos produits se sont, pour un grand nombre d'entre eux, mis à les fabriquer eux-mêmes.

Veut-on maintenant se rendre compte, par quelques chiffres de la valeur, pour quelques pays comparables au nôtre, des produits parachevés les plus importants. .

Le même Bulletin renseigne, pour 1930, les chiffres suivants :

*Machines motrices :*

Suisse . . . . .	659 millions.
Suède . . . . .	420 —
Union Belgo-Luxembourgeoise . . . . .	115 —

*Machines et appareils électriques :*

Pays-Bas . . . . .	2,200 millions.
Suède . . . . .	884 —
Union Belgo-Luxembourgeoise . . . . .	666 —

*Machines-outils :*

Pays-Bas . . . . .	213 millions.
Suisse . . . . .	173 —
Union Belgo-Luxembourgeoise . . . . .	63 —

*Instruments et appareils scientifiques :*

Pays-Bas . . . . .	152 millions.
Autriche . . . . .	91 —
Union Belgo-Luxembourgeoise . . . . .	18 —

*Machines et appareils textiles :*

Suisse . . . . .	452 millions.
Belgique . . . . .	39 —

Les chiffres rappelés plus haut se rapportent à l'année 1930, c'est-à-dire avant que la crise se fit sentir chez-nous.

Que dire de ce qui s'est passé par après ? La crise est venue. Un vent de folie protectionniste sévit de par le monde, qui se révèle par des mesures de défense les plus disparates mais aussi les plus effectives : relèvement des droits de douane, interdictions d'importations, contingentements, pratique de la politique des échanges par équivalence, organisation du dumping, interdiction de sortie des devises, dévaluations monétaires, etc.

Rien n'a manqué au tableau; rien n'y manque aujourd'hui encore; tout est mis en œuvre de toute part pour refouler nos produits endéans de nos frontières. C'est ainsi que nos exportations sont tombées de 1929 à 1934, de 35 à 13 milliards, 13 milliards sur lesquels, par surcroît, nous ne réalisons presque plus de bénéfice !

Le résultat, il vous est connu : des centaines d'entreprises, des usines, fabriques, ateliers, manufactures fermées irrémédiablement. D'autres, renflouées, maintenues en vie à l'intervention des instituts publics de crédit et des banques; d'autres encore se soutenant péniblement par leurs propres moyens et attendant des temps meilleurs; d'autres enfin qui seraient en mesure de réformer ou de développer leur activité productrice, si elles obtenaient quelque soutien des pouvoirs publics.

Et en présence de la permanence de cette situation critique, catastrophique, qu'avons-nous fait ?

Nos chefs d'entreprise, grâce à des efforts inouïs, se sont réadaptés tant bien que mal là où c'était possible. Le Gouvernement, depuis que dure la crise, a cherché avec obstination à améliorer nos rapports commerciaux avec les pays étrangers : mais cela pouvait-il suffire ? Est-ce là tout ce que nous avons à faire et ne reste-t-il rien d'autre à entreprendre aujourd'hui ?

Nous avons, si nous voulons faire retour à la prospérité, si nous voulons connaître à nouveau l'ère des budgets en équilibre, à nous atteler résolûment et énergiquement à deux grandes tâches :

1<sup>o</sup> Réadapter notre production aux possibilités extérieures et dans une large mesure à nos besoins intérieurs;

2<sup>o</sup> La réorganiser de manière à pousser nos fabrications jusqu'aux produits finis au lieu des demi-finis et accroître ainsi les bénéfices de travail national.

La liste est longue des fabricats que nous continuons à ignorer dans le pays et que nous persistons à acheter au dehors. Ce sont ceux des industries de précision et de parachèvement ou que nous produisons en quantités ridiculement

insuffisantes. En voici quelques-unes : les aciers fins, le fer blanc, les machines-outils, les machines pour entreprises de construction, les machines agricoles, les appareils électriques de toute espèce, les ventilateurs et aspirateurs électriques, les lampes électriques, les compteurs d'électricité, de gaz et d'eau, les automobiles, les avions, la quincaillerie, les ciseaux, les rasoirs, les machines à coudre, les montres, réveils-matin et horloges, les serrures, les machines à écrire, les machines à calculer, les appareils de précision de laboratoire, les appareils photographiques, les appareils frigorifères, spécialités chimiques, des tanneries spéciales, etc.

Une liste de près de 1,000 produits a été dressée aussi ces dernières années par l'Office du Commerce extérieur, qui sont renseignés par nos consuls à l'étranger comme étant demandés sur les marchés où ils sont chargés de nous représenter et susceptibles d'y être vendus avantageusement.

Or, des usines, des fabriques, des manufactures, des ateliers existent abandonnés depuis des années, avec un matériel qui se rouille, que l'on vend par parties et au petit bonheur, des cours envahies par les mauvaises herbes et tout autour des populations ouvrières livrées à un chômage persistant, déprimant, douloureux, et sans qu'aucune espérance ne vienne. Des entreprises aussi existent qui végètent, qui pourraient se développer si elles trouvaient, en banques, des appuis.

Ainsi se présente le problème de la réadaptation industrielle. Ainsi il est posé depuis des années sans qu'aucune initiative soit intervenue qui ait fait entrevoir une solution.

Le Gouvernement actuel l'a intégré dans son programme et le Premier Ministre vient d'annoncer le 10 décembre à la Chambre que des mesures allaient être prises sans plus de retard pour aider des entreprises qui ne sont plus viables à s'adapter à d'autres fabrications et susciter la création d'industries nouvelles pour mieux alimenter notre marché intérieur en produits belges et satisfaire aux demandes nombreuses qui nous viennent de nos représentants à l'étranger.

L'on demande avant tout à être renseigné sur l'étendue du mal. En Hollande, le Gouvernement Collyn, pénétré de l'idée que la réadaptation industrielle pourra avant tous autres remèdes, sauver le pays, a créé le « Service technique d'exploration économique ». Chez nous fonctionne depuis peu un service d'études semblables au Ministère des Affaires économiques, encore qu'il doive exercer sa mission dans des conditions bien modestes. Elle devra être élargie. Le service nouveau devrait être mis en mesure de faire toutes études et recherches qui aident à rajuster les entreprises existantes ou à développer les industries nouvelles.

Il doit pouvoir le faire en établissant le bilan de nos production industrielles actuelles, en mettant à jour leurs faiblesses là où elles existent, en dégagant les possibilités là où elles existent, sur le marché intérieur et sur les marchés extérieurs. Il importe de mettre fin à notre infériorité devenue notoire.

Il faut que l'Etat, sans devenir en aucune façon industriel lui-même aide par tous les moyens à sa disposition, celles des entreprises qui puissent se consacrer à de nouvelles fabrications ou perfectionner des production existantes.

Il peut les aider à obtenir des crédits, à bas intérêt et à long terme, moyennant, cela va de soi, des garanties suffisantes. Ces crédits qui serviraient, cette fois à créer des richesses nouvelles, pourraient être fournis, moyennant l'intervention des institutions de crédit public existantes. Pour aider au développement ou à la création de ces entreprises, le Gouvernement devrait pouvoir

consentir certains avantages fiscaux, décider dans certains cas la Société Nationale des Chemins de fer à accorder des tarifs spéciaux de transports. Peut-être pourrait-on envisager par surcroît l'octroi de primes à ceux qui, en créant des industries nouvelles, réembaucheraient les ouvriers chômeurs.

Des mesures devraient être prises aussi pour aider les chefs d'entreprises qui orientent leur production ou leur fabrication dans des voies nouvelles, à être assurés de la main-d'œuvre qualifiée dont ils auront besoin. Notre enseignement technique pourra être assez rapidement adapté pour former celle-ci partout, tout au moins où ce sera possible.

Déjà des demandes nombreuses d'appuis ont été adressées à l'O. R. E. C. Il serait désirable qu'elles puissent être prises en considération sans plus de retard. Le Gouvernement se doit de faire connaître le plus rapidement possible ce qu'il entend faire pour favoriser la réadaptation. On peut dire sans exagération qu'il sera possible, s'il est donné suite aux seules initiatives qui se sont fait connaître à ce jour, de réembaucher pour le moins 10,000 ouvriers, que si l'œuvre de réadaptation est poursuivie avec vigueur autant qu'avec ampleur, c'est par centaines de millions que pourront s'exprimer les ventes nouvelles. Si l'on y procède judicieusement, c'est notre marché intérieur, avant tout c'est-à-dire celui qui dépend de nous exclusivement qui en tirera les plus grands profits.

### **L'extension du marché intérieur.**

S'il était nécessaire encore de souligner l'importance qu'a pris dans notre économie générale le marché intérieur, il suffirait de faire cette constatation, à savoir qu'alors que nos exportations ne se sont pas sensiblement développées en volume durant les sept mois qui ont suivi la dévaluation, le nombre des chômeurs a pu être réduit dans une large mesure. A quoi attribuer cette disparité, si ce n'est au fait, que si nos usines, fabriques, ateliers, manufactures ont développé leur production au point qu'il y a un chiffre aussi imposant d'hommes venus au travail sans qu'elle soit consignée comme étant sortie de nos frontières c'est qu'elle a évidemment été utilisée à des besoins intérieurs.

Des entraves de toutes espèces sont mises à la vente de nos produits sur les marchés internationaux. Notre pays est là avec sa population si dense qui doit vivre et cette nécessité devait l'amener inévitablement à se préoccuper d'exploiter dans toute la mesure du possible nos débouchés intérieurs. Et on peut dire que de toute évidence, il a, sous l'impulsion diligente et judicieuse de la Commission du Comité intérieur, présidée par notre collègue M. Van Overbergh, pleinement réussi.

Les moyens préconisés par cette Commission ne se sont pas limités, comme on le croit généralement à provoquer l'organisation d'une propagande intense, ayant pour objet d'inciter nos concitoyens à n'acheter autant que possible que des produits dits belges.

Elle a, après des réunions nombreuses, fait au Gouvernement une série de recommandations, sous la forme de 85 vœux, devant conduire à la mise en application des moyens les plus divers pour développer en dernier ressort la consommation de produits de fabrication belge.

Une société sans but lucratif va être créée, qui est chargée de l'exploitation de la marque nationale, permettant de distinguer les produits nationaux des produits étrangers. Le Gouvernement belge, possédant le pouvoir d'imposer

aux produits étrangers une marque d'origine, vient de prendre le premier arrêté d'application.

Un bureau a été créé aux deux Départements des Affaires Economiques et de l'Agriculture, chargé d'étudier la situation réelle de notre industrie et de notre agriculture dans ses transformations continues.

Une section a été créée au Ministère des Affaires Economiques chargée d'instruire les cas de dumpings étrangers flagrants de manière à pouvoir réagir auprès des Gouvernements étrangers responsables.

La Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Belgique a été chargée d'organiser sur une vaste échelle une propagande intensive en faveur de l'« Achetez belge ». Elle est aussi chargée, d'accord avec le Ministère de l'Instruction publique et de la Direction de l'Enseignement libre, d'organiser la propagande dans les écoles de tous les degrés.

Une Commission spéciale vient d'être constituée par le Gouvernement en vue d'organiser les expositions périodiques de produits belges d'un bout à l'autre du pays par les grands magasins, les coopératives, le moyen et le petit commerce. Cette Commission est chargée aussi de l'organisation de l'exposition des produits étrangers vendus en Belgique et susceptibles d'être fabriqués par l'industrie belge.

Une importante décision a été prise par le Gouvernement, à l'intervention de la même Commission du commerce intérieur, qui oblige les administrations publiques, quelles qu'elles soient, comme aussi bien toutes les sociétés concessionnaires ou sociétés contrôlées ou subventionnées par les pouvoirs publics, à donner la préférence aux entreprises et aux produits belges dans leurs contrats de gré à gré ou dans leurs adjudications publiques. Cette décision s'applique au Congo comme à la Belgique.

Toute cette activité, dont nous ne donnons que quelques exemples, concentrée méthodiquement vers un même but, a déjà produit les effets les plus bienfaisants et a contribué, dans une large mesure, à la reprise des affaires. Que d'entreprises ne se sont pas mises à rajuster sans plus leurs fabrications à seule fin de desservir notre marché intérieur ! Si cette politique peut être poursuivie et développée avec la même ténacité et avec la même vigueur, c'est quelques milliards de francs de marchandises et produits que nous pourrions très rapidement nous dispenser d'acheter au dehors, en attendant que le monde, désabusé par un protectionnisme insensé, en revienne aux pratiques du libre-échange.

A tous ces voisins et concurrents, qui défendent actuellement leur marché intérieur d'une manière beaucoup plus forte que la Belgique ne défend le sien — nous ne devons cesser de répéter, notamment en matière d'adjudications publiques, que nous sommes toujours prêts à contracter des accords sur la base de la réciprocité.

Plusieurs séries de suggestions de la Commission de Commerce intérieur n'ont pas encore été mises en application par le Gouvernement ; nous ne saurions assez insister auprès de lui pour qu'il les examine sans retard dans un esprit de politique générale en faveur du bien commun.

Tels sont les vœux en faveur d'une interpénétration de plus en plus intime du commerce congolais et du commerce belge.

Tels sont les vœux en faveur de la valorisation du marché intérieur national aussi bien dans le domaine agricole que dans le domaine industriel ; d'énormes possibilités s'offrent de ce côté.

Tels sont les perfectionnements de nos institutions chargées de préparer nos accords commerciaux et les mesures de défense contre la concurrence déloyale à l'étranger.

Telles sont les mesures en faveur de la réglementation modérée mais efficace des groupements professionnels en vue d'une adaptation aux besoins de notre production tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

La voie féconde dans laquelle est entré le Gouvernement doit être poursuivie avec vigueur et rapidité. Tous les pays comparables au nôtre, qui ont participé à une rénovation économique le doivent à l'exploitation plus rationnelle de leur marché intérieur.

Et ceci devait être dit au moment où le Gouvernement va se trouver, au cours de l'année qui vient dans l'obligation de procurer au Trésor des ressources qui devront vraisemblablement être supérieures à ses prévisions.

### **Le développement du commerce extérieur de la Belgique.**

Il a été souligné dans les pages qui précèdent que parmi les indices qui indistinctement confirment une amélioration certaine de notre économie nationale il en était un, celui relatif au mouvement de notre commerce extérieur depuis la dévaluation qui pouvait paraître à certains égards moins encourageant.

Des statistiques ont été publiées pour la période allant d'avril à septembre notamment, qui ne renseignaient pas une amélioration intéressante dans le développement de nos ventes au dehors, et cela alors que l'on s'attendait à une augmentation pour le moins égale à la dévaluation monétaire. Alors que le volume de ceux-ci s'est maintenu au même niveau que celui de la période correspondante de l'an dernier, les exportations n'ont augmenté en valeur que de 21 p. c.

Mais si l'on veut bien prendre en considération que le changement intervenu dans la parité-or de notre devise ne pouvait pas ne pas bouleverser les transactions devant les 3 premiers mois qui suivirent celui-ci ; que d'autre part les contrats en cours continuaient en général à se liquider durant cette période en francs à l'ancienne parité, il est sans doute plus rationnel de s'arrêter aux chiffres des trois derniers mois, juillet, août, septembre durant lesquels les échanges se sont faits dans des conditions plus normales. Or durant cette période, nos exportations ont atteint 3,895 millions de francs contre 3,190 millions, mêmes mois, l'année dernière. Il y a donc progrès. Et octobre a confirmé ceux-ci : 300 millions de ventes en plus que durant le mois de septembre, quoiqu'il soit juste de rappeler que cette amélioration est due en partie à des causes saisonnières. Comparées en volume aux chiffres d'octobre 1934, nos exportations en 1935 marquent une avance de 312,000 tonnes, soit une amélioration de 39 p. c.

Et le tableau ci-dessous indique les progrès réalisés dans les pourcentages pour juin, juillet, août de cette année vis-à-vis de la même période de 1934.

Congo belge. . . . .	85.8 p. c.
Argentine . . . . .	14.9 —
Autriche. . . . .	6.1 —
Brésil . . . . .	9 —
Canaries. . . . .	50 —
Egypte . . . . .	8 —



Etats-Unis . . . . .	73.4	—
France . . . . .	42.6	—
Indes Néerlandaises . . . . .	71	—
Italie . . . . .	46.2	—
Norvège. . . . .	59.7	—
Pologne. . . . .	62	—
Afrique du Sud. . . . .	57	—
Uruguay. . . . .	62	—
U. R. S. S. . . . .	83.7	—
Pays-Bas . . . . .	40	—

Une autre indication favorable nous est fournie par l'excédent des importations relevées de juillet à septembre vis-à-vis de la même période de 1935. Elles portent essentiellement sur des matières premières et fournitures utiles à notre industrie. Cet excédent est de 54 p. c. d'une année à l'autre ce qui est un indice constant de reprise économique.

Ces résultats sont en partie neutralisés par la réduction de nos exportations vers certains pays qui payent mal ou empêchent la sortie des devises, tels la Bulgarie, le Chili, le Danemark, la Grèce, la Roumanie, la Turquie, la Suisse et l'Allemagne.

Mais au total, le progrès est réel et d'autant plus appréciable que nos industriels exportent désormais leurs produits en réalisant des bénéfices.

Au point de vue qui nous intéresse ici, celui des recettes budgétaires, c'est là ce qui devait être souligné.

\* \* \*

Que faut-il attendre au cours de l'année qui vient, c'est-à-dire pour l'exercice 1936. L'amélioration relevée pour ces quatre derniers mois sera-t-elle maintenue ou faut-il craindre une régression de nos ventes. Cela est important pour l'avenir du budget et un tour d'horizon s'impose.

En Amérique, depuis la signature du dernier accord, nos exportations suivent une courbe ascendante. Nous avons obtenu des réductions de tarifs sur soixante articles. Le bénéfice de la clause inconditionnelle du régime de la nation la plus favorisée, inclus dans l'accord, nous vaut des avantages qui ne pourront que se développer. Déjà, nous bénéficions depuis des réductions de tarifs accordées au Canada et à la Suède. Des négociations sont en cours entre l'Amérique et la Tchéco-Slovaquie. Nous en profiterons de même, spécialement au point de vue des verreries. Nous aurons intérêt à étudier de près des moyens de pénétration plus avant encore.

En Angleterre, situation de plus en plus favorable et nos marchandises sont payées, ce qui est appréciable. Il y aurait des progrès à réaliser sur les marchés du nord du pays.

Nos rapports commerciaux avec la France sont pour nous une déception. Alors qu'après l'accord de 1928, les importations françaises ont été ascendantes en 1928, 1929 et 1930, et jusqu'à atteindre près de 7 milliards cette dernière année, dès que la balance a été renversée en notre faveur, le Gouvernement français a pris une série de mesures contre nos produits. Et l'on ne voit pas encore poindre les changements effectifs dans l'attitude de ce dernier. On ne peut que le regretter.

Nous avons conclu avec la Russie récemment un traité qui est des plus prometteurs. Le chiffre de 190 millions de vente adopté pour la première année sera dépassé. Nous vendrons sans doute plus aussi la deuxième année, pour laquelle le chiffre de 200 millions est prévu. Nos négociations avec ce grand pays ont porté sur des spécifications de produits et marchandises, ce qui constitue un progrès.

Situation en amélioration avec la Suède, le Danemark et la Norvège. Le Danemark paye mal, mais la Norvège représente un débouché qui demande à être exploité. Il paye bien et il est question d'y installer un poste diplomatique et d'envoyer une mission commerciale.

En Suisse, nous vendons plus que nous n'achetons.

Les sanctions prises contre l'Italie nous sont naturellement préjudiciables, encore que ce pays étant fermé, nous avons repris sa place pour les produits textiles sur divers marchés; les sanctions, tout le fait prévoir, ne seront pas appliquées longtemps.

Avec l'Allemagne, nos rapports commerciaux sont mauvais. Le clearing conclu avec ce pays nous a été défavorable. Les Allemands achetaient beaucoup chez nous, nous vendaient peu, mais ne payaient pas. Un accord nouveau a été conclu qui doit permettre de liquider les arriérés. Depuis, nous avons subi un véritable dumping, savamment organisé, à la faveur duquel les marchandises sont introduites chez nous à des prix que ne peuvent supporter les nôtres. Le Gouvernement, au surplus, veille.

Le Canada, depuis surtout qu'il a changé de gouvernement, pourrait devenir un excellent débouché pour nous. Nous y envoyons beaucoup de travailleurs agricoles. Le pouvoir d'achat y est en hausse sensible. C'est un pays d'avenir pour notre commerce extérieur.

Le Japon avec la Mandchourie sont de même infiniment intéressants pour nous. Dans ce dernier pays, pays neuf, notre consulat travaille avec ardeur.

L'Argentine de même, est redevenu pour nos produits depuis un an un marché de grande activité. Elle commence à nous acheter du charbon.

Nos exportations vers les Pays-Bas augmentent en valeur et en quantité.

En résumé, si l'on considère la période de juillet-août-septembre, le même phénomène s'est produit avec les pays suivants : Argentine, Australie, Autriche, Canaries, Congo belge, Côte occidentale d'Afrique française, Cuba, Egypte, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Indes néerlandaises, Iran, Irlande, Italie, Maroc, Norvège, Palestine, Portugal, Suède, Tchécoslovaquie, Union douanière Sud-Africaine, U.R.S.S.: sur tous les marchés l'on a pu relever une amélioration nette de nos relations commerciales.

Il importe donc, et c'est là notre conclusion, que les efforts du Gouvernement se poursuivent avec vigueur. Le maintien en équilibre du budget de 1936, dépendra avant tout du succès de ces efforts. Rien ne devrait être négligé, semble-t-il, pour rendre ceux-ci aussi effectifs que possible. Il est question de renforcer le personnel de la Direction générale du commerce extérieur, d'augmenter le nombre de nos négociateurs d'accords commerciaux, c'est tant mieux. Celle-ci a mis à l'étude l'envoi de missions dans certains pays, la création de postes nouveaux, une participation plus active aux grandes foires commerciales de Paris, Lille, Lyon, Bordeaux, voire même de Chicago et d'Ottawa. Excellentes initiatives. Le Gouvernement est aussi entré dans la voie de la réduction des contingentements, industriels surtout. S'il parvient à les monnayer

moyennant des avantages équivalents, notre balance commerciale ne pourra que s'en trouver améliorée.

Enfin, il paraît de toute nécessité de majorer des crédits pour intensifier notre commerce extérieur. Dépense productive, dépense utile par conséquent, qui non seulement ne pourrait nuire si peu que ce soit à l'équilibre du budget, mais bien plutôt contribuer à le renforcer.

\* \* \*

Le Rapport ci-dessus a été adopté à l'unanimité.

Depuis que le projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1936 a été déposé, des résultats nouveaux ont été enregistrés par le Département des Finances pour l'exercice en cours, tant au titre des recettes que des dépenses. D'autre part, au cours des déclarations faites à la Chambre au nom du Gouvernement, des chiffres nouveaux ont été produits. S'ils n'ont pu être tous utilisés par votre Rapporteur, faute de temps, celui-ci prie le Sénat de bien vouloir l'excuser.

*Le Rapporteur,*  
G. BARNICH.

*Le Président,*  
A. LABOULLE.

**ANNEXE** (1)

---

**Questions posées par la Commission et réponses du Gouvernement.**

---

QUESTION. — La hausse de l'index ne doit-elle pas entraîner, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1936, une augmentation de dépenses d'administration, pour l'année, de 250 millions?

Les prévisions budgétaires tiennent-elles compte de cette augmentation de dépenses, qui paraît certaine?

RÉPONSE. — Ce n'est que si l'index des prix de détail se maintenait le 15 décembre courant au-dessus du nombre indice 683 qu'une augmentation des dépenses d'administration devrait être envisagée pour le premier trimestre 1936.

Les prévisions budgétaires établies à un moment où cette hypothèse ne s'était pas encore réalisée, ne tiennent pas compte de cette éventualité.

La Commission des Finances de la Chambre ayant interrogé le Gouvernement sur les effets d'une hausse de l'index en ce qui concerne les dépenses en général, il lui a été répondu dans les termes reproduits en annexe.

QUESTION. — Depuis l'établissement au 15 octobre des budgets pour 1936, l'index s'est fixé et se maintiendra vraisemblablement au-dessus de 683 points.

Il en résulte qu'il sera nécessaire au 1<sup>er</sup> janvier d'adapter les dépenses de personnel (2,495 millions), les subventions à l'enseignement : personnel et matériel (124 millions), les pensions d'ancienneté (612 millions), les frais, d'entretien des indigents (54 millions), total : 3,285 millions.

Il est à prévoir également que certaines dépenses s'accroîtront à peu près en proportion avec la hausse de l'index : dépenses de matériel (758 millions); dotations : Liste civile non comprise (31 millions), travaux d'entretien : main-d'œuvre et matériel (213 millions), total : 1,002 millions.

Il apparaît d'autre part impossible que certains autres postes des budgets conditionnant les moyens d'existence de diverses catégories de la population particulièrement éprouvées par la crise, ne soient pas également majorés pour éviter que les intéressés doivent subir une amputation regrettable de leur pouvoir d'achat. Ceci concerne notamment les pensions de vieillesse (590 millions), les allocations aux estropiés et mutilés (33 millions) et les dépenses du chômage (650 millions) total : 1,273 millions.

Ces trois ordres de dépenses, qui représentent à peu près les seuls postes des budgets qui soient directement sensibles aux fluctuations de l'index forment un total de 5,560 millions.

À supposer qu'ils soient augmentés de 5 p. c., il en résulterait une dépense supplémentaire de près de 280 millions pour laquelle aucun crédit n'est prévu jusqu'à présent.

---

(1) Plusieurs réponses à des questions posées par la Commission ne sont pas encore parvenues au moment de l'adoption du présent rapport. Elles feront l'objet d'une annexe II.

Je me permets de poser à ce sujet la question suivante :

Le décompte ci-dessus est-il exact et complet?

RÉPONSE N° 1. — A supposer que l'index de détail reste fixé au-dessus de 683 points pour le mois de décembre 1935 et que les règlements qui servent de base actuellement au calcul des rémunérations du personnel et des pensions soient appliqués littéralement, il en résulterait les augmentations de dépenses suivantes :

1° Les rémunérations du personnel qui s'élèvent au total de 2,495 millions de francs, seraient, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1936, établies sur la base de 100 p. c. au lieu de 95 p. c., d'où une dépense supplémentaire calculée sur une année entière de 125,000,000 de francs.

2° Les pensions d'ancienneté dont le total atteint 612 millions de francs seraient augmentées dans la même proportion, mais à partir du 1<sup>er</sup> avril 1936 seulement; le supplément de dépense serait donc, pour trois trimestres de 22,500,000 de francs;

3° La partie mobile des pensions de guerre est déterminée pour chaque trimestre civil par la moyenne des nombres indices publiés pour le premier mois du trimestre écoulé et pour les deux mois qui précèdent (par exemple : avril, septembre et octobre 1935 valant pour le premier trimestre de 1936). Le budget pour 1936 prévoit 13 tranches mobiles. Le crédit sera suffisant aussi longtemps que la moyenne calculée comme ci-dessous ne dépassera pas 690 points. Le premier trimestre de 1936 sera liquidé sur la base de 13 tranches. Une tranche mobile représente une dépense de + 5,900,000 francs par *trimestre*.

4° Les variations éventuelles, en rapport avec l'index, des autres dépenses reprises dans la question, ne sont pas réglées par des dispositions organiques.

A ce sujet, il y a lieu de remarquer ce qui suit :

a) Les pensions de vieillesse (509 1/2 millions) et les allocations des estropiés (32 1/2 millions) ont été réduites de 5 p. c. par des arrêtés royaux du 31 mai 1933. L'index au 15 mai 1933 était de 701 points.

La suppression de la retenue de 5 p. c. en 1936 entraînerait une dépense annuelle supplémentaire de 28 millions de francs.

b) Les allocations de chômage, dont les taux actuels ont été fixés par l'arrêté royal du 21 mai 1933, n'ont jamais été réduites. L'index au 15 mai 1933 était de 701 points. Une augmentation des allocations de chômage de 5 p. c. par hypothèse représenterait, sur la base du crédit limitatif de 650 millions, inscrit au budget de 1936, une dépense supplémentaire pour une année entière de 32,500,000 francs.

c) Les pensions d'invalidité (822 1/2 millions) subissent les réductions exceptionnelles qui ont été prescrites par la loi du 23 mars 1932 et les arrêtés des 11 et 14 août 1933. Les index au 15 de ces mois sont respectivement de 725 et 698 points. La suppression de ces retenues entraînerait une dépense annuelle de plus ou moins 45 millions de francs.

5° Quant aux crédits prévus pour les dépenses de matériel (758 millions) les travaux d'entretien (213 millions) et les frais d'entretien des indigents (54 millions) l'augmentation qu'ils révèlent par rapport aux dépenses probables de l'exercice 1935, respectivement 67, 51 et 4 millions de francs, pourrait supporter sans majoration supplémentaire éventuelle les conséquences d'une hausse des prix.

6° Enfin, il résulte de renseignements fournis que les dotations du Sénat (8 1/2 millions) et de la Chambre des Représentants (15 millions) sont suffisantes, à très peu de chose près, pour faire face à d'éventuelles dépenses supplémentaires.

Il importe, si l'on voulait déterminer les conséquences, pour le budget de 1936, du jeu des majorations citées ci-dessus, d'éviter d'additionner leurs montants, les dites majorations devant éventuellement prendre cours à des époques différentes.

QUESTION. — 1° A la page 71 de l'Exposé général des budgets, le Ministre des Finances divise les recettes de l'Etat en plusieurs masses, selon qu'elles sont influencées vers la baisse, vers la hausse, — ou qu'elles ne sont pas influencées, donc stationnaires. Parmi ces dernières notamment : les douanes et accises.

Est-il dès lors légitime de prévoir, pour 1936, un accroissement important de recettes à provenir des droits de douane et d'accises ?

D'autre part, le même Exposé général range parmi les recettes « rapidement influencées vers la hausse » les droits d'enregistrement et de timbre, pour lesquels les prévisions de recettes pour 1936 prévoient un accroissement de respectivement 10.6 p. c. et 6 p. c. Dans la même masse est rangée la taxe professionnelle, pour laquelle les prévisions de recettes pour 1936 prévoient une augmentation de rendement de 112.5 millions ou 25 p. c.

Si des impôts indirects et en relation immédiate avec les augmentations de prix dues à la dévaluation ne sont supposés devoir rendre que 6 p. c. et 10 p. c. de plus, est-il légitime de supposer qu'un impôt direct, frappant soit des rémunérations fixes dont la plupart n'ont pas été augmentées à raison de la dévaluation, soit des rémunérations variables mais qui ne se sont encore guère accrues en 1935, — verra son produit s'accroître de 2 p. c. ? Enfin, si les droits d'enregistrement et de timbre, classés parmi les recettes « rapidement influencées vers la hausse », ne voient leurs prévisions augmentées que de 10.6 et 6 p. c. respectivement, — est-il rationnel d'appliquer des coefficients de majoration de rendement de respectivement 16,3 p. c., 13 p. c., 15.4 p. c. et 21 p. c. au produit de la taxe mobilière, de l'impôt complémentaire personnel, de la contribution nationale de crise et des droits de succession, qui sont rangés, par l'Exposé général précité, parmi les recettes influencées vers la hausse « à plus longue échéance » (p. 71 de l'Exposé général) ?

2° Peut-on considérer l'équilibre budgétaire comme assuré, au regard des prévisions reprises à la page 73 de l'Exposé général ?

D'après cette récapitulation,

a) la masse de recettes non influencée par les effets de la dévaluation est de 5,138 millions, tandis que la masse de dépenses non influencée n'est que de 3,104 millions;

b) d'autre part, la masse de recettes « rapidement influencée vers la hausse » n'est que de 3,377 millions, contre une masse de dépenses « rapidement influencée vers la hausse » de 5,937 millions.

La comparaison de ces prévisions ne doit-elle pas inspirer des craintes sérieuses pour le maintien de l'équilibre budgétaire ?

RÉPONSE. — L'honorable rapporteur ne paraît pas avoir interprété tout à fait exactement le sens des calculs faits aux pages 70, 71, 72 et 73 de l'Exposé

général du budget, en ce qui concerne l'influence de la hausse des prix sur les masses budgétaires, tant aux recettes qu'aux dépenses.

Les chiffres indiqués n'ont été groupés dans ces tableaux que pour indiquer une tendance générale. On ne peut pas raisonner utilement sur chaque élément en particulier. D'autre part, ainsi que le dit le texte, il ne s'agit que de l'influence de la hausse des prix *seule* sur ces éléments. Les recettes et dépenses probables, et particulièrement les recettes, telles qu'elles sont inscrites, sont influencées, non seulement par le facteur « prix », mais par beaucoup d'autres causes encore.

En ce qui concerne les recettes : il faut se référer aux notes explicatives du Budget des Voies et Moyens pour trouver la justification technique de chaque évaluation.

Le rendement des impôts est influencé, non seulement par le niveau des prix, mais aussi par le développement même des opérations. En ce qui regarde spécialement les contributions directes, qui sont en grande partie perçues sur rôle, la recette effective dépend également des mesures qui peuvent être prises par l'Administration, pour accélérer l'établissement des rôles et le recouvrement des cotisations.

QUESTION. — 4<sup>o</sup> L'article 9 du Budget des Voies et Moyens prévoit une recette de 277,200,000 francs au titre des « versements pour l'obtention de licences à l'importation ».

Peut-on savoir ce que représente, dans cette somme, le produit des licences pour l'importation de céréales »

RÉPONSE. — La recette de 277,200,000 francs prévue à l'article 9 du Budget des Voies et Moyens, se décompose comme suit :

Céréales . . . . .	145 millions.
Beurre . . . . .	45 —
Viandes, etc. . . . .	21 —
Maïs . . . . .	65 —
	<hr/>
	276 millions.
Autos . . . . .	1.2
	<hr/>
Total . . . . .	277.2 millions.

QUESTION. — 5<sup>o</sup> Le Gouvernement, dans sa déclaration, a reconnu « que le poids total du budget est actuellement disproportionné aux facultés contributives du pays », et a manifesté l'intention de décréter « des dégrèvements fiscaux importants ».

Dans cet ordre d'idées, je voudrais avoir des renseignements suivants :

a) Quel est le détail et l'importance des dégrèvements fiscaux consentis depuis le 1<sup>er</sup> avril 1935.

b) Quelles sont les mesures qui ont été prises pour « mieux proportionner le budget aux facultés contributives du pays ».

c) L'impôt complémentaire personnel — comme aussi, d'ailleurs, la taxe professionnelle — est perçu d'après une échelle qui applique des taux de plus en plus élevés, croissant avec l'importance des revenus.

L'effet de la dévaluation va être d'accroître l'importance nominale de beaucoup de revenus, alors que leur puissance d'achat sera maintenue au même niveau ou même diminuée. L'incidence de l'impôt complémentaire personnel et de la taxe professionnelle va donc être sensiblement plus forte sur des revenus qui n'ont pas vu s'accroître leur puissance d'achat; les exemptions et modérations à la base deviendront aussi insuffisantes; l'impôt devient donc plus lourd et est, en fait, aggravé.

N'entre-t-il pas dans les intentions du Gouvernement de reviser l'échelle de progression prévue pour l'impôt complémentaire personnel, et pour la taxe professionnelle, de façon à conserver à ceux-ci la même incidence qu'avant la dévaluation ?

Il est à remarquer que c'est le maintien des taux progressifs, prévus en 1919 sur les tranches de 5,000 francs or, et qui s'appliquaient en 1927-1928 à des tranches de 5,000 francs-papier, qui a rendu la supertaxe intolérable.

RÉPONSE. — a) Le tableau ci-dessous donne la liste des dégrèvements fiscaux consentis depuis le 1<sup>er</sup> avril 1935 avec mention en regard de chacun d'eux de la diminution de recettes présumée pour l'exercice 1935 et pour l'exercice 1936 :

	1935	1936
	—	—
<i>Contributions directes.</i>		
Contribution foncière : réduction du taux (arrêté royal du 15 mai 1935). . . . . fr.	120,000,000	(1) 65,000,000
	=====	=====
<i>Droits de douanes</i>		
Traité avec les Etats-Unis (1 <sup>er</sup> mai) (2) . . . fr.	26,000,000	39,000,000
Traité avec la France (17 mai) . . . . .	10,000,000	15,500,000
Traité avec l'Italie (15 juillet) . . . . .	500,000	1,000,000
Traité avec l'Allemagne (12 août) . . . . .	1,500,000	3,500,000
Admission d'une valeur réduite pour les marchandises imposables <i>ad valorem</i> (6 mai) . .	16,000,000	(3) »
Suppression des droits sur certaines viandes (13 novembre) (4) . . . . .	850,000	»
	—————	—————
Fr.	54,850,000	59,000,000
	=====	=====

(1) La réduction de 120 à 65 millions dans l'estimation du dégrèvement est expliquée à la page 23 de l'Exposé général du budget de l'exercice 1936.

(2) Les négociations relatives à ce traité ont été menées sous le Gouvernement précédent, mais le traité n'est entré en vigueur qu'à la date du 1<sup>er</sup> mai.

(3) Réserve pour 1936. Question à l'étude.

(4) Cette mesure n'a d'effet que jusqu'au 31 décembre 1935.



*Enregistrement, etc.*

Taxe de transmission sur les fournitures d'électricité (réduction) (arrêté royal n° 167 du 13 mai 1935) . . . . .	14,300,000	25,000,000
Taxe de transmission sur les graisses, huiles, etc. (réductions et suppressions) (arrêté royal du 13 mai 1935) . . . . .	12,000,000	21,000,000
Taxe de transmission sur les porcs (taxe d'abatage) (réduction) (arrêté royal du 13 mai 1935) .	12,500,000	22,000,000
Taxe de luxe sur les chocolats, biscuits, sucreries et pâtisseries (suppression) arrêté royal du 13 mai 1935. . . . .	11,300,000	20,000,000
Taxe de luxe sur les tissus de soie artificielle (suppression) (arrêté royal du 13 mai 1935) . .	11,300,000	20,000,000
Taxe de luxe sur les bandages et chambres à air pour automobiles (suppression) (arrêté royal du 13 mai 1935) . . . . .	5,600,000	10,000,000
	Fr. 67,000,000	118,000,000
	=====	=====

Le montant des dégrèvements peut donc être arbitré :

pour l'exercice 1935, à 120 + 54.85 + 67 . . . . . fr.	241,850,000
pour l'exercice 1936, à 65 + 59 + 118 . . . . .	242,000,000

b) Toute la politique budgétaire du Gouvernement est orientée dans cette direction.

c) Le Gouvernement n'a pas l'intention de modifier l'impôt complémentaire personnel qui vient d'être appliqué pour la première fois suivant la formule nouvelle.

QUESTION. — 6° N'entre-t-il pas dans les intentions du Gouvernement de permettre aux entreprises d'effectuer en exonération d'impôts, les amortissements supplémentaires sur leurs immobilisations que leur impose, en bonne gestion, la dévaluation de la monnaie ?

RÉPONSE. — Les mesures d'ordre fiscal se rattachant à la dévaluation récente ont fait l'objet d'études spéciales; la question posée quant aux amortissements recevra une solution à bref délai.

QUESTION. — 7° Je désirerais savoir sur quels éléments positifs se base le Gouvernement pour inscrire au budget une recette de 48,225,000 francs « à provenir de la convention des marks ».

RÉPONSE. — Ainsi que l'indiquent les notes justificatives annexées au budget des Voies et Moyens, la recette totale des marks se compose :

1° de la recette de 20,000,000 de francs à provenir de l'achat au Trésor, par le Département de l'Instruction publique, des marks bloqués nécessaires au paiement de fournitures aux Universités;

2° d'une somme de 29,750,000 francs à verser au Trésor en exécution des prescriptions de l'accord de clearing du 27 juillet dernier.

L'article 5, II, de cet accord, prévoit que 5 p. c. des versements à faire par la Reichsbank seront affectés, dans l'ordre de préférence et dans la mesure qu'il appartiendra au Gouvernement belge de fixer, au paiement des créances énumérées dans un Protocole annexe.

Un arrêté royal sera publié incessamment, qui fixera les pourcentages attribués aux diverses natures de créances. Le fait que les recettes à provenir du clearing ne sont que d'une trentaine de millions en 1936, alors qu'elles étaient évaluées à 133,900,000 francs en 1935, indique qu'une large préférence a été accordée aux créances privées.

La somme totale de 49,750,000 francs (20,000,000 + 29,750,000) doit être diminuée de la part revenant au Gouvernement luxembourgeois, soit 1,525,000 francs. Recette nette : 48,225,000 francs.

QUESTION. — I. — Quelles sont les associations qui, ayant sollicité l'intervention de l'O. C. P. E., ont obtenu de cet Office une avance ?

II. — Quel est le montant de l'avance faite à chacune d'elles ?

III. — Sous quelles conditions et garanties ces avances sont-elles accordées ?

RÉPONSE. — I. — a) *Groupe Boerenbond* :

1,100 caisses affiliées, qui toutes ont été traitées sur le même pied.

b) *Groupe du Parti Ouvrier Belge* :

Intervention individuelle en faveur de 32 sociétés coopératives.

c) *Coopératives du Personnel des Administrations publiques* :

Samenwerkende Maatschappij van de Bedienden der Openbare Besturen, à Saint-Nicolas-Waes;

« La Fourmi », à Tirlemont;

« Aalstersche Samenwerkende Maatschappij », à Alost;

« Concordia », à Courtrai.

d) *Banque Hypothécaire et Immobilière d'Anvers*.

II. — Les avances ne sont faites qu'au fur et à mesure des retraits par les déposants dont les droits ont été réglés par arrêté royal, suivant des modalités proposées par l'Office. Le chiffre à retenir est évidemment celui de l'ouverture de crédit.

Ces chiffres sont :

pour a) : 297 millions;

pour b) : 90 millions;

pour c) : ensemble, environ 1 million;

pour d) : 35 millions.

Note.

Interventions effectives au 12 décembre 1935, fr. 228,757,972-17.

aucune;

aucune;

fr. 12,849,917-33.

Ces avances ont été fixées à environ 20 p. c. du montant des engagements des sociétés requérantes.

III. — Ces avances, consenties pour un terme variant de quinze à quarante-cinq ans, et remboursables par annuités, ont été accordées moyennant les garanties ci-après :

- a) Gage en valeurs mobilières;
- b) Hypothèque second rang, après 150 millions avance Caisse d'Épargne, et caution solidaire des 32 coopératives requérantes;
- c) Garanties hypothécaires premier rang;
- d) Garantie hypothécaire premier rang et remise en gage de valeurs mobilières.

(60)

## TABLEAU

**indiquant en milliers de francs, les masses budgétaires des Recettes et des Dépenses telles qu'elles pourront être influencées, soit dans le sens de la hausse, soit de la baisse, en tenant compte des états relevés à diverses époques de l'exercice 1935.**

## MASSES BUDGÉTAIRES

	Au moment du dépôt des budgets.	
<b>RECETTES</b>		
1. MASSE INFLUENCÉE VERS LA BAISSÉ.		
Recettes de contingentement . . . . .	334,000	334,000
2. MASSE NON INFLUENCÉE.		
Impôt foncier . . . . .	425,000	
Autres impôts directs (cinémas, automobiles, jeux et paris, arriérés, etc.) . . . . .	411,250	
Douanes et Accises . . . . .	2,791,445	
Droits divers d'enregistrement (amendes, contraventions, droits de greffe, etc.) . . . . .	35,500	
Péages . . . . .	420,535	
Capitaux et revenus . . . . .	207,846	
Remboursements . . . . .	428,553	
Recettes compensatoires et exceptionnelles. . . . .	308,275	
Recettes de réparation . . . . .	134,050	
		5,162,454
3. MASSES INFLUENCÉES VERS LA HAUSSE.		
a) <i>Rapidement</i> :		
Enregistrement et transcription . . . . .	360,000	
Timbres et taxes de transmission . . . . .	2,005,000	
Taxe professionnelle . . . . .	520,000	
		2,885,000
b) <i>A plus longue échéance</i> :		
Impôt complémentaire personnel . . . . .	192,500	
Taxe mobilière. . . . .	483,500	
Contribution nationale de crise . . . . .	593,000	
Successions . . . . .	192,000	
		1,461,000
Total général . . . . .		<u>9,842,454</u>

(en milliers de francs).

EXERCICE 1935				EXERCICE 1936	
Au moment de l'entrée en charge du Gouvernement actuel (31 mars 1935)		D'après les éléments connus au 27 juin 1935		D'après les éléments connus au 15 octobre 1936	
334,000		191,000		301,000	320,000
	334,000		191,000		320,000
425,000		323,300		290,000	366,000
411,250		411,250		463,500	472,000
2,791,445		2,737,445		2,722,000	2,784,000
37,100		39,600		40,600	42,000
420,535		420,535		422,078	420,000
207,846		210,366		532,980	249,000
365,553		365,553		352,108	482,000
241,275		241,275		286,508	236,000
89,050		89,050		44,500	87,000
	4,989,054		4,838,374		5,154,274
					5,138,000
379,800		525,000		515,000	570,000
1,883,100		2,150,000		2,117,000	2,244,000
520,000		520,000		450,000	563,000
	2,782,900		3,195,000		3,082,000
					3,377,000
192,500		192,500		192,500	217,500
483,500		483,500		475,000	552,500
593,000		593,000		520,000	600,000
162,500		186,100		185,000	224,000
	1,431,500		1,455,100		1,372,500
					1,594,000
	9,537,454		9,679,474		9,909,474
	=====		=====		=====
					10,429,000
					=====

		Au moment du dépôt des budgets.	
<b>DÉPENSES.</b>			
1. MASSE INFLUENCÉE VERS LA BAISSÉ.			
Subvention à la Colonie . . . . . fr.	173,000		
Non-Valeurs et Remboursements (contre-partie des recettes de contingentement).	125,100		298,10
2. MASSE NON INFLUENCÉE.			
Dette publique proprement dite . . . . .	2,791,976		
Liste civile . . . . .	14,000		
Non-Valeurs et Remboursements . . . . .	663,875		
Office de la Navigation . . . . .	10,500		3,480,31
3. MASSES INFLUENCÉES VERS LA HAUSSE.			
a) <i>Rapidement</i> :			
Personnel (avec un décalage de trois mois) . . . . .	2,261,168		
Matériel . . . . .	646,817		
Dotation (à l'exclusion de la liste civile) . . . . .	30,690		
Subventions à l'enseignement (personnel et matériel) . . . . .	114,500		
Pensions . . . . .	1,891,661		
Travaux d'entretien (main-d'œuvre et matériel) . . . . .	160,612		
Entretien des indigents, etc. . . . .	49,730		
Non-Valeurs et Remboursements (Taxe professionnelle) . . . . .	88,000		5,243,11
b) <i>A plus longue échéance</i> :			
Subventions . . . . .	90,492		
Dépenses de Prévoyance sociale, etc. . . . .	699,462		
Non-Valeurs et Remboursements (Taxe mobilière) . . . . .	91,000		880,9
Total général . . . . fr.			9,902,5 =====
RÉCAPITULATION (en millions de francs).			
	Recettes.	Dépenses.	
Masse influencée vers la baisse . . . . .	334	2	
Masse non influencée . . . . .	5,162	3,4	
Masses influencées vers la hausse :			
Rapidement . . . . .	2,885	5,2	
A plus longue échéance . . . . .	1,461	8	
	9,842 =====	9,9 =====	

P. S. -- Etant donné l'objet et la méthode de la répartition ainsi faite des masses budgétaires, il e



EXERCICE 1935						EXERCICE 1936	
Au moment de l'entrée en charge du Gouvernement actuel (31 mars 1935)		D'après les éléments connus au 7 juin 1935		D'après les éléments connus au 15 octobre 1936			
173,000		173,000		173,000		159,000	
125,100		125,100		187,100		102,000	
	298,100		298,100		360,100		261,000
2,821,976		2,488,676		2,494,945		2,345,000	
14,000		14,000		14,000		14,000	
663,875		663,875		644,607		732,000	
10,500		10,500		10,500		13,000	
	3,510,351		3,177,051		3,164,052		3,104,000
2,304,368		2,374,768		2,336,730		2,495,000	
656,017		663,017		691,101		758,000	
30,690		30,690		30,660		31,000	
114,500		114,500		120,450		124,000	
2,020,161		2,060,161		2,022,646		2,172,000	
160,612		160,612		162,100		213,000	
49,730		49,730		49,730		54,000	
88,000		88,000		88,000		90,000	
	5,424,078		5,541,478		5,501,417		5,937,000
91,192		91,192		93,543		109,000	
984,462		932,462		898,715		881,000	
91,000		91,000		91,000		110,000	
	1,166,654		1,114,654		1,083,258		1,100,000
	10,399,183		10,131,283		10,108,827		10,402,000
	=====		=====		=====		=====
Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
334	298	191	298	301	360	320	261
4,989	3,510	4,838	3,177	5,154	3,164	5,138	3,104
2,783	5,424	3,195	5,541	3,082	5,501	3,377	5,937
1,431	1,167	1,455	1,115	1,372	1,083	1,594	1,100
9,537	10,399	9,679	10,131	9,909	10,108	10,429	10,402
=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====

nécessaire d'interpréter ce tableau avec prudence.

(ANNEXE AU N° 25.)

## SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 1935.

**Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1936 et des dispositions relatives : à la garantie d'un emprunt de la Ligue des Familles nombreuses, à la loi du 25 novembre 1839 concernant les frais de greffe, à comptabilisation des droits spéciaux qui frappent les céréales à l'importation et à l'emprunt 6 1/2 p. c. de \$ 30,000,000 émis aux Etats-Unis.**

**Suite des Questions posées par la Commission et Réponses du Gouvernement.**

QUESTION N° I. — La Commission prie M. le Ministre des Finances de vouloir bien lui fournir la liste des articles encore soumis à la taxe de luxe — taxe perçue lors de la livraison aux consommateurs.

Elle désirerait connaître également les raisons pour lesquelles l'Administration ne range pas ces articles dans la catégorie des objets frappés à la source.

RÉPONSE. — Sont actuellement encore soumis à la taxe de luxe de 7 p. c. lors de la vente au consommateur, les objets visés au tableau A de l'article 179 du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre, ainsi conçu :

I. *Ameublement.* — Coffre-forts scellés ou non dans un immeuble.

II. *Antiquités et objets de curiosité et de collection.* — Tous objets de curiosité d'antiquité ou de collection, vendus comme tels, à l'exception de ceux qui, sont achetés pour l'enseignement par les établissements d'instruction.

III. *Armurerie.* — Armes à feu de chasse, de défense ou de tir; leurs pièces détachées et de rechange.

Sont exonérées de la taxe les achats d'armes d'ordonnance, y compris les accessoires, par les agents de la force armée, des corps de police ou de gendarmerie ou d'autres services publics, pour l'exercice de leurs fonctions.

IV. *Fourrures.* — Fourrures — y compris les fourrures en plumes —, pelleteries pour l'habillement ou l'ameublement, confections garnies de fourrure, dont le prix excède 1,250 francs par article.

V. *Horlogerie.* — 1° Montres et bracelets-montres dont le prix, y compris éventuellement le coût du bracelet, excède 250 francs.

2° Pendules, garnitures-pendules, cartels ou horloges dont le prix excède 500 francs, à l'exclusion des horloges d'édifices, des chronomètres de bord et des horloges électriques spécialement construites pour commander des installations industrielles horaires ou de signalisation.

A l'égard des garnitures-pendules, il y a lieu de tenir compte du prix de la garniture complète pour la détermination du minimum de 500 francs.

3° Réveille-matin dont le prix excède 90 francs.

VI. *Musique*. — Pianos mécaniques, pianolas et, en général, tous instruments de musique mécanique — autres que les phonographes et les gramophones —, leurs accessoires et pièces de rechange.

VII. *Orfèvrerie, joaillerie et bijouterie*. — Bijouterie et joaillerie vraies ou fausses; perles fines et d'imitation; pierres précieuses et d'imitation; orfèvrerie; leurs écrins; la réparation et toute entreprise d'ouvrage relatives à ces articles ou ayant pour objet un travail d'orfèvrerie, de bijouterie ou de joaillerie.

Sont compris sous le terme orfèvrerie, tous les objets qui ressortissent à l'art de l'orfèvre, qu'ils soient fabriqués en or, argent ou platine, en un alliage comportant l'un de ces métaux, ou même qu'ils soient simplement plaqués de l'un de ceux-ci ou argentés, dorés ou platinés.

Ne sont pas considérés comme objets d'orfèvrerie, bien qu'ils soient dorés ou argentés, les objets en fer, fonte, zinc ou plomb.

Le régime des objets en ivoire, écaille, nacre, ambre ou composition imitant ces matières est réglé sous la rubrique XXII (tableterie) du tableau B.

Sont exonérés de la taxe : *a)* tout achat, toute réparation ou entreprise d'ouvrage dont le prix n'excède pas 100 francs; *b)* tout achat par les hôteliers ou restaurateurs, pour les besoins de leur établissement, d'articles de tableau en métal blanc ou métal commun argentés, quel qu'en soit le prix.

Observations relatives aux objets de composition mixte :

§ 1<sup>er</sup>. — Est classé sous la présente rubrique, tout objet non compris dans une autre rubrique du tableau *A*, en cristal, verre, porcelaine ou faïence, du moment qu'il est orné d'une garniture ou d'une pièce accessoire d'orfèvrerie ou qu'il est rehaussé de joaillerie, quelle que soit la valeur de la garniture ou de la pièce, à moins qu'il n'en soit disposé autrement à la rubrique du tableau *B* sous laquelle figurerait cet objet.

§ 2. — Est également classé sous la présente rubrique, tout objet en une autre matière que celles visées au paragraphe 1<sup>er</sup> ci-avant, lorsqu'il est rehaussé d'une pièce ou garniture en orfèvrerie ou joaillerie qui représente plus de la moitié de la valeur totale de l'objet, à moins qu'il n'en soit disposé autrement à la rubrique sous laquelle l'objet serait classé.

Les objets repris au tableau *B* qui, par application de l'alinéa précédent, ne sont pas assujettis à la taxe de luxe à l'occasion de l'importation ou de la vente par le fabricant, sont régis par les règles ci-après :

*a)* S'il s'agit d'objets importés, il est fait usage du document spécial visé au dernier alinéa de l'article 10<sup>2</sup> du présent arrêté. Ce document porte la mention : « Orfèvrerie. — Tableau *A*, rubrique XI, observation § 2 ».

*b)* S'il s'agit d'objets vendus par le fabricant belge, la facture délivrée par celui-ci est revêtue de la mention : « Orfèvrerie. — Taxe de luxe à appliquer lors de la vente au consommateur. »

Cette mention fixe définitivement, vis-à-vis des acheteurs ultérieurs, le régime fiscal de la marchandise. Elle est le cas échéant, reproduite sur la facture adressée par le premier revendeur au revendeur subséquent.

La même mention doit être insérée par l'importateur dans sa facture, s'il livre la marchandise à un revendeur.

Les sanctions prévues à l'article 175 du présent arrêté sont rendues applicables.

VIII. *Peintures, sculptures et médailles.* — 1<sup>o</sup> Médailles; sculptures originales; peintures aquarelles, pastels, dessins exécutés à la main.

2<sup>o</sup> Eaux-fortes, pointes sèches et autres impressions d'art similaires obtenues au moyen de la gravure en creux sur plaques de métal, même en plusieurs couleurs, lorsque ces œuvres réunissent les conditions suivantes : a) être signées et numérotées de la main de l'artiste; b) être reproduites sur papier à la main (sur feuilles non-rognées), présenter une marge et le renforcement de la plaque.

Sont exceptés de la présente rubrique les œuvres vendues directement par l'artiste.

IX. *Véhicules.* — 1<sup>o</sup> Voitures automobiles, motocyclettes et tous autres véhicules à moteur servant à des transports sur route, ainsi que leurs remorques; yachts, bateaux et canots de plaisance, à l'exclusion des bateaux servant au transport en commun.

2<sup>o</sup> Pièces détachées, garnitures et accessoires, autres que bandages en caoutchouc et les chambres à air.

3<sup>o</sup> La réparation et tout contrat d'entreprise d'ouvrage relatifs aux dits véhicules et embarcations, y compris les contrats passés avec le garagiste pour le garage, la garde ou l'entretien de ces objets.

La taxe prévue au 1<sup>o</sup> ci-dessus est applicable à la vente soit du châssis, soit de la carrosserie, soit du véhicule complet ou de l'embarcation, en y comprenant les accessoires et notamment les bandages et chambres à air montés et les bandages et chambre à air de rechange.

N'y sont pas assujettis les véhicules des espèces suivantes et leurs remorques, savoir :

a) Les voitures automobiles affectées par les hôpitaux et cliniques exclusivement au transport des malades;

b) Les véhicules servant à des transports sur route achetés par les grands invalides de la guerre et destinés à être utilisés par eux comme moyen de locomotion personnelle.

Sont considérés comme grands invalides, pour l'application de cette disposition, les invalides de guerre, militaires et civils, qui bénéficient d'une pension d'invalidité de 50 p. c. au moins.

Restent toutefois applicables à ces véhicules les taxes prévues au 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> ci-dessus.

\*  
\* \*

L'Administration s'est toujours montrée favorable à la perception de la taxe de luxe à la source; un grand pas en ce sens a d'ailleurs déjà été fait : il suffit pour cela de comparer le tableau ci-dessus avec celui des objets qui étaient passibles en 1926 de la taxe de luxe lors de la vente au consommateur.

Mais cette mesure n'est pas toujours souhaitable ni réalisable.

Ainsi, le remplacement de la taxe de 7 p. c. frappant lors de la vente au consommateur les coffre-forts et les instruments de musique mécanique, par une taxe de 9 p. c. à la source équivaldrait à une augmentation de taxe du fait que ces objets sont ordinairement vendus directement par le producteur au consommateur; le report à la source de la taxe frappant les antiquités et les peintures, sculptures et médailles est rendu impossible par la nature même de ces objets. En ce qui concerne les fourrures, la formule qui permettrait

de les frapper à la source n'a pu être trouvée, malgré la collaboration des associations intéressées.

Pour l'armurerie, la réforme n'a pu être réalisée que pour les accessoires d'armes à feu. Pour les armes elle-mêmes, les fabricants se sont opposés à la taxation à la source, le commerce d'exportation d'armes devant en souffrir.

Quant aux véhicules automobiles, la question de la taxation à la source a déjà été étudiée, mais, l'accord n'ayant pu s'établir entre les divers intéressés, le statu quo a été maintenu.

Enfin, la taxation à la source de l'horlogerie et de la bijouterie, joaillerie et orfèvrerie fait actuellement l'objet de pourparlers entre l'Administration et les commerçants intéressés.

QUESTION N<sup>o</sup> 2. — La loi établissant la taxe sur les spectacles et autres divertissements publics prévoit en son article 2 :

« Remise ou modération de la taxe est accordée par le Ministre des Finances, si l'organisateur établit soit que le produit des recettes, sous la seule déduction des frais normaux, a été versé à des œuvres philanthropiques ou de caractère artistique, littéraire, scientifique ou d'utilité publique, soit que le spectacle ou le divertissement ait un caractère nettement établi de diffusion artistique, etc... »

La Commission voudrait voir dresser un tableau renseignant le nombre de cinémas ayant joui en l'année 1934 de ristournes totales ou partielles, avec en regard l'importance des taxes ristournées.

Elle désirerait connaître aussi le montant des sommes perçues sur les établissements acquittant régulièrement la taxe, et le nombre de ceux-ci en regard du chiffre total des établissements donnant des représentations cinématographiques.

RÉPONSE. — 1<sup>o</sup> L'Administration ne connaît pas le nombre d'établissements qui se sont spécialisés pour l'organisation des spectacles cinématographiques, ces spectacles étant parfois donnés dans des établissements ayant plusieurs destinations (concerts, music-hall, etc.), mais d'après nos renseignements, 304 *redevables* de la taxe ayant organisé soit habituellement, soit occasionnellement des spectacles cinématographiques ont bénéficié, en 1934, de ristournes totales ou partielles sur la dite taxe pour un montant de 781,862 francs en principal et décimes au profit de l'Etat.

2<sup>o</sup> En 1934 le nombre d'établissements où ont été organisés des spectacles cinématographiques, était de 1,031.

La taxe en principal et décimes au profit de l'Etat créée de ce chef, s'est élevée à 24,665,603 francs.

L'Administration n'est pas à même de déterminer la partie de cette somme qui a été perçue à charge des *établissements* acquittant régulièrement la taxe, c'est-à-dire sans bénéficier d'aucune remise ou modération.

QUESTION N° 3. — A. — M. le Ministre voudrait-il dresser un tableau des recettes encaissées ou prévues, produit des contributions directes depuis l'établissement des impôts sur le revenu jusqu'à ce jour (budget de 1936 y compris).

B. — La Commission désirerait voir effectuer le même travail pour les recettes des douanes et accises et pour celles provenant de l'Enregistrement et des Domaines.

C. — Dans les recettes provenant de l'Enregistrement, la Commission voudrait voir mettre en relief les revenus provenant des successions.

D. — Elle voudrait voir détacher de même des impôts directs, les taxes assimilées.

RÉPONSE. — Impôts dont le recouvrement incombe à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

ANNÉES.	ENSEMBLE DES IMPÔTS :		DROITS DE SUCCESSION :		TIMBRE ET TAXES Y ASSIMILÉES : (1)	
	Prévisions budgétaires.	Recettes effectuées.	Prévisions budgétaires	Recettes effectuées.	Prévisions budgétaires.	Recettes effectuées.
	1919	133,000,000	193,000,000	40,000,000	43,300,000	10,000,000
1920	289,500,000	305,800,000	50,000,000	46,300,000	40,000,000	47,800,000
1921	304,150,000	351,500,000	100,000,000	64,600,000	50,000,000	93,900,000
1922	605,310,000	677,600,000	120,000,000	85,800,000	260,000,000	350,700,000
1923	644,002,000	916,700,000	90,000,000	121,900,000	320,000,000	496,300,000
1924	1,063,502,000	1,123,900,000	145,000,000	139,900,000	610,000,000	642,200,000
1925	1,243,152,000	1,182,900,000	150,000,000	142,100,000	703,000,000	696,100,000
1926	1,461,150,000	2,156,200,000	145,000,000	169,800,000	922,500,000	1,539,800,000
1927	2,899,050,000	3,474,300,000	190,000,000	338,200,000	2,250,000,000	2,545,400,000
1928	3,223,650,000	3,955,700,000	230,000,000	318,700,000	2,450,000,000	2,745,500,000
1929	3,332,800,000	4,088,700,000	270,000,000	430,400,000	2,307,500,000	2,641,700,000
1930	3,100,000,000	2,871,764,900	200,000,000	483,238,600	1,911,000,000	1,699,263,700
1931	2,498,000,000	2,510,360,000	200,000,000	257,114,000	1,539,000,000	1,652,952,100
1932	3,178,000,000	2,627,456,800	250,000,000	213,399,700	2,282,000,000	1,847,488,100
1933	2,965,750,000	2,811,515,500	285,000,000	205,751,600	2,110,000,000	2,036,923,300
1934	2,836,600,000	2,642,800,000	204,000,000	202,725,000	2,040,000,000	1,991,800,000
1935	2,592,500,000	2,928,300,000 (2)	192,000,000	190,000,000 (2)	2,005,000,000	2,177,700,000 (2)

(1) La taxe de transmission a été établie par la loi du 28 août 1921, dont les dispositions sont entrées en vigueur le 14 novembre suivant.

(2) Recettes probables à la clôture de l'exercice.

## RECETTES de l'Administration des Contributions,

(Indiquées en milliers de francs).

Exercice.	Total des recettes.	Impôts directs.	Taxes assimilées aux impôts.	Recettes diverses.	Recettes exceptionnelles (1).
1920	569,463	269,013	16,659	36,148	247,643
1921	563,744	385,217	22,751	34,424	121,352
1922	693,781	573,109	35,058	45,184	40,430
1923	1,506,219	1,296,456	85,053	31,371	93,339
1924	1,416,986	1,262,016	99,443	34,384	21,143
1925	1,917,720	1,549,975	116,298	231,629	19,818
1926	2,433,971	1,950,416	241,724	230,522	11,309
1927	2,698,760	2,181,080	253,676	264,004	—
1928	3,171,995	2,654,000	236,552	281,443	—
1929	3,692,492	3,025,639	262,456	314,397	—
1930	2,865,683	2,286,741	245,693	333,249	—
1931	2,678,321	2,100,787	219,269	358,265	—
1932	2,339,432	1,813,765	221,680	303,987	—
1933	2,884,357	2,172,778	274,969	436,610	—
1934	2,796,886	2,092,730	266,652	437,504	—
1935 (11 mois)	1,537,170	1,109,353	255,182	172,635	—
1935 (Prévisions)	2,647,000	1,927,500	269,500	450,000	—
1936 (Prévisions)	3,047,500	2,298,500	266,500	482,500	—

(1) Impôts spéciaux sur les bénéfices de guerre et sur les bénéfices exceptionnels (prévus distinctement aux budgets de 1920 à 1926).

## DOUANES ET ACCISES

## Recettes encaissées ou prévues,

Exercice	RECETTES	
	Douane	Accise
1919	Fr. 154,817,621	Fr. 72,135,768
1920	218,843,607	166,907,943
1921	256,322,101	247,536,387
1922	401,037,113	285,911,985
1923	363,544,739	365,435,417
1924	433,234,189	420,221,952
1925	551,160,343	430,030,129
1926	708,588,169 (1)	630,043,668
1927	901,395,461 (1)	796,242,998
1928	1,097,089,452 (1)	900,843,988
1929	1,318,855,517 (1)	990,417,393
1930	1,335,614,288 (1)	974,197,760
1931	1,302,823,649 (1)	1,029,053,154
1932	1,556,128,664 (1)	1,061,844,567
1933	1,495,963,337 (1)	1,244,136,534
1934	1,497,249,254 (1)	1,230,549,192
1935	1,450,000,000 (1)	1,278,000,000
1936	1,480,000,000 (1)	1,287,300,000

(1) Y compris le droit de statistique.



QUESTION N° 4. — La Commission désire être fixée au sujet des conséquences, en droit fiscal, de l'article 5 de la loi du 9 avril 1935 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1935.

Sauf pour les cas visés par l'article 74 des lois coordonnées sur les impôts directs, modifié par l'arrêté royal du 27 septembre 1935, article 6, le terme du délai dont jouissait l'Administration pour porter une cotisation au rôle des contributions était fixé au 31 octobre de la seconde année de l'exercice. Cette manière de faire était basée sur l'absence d'un texte légal accordant un délai plus long que celui qui était prévu par l'article 2, alinéa 3 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

Cette dernière disposition étant modifiée par la loi du 9 avril 1935, le délai d'imposition paraît devoir être amendé en conformité avec ce texte nouveau. L'Administration sera désormais forclosé du droit d'enrôler un redevable après les dates fixées par l'article 5 susdit.

C'est également jusqu'au 31 octobre de la seconde année de l'exercice qu'en principe, aux termes de l'article 61, paragraphe 3, alinéa 2 des lois coordonnées sur les impôts directs, le contribuable peut présenter une réclamation contre sa taxation.

Ce texte formel n'est pas amendé par la loi du 9 avril 1935 et conserve dès lors, toute son autorité. Il résulte de ce fait que la concordance voulue, semble-t-il, par les auteurs des lois coordonnées n'existe plus entre le terme du délai d'imposition et celui du délai de réclamation.

Le Département assigne-t-il à l'article 5 de la loi du 9 avril la portée qui lui est attribuée ci-dessus.

RÉPONSE. — Oui; les textes cités seront mis en temps utile en concordance avec la réduction de la durée de l'exercice financier.

QUESTION N° 5. — A la page 68 du rapport présenté à la Chambre des Représentants par M. Merlot on peut lire :

a) Abstraction faite des centimes additionnels provinciaux et communaux, les impôts directs établis pour l'exercice 1933 restant à recouvrer au 31 octobre 1934, date de clôture de cet exercice, s'élevaient à 309,300,000 francs;

b) Pour l'exercice 1934 qui s'est clôturé le 31 octobre 1935, les perceptions restant à effectuer à cette date sur les droits constatés, atteignaient 243,200,000 francs, non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux.

La Commission désirerait connaître :

1° La somme restant due sur l'exercice 1933;

2° Si les mêmes débiteurs se retrouvent en 1934 qui déjà étaient en retard dans le paiement de leurs impôts de l'exercice 1933, et qu'elle est l'importance de leur dette;

3° Quel est le montant des cotes irrécouvrables prévues par l'Administration pour les deux exercices.

RÉPONSE. — 1° L'Administration des Contributions directes n'est pas à même d'indiquer la somme qui reste à percevoir sur les impôts directs établis pour l'exercice 1933, les cotisations non acquittées à la clôture d'un exercice étant cumulées, dans les écritures de comptabilité, avec les impôts restant en souffrance, à ce moment, pour les exercices précédents;

2<sup>o</sup> Les sommes restant à recouvrer sur exercices clos, sont cumulées sans distinction d'exercices.

3<sup>o</sup> A la clôture de chacun des exercices 1933 et 1934, les cotes irrécouvrables, y compris les centimes additionnels provinciaux et communaux ont été évaluées par les receveurs à 9 millions pour l'exercice 1933 et à 8,2 millions pour l'exercice 1934, soit ensemble 17,2 millions.

QUESTION N<sup>o</sup> 6. — La Commission désire connaître :

1<sup>o</sup> Le nombre d'assujettis pour l'exercice 1935 à l'impôt complémentaire personnel ;

RÉPONSE. — Au 30 novembre 1935, 107,349 contribuables avaient été soumis à l'impôt complémentaire personnel pour l'exercice 1935.

Ce nombre est toutefois loin d'être définitif, le dit exercice se clôturant seulement le 30 septembre 1936 (article 5, 3<sup>me</sup> alinéa, de la loi du 9 avril 1935), et les travaux de taxation du même exercice ayant été notablement retardés par suite de la première application d'un régime nouveau instauré seulement par arrêté royal du 22 février dernier.

QUESTION N<sup>o</sup> 7. — La Commission désire connaître :

2<sup>o</sup> Le montant du déficit à l'ordinaire et à l'extraordinaire pour l'exercice 1934 qui a dû être couvert par l'emprunt.

RÉPONSE. — Déficit du budget de l'exercice 1934 :

à l'ordinaire . . . . .	fr.	299,198,000
à l'extraordinaire . . . . .		1,175,789,000

Des produits d'emprunts pour un montant de 712,056,000 francs sont rattachés aux recettes extraordinaires de l'exercice 1934. Ces rentrées viennent en atténuation du déficit fixé ci-dessus, dans les écritures de l'exercice.

QUESTION N<sup>o</sup> 8. — Sous la date du 14 septembre dernier, M. le Ministre des Finances a bien voulu faire connaître à l'un des membres de la Commission, que « la possibilité d'un allègement des charges fiscales qui atteignent les exploitations cinématographiques ferait l'objet d'un examen particulièrement attentif à l'occasion de l'élaboration du budget de 1936. »

La Commission désirerait savoir en quelle mesure il a été donné suite à cette intention.

Elle désirerait également attirer l'attention sur les points suivants, concernant la taxation des cinémas :

1<sup>o</sup> Les cinémas sont taxés sur la recette brute, en sorte que beaucoup d'établissements paient des taxes fort élevées, alors même qu'ils sont manifestement en perte. Ceci paraît contraire au principe général des impôts sur les revenus, qui n'entendent atteindre que des revenus réellement réalisés ;

2<sup>o</sup> Un arrêté royal pris dans le courant de l'année 1934 a exempté de toutes taxes les représentations de cirques ambulants. Ces cirques sont généralement de nationalité étrangère, et viennent faire la concurrence à des établissements belges stables, et qui paient de lourds impôts. Quelle nécessité y a-t-il de maintenir cette exemption ?

3<sup>o</sup> Il nous paraît y avoir lieu de reviser le système de taxation des cinémas, à l'instar de ce qui s'est fait notamment en Angleterre, où les petites places ne paient plus de taxe, et où de sérieuses réductions ont été consenties sur la taxation des prix des places plus élevés.

On pourrait également s'inspirer des décisions prises en France, où la taxation des cinémas de province a été réduite de 50 p. c. par rapport à la taxation des cinémas de la capitale; tout en ayant des frais approximativement égaux, les cinémas de province bénéficient évidemment de recettes beaucoup moins considérables.

RÉPONSE. — L'étude de ce problème est terminée et une décision pourra être prise à bref délai.

1<sup>o</sup> La taxe sur les spectacles cinématographiques est due en principe par le spectateur; c'est une taxe sur le « consommateur ».

La taxe professionnelle à charge de l'exploitant n'est due que lorsqu'il existe un bénéfice.

2<sup>o</sup> Cette exemption a été décrétée parce qu'il est difficile le plus souvent de faire la distinction entre une représentation de cirque et un spectacle de music-hall; or ce dernier genre de spectacle est exonéré de la taxe.

3<sup>o</sup> Il est toujours délicat de comparer le régime appliqué en Belgique dont on connaît à fond tous les défauts avec les systèmes pratiqués à l'étranger et qu'on ne connaît qu'imparfaitement ou seulement par leurs meilleurs aspects.

QUESTION N<sup>o</sup> 9. — Quel est le total des compressions de dépenses pour chacune des années 1930 à 1934 inclus?

RÉPONSE. — Le tableau ci-dessous donne la liste des compressions de dépenses qui ont été opérées par la voie de dispositions organiques pendant les années 1930 à 1934.

*Année 1930* : Néant.

*Année 1931* :

Arrêté royal du 23 mars 1931 apportant des modifications au régime des rétributions des agents de l'État : Traitements réduits de 6 p. c. Economie escomptée : ± 150 millions de francs pour une année entière.

Loi du 21 juillet 1931 modifiant les pensions de retraite à charge du Trésor public et des caisses de prévoyance : Pensions réduites de 6 p. c. Economie escomptée : ± 36 millions de francs pour une année entière.

*Année 1932* :

Loi du 23 mars 1932 établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire : Réduction de 10 p. c. des traitements, de certaines indemnités et des pensions : Economie escomptée : ± 310 millions de francs pour une année entière.

Loi du 30 décembre 1932 décrétant diverses mesures destinées à assurer l'équilibre du budget et le fonctionnement du service des recettes et des dépenses Réduction des indemnités de milice. Economie escomptée : ± 18,5 millions de francs pour une année entière.

*Année 1933* :

Arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 17 mai 1933 attribuant compétence au Gouvernement pour lui permettre de prendre certaines mesures en vue du redressement financier et de la réalisation de l'équilibre budgétaire.

A. — *Arrêtés relatifs à la compression des dépenses en matière de traitements, salaires, indemnités et pensions.*

Date des arrêtés.	Objets des arrêtés.
31 mai 1933.	Modifications au régime de disponibilité des fonctionnaires et employés de l'État.
31 mai 1933. 17 juin 1933. 11 août 1933.	Modifications au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté.
31 mai 1933. 15 juillet 1933. 14 août 1933. 14 août 1933.	Modifications au régime des rétributions du personnel de l'État (traitements et indemnités réduites de 5 p. c.).
31 mai 1933. 5 juillet 1933. 14 août 1933. 14 août 1933. 14 août 1933.	Réductions des pensions à charge de l'État (pensions réduites de 5 p. c.).
16 juin 1933. 14 août 1933.	Retenue supplémentaire de 5 p. c. sur les pensions servies par les caisses des veuves et orphelins, ainsi que par la caisse des veuves et ouvriers du Ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones.
28 juin 1933.	Modifications au régime du paiement des pensions à charge de l'État.
30 juin 1933.	Cumul d'une pension de veuve au titre militaire et d'une pension de veuve d'une victime civile de la guerre.
13 juillet 1933.	Rétribution en cas de vacance de place dans l'ordre judiciaire.
18 juillet 1933.	Dispositions réglementaires concernant la mise en disponibilité du personnel enseignant.
8 août 1933.	Mise à la retraite de certains membres de l'ordre judiciaire.
14 août 1933.	Personnel des greffes et parquets.
14 août 1933.	Modifications à la loi sur la réparation des dommages subis par les victimes civiles de la guerre.
14 août 1933.	Réduction des indemnités qui couvrent des charges réelles.

L'économie à résulter de ces mesures a été estimée à 190 millions par an.

B. — *Arrêtés relatifs à la compression des dépenses d'ordre social.*

Dates des arrêtés.	Objet des arrêtés.
31 mai 1933. 29 juin 1933. 14 juillet 1933.	Modifications à la loi du 23 juillet 1932 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.
31 mai 1933. 14 juillet 1933.	Modifications à la loi du 1 <sup>er</sup> décembre 1928, modifiée par celle du 22 janvier 1931, qui portait création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés.
31 mai 1933. 14 juillet 1933. 15 juillet 1933.	Modifications au régime du chômage involontaire.
31 mai 1933. 14 juillet 1933. 26 juillet 1933.	Intervention des pouvoirs publics, contrôle et sanctions pénales en matière de chômage involontaire.
29 juillet 1933.	Modifications à l'article 25 de la loi du 28 décembre 1873-26 janvier 1874 sur le régime des aliénés.
14 août 1933.	Remboursement des frais d'entretien dans les établissements de défense sociale pour anormaux.
14 août 1933.	Réduction des crédits budgétaires prévus en faveur des associations mutualistes reconnues.
14 août 1933.	Modification de la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales.
14 août 1933.	Utilisation des crédits budgétaires prévus en faveur de l'Œuvre nationale de l'Enfance et de la prophylaxie de la Tuberculose.

Ces mesures devaient amener une réduction des dépenses estimée pour une année entière à 203 millions pour les pensions de vieillesse et à 17 millions pour les allocations aux estropiés et mutilés.

En matière de chômage, l'économie n'a pas été chiffrée, pas plus que pour les autres dépenses ne concernant pas les pensions de vieillesse ou les allocations aux estropiés et mutilés.

C. — *Arrêtés relatifs à d'autres mesures destinées à diminuer les frais de fonctionnement des services publics.*

Arrêté royal du 31 mai 1933 : Indisponibilité de certains crédits budgétaires.  
Arrêté royal du 14 août 1933 : Arrêté relatif à la Radio-diffusion.  
Arrêté royal du 14 août 1933 : Arrêté relatif aux publications légales.

Ces mesures devaient entraîner une économie évaluée à 135 millions pour un exercice entier (95 1/2 millions pour 1933).

*Année 1934 :*

Arrêtés royaux du 24 décembre 1934 portant à 10 p. c. à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1935, la réduction de 5 p. c. établie sur les traitements, indemnités et pensions par les arrêtés royaux des 31 mai et 14 août 1933. Economie escomptée : ± 155 millions pour une année entière.

QUESTION N° 10. — On demande le total des charges fiscales nouvelles pour les années 1930 à 1934 inclus avec indication de la date des dispositions organiques qui les ont créées ainsi que du montant de leur rendement tel qu'il fut escompté au moment de l'intervention des dites mesures.

RÉPONSE. — Les tableaux ci-dessous indiquent les dates des dispositions créant de nouvelles ressources intervenues pendant les années 1930 à 1934 inclus, ainsi que le rendement escompté de l'application de ces dispositions.

I. — ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.

DATE ET OBJET DES DISPOSITIONS	Rendement escompté par exercice.
<i>Année 1930</i> — Néant.	
<i>Année 1931.</i>	
Loi du 20 juillet 1931 établissant des centimes additionnels à la taxe professionnelle sur les rémunérations des administrateurs, etc., des sociétés par actions . . . . .	45,000,000
Loi du 22 juillet 1931 créant de nouvelles ressources en matière notamment d'impôt foncier et d'impôt complémentaire personnel . . . . .	160,000,000
<i>Année 1932.</i>	
Loi du 23 mars 1932 établissant au profit exclusif de l'Etat un décime additionnel au principal de certains impôts directs . . . . .	145,000,000
Loi du 23 juillet 1932, revisant entre autre le régime applicable en matière de taxe professionnelle aux rémunérations des administrateurs, etc., des sociétés par actions . . . . .	20,000,000
<i>Années 1932 et 1933.</i>	
Arrêtés royaux des 31 décembre 1932, 13 janvier et 1 <sup>er</sup> février 1933, pris en exécution de la loi du 30 décembre 1932, établissant une contribution nationale de crise et une taxe spéciale sur les bénéfices exceptionnels réalisés à l'occasion des mesures de contingentement et autorisant le prélèvement à concurrence de 150 millions de nouvelles ressources en matière d'impôts cédulaires, de taxes spéciales et d'impôts complémentaire prsrnnel . . . . .	629,875,000
<i>Année 1933.</i>	
Arrêtés royaux des 31 mai et 15 juillet 1933 pris en exécution des prescriptions de la loi du 17 mai 1933 relatives à la contribution nationale de crise. . . . .	165,000,000
Loi du 30 décembre 1933 modifiant le régime applicable en matière de taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur . . . . .	30,000,000
<i>Année 1934.</i> — Néant.	
Total . . fr.	1,194,875,000

## II. - ADMINISTRATION DES DOUANES ET DES ACCISES.

a) *Douane.*

Nature des charges fiscales nouvelles	Date des dispositions qui les ont créées	Rendement	
		préssumé	réel
Augmentation du droit sur les allumettes originaires de l'U. R. S. S.	Arrêté royal du 12 avril 1930.	(1)	(1)
Droit supplémentaire sur les sucres et les produits sucrés.	Arrêté royal du 2 décembre 1930.	(2)	570,000
Avoines et gruaux d'avoine : augmentation des droits.	Loi et arrêté royal du 12 mars 1931.	(3)	10,000,000
Augmentation du droit sur les essences de pétrole, etc.	Loi du 22 juillet 1931. Mise en vigueur à partir du 29 avril 1931.	90,000,000	53,000,000
Droit supplémentaire sur certains tissus de coton.	Arrêté royal du 1 <sup>er</sup> février 1932.	7,300,000 (4)	7,000,000
Création de droits sur les bestiaux et les viandes. Augmentation de droits divers, huiles minérales, tabacs, etc.	Loi du 18 mars 1932. Dispositions appliquées pour la plupart depuis le 27 novembre 1931.	156,000,000	155,000,000
Augmentation des droits sur les cafés et les huiles minérales. Décime et demi additionnel.	Loi du 23 mars 1932.	195,000,000	198,000,000
Droit supplémentaire sur certains tissus de laine.	Arrêté royal du 29 avril 1932.	9,400,000 (4)	6,400,000
Majoration du droit sur les meubles en bois contreplaqué.	Arrêté royal du 29 avril 1932.	1,500,000	1,500,000 (5)
Etablissement d'un droit sur les betteraves à sucre importées.	Arrêté royal du 23 juillet 1932.	(6)	(6)
Application du droit sur les essences aux huiles minérales susceptibles de servir comme carburants, en mélange ou autrement.	Arrêté royal et arrêté ministériel du 6 septembre 1932.	(7)	(7)

- (1) Mesure contre le dumping soviétique. Aucun rendement financier n'en était escompté et n'en est résulté.  
(2) Mesure en faveur de l'agriculture et de l'industrie sucrière. Le rendement n'en a pas été chiffré d'avance.  
(3) Péréquation du droit sur les avoines, en faveur de l'agriculture. Cette mesure est d'initiative parlementaire. Son rendement financier n'a pas été évalué d'avance.  
(4) Taxe de sauvegarde en faveur du marché indigène.  
(5) Chiffre approximatif. L'Administration ne possède pas les éléments pour dégager le rendement réel de cette taxe.  
(6) Mesure de sauvegarde sans effet financier. les importations étant nulles.  
(7) Rendement impossible à évaluer ou à dégager des recettes : la mesure n'a été prise que pour éviter la fraude.

Nature des charges fiscales nouvelles	Date des dispositions qui les ont créées	Rendement	
		présumé	réel
Droit sur le cacao. Majoration du droit sur le café, le thé, les benzols, les huiles minérales, les sucres et produits sucrés, les beurres artificiels, les bières, vinaigres, tabacs, allumettes.	Loi du 10 avril 1933. Appliquée à partir du 30 décembre 1932.	220,000,000	185,000,000
Nouveau régime des automobiles et de leurs pièces détachées.	Arrêté royal du 1 <sup>er</sup> février 1933.	30,000,000	30,000,000 (1)
Nouvelle fixation de la tare légale sur les sucres.	Arrêté royal du 6 novembre 1933.	(2)	(2)
Création et majoration de droits sur diverses marchandises (appareils de T. S. F., etc.). Création de droits supplémentaires (balles ou plomb de chasse, cartouches et douilles). (Rajustement et protection du marché).	Arrêté royal du 9 février 1934.	18,000,000	(3)
Régime des pommes fraîches (rajustement).	Arrêté royal du 16 février 1934.	2,000,000	(4)
Rajustement du régime des papiers.	Arrêté royal du 3 octobre 1934.	3,000,000	(4)
Imposition de certains sucres au poids net réel. Majoration du droit sur les chapeaux d'hommes. Majoration du droit sur le méthylène brut.	Arrêté royal du 20 octobre 1934.	(5)	(5)
Modification au régime des huiles minérales. Imposition du pétrole brut, essences, huiles minérales brutes. Régime des dérivés du pétrole.	Arrêté royal du 27 octobre 1934.	5,000,000	(4) (5)
Conversion en droits spécifiques des droits <i>ad valorem</i> sur les soieries. Modifications au régime des fils et tissus de laine.	Arrêté royal du 24 décembre 1934.	3,500,000 (6)	(6)

(1) Chiffre approximatif.

(2) Rendement qui ne peut être calculé : il s'agit d'une mesure ayant pour but d'éviter qu'on n'éluide les droits

(3) Le rendement effectif de ces mesures ne peut être dégagé de l'ensemble des recettes. On estime cependant que l'évaluation s'est réalisée.

(4) Le rendement effectif de cette mesure ne peut être dégagé de l'ensemble des recettes.

(5) Mesure de rajustement d'importance financière accessoire.

(6) Chiffre supputé pour les modifications intéressant les fils et tissus de laine. Les modifications intéressant les soieries constituent une conversion qui a modifié les bases d'imposition. Les effets n'en ont pu être calculés d'avance. Par ailleurs, il n'est pas possible de dégager le rendement réel de l'ensemble des mesures prises par cet arrêté royal, consécutif à des tractations avec la France.



b) *Accises et taxes spéciales de consommations.*

Date des lois qui ont créé des charges nouvelles	NATURE DES CHARGES NOUVELLES	Rendement escompté
1930 13 juillet	Instauration d'un droit d'accise sur les éthers de pétrole et essences. . . . .	Indéterminé
18 décembre	Majoration du taux de la taxe de consommation sur les alcools . . . . .	80,000,000 (1)
1931 22 juillet	Majoration des droits d'accise sur la bière et sur les éthers de pétrole, ainsi que des droits proportionnels de consommation sur les cigarettes. Instauration d'un droit d'accise sur les huiles moyennes . . . . .	153,000,000
1932 18 mars	Majoration de l'accise sur la margarine et de la taxe spéciale de consommation sur les alcools . . . . .	69,000,000
23 mars	Etablissement d'un décime et demi additionnel au montant de certains droits d'accise et taxes spéciales de consommation. Majoration de l'accise sur la bière . . . . .	70,000,000
1933 10 avril	Majoration des droits d'accise sur les produits suivants : acide acétique et vinaigre, allumettes et appareils d'allumage, bières, boissons fermentées mousseuses, huiles minérales, margarine, sucres, glucoses, tabacs. Majoration de la taxe spéciale de consommation sur les alcools ainsi que de la taxe spéciale sur les eaux minérales et les limonades gazeuses. Modifications aux taux des droits proportionnels de consommation sur les tabacs fabriqués.	320,900,000
1934 31 octobre (arrêté royal pris en vertu des pouvoirs spéciaux concédés par la loi du 31 juillet 1934).	Modification au régime fiscal des huiles minérales . . . . .	20,000,000.
Total. . . fr.		712,900,000

(1) Cette majoration était destinée à compenser la perte de recettes devant résulter de la suppression du droit d'accise sur les sucres; le bénéfice de la dite suppression devait être bonifié aux planteurs de betteraves.

## ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.

1<sup>o</sup> Loi du 22 juillet 1931 (*Moniteur* du 25 dito), portant création de ressources nouvelles destinées à parer aux moins-values budgétaires résultant de la crise économique.

Rendement annuel escompté : 900,000,000 de francs.

2<sup>o</sup> Loi du 23 mars 1932 (*Moniteur* du 26 dito) majorant d'un décime les droites d'enregistrement, de greffe, etc.

Rendement annuel escompté : 250,000,000 de francs.

3<sup>o</sup> Arrêté royal du 13 janvier 1933 (*Moniteur* du 15 dito), établissant des mesures destinées à assurer un rendement supplémentaire aux droits d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe et de succession, ainsi qu'aux droits de timbre et taxes y assimilées.

Rendement annuel escompté : 300,000,000 de francs.

4<sup>o</sup> Loi du 14 avril 1933 (*Moniteur* du 21 dito), contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1933. L'article 4 de cette loi augmente le produit de la taxe sur les contrats d'assurance.

Rendement annuel escompté : 10,000,000 de francs.

5<sup>o</sup> Deux arrêtés royaux du 9 juin 1933 (*Moniteur* du 11 dito), portant création de ressources nouvelles en matière de taxes assimilées au timbre.

Rendement annuel escompté : 25,000,000 de francs.

6<sup>o</sup> Arrêté royal du 12 juin 1933 (*Moniteur* du 15 dito), portant relèvement de certains droits d'enregistrement et de timbre à raison de permis, d'autorisations, et, plus généralement, de faveurs accordées par l'Etat à des particuliers.

Rendement annuel escompté : 3,750,000 francs.

7<sup>o</sup> Arrêté royal du 15 juillet 1933 (*Moniteur* du 16 dito), portant création de ressources nouvelles en matière de taxes assimilées au timbre.

Rendement annuel escompté : 35,000,000 de francs.

8<sup>o</sup> Arrêté royal du 14 août 1933 (*Moniteur* des 16 et 17 dito), portant aménagement des taxes de séjour dues par les étrangers.

Rendement annuel escompté : 10,000,000 de francs.

9<sup>o</sup> Arrêté royal du 14 août 1933 (*Moniteur* des 16 et 17 dito), portant augmentation de la taxe sur les transports. (Cette mesure a été rapportée en partie, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1934, par l'article 4 de la loi du 30 décembre 1933, *Moniteur* du 31 dito).

Rendement annuel escompté des mesures maintenues : 25,000,000 de francs.

10<sup>o</sup> Arrêté royal du 18 octobre 1933 (*Moniteur* du 20 dito), établissant une taxe de transmission forfaitaire sur les huiles minérales légères et les benzols carburants.

Rendement annuel escompté : 25,000,000 de francs.

(N<sup>r</sup> 25.)

## BELGISCHE SENAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 13 DECEMBER 1935.

**Verslag van de Commissie van Financiën belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende de Rijksmiddelenbegrooting voor het dienstjaar 1936 en bepalingen betreffende : den waarborg van een leening van den Bond der Grooten Gezinnen, de wet van 25 November 1889 betreffende de griffiekosten, de boekhouding van de bijzondere rechten welke op de graangewassen bij den invoer slaan en de in de Vereenigde Staten uitgegeven 6 1/2 t. h. leening van \$ 30,000,000.**

*(Zie de n<sup>rs</sup> 4-I, 29 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 10, 11, 12 en 13 December 1935)*

Aanwezig: heeren LABOULLE, voorzitter; BEAUDUIN, BOLOGNE, BREUGELMANS, Graaf DE BROUHOVEN DE BERGEYCK, DE ROO, DIERCKX, GODDING, Baron HOUTART, LOGEN, MOYERSON, MULLIE, OHN, PHILIPS, PIERLOT, RONVAUX, VAN OVERBERGH, VERCAMMEN en BARNICH, verslaggever.

### INHOUDSTAFEL.

	<i>Bladz.</i>
<b>VOORWOORD</b> . . . . .	3
<b>A. — De Begrootingen.</b>	
De begrootingen van 1930 tot 1934 . . . . .	6
De begrooting van 1935 . . . . .	8
Beschouwingen over de keuze van den devalvatievoet . . . . .	10
Het ontwerp van begrooting voor 1936 : De ontvangsten . . . . .	13
De uitgaven . . . . .	17
De rol van den Minister van Financiën . . . . .	22
<b>B. — Hoe het begrootingsevenwicht gewaarborgd?</b>	

**Bestuurlijke en fiskale maatregelen.**

De belastingsaangiften . . . . .	25
De aanslag der rechtstreeksche belastingen . . . . .	25
De invordering der rechtstreeksche belastingen . . . . .	27
Het forfait inzake rechtstreeksche belasting . . . . .	28
Forfaitaire taxe voor de handelaars . . . . .	29
Forfait van leurders en andere . . . . .	29
Grondbelasting . . . . .	30
De aanvullende personeele belasting . . . . .	31
De registratierechten . . . . .	33
De domeinen . . . . .	34
De hervorming van het bestuur . . . . .	35

**C. — De economische heropbeuring, grondslag der sluitende begrooting.**

De buitengewone begrooting en de herschattingsreserve van den D. E. H. . . . .	37
De industrieele wederaanpassing . . . . .	42
De verruiming van den binnenlandschen handel . . . . .	46
De uitbreiding van den buitenlandschen handel . . . . .	48

**D. — Vragen en antwoorden. . . . . 52**

**E. — Tabel der begrootingsbedragen, ontvangsten en uitgaven beïnvloedbaar naar de stijging en naar de daling toe, opgemaakt op verschillende tijdstippen van het dienstjaar 1935 . . . . . 62**

## VOORWOORD

---

Het ontwerp van begrooting voor het dienstjaar 1936 biedt een essentieel verschil met die dezer laatste jaren, doordat het steunt op een nieuwe goudpariteit van onze munt.

Om het te kunnen opmaken, heeft men de berekening moeten maken op grond van gegevens steunend op beide pariteiten, de vroegere en de nieuwe, en die verband houden met twee politieken die, over hoofdvraagstukken, beslist uiteenloopen.

Over het algemeen was men het eens om in de Kamer te erkennen, dat de ramingen van de begrooting voor het dienstjaar 1936, zoowel ten aanzien van de ontvangsten als van de uitgaven, met evenveel voorzichtigheid als gematigdheid werden gemaakt. Op de vragen die door sommige leden der bijzondere commissie werden gesteld, zoowel als op de aanmerkingen en kritieken in de Kamer te berde gebracht bij de behandeling van de begrooting, schijnen de antwoorden verstrekt door den geachten Minister van Financiën, den heer Max-Léo Gérard, deze meening te bevestigen. Een en ander had voor gevolg dat uw Commissie zich kon onthouden toelichting te vragen daar waar zij, bij het eerste gezicht, wenschelijk bleek.

Een feit beheerscht de gansche structuur van de begrooting. Aangezien onze waardeschaal geroepen is wijzigingen te ondergaan in verband met de devaluatie onzer munt — zoo lijkt het wel dat, ten aanzien van de begrooting, de massa der uitgaven die min of meer vlug moeten stijgen in den loop van het dienstjaar, aanzienlijker is dan die van de ontvangsten. De tabel aan het slot van dit verslag, in zooverre zij slaat op toestanden van evenwicht, vastgesteld op verschillende tijdstippen van 1935, bewijst dit ten overvloede.

Deze vaststelling, die de regeering volkomen beseft, heeft haar aangezet in de Algemeene Toelichting te verklaren dat, in den loop van het dienstjaar, sommige maatregelen zullen moeten worden genomen welke, wat er ook gebeure, de begrooting zullen doen sluiten. Op welke manier? Dat zegt zij ons niet.

Het is zeker dat zij in haar verklaring van 29 Maart jl. de verbintenis heeft aangegaan tot ontlastingen over te gaan, en zij heeft deze gehouden in zekere mate met de belastingen tot een beloop van 185 millioen te verlichten. Zij heeft deze verbintenis nog gehouden vermits sedertdien 's Lands inkomen is gestegen zonder dat werd overgegaan tot overeenstemmende verhooging der geldende taxes en belastingen. En zij denkt er allicht niet aan ze te verhoogen, ondanks deze verbetering.

Gesteld dat, wegens een stijging van het index-cijfer der kleinhandelsprijzen, de regeering gedwongen zij het hoofd te bieden aan bijkomende uitgaven, hoe is zij voornemens de begrooting desondanks te doen sluiten?

De Regeering zegt het als volgt in de Algemeene Toelichting :

« De voorzichtigheid die bij de raming van ontvangsten werd aan den dag gelegd maakt het mogelijk verbeteringen te voorzien in de opbrengst van de belastingen die het meest rechtstreeks afhankelijk zijn van de progressieve ontwikkeling der zaken, waarvan de teekenen thans onbetwistbaar aanwezig zijn.

» In zekeren zin een overgangsbegrooting, zooals pas werd gezegd, wijst de Begrooting van 1936 niettemin een vooruitgang aan ten opzichte van de Begrooting van het vorige dienstjaar.

» Na het herstel in den loop der uitvoering van de Begrooting, en dat heeft mogelijk gemaakt haar in een staat dicht bij het evenwicht te brengen, wijst alles erop, indien men vooral het vertrekpunt beschouwt, dat de verrichtingen die verband houden met de Begrooting van 1936 zich onder betere voorwaarden zullen kunnen afwickelen en dat de U in zijn kader voorgelegde vooruitzichten door de feiten zullen worden bevestigd. »

Maar zij heeft ook deze meening uitgedrukt die in het verslag van den heer Merlot uit naam der Kamercommissie wordt weergegeven :

« De Minister van Financiën drong er op aan dat men hieruit niet te vroeg al te rooskleurige gevolgtrekkingen maken mocht, al wees hij er op dat de opbrengst van sommige belastingen een aanmerkelijke verbetering ondergaan hadden in den loop der jongste twee maanden en dat deze verbetering, welke reeds een gunstigen terugslag had op de onmiddellijke uitkomsten van de Begrooting van 1935, indien zij mocht voortduren, sommige meeropbrengsten op de ramingen van 1936 mag laten verhoppen, op grond van de werkelijke opbrengsten van de maanden Juni, Juli en Augustus. »

Uw Commissie oordeelt dat, zoo zij met den Minister van Financiën meent dat de toestand zal blijven verbeteren in den loop van 1936, er niettemin ernstige redenen bestaan om onverwijld een zeker aantal maatregelen te overwegen, die strookend met het Regeeringsprogramma, bij machte zijn niet alleen het evenwicht der begrooting te verzekeren maar het hoofd te bieden aan de gebeurtenissen die eventueel dit evenwicht zouden kunnen schokken.

Deze maatregelen zijn van tweërlei aard : de eene, louter administratief en fiscaal, kunnen spoedig worden getroffen zonder dat het noodig is de wetten te wijzigen ; de andere, van economischen aard, zouden de heropleving van het land kunnen bespoedigen en uitbreiden.

Op het voorplan dezer maatregelen dient te worden gesteld de vereenvoudiging onzer fiskale wetten.

Een bijzondere Commissie, die gedurende een jaar heeft gezeteld, heeft haar besluiten ingediend bij den Minister van Financiën. Daar zij niet bevoegd was om aan den inhoud der wetten zelf te raken, is haar werk gewis onvolledig. Maar zooals het is, en overgenomen in zijn groote trekken en toegepast met krachtadigheid en zonder verwijl, kan het ruime verbeteringen teweegbrengen in ons fiscaal stelsel.

Vervolgens komt de bestuurshervorming waarvan de doorvoering niet meer op zich zou mogen laten wachten.

Samen met de fiskale vereenvoudiging, zou deze hervorming ons nieuwe middelen en nieuwe methodes kunnen aan de hand doen, die toegepast op den aanslag en de inning der taxes en belastingen, de opbrengst ervan spoedig met honderden millioenen zou kunnen doen stijgen. Het verslag der Commissie weidde uit over beide punten.

Talrijke Belgen betalen de belasting niet; vele vreemdelingen, die in België verblijven en aan de belasting onderhevig zijn, doen hetzelfde. Een groot aantal Belgen betalen niet wat zij zouden moeten betalen, inzonderheid voor de rechtstreeksche belastingen, en in veel ruimere mate nog voor de overdrachts- en weeldebelasting. De oorzaak? Honderden malen werd er op gewezen.

De Staatsdiensten zijn slecht ingericht en moeten financieele wetten toepassen, die nog veel slechter gemaakt zijn.

Uitslag : van dienstjaar tot dienstjaar wordt vastgesteld dat de ontvangsten niet beantwoorden aan wat ze zouden moeten en kunnen zijn. En de Minister van Financiën, die gehouden is een begrooting in evenwicht voor te leggen, besluit er toe geregeld nieuwe belastingen of de verhooging van de bestaande voor te stellen.

Er is een tweede soort maatregelen, deze economische, die uw Commissie gepast acht te vermelden als kunnende bijdragen tot het verhoogen van ontvangsten en het verlagen van de uitgaven, Zij betreffen de wederaanpassing van de Belgische nijverheid, die niet alleen een groot gedeelte van haar expansievermogen naar buiten heeft verloren — dat zij oordeelt herwonnen te kunnen worden, — maar die haar ook belangrijke afzetgebieden in het binnenland zou kunnen verzekeren, die van meer belang zijn dan de buitenlandsche markten, die dikwijls niet betalen. Zij betreffen de bedrijvigheid van den Dienst voor Economische Heropbeuring, D. E. H. genaamd, wiens financieele middelen, gevormd door het Munt-herschattingsfonds, niettemin tot zekere opmerkingen hebben aanleiding gegeven. Zij gaan vooral over de onmisbare uitbreiding van onzen uitvoer en nog veel meer van onze binnenlandsche markt.

Indien kost wat kost — en dit meent de Commissie eenparig — het evenwicht van de begrooting voor 1936 moet worden behouden, zoo blijkt anderdeels dat de aanbevelingen en suggesties die zij meent te moeten naar voren brengen van aard zijn om dit evenwicht te verzekeren, dan ook wanneer zekere elementen van aard zijn om het te storen.

## A. — DE BEGROOTINGEN.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

**De begrotingen van 1930 tot 1934.**

Het ontwerp van begrooting voor het dienstjaar 1936, dat de Kamer heeft goedgekeurd met 128 tegen 12 stemmen en 23 onthoudingen, raamt het bedrag der Staatsontvangsten, gewone, uitzonderingsontvangsten, ontvangsten ter vergoeding en tot herstel op 10,429,390,354 frank. Vergeleken bij de uitgaven voorzien voor hetzelfde dienstjaar, die geraamd worden op 10,402,335,687 frank, wijst de begrooting een batig saldo van 27,054,666 frank aan. Dit beteekent dat de Regeering ons de verzekering geeft dat, zoo wij de eene en de andere bekrachtigen, het evenwicht der begrooting zal verwezenlijkt zijn.

De Senaat moet dus nagaan of dit optimisme gegrond is. Na de herhaalde ontgoochelingen van deze laatste jaren, na de beroering van Maart jl. in ons muntstatuut; hij moet met een verscherpte waakzaamheid en voorzichtigheid onderzoeken of de ramingen en vooruitzichten van het Departement van Financiën in hun geheel moeten bekrachtigd worden. Reeds heeft de Kamer en, in het bijzonder haar speciale Commissie, vragen gesteld en toelichtingen bekomen over een zeker aantal posten van de begrooting. Dit ontslaat er ons van ze op onze beurt te stellen en wij hebben aldus onze aandacht meer in het bijzonder kunnen wijden aan andere uitzichten van het begrootings-evenwicht, die dienen bestudeerd te worden.

Wij hebben inderdaad, sedert den aanvang van de crisis die ons werd opgedrongen, zij het ook na de meeste andere landen, slechts ontgoochelingen geboekt. Geen Regeering die niet sedert 1930 op de meest formeele wijze verzekerde dat de bezuinigingsmaatregelen waartoe zij had besloten evenals de voortdurende opofferingen die zij van het land vroeg, definitief het voor onze begrooting onmisbaar evenwicht, en zelfs minder of meer hooge overschotten verzekerden. Wat deed er zich echter voor? Hetzij na eenige maanden toepassing, hetzij op het einde van het loopende dienstjaar, moest het Departement van Financiën geregeld vaststellen dat het zoo moeizaam opgetimmerde evenwicht niet verwezenlijkt was en het hierdoor genoodzaakt was zijn toevlucht te nemen tot nieuwe maatregelen, bezuigingen en nieuwe belastingen.

Voor het dienstjaar 1931 waren de belastingen geraamd op 7,911 millioen. Om ze op te voeren tot de 8,638 millioen, voorzien in de begrooting voor 1933 — voor 1934 was het bedrag minder hoog — waren er niet minder dan zes aanpassingen noodig :

**Nieuwe belastingen.**

In Juli 1931 . . . . .	1,253	millioen
In December 1931 . . . . .	267	»
Tijdens het dienstjaar 1932 . . . . .	975	»
Plan van aanpassing, December 1933 . . . . .	1,650	»
Aanvullende maatregelen . . . . .	70	»
Tijdens het dienstjaar 1933 (voor een jaar) . . . . .	269	»

Hetzij een theoretisch totaal van . . . . . 4,500 millioen



Terwijl de belastingen werden verhoogd, gingen de verschillende Regeeringen over tot massieve beperkingen van de uitgaven. Niettemin hield het tekort aan. Het werd gedekt door de achtereenvolgende leeningen. In welke mate? Het valt moeilijk te zeggen, want de opbrengst van de door den Staat uitgegeven leeningen wordt niet aangewend tot dekking van deze of gene reeks van uitgaven, maar vermengt zich met andere uitgaven in de kassen van de Thesaurie. Zij wordt beschouwd als een ontvangst van de buitengewone begrooting. Men kan dus niet uitmaken welke van de sedert 1931 aangegane leeningen werd besteed tot dekking van het tekort der gewone begrootingen.

In het totaal bedroegen de sedert 1930 te dekken tekorten :

Dienstjaar 1930. . . . .	fr.	201,877,557	20
Dienstjaar 1931. . . . .		1,369,361,336	52
Dienstjaar 1932. . . . .		2,225,286,864	56
Dienstjaar 1933. . . . .		809,255,000	00
Dienstjaar 1934. . . . .		1,475,000,000	00

In het totaal steeg de openbare schuld, die op 30 September 1930, 51,969 miljoen bedroeg, op 30 September 1935, rekening gehouden voor de buitenlandse schulden met den wisselkoers op dezen datum, tot 55,180 miljoen, en dit ondanks de sedertdien gedane afschrijvingen.

\* \* \*

Waarom moeten deze misrekeningen worden toegeschreven?

Aan de bestendigheid van het onevenwicht voortvloeiende uit de voortdurende daling der ontvangsten, deze inbegrepen van het herstel, die door de Thesaurie werden geïnd tijdens de jaren van grooten voorspoed. Bovendien was zij te wijten aan de stijging der uitgaven wegens voortduring en daarna verscherping van de crisis, die vooral op de arbeidersklasse drukte. De rechtstreeksche essentiele oorzaken waren voorhanden.

Het ware nutteloos uit te weiden over de fouten en vergissingen van de verschillende regeeringen die aan het bewind waren sedert ons land in de wereldcrisis werd medegesleept. Niemand heeft er aan ontsnapt en de raadgevingen en kritieken elk jaar verschenen in de verslagen dezer commissie, zoowel als in de Kamer, bewijzen dit ten overvloede.

Het moet worden erkend dat zij het hoofd hadden te bieden aan ongekende moeilijkheden die, ternauwernood overwonnen, onvermijdelijk onder nieuwe steeds verscherpte vormen zich opnieuw voordeden. Zij waren niet alleen te wijten aan inwendige verhoudingen en zij kwamen vooral van buiten: van de langzame en geleidelijke stijging van het goud vooral, die zich na den oorlog tot in 1930 voortzette, om vervolgens brutaal te worden tot aanvang 1934, daarbij steeds onze waardeverhouding in de war sturend, ons economisch leven ontwrichtend en de bewindsmannen van elk land tot ononderbroken aanpassing nopen. Zij waren daarna het gevolg van de belemmeringen in het ruilverkeer tusschen landen die in ongelijke mate van grondstoffen waren voorzien en, op slot van zaken, kon de crisis niet anders dan op het gebied der internationale politiek reacties verwekken. De crisis onzer financiën is vooral het gevolg van deze wanorde.

Aanvang 1935 bereikt deze wanorde haar hoogtepunt. Wij zijn er nog niet in geslaagd de economie van het land, namelijk onze prijzen aan de wereldprijzen aan te passen.

De voorbereiding van de begroting van 1935 moest daarvan den stempel dragen. De ramingen, zoowel van de ontvangsten als van de uitgaven, bleken zeer moeilijk. En toch legde de toenmalige Minister van Financiën, de heer Gutt, het ruimste optimisme aan den dag in de Kamercommissie voor Financiën waar hij verklaarde :

« Geen enkele onzer ramingen was optimistisch. Geen enkel cijfer werd geweld aangedaan. Zoowel voor de opbrengst der belastingen als voor de uitgaven hebben wij rekening gehouden met al wat eerlijker- en menselijkerwijze kon worden voorzien. Met opzet hebben wij ons onthouden een verbetering van den toestand in het vooruitzicht te stellen, hoe vurig wij ook deze wenschen. Daarentegen hebben wij rekening gehouden met de stijgende curve van het index. »

Daarop zegde de heer Carton de Tournay in zijn verslag over de begroting van 's Lands Middelen in de Kamer :

« Het Parlement kan niet anders dan geloof slaan aan zulke duidelijke verklaringen ».

Wij gaan zien wat daar later is van geworden :

Eens te meer zijn de gebeurtenissen de vooruitzichten in de war komen sturen, ofschoon de regeering Theunis zeer voorzichtig was te werk gegaan en dat de meerderheid in beide Kamers ze had goedgekeurd.

De begroting voor 1935 werd in haar uitvoering beïnvloed, zooals staat in de Algemeene Toelichting, door menigvuldige elementen die het gevolg waren van de maatregelen getroffen onmiddellijk na de ronddeeling van de begrotingen door de regeering Theunis. Zij moest nog meer worden beïnvloed door de aanpassingen verricht door de volgende regeering, als gevolg van de nieuwe muntpariteit en de conversie der renten.

Thans gaan wij na wat daarvan de achtereenvolgende reacties waren. Het onderzoek van de omstandigheden waarin de begroting van 1935 werd toegepast zal ons beter toelaten de begrootingsvoorstellen te beoordeelen die ons voor het dienstjaar 1936 worden gedaan.

### **De begroting voor het dienstjaar 1935.**

De begroting voor het dienstjaar 1935, opgemaakt door het Kabinet Theunis, voorzag 9,842,454,000 fr. ontvangsten, 9,902,583,000 fr. uitgaven, zegge een eventueel tekort van 60,129,000 fr. zoo dat practisch de begroting in evenwicht is.

Doch op 13 Maart reeds moest de heer Gutt, Minister van Financiën, in de Kamer, een vermoedelijk tekort van 200 miljoen aankondigen.

Wat was er gebeurd? De korting op de wedden was gebracht geworden van 5 t. h. op 2 1/2 t. h. Het krediet voor de ouderdomspensioenen was overschreden. Afgezien werd van een afnemning van 80 miljoen op het werkgeversfonds der pensioenen. Daarna kwam een aanvraag om 9 miljoen aanvullende kredieten. Op 27 Juni jl. raamde de heer Gerard in den Senaat op 241 miljoen

het decrees van de ramingen, nog voordat met de uitvoering van de begrooting een begin was gemaakt.

Doch voor 10 Maart, dat wil zeggen vóór dat de nieuwe regeering aan het bewind kwam, moesten nog andere misrekeningen worden geboekt :

130 miljoen vermoedelijk tekort bij de ontvangsten;

285 miljoen gingen ontbreken om te voorzien in de verscherping van de erkloosheid;

175 miljoen tekort op de raming der bedragen welke de Schatkist in 1935 moest verhalen;

30 miljoen niet voorzien op de Openbare Schuld en te storten bij de Nationale Bank.

Gelet op deze verschillende gegevens, mocht men einde Maart op 861 miljoen het tekort voor het dienstjaar 1935 ramen, zegge 800 miljoen meer dan dit door den vorigen Minister van Financiën in het vooruitzicht gesteld.

Mocht men, op dat oogenblik, deze cijfers als definitief beschouwen?

De Algemeene Toelichting der begrooting, doet uitschijnen dat : « het vermoedelijk tekort nog aanzienlijker zou zijn geworden, in trouwens gelijke omstandigheden, binnen het kader van de politiek der vorige regeering. » Zoo men rekening houdt met de vermindering der tol- en accijsrechten sedert einde Maart en met enkele andere gegevens van minder belang, zou het mali niet minder dan 960 miljoen hebben bedragen op de ramingen der wet van 9 April houdende de begrooting van's Lands Middelen, zooals zij door beide Kamers werd goedgekeurd.

Dit cijfer werd door de Kamercommissie betwist. Na onderzoek en toelichting door den Minister van Financiën, heeft de Commissie ten slotte moeten toegeven dat het cijfer uit de Algemeene Toelichting niet overdreven was.

Dank zij de maatregelen door de huidige regeering genomen, en wel de conversie der renten, en de hervatting van het zakenleven, zijn de ontvangsten niet alleen aanzienlijk toegenomen, doch konden de uitgaven op degelijke wijze worden ingekrompen.

Volgens de gegevens op 15 October gekend, t. t. z. kort vóór de indiening van de besproken begrooting, deed het waarschijnlijk evenwicht zich voor als volgt :

Totaal ontvangsten . . . . .	9,909,774 miljoen.
Totaal uitgaven . . . . .	10,108,827
Waarschijnlijk tekort . . . . .	199,053

Wij hebben aan den Minister van Financiën gevraagd ons te doen kennen in welke maat de gegevens, opgemaakt op 15 November, het op dit laatste cijfer bepaald tekort konden beïnvloeden. Het Departement heeft ons de volgende inlichtingen medegedeeld :

1º De last der werkloosheid geschat op 875 miljoen op 15 October kan herleid worden op 825 miljoen, vanwaar een bijkomende bezuiniging van . . . . .	fr. 50,000,000
2º De mindere opbrengst der tol- en accijsrechten geraamd op 69 miljoen op 15 October kan herleid worden op 65 miljoen, zijnde een bijkomende ontvangst van . . . . .	4,000,000

3<sup>o</sup> De ontvangsten geïnd door het Bestuur der Registratie en Domeinen kunnen geraamd worden op 2,904,500 frank in plaats van 2,857,600,000 frank op 15 October 1935, zijnde in meer . 46,900,000

Totaal. . . fr. 100,900,000

en het geraamd tekort van 199 miljoen wordt aldus teruggebracht op 128,100,000 frank.

Het schijnt dat, sedert deze antwoorden werden verstrekt, de verbetering vastgesteld in de ontvangsten van November, toelaat het tekort nog beneden deze cijfers te brengen.

De nadruk wordt gelegd op het voorloopig en onzeker uitzicht van een begrotingsevenwicht op willekeurige tijdstippen bepaald. De begroting verandert voortdurend, doch wij kunnen ons een althans benaderend denkbeeld geven van wat de begroting van 1936 zijn zal.

### **Beschouwingen over de keuze van den devalvatievoet.**

Bij den aanvang van dit verslag werd er aan herinnerd dat de prijsstijging van het goud, die tusschen de jaren 1930 en 1934 van brutalen aard was, een der hoofdoorzaken was van het grondig verstoren van 's lands economie. Zooals in de overige voortbrengende landen, beïnvloedde deze stijging geregeld en geleidelijk het index onzer groot- zoowel als onzer kleinhandelsprijzen.

Ondanks deze achtereenvolgende dalingen handhaafden onze groothandelsprijzen zich doorgaans boven de wereldprijzen, alswanneer bijna al de landen waren overgegaan tot de aanpassing hunner munt aan de wereldprijzen door devalvaties schommelend tusschen 15 en 85 t. h. Erger nog, de winstspeling waarmede onze nijverheids-, landbouw- en vervoerbedrijven voortbrachten, was bijna op nul gedaald of was verdwenen en een groot aantal dezer bedrijven werkten zelfs met verlies.

Het index der kleinhandelsprijzen volgde een gelijken gang, ofschoon minder scherp. Van 895, hoogtepunt bereikt in Januari 1930, is het gedaald tot 621, laagste peil. Hier ook, onzekere toestand, die onhoudbaar is geworden voor den kleinhandel.

Twee kenmerken zijn gedurende dit tijdperk tot uiting gekomen in onze economie : onevenwicht tusschen de Belgische prijzen en de wereldprijzen, dat vooral scherper is geworden sedert de inzinking van het pond; onevenwicht ook tusschen de groothandelsprijzen en de kleinhandelsprijzen, beide bezwaard door de slechte voorwaarden van de huur van het geld.

De economische crisis, gevolg van dit onevenwicht, deed zich gedurende dit tijdperk onvermijdelijk voelen op den toestand onzer financiën, door den gestadigen achteruitgang van de inkomsten vooreerst, en vervolgens door de stijging der uitgaven meer in het bijzonder veroorzaakt door de werkloosheid.

Alsdan kwam de muntdevaluatie, bekrachtigd bij de wet van 30 Maart jl. de gevolgen van de crisis op een dood punt brengen en de maatregelen, later door de Regeering uitgevaardigd overeenkomstig haar programma, deden het overige: zij brachten een ontegensprekelijken ommekeer in den toestand teweeg.

Over de voorwaarden waarin de devaluatie is geschied, heeft een lid der Commissie voorbehoud gemaakt.

En vooreerst hoe werd de devaluatievoet gekozen ? Dit is een punt van het hoogste belang dat dient te worden opgehelderd; immers daardoor zal in de toekomst niet alleen heel ons economisch leven worden beïnvloed maar zal worden beslist over het lot van 's lands financiën.

Wij moeten er dus een oogenblik bij stilhouden.

De daling van het pond van 175 frank, in 1931, tot ongeveer 102 tot 105 Belgische franks begin 1935, had, zooals men zich herinnert, voor gevolg ons bijna onmiddellijk te verdringen van een groot aantal markten, niet alleen van die van heel het sterlingblok, maar ook van al deze waar wij in mededinging waren met de producten van dit blok.

De Engelsche producten en die van de landen wier munt aan het pond is gekoppeld dank zij de premie van de inzinking van het pond, konden verkregen worden tegen prijzen die ongenaakbaar waren voor onze producten. En, erger nog, de val van het pond tot 40 t. h. van zijn oorspronkelijke waarde werd niet gevolgd door een overeenstemmende stijging van de prijzen, inzonderheid van de kleinhandelsprijzen. Deze stijging bedroeg niet meer dan 2 t. h. van 1931 tot begin 1934. Zelfs de nieuwe daling met 11 t. h. in den loop van dit laatste jaar, was in dit opzicht nauwelijks merkbaar.

De Belgische groothandelsprijzen bleven te hoog, tusschen 25 en 40 t. h., naar gelang van de producten. Wij hebben gestreden en getracht ze aan te passen. Wij zijn er in geslaagd de levensduurte met 14 t. h. te verminderen, maar ten koste van welke inspanningen en welke offers ! Er bleef dus een verschil van 12 t. h. in Maart jl. ten bate van onze Engelsche concurrenten. Dan heeft de huidige Regeering, om de gevolgen van deze 40 t. h. waardevermindering van het pond te vergoeden, na wederwaardigheden waaraan beter niet herinnerd wordt, besloten de overigens reeds aankomende devaluatie wettelijk op 28 t. h. vast te stellen.

Deze voet was niet definitief. Het ontwerp van muntwet op 29 Maart jl. aangenomen luidde onder meer als volgt : de Koning kan, bij een besluit waarover in den Raad van Ministers zal zijn beraadslaagd, de nieuwe goudpariteit van den frank vaststellen. Die pariteit zal echter niet lager zijn dan zeventig procent, noch hooger dan vijf en zeventig procent van de pariteit, bij artikel 8 van het Koninklijk besluit van 25 October 1926 bepaald.

Waarom deze marge van 5 t. h.?

Omdat de Regeering voorzag dat gedurende de komende maanden een internationale conferentie zou kunnen bijeenkomen tot stabiliseering van de munt. Volgens de genomen beslissingen zou het wenschelijk kunnen zijn de voorloopig aangenomen pariteit te wijzigen. Sedertdien heeft onze economie zich daaraan aangepast en schijnt zij wel definitief te zullen zijn. Dit blijkt uit de redevoering op 10 December in de Kamer door den eersten Minister uitgesproken.

\* \* \*

Wat is er gebeurd vanaf het oogenblik dat de nieuwe goudpariteit van onze munt werd aangenomen ?

De prijzen voor onze goederen te betalen door buitenlandsche koopers waren in feite teruggebracht op het peil der Engelsche prijzen. Daarin vonden wij een eerste en aanzienlijk voordeel : herstel van een zeker evenwicht in de voorwaarden van den strijd tegen de mededingers van het sterling-blok. Doch wij vonden er meer in.

Terwijl gedurende de jaren voorafgaande aan de devaluatie, de uitvoerder de ponden die men hem uitbetaalde kon uitwisselen tegen een voortdurend afnemend aantal franken, dat nog slechts 102 bedroeg op het oogenblik van de devaluatie, kon hij ze nu uitwisselen tegen ongeveer 145 frank, hetzij 43 frank maar.

Dit beteekent, dat, na gedurende jaren meestal met verlies te hebben gewerkt en verkocht, onze ondernemingen eindelijk met winst zouden kunnen werken. In den ellendigen staat waarin sedert vier jaar geheel onze nationale economie zich voortsleepte, beteekende zulks onmiskenbaar het meest gewenschte en dringendste herstel. Want zoo het waar is dat onze uitvoer van ongeveer 32 milliard frank in 1929 op 14 milliard was verminderd in 1934-1935, was het ergste dat wij ofwel met verlies ofwel met geringen winst werkten. Dat kon niet blijven duren. Wij gingen ten ondergang, en, wie zou het kunnen ontkennen, de inflatie tegemoet.

Deze feiten dienen in herinnering gebracht. Tot elken prijs moesten onze ondernemingen, in nijverheid, handel en landbouw, weer winsten kunnen verwezenlijken. Dit was noodig om het lot van onze openbare financiën evenals dit van de private begrootingen te verzekeren.

Is dit winst maken echter definitief verworven? Men mag het zich afvragen. Zal het na verloop van de periode van wederaanpassing voortduren en in welke mate? De vraag is van belang. Zij verdient te worden opgeklaard; het lot zelf van de aan uw beraadslagingen voorgelegde begrooting zal voor een groot deel afhangen van het antwoord dat er op gegeven wordt.

Van het oogenblik af dat de devaluatie zich voordeed, moest zij onvermijdelijk geheel ons stelsel van waarden beïnvloeden. Zij zou haar gevolgen doen gelden, zij het ook in verschillende mate, op alle takken van de nationale bedrijvigheid, naar gelang van de voorwaarden van binnenlandsche en buitenlandsche bevoorrading, naar gelang van de voorwaarden waarin de bezoldiging zou geschieden van het arbeiders- en ander personeel dat in de verschillende soorten van ondernemingen werkzaam is. Wat betreft de onkosten en verplichte aankopen in den vreemde, zij zijn natuurlijk gestegen met 39 t. h. van den eenen op den anderen dag. Voorraden van grondstoffen en andere producten lieten toe, daar waar zij voorhanden waren, tijdelijk de gevolgen van stijging te verzachten.

De prijzen van de producten en goederen uit het binnenland konden aan de vroegere prijzen worden behouden en dat wijst er eens te meer op welk belang het voor ons land, voor zijn toekomst vooral, heeft dat onze productie in de ruimst mogelijke mate bij onze binnenlandsche behoeften wordt aangepast.

Het indexcijfer van de kleinhandelsprijzen steeg tot 621 op 15 Maart, tot 689 op 15 October hetzij met 63 punten of 10.5 t. h. stijging. De loonen worden verhoogd maar niet in alle nijverheden. Zij werden het namelijk in de steenkoolmijnen, de metaalnijverheid, den mechaniekbouw, de textiel-, de zinknijverheid, de steengroeven, de papier-, de bouwnijverheid, doch in veranderlijke verhouding. Maar nergens, behalve in zekere huidevetterijen vergoedt de aanpassing voor de 10.5 t. h. de stijging van het indexcijfer.

Wij vatten samen: prijstijging met 39 t. h. van de voorraden uit het buitenland, weinig of geen verhooging van de inheemsche producten, minder dan 10.5 t. h. verhooging van de loonen en ongetwijfeld ook van de bezoldiging van het technisch personeel.

De winstmarge van 43 frank per pond werd dus beperkt in een mate die verschilde volgens de nijverheid, doch bijna onmiddellijk werden de verkoopprijzen verhoogd. Van 464, het laagste cijfer dat hun index bereikte in Maart 1935, stegen zij tot het index 560 in September jl., zoodat de winstmarge werd hersteld naarmate zij kleiner werd. Deze noodzakelijke onmisbare stijging der groothandelsprijzen, was een van de hoofdpunten van het programma der nieuwe Regeering. Indien zij voortduurt, gepaard met een aanhoudende en krachtdadige inspanning om een overdreven stijging van de levensduurte te beletten; indien, zooals alles toelaat te gelooven, de wereldprijzen zelf na den korten huidigen stilstand neiging blijven vertoonen tot stijgen, dan mogen wij de eerste en hoofdzakelijke voorwaarde tot het herstel van het evenwicht der begrooting als verwezenlijkt beschouwen, te weten dat de middelen waaruit de Thesaurie moet putten zich langzamerhand herstellen.

Dit is wel degelijk het verschijnsel van de laatste maanden. Een algemeene herneming van de zaken deed zich onmiskenbaar voor, wat onmiddellijk de loopende begrooting beïnvloedde.

Zoo de last van de buitenlandsche schuld en de onkosten en aankopen die verplicht in het buitenland worden gedaan met 39 t. h. stegen na de devaluatie, zoo het waar is dat het dank zij de 577 millioen bezuinigingen voortvloeiend uit de conversie der renten is dat het mogelijk was in zekere mate dit verlies te vergoeden, het blijft niettemin zeker dat de ontvangsten van de Thesaurie gevoelig stegen dank zij de herneming van het handelsverkeer, en namelijk de verruiming van den omzet van vaste goederen en de beursverrichtingen. Diezelfde herneming heeft toegelaten de uitgaven tijdens hetzelfde dienstjaar gevoelig te beperken, zoodat bij slot van rekening het tekort van de begrooting voor 1935, dat op 960 millioen was geraamd, zooals hooger gezegd op minder dan 128 millioen zal kunnen teruggebracht worden.

\*  
\* \*

## Het ontwerp van begrooting voor het dienstjaar 1936.

### *De Ontvangsten.*

Met het opmaken van het ontwerp van begrooting voor 1936 werd aangevangen op 24 Mei; althans werden van dezen datum af voorstellen gevraagd aan de verschillende besturen. Daar deze op dit oogenblik slechts over de cijfers van April beschikten, konden de ramingen eerst later definitief worden vastgesteld. Dit gebeurde na de periode van onstuimige stijging die onvermijdelijk op de devaluatie van onze munt moest volgen. Juli, Augustus, September, waren perioden van consolideering, van rust, zonder nieuwe heftige schommelingen en bijgevolg steunen de ramingen op een normaler economischen toestand.

Overigens heeft de Minister van Financiën, om aan het Parlement en de openbare meening te bewijzen hoezeer hij nauwgezet objectief wilde blijven, in zijn Toelichting een tabel doen opmaken die toelaat, niet alleen de vooruitzichten te vergelijken met de opbrengst van de voorgaande dienstjaren van 1930 tot 1934, maar hij heeft ook nog deze voor 1935, opgemaakt volgens den toestand op 27 Juni, t. t. z. na drie maanden van het dienstjaar, en die men tegenover de ramingen voor 1936 terugvindt, aangevuld.

Deze tabel bevindt zich op bladzijde 6 van de Algemeene Toelichting. Andere inlichtingen worden verstrekt op bladzijden 7 en 8 van hetzelfde verslag; zij geven den vermoedelijken staat van evenwicht van dezelfde begrooting weer volgens de elementen gekend op 15 October.

\*  
\* \*

Dezelfde Algemeene Toelichting geeft op bladzijde 16 en volgende een vergelijkende tabel der onderscheidene soorten van ontvangsten en ook van uitgaven voor 1935 en 1936. Vergelijkt men de ramingen voor 1936 met de ontvangsten geboekt op 15 October, blz. 7, dan moet men wel aannemen dat zij met veel gematigdheid werden opgemaakt.

In den schoot der Kamercommissie voor Financiën werd breedvoerig daarover van gedachten gewisseld. Sommige leden vonden ze al te optimistisch, anderen — en zij waren talrijker — oordeelden dat de ramingen met klaarblijkende omzichtigheid werden opgemaakt. Vragen werden gesteld aan den Minister van Financiën. Deze schijnt er zegevierend op te hebben geantwoord, vermits zowel de Kamercommissie voor Financiën als de Kamer zelf het ontwerp der Regeering met een sterke meerderheid hebben goedgekeurd.

De talrijke terechtwijzigingen, daar waar het optimisme al te overdreven bleek, hadden voor gevolg dat de Commissie gepast achtte er niet veel andere meer te vragen. Bovendien is de regeering niet alleen gemachtigd te wijzen op de uitslagen gedurende 7 1/2 maand van het dienstjaar geboekt. Zij heeft het recht haar ramingen te staven op grond van de onbetwistbare verbetering van onzen economischen toestand.

Deze blijkt uit talrijke kenteekenen, waarvan sommigen in de Algemeene Toelichting worden aangehaald. De cijfers van talrijke tabellen wijzen op den aanzienlijken vooruitgang op elk gebied van 's Landsbedrijvigheid : de afneming van de werkloosheid — ruim 100,000 werkloozen minder — de opbrengst van de spoorwegen, de toeneming van het havenverkeer te Antwerpen, de omvang van de zaken in de bouwnijverheid, de reeds flinke stijging van de groothandelsprijzen en de gematigde stijging van de kleinhandelsprijzen. De lijst kan trouwens worden aangevuld met talrijke andere gunstige voorteekenen : de massale terugkeer van meer dan 10 miljarden kapitaal in België, de verhooging van den goud-voorraad van de Nationale Bank, de vermeerdering van de inlagen bij de Banken, het opnieuw uitkeeren van dividenden door de vennootschappen, de stijging, op de beurs, van titels met veranderlijk inkomen, daar hun index gestegen is van 25 op 42, het overwicht van de stortingen bij de Spaarkas op de afhalingen, de uitbreiding van de postchecks, de verhoogde productie onzer nijverheid met een winstgevende stijging der groothandelsprijzen, de toeneming van de zaken in de samenwerkende vennootschappen en de groote warenhuizen, de toeneming van de productie van electriciteit, van het antal abonneuten op de telefoon, de aanzienlijke vermindering van het aantal faillissementen en protesten, enz., enz.; al deze sedert April geboekte vorderingen werden later bevestigd door de statistieken voor de maand October bekendgemaakt.

Een enkel duister punt : de verwachtingen die men op de devaluatie gesteld had voor de uitbreiding van onzen uitvoer werden niet volledig bewaarheid. Inderdaad, zoo men hun omvang vergelijkt, zooals hij blijkt uit de statistieken van April tot September 1934, zegge 102,786,508 ton, met dien geboekt voor het overeenstemmend tijdperk in 1935, zegge 103,120,508 ton, dan moet



men toegeven dat op dit gebied nagenoeg geen vorderingen werden gemaakt. September en vooral October, waren evenwel beter dan de vorige maanden. Doch de sancties tegen Italië toegepast zouden, zegt men van verschillende zijden, hun invloed kunnen doen voelen op de uitbreiding van onzen uitvoer in de komende maanden. Hier valt niet veel daarvoor te vreezen. Wij genieten reeds enkele compensaties : onze textielnijverheid bedient overvloedig verschillende markten waarop de Italiaansche producten de voorkeur hadden. En ongetwijfeld zal het tijdperk der sancties van korten duur zijn.

Dan blijft er nog, zegt men, het goudblok waarvan de Fransche, Nederlandsche en Zwitsersche munt zou kunnen gedevalueerd worden ! Dat ook hoeft geen onrust te baren, want wij zouden desnoods aan deze landen vragen hun invoer bij ons niet te verhoogen, zooals men het ons gevraagd heeft wanneer onze frank zijn vroegere pariteit heeft verloren. Zooals overigens professor Baudhuin het onlangs in een groot dagblad deed opmerken, is de verbetering van onzen economischen toestand te wijten aan oorzaken van eigen aard en aan onze prijzen die opnieuw normaal zijn geworden, terwijl die in de landen van het goudblok te hoog zijn.

De doorgevoegde deflatiepolitiek heeft niet voor gevolg gehad op eenigszins gevoelige wijze hunne prijzen te verlagen. Zelfs dank zij een ruime devaluatie, zullen deze de onze niet gemakkelijk bereiken. En zij zullen trouwens zeer vlug daarna stijgen.

Ten slotte hebben al de hierboven aangegeven indexcijfers slechts een economische waarde. Voor de eerste zeven maanden van de loopende begrooting boeken zij een besliste stijging van de ontvangsten die meest gevoelig zijn aan de schommelingen van het zakenleven. Aldus hebben de registratieoverschrijvings- en zegelrechten en de overdrachtstaxen 3,323 miljoen bereikt, in plaats van 2,982 op de begrooting voorzien, zegge een verhooging met 340 miljoen of 11,4 t. h. wat, dit moet men toegeven, niet te versmaden is.

\* \* \*

Hoe zullen deze ontvangsten zich voordoen in de toekomst? Er bestaat geen reden om te gelooven dat, indien de heropleving van de zaken voortgaat, de ontvangsten niet blijven binnenkomen als tijdens de laatste maanden. Er kunnen zich evenwel gebeurtenissen voordoen waarvan de invloed zich kan doen gevoelen in een of andere richting op de begrooting. Het geldt de koopkracht der massa in verband met de wedden, loonen, pensioenen en toekenningen van allen aard, welke dienen te worden vastgesteld in verhouding tot het indexcijfer.

Gedurende de drie maanden die aan de devaluatie voorafgingen, terwijl wij zoogezegd in deflatieperiode waren, met de loonen op hun laagste pijl, zijn verschillende soorten van ontvangsten, inzonderheid van de douanen en accijnzen, beslist deficitair geworden. Zij bereikten slechts 312 miljoen in plaats van de verwachte 366 miljoen. Zoo zij sedertdien gestegen zijn, ondanks een achteruitgang van 5,6 t. h. van den omvang van den invoer (van April tot September), dan is dit te wijten aan de toeneming van de waarde van dezen laatste en wel met ongeveer 32 t. h.

Doch deze ontvangsten komen voor het meerendeel voort uit producten en artikelen, rechtstreeks of onrechtstreeks bestemd voor huishoudelijk gebruik. Hetzelfde geldt overigens voor de overdrachtstaxen. En, terwijl het indexcijfer

van de levensduurte steeds stijgt, zonder overeenstemmende aanpassing van de loonen, is het te vreezen dat deze nieuwe wanverhouding zich ten slotte zal doen gevoelen op de geraamde ontvangsten ten titel van onrechtstreeksche belastingen voor het dienstjaar 1936. Men is des te meer gerechtigd dit te vreezen daar de specifieke tolrechten en de accijsrechten, op den omvang geheven, de prijschommeling niet volgen.

Wat zou er daarentegen gebeuren zoo, mits de verhooging van wedden en loonen, de koopkracht moest stijgen van diegenen waarvoor zij zijn bestemd ?

De Algemeene Toelichting van de begroting verstrekt ons het antwoord op deze vraag :

« De teruggang van de werkloosheid en de stijging van het indexcijfer zullen in 1936 een verhooging van de hoegrootheid en het bedrag der wedden, loonen en pensioenen medebrengen zoodat men kan verwachten dat de opbrengst van de aan de bron geheven bedrijfsbelasting, het bedrag van 198,500,000 frank, waarop de ontvangsten voor 1934 werden geschat, aanzienlijk zal overschrijden.

» In de onderstelling dat men voor 1935 een opbrengst van 240 tot 250 miljoen zou bekomen, zou men misschien 290 miljoen voor 1936 kunnen verwachten.

» Voor de bedrijfsbelasting invorderbaar volgens kohieren op de bedrijfs-, handels- en landbouwwinsten, zal de voor het belastingjaar 1934 uit de baten van vrije beroepen en de wedden, loonen, pensioenen en andere niet bij afhouding belaste belooningen verwachte opbrengst, zegge 250 miljoen, eenigszins worden overschreden; de op 30 September 1935, dus één maand vóór het afsluiten van het belastingjaar 1934 vastgestelde rechten beloopt inderdaad 256,200,000 frank. »

De Nationale crisisbelasting van haar kant zal een accres boeken :

« Zooals met de bedrijfsbelasting op de wedden, loonen en pensioenen, brengen de nieuwe economische toestanden verbetering in de inningen inzake de bij afhouding invorderbare nationale crisisbelasting. Het laat zich aanzien dat wat de afhoudingen aan de bron betreft de opbrengst van het belastingjaar 1935, voor de vergoedingen, minstens de raming van 272 1/2 miljoen, hierboven voor het belastingjaar 1934 vastgesteld, zal bereiken. »

De Minister van Financiën zal goed doen met aandachtig de ontwikkeling van het aldus gestelde vraagstuk te volgen en daaruit de noodige gevolgtrekkingen te halen.

De rechtstreeksche belastingen werden met uiterste voorzichtigheid geraamd. Om zich daarvan te overtuigen, volstaat het de toelichting na te gaan op bladzijde n<sup>o</sup> 60 en volgende van de Begroting van 's Lands Middelen. De voor 1935 aangenomen begroting voorzag 1,428.5 miljoen als vermoedelijke opbrengst van de cedulaire belastingen, de ramingen voor 1936, ondanks de heropleving van de zaken, ondanks de prijsstijging, voorzien meer dan 1,481 miljoen, zegge slechts 52.5 miljoen meer.

Het totaal der rechtstreeksche belastingen, voor 1935 op 2,914.50 miljoen geraamd, wordt in dezelfde voorwaarden op de begroting geboekt voor 3,047.50 miljoen, zegge 133 miljoen meer. Dat is gematigd.

En zoo men het totaal bedrag vergelijkt der voor 1936 voorziene belastingen, gerechtvaardigd door de toepassing van de nieuwe politiek der Regeering,

met dit welke men had kunnen ramen voor het dienstjaar 1935, dan komt men tot de volgende bevindingen :

Op de begrooting voor 1935 had men 309 miljoen ontvangsten kunnen boeken, die niet meer op die voor 1936 voorkomen : 126 miljoen voortkomend van herstelbetalingen en andere schulden die niet meer worden verhaald; 185 miljoen ontlastingen door de Regeering voorgeschreven, zoodra zij aan het bewind kwam.

Het tekort dat in den loop van de uitvoering van de begrooting van 1935, zooals zij aangenomen was, moest blijken, zou, volgens het Departement van Financiën 960 miljoen hebben bereikt. Het wordt teruggebracht, zooals wij gezien hebben, tot minder dan 128 miljoen. Worden deze ramingen bewaarheid, en ondanks de toeneming der uitgaven als gevolg van de devaluatie, dan zal de politiek van de nieuwe Regeering tot dezen uitslag zijn gekomen, met het van kracht blijven van de wetten en tarieven die den grondslag der rechtstreeksche zoowel als der onrechtstreeksche belastingen regelen.

#### *De Uitgaven.*

De begrooting voor 1936 werd, wat betreft de geraamde uitgaven, opgemaakt volgens dit beginsel dat zij op het peil van de ontvangsten moeten worden gebracht.

Deze handelwijze gaat natuurlijk uit van de gedachte dat het hoogste punt van de belastingen is bereikt en dat dit ook moet gelden voor de uitgaven.

Dit schijnt wijs en, op het eerste gezicht, gemakkelijk van toepassing. Aldus, toen de huidige Regeering de teugels in handen nam, daags na de devaluatie, en de bezoldigingen van het personeel en sommige uitgaven voor materieel en bevoorrading in het binnenland, beïnvloed werden door de stijging van het index-cijfer, heeft zij onmiddellijk gereageerd.

Zij moest dit des te meer doen daar deze devaluatie ons, van stel op sprong, voor het loopende dienstjaar, een verzwaring bezorgde van de financiële lasten der leeningen in vreemde deviezen aangegaan, tot beloop van 233,814,000 frank, behalve verschillende lasten voor een totaal bedrag de 40,278,000 frank. Zij heeft gereageerd door middel van een renteconversie, slaande op 26 milliarden aan titels. Aldus, kon zij 716,183,000 frank bezuinigen.

Winst voor de Schatkist : 442,091,000 frank.

Doch voor het komende dienstjaar kan de Regeering zulke winstgevende verrichtingen niet meer doen. Men zegt wel dat de voorzichtigheid, waarmede de uitgaven werden geraamd, haar gelijke vindt in de gematigdheid waarmede de ontvangsten werden begroot. Doch kan dit volstaan ?

Reeds deed de Algemeene Toelichting uitschijnen dat de wanverhoudingen voor 1935 vastgesteld, als gevolg van de muntdevaluatie en van de stijging der prijzen in franken, zich omzetten in een vluggere toeneming der uitgaven dan der ontvangsten. Niemand kan zeggen in welk tempo deze beweging zich zal voortzetten in den loop van het komende dienstjaar. In elk geval blijkt uit de vernuftige tabellen uitgegeven door het Departement van Financiën, dat terwijl, bij het hoofdstuk der ontvangsten, minder dan 4,600 miljoen frank, op zoowat 10,429 miljoen in het totaal, vatbaar zijn voor min of meer spoedige beïnvloeding, door de devaluatie, in den zin van de stijging, al de uitgaven, behalve die der Openbare Schuld en die op de Begrooting van kwade posten en terugbetalingen kunnen stijgen, hetzij vlug, hetzij langzamer. De

ontwikkeling van beiden is afhankelijk van het algemeen tempo van de conjunctuur. Dit wordt impliciter gezegd in de Algemeene Toelichting blz. 72.

Een lid der Commissie stelde hieromtrent enkele vragen tot de Regeering die met het antwoord van het Departement van Financiën aan het slot van dit verslag te lezen zijn.

Welke zal derhalve de houding van de Regeering zijn ten aanzien van het evenwicht der begrooting?

Er zijn stijgingen welke zij geleidelijk en automatisch moet ondergaan, en wel die in verband met het materieel (558 millioen) met de werken van onderhoud, materieel en arbeidskrachten, (213 millioen), met het bedrag voor het onderwijs, het onderhoud van behoeftigen, enz., d. w. z. op de posten die samen 1 milliard vertegenwoordigen.

Zoo het index-cijfer blijft stijgen, dan rijst het vraagstuk van de aanpassing der meeste uitgaven op de begrooting en wel voor een meer indrukwekkende massa; in het bijzonder voor de wedden, vergoedingen en loonen van het Staatspersoneel, voor de ouderdomspensioenen, voor die zoogezegd van sociale voorzorg, voor de toelagen aan het onderwijzend personeel en voor de toelagen over het algemeen d. w. z. voor een bedrag aan uitgaven van 5,676 millioen. Een verhooging met 5 t. h. van deze verschillende posten komt op 284 millioen neer.

Hoe doen de zaken zich hier voor?

Het geheele vraagstuk van de aanpassing der uitgaven voor wedden, loonen, pensioenen en tegemoetkomingen, uitgetrokken op de algemeene begrooting, was het voorwerp van drukke onderhandelingen tusschen de Kamercommissie van Financiën en den Minister van Financiën.

Deze heeft met op de hem gestelde vragen te antwoorden, het standpunt van zijn Departement ten aanzien van dit vraagstuk doen kennen.

Sedertdien heeft de heer Van Zeeland, in de Kamer, op 10 December jl., met alle gewenschte bijzonderheden uiteengezet welke politiek zijn Regeering zich voornam de eerstkomende maanden te volgen.

De aanpassing der wedden, loonen, pensioenen en allerhande vergoedingen is van zoo groot belang, niet alleen voor het evenwicht van de begrooting, maar voor de groote belangen die er mede gemoeid zijn, dat het wenschelijk werd geacht geheel het gedeelte van de rede van den Eersten Minister dat er betrekking op heeft in dit verslag in te lasschen :

« Twee punten in deze begrooting hebben tot heftiger kritiek, discussie en commentaar aanleiding gegeven dan de andere. Het zijn deze welke betrekking hebben op de bezoldiging der ambtenaren en op de landbouwpolitiek der Regeering.

### **Bezoldiging der ambtenaren.**

» 1<sup>o</sup> *Oorsprong van de moeilijkheid.*

« De kredieten betreffende de wedden van het Staatspersoneel zijn voldoende om deze op het huidig peil te behouden d. i. aan 95 t. h. van het salaris beschouwd als vormend het basis-bedrag. Nu bestaat er een besluit van Januari 1935 dat het regime der bezoldigingen vaststelt en deze nauw verbindt aan de schommelingen van het indexcijfer. Volgens artikel 12 van dit besluit, moeten de wedden tot 100 t. h. opgevoerd worden indien, gedurende een gewoon trimester, het

indexcijfer der detailprijzen 683 overschrijdt. Dit is reeds geschied in October en in November; wat zal er gebeuren indien het indexcijfer over December niet terugloopt tot 683 of lager ?

» Ik vind het minder aangenaam vraagstukken op te lossen die nog niet gesteld zijn. Ik meen dat het wijs zou geweest zijn te wachten tot 20 December om positie te nemen. Doch de in de Commissie voor financiën gestelde vragen hebben ons verplicht ons positie nader te bepalen. Ik stel er prijs op hier volledige uitleg te geven.

» De gang van het indexcijfer, tot in October, had aan onze beste verwachtingen beantwoord.

» Doch in November werden wij in onze verwachtingen tengevolge van een abnormale en overdreven stijging van den prijs van het varkensvleesch die aan talrijke en niet te voorziene factoren te wijten is. Het is u bekend dat de prijs van het varkensvleesch op vijf verschillende manieren zijn weerslag heeft op het indexcijfer. Alleen uit dien hoofde werd de stijging in October met 7 punten vermeerderd en tot een totaal van 14 punten gebracht. Het indexcijfer bereikte 684, waardoor het grenscijfer met 1 punt werd overschreden.

» De Regeering nam onmiddellijk energieke maatregelen om de prijstijging tegen te houden en aan de werking der artificieele factoren een einde te maken.

### *2<sup>o</sup> De vermoedelijke schommeling der prijzen :*

» Er moet worden nagegaan welke de toestand is op het gebied der prijzen.

» De seizoen-invloeden nemen in den regel een andere wending in den loop van December; van dan af werken zij in de richting der daling. Wij mogen dus voor de eerstvolgende maanden een daling van het indexcijfer verwachten.

» Wat de wereld-invloeden betreft, wie zou kunnen zeggen in welke richting zij zullen werken ? De huidige internationale toestanden zijn zoo ingewikkeld dat om het even welke voorspelling gewaagd zou zijn. Doch, mochten wij van dien kant een zekere drukking naar stijging ondergaan, dan zou ik mij daarover slechts kunnen verheugen; dit zou het duidelijkste teeken zijn eener hervatting der zaken in de wereld, d. i. van het einde der crisis rondom ons; en geen gebeurtenis zou ons meer welkom zijn dan die.

» Uit het voorafgaande besluit ik dat wij waarschijnlijk in een tijdperk van betrekkelijke stabiliteit zullen treden, met wellicht een strekking naar daling. Ik zeg u dit onder het meest uitdrukkelijke voorbehoud. Doch, wat er ook van zij, niets kan ons nabije of gevoelige stijging doen voorzien; integendeel.

» In deze omstandigheden zult gij met mij erkennen dat wij gerechtigd waren om, zooals we het gedaan hebben, bij onze voorziene uitgaven kredieten in te schrijven die de wedden tijdelijk houden op het peil waarop zij zich thans bevinden.

### *3<sup>o</sup> De houding van de Regeering.*

» Dit vastgesteld zijnde, ziehier hoe de zaken zullen verlopen. Loopt binnen enkele dagen, het indexcijfer tot 683 of nog lager terug, dan staan wij voor geen vraagstuk meer en zal er heel wat herrie zijn geweest om niemandal.

» Zoo het anders uitvalt, zullen wij den stier bij de horens vatten. Tot de ambtenaren zullen wij als mannen spreken en zij zullen ons begrijpen.

» De regeering is besloten de grondslagen te handhaven van het besluit van Februari, waarop de regels voor de bezoldiging van het Rijkspersoneel gevestigd zijn. Ik sta er op, deze duidelijke verklaring af te leggen ten einde elk misverstand uit den weg te ruimen.

» Wel acht ik dat regime gunstig voor de ambtenaren, vooral wanneer de prijzen stijgen; onder al de hand- en geestesarbeiders bekleeden zij een bevoorrechte positie. Het zij verre van mij te beweren, dat hun te veel betaald wordt, ik weet dat voor tal van kleine beambten, wanneer zij een gezin ten laste hebben, het leven iederen dag een angstwekkend probleem is; ik betreur het, dat onze hoogere ambtenaren niet de tractementen ontvangen waarop zij aanspraak zouden moeten kunnen maken in verband met hun verantwoordelijkheid, met hun rol in den Staat, en in vergelijking met hetgeen aan hun collega's in andere groote landen uitgekeerd wordt.

» Maar daar gaat het vandaag niet over.

» In welke tekorten ook nog in de komende jaren zal moeten voorzien worden, het blijft intusschen waar dat, vergeleken met vele andere Belgische burgers, het lot van de ambtenaren in deze moeilijke tijden betrekkelijk gunstig te noemen is.

» Moesten de ambtenaren zich willen beroepen niet op den geest, maar op de letter, op den formeelen tekst der besluiten, zoo zouden zij « formeel » gelijk hebben, doch *summum jus, summa injuria*, er zou in dat geval van hunnentwege machtmisbruik zijn.

» Na hetgeen ik daareven uiteengezet heb over de schommelingen van het indexcijfer, ware het nog moeilijk, het uit de vermindering der koopkracht gehaalde argument met een schijn van billijkheid aan te voeren. Aan den anderen kant, ware het eveneens verkeerd steun te zoeken in de principieële verbintenis, die de regeering in de ministerieële verklaring aangegaan heeft inzake de bezoldigingen in het algemeen. Moest men die beginselverklaring toepassen op de bezoldigingen der ambtenaren, dan zou het indexcijfer waarop men hun de 5 t. h. behoort terug te geven die hun eertijds ontnomen werden, niet 683 maar wel 701 zijn.

» Maar naar dat terrein moet de bespreking niet verschoven worden. Wij bedoelden geenszins de voordeelen te besnoeien of de bestaansmiddelen te beperken, die de verschillende deelen der gemeenschap hebben weten te verkrijgen.

« De Regeering zou niet met ingang van 1 Januari een verhooging van 5 t. h. der wedden kunnen betalen, omdat zij niet met zekerheid over de noodige middelen beschikt.

» De regeering heeft er zich toe verbonden de belastingen te verminderen. Dit is een integreerend deel uit haar programma van economische opbeuring. En wij hebben het voortdurend herhaald : dat programma vormt een geheel, het welslagen hangt hier van af dat het in zijn geheel wordt toegepast.

» 4<sup>o</sup> *Vooruitzichten voor de toekomst.*

» Maar later, zal men mij zeggen, na den overgangs- en wachttijd, indien het indexcijfer blijft stijgen, wat zal de regeering doen ? Zal zij de ambtenaren opofferen ? Volstrekt niet. Want dan zal het probleem een geheel ander uitzicht hebben. Het voortduren van een langzame stijging van het indexcijfer zou meebrengen, dat de belastinggelden in verhoogde mate binnenkomen. Voor

sommige belastingen, die speciaal op den gang der zaken ingesteld zijn, lokt de prijsstijging op tweeërlei wijze een verruiming der ontvangsten uit, eenerzijds wegens de uitbreiding van den zakenomvang en anderzijds wegens de uitbreiding van den belastbaren grondslag, in franken uitgedrukt.

» Sommigen zullen echter zeggen : Indien gij die overtuiging toegedaan zijt, waarom niet logisch met u zelf blijven door van 1 Januari af tegelijk een toename der uitgaven en een vermeerdering der ontvangsten te aanvaarden ?

» Heel eenvoudig uit voorzichtigheid, maar een voorzichtigheid die mij onmisbaar lijkt.

» 5<sup>o</sup> *Soepelheid in de toepassing.*

» Dus zullen wij in afwachting, aan de ambtenaren desvoorkomend voorstellen, dat zij twee of drie maanden geduld zouden hebben, dat zij gedurende dien korten tijd van het bevoorrecht regime dat zij genieten, zouden afzien om de vrijwillige tucht van matiging, voor voorzichtigheid en eigencontrole die de andere afdelingen van de gemeenschap, op onze aanzetting, hebben aanvaard, zooals de landbouwers, de industrieelen, de werknemers, de werkloozen, de kleinhandelaars. Wij doen het in de vaste overtuiging dat elke andere houding het welslagen van onze pogingen zou ondermijnen en daardoor tevens voor den Staat de mogelijkheid te niet zou doen om hun het lot te blijven waarborgen dat hij belooft heeft hun te bezorgen. Op tijd en stond zullen wij beroep doen op de vaderlandsliefde der ambtenaren, wij zullen hun een matige, tijdelijke krachtinspanning vragen die aan den grondslag van hun toestand geen afbreuk doet; ik twijfel er geen oogenblik aan dat mijn beroep door hen zal worden aanvaard.

» Nog een enkele overweging alvorens van dit onderwerp af te stappen.

» Al de punten van het programma dat de regeering zich gesteld heeft, wil zij verwezenlijken zonder eenige uitzondering; al de verbintenissen die zij aangegaan heeft, zal zij, het spreekt van zelf, houden wat het ook moge kosten. Moet ik nog herhalen dat die verklaring niet alleen de loonen en de wedden geldt, maar ook de pensioenen en andere sociale vergoedingen ? »

» Maar de aanpassing van een dergelijk programma aan de duizenderlei moeilijkheden van de werkelijkheid vergt een vaste en tevens soepele politiek. Wanneer het er om zal gaan te bepalen op welk peil van het indexcijfer de bezoldigingen werden vastgesteld, of gewijzigd, zullen wij de omstandigheden die met elk geval afzonderlijk gepaard gaan met een maximum van onpartijdigheid en objectiviteit onderzoeken; maar wij, wij alleen, zullen na al de desbetreffende elementen onderzocht te hebben een beslissing nemen. Naast de verantwoordelijkheid die wij op ons nemen en die wij opeischen, moet men ons de vrijheid van handelen, het gemak en de soepelheid laten, die onontbeerlijk zijn in de uitvoering.

» Meent overigens niet dat een zoodanige regel steeds op beperken of uitstellen moet neerkomen. Integendeel. Gij zult er eerlang het bewijs van krijgen in het principieel besluit dat wij getroffen hebben ten aanzien van de werkloozen en dat in werking zal treden over eenige dagen, ter gelegenheid van een reeks maatregelen die voor doel hebben in andere richtingen misbruiken af te schaffen of leemten aan te vullen.

» Ik ben de eerste om te erkennen dat voor sommige categorieën van werkloozen de aanstaande winter nog harder zou kunnen zijn dan de vorige. Dit zal voorzeker het geval zijn wat betreft de volledige werkloozen die in de

grote agglomeraties wonen, die sedert lange jaren geen werk meer hadden, die over geen persoonlijke middelen beschikken en familielast te dragen hebben. Voor dezen heeft de Regeering willen vooruit loopen op de verbintenissen die zij had aangegaan; een speciale hulpverlening, die bestemd is om hen de periode van de groote koude minder pijnlijk te maken zal hun eerstdaags toegekend worden. »

Na de voorwaarden en omstandigheden te hebben onderzocht, in dewelke de Eerste Minister er toe gebracht werd de houding van de Regeering te bepalen in verband met de wedden en loonen harer ambtenaren en bedienden alsook met de pensioenen en andere vergoedingen, beschouwd met het oog op een mogelijke stijging van het indexcijfer, heeft de Commissie eenparig deze houding goedgekeurd. Zij heeft echter den wensch uitgedrukt dat er onverwijld maatregelen zouden worden getroffen om een buitensporige stijging van de levensduurte te keer te gaan, alsook administratieve en economische maatregelen die haar spoedig bijkomende ontvangsten verzekeren.

— Deze worden verder uiteengezet.

### **De rol van den Minister van Financiën.**

Van stonden aan kan men enkele besluiten trekken uit de uiteenzetting die voorafgaat, wat betreft de toekomst der begrooting van 1936 en in verband met hetgeen er nog te doen staat om het evenwicht werkelijk en definitief te verzekeren.

De ontvangsten van belastingen, taxes en andere retributies, werden zooals wij reeds zegden, omzichtig berekend, met inachtneming van de uitslagen van verschillende maanden toepassing. Hun beoordeeling heeft geen opmerkingen en critiek uitgelokt in den schoot der Commissie. In de Kamer sloeg de critiek alleen op enkele punten, die het begrootingscomplex onaangetast laten.

Verder schijnt de Minister van Financiën vast besloten voor 1936 alleen de wetten en tarieven toe te passen waarbij de in 1935 in voege zijnde rechtstreekse en onrechtstreekse belastingen worden geregeld. Verre van geneigd te zijn ze te verhoogen, is hij van stonden aan overgegaan tot verminderingen van belastingen, die trouwens werden aangekondigd in de Regeeringsverklaring. Er werden verminderingen toegestaan voor een bedrag van 185 millioen waarvan 65 op de grondbelasting, en 118 op de overdrachts- en weeldebelasting. Het decrees van inkomsten voor de Schatkist wordt des te meer gevoeld daar sommige buitengewone ontvangsten, die voorkwamen op de begrooting van 1935, niet meer voorkomen op die van 1936 : 55 millioen wegens verschillende belastingen; 20 millioen 300 wegens terugbetalingen die niet meer zullen gedaan worden tijdens het volgend dienstjaar, verlies van een deel der herstelbetalingen voorzien in het akkoord Tardieu-Jaspar : 51 millioen. Te samen 126 millioen 300 ontvangsten minder dan in 1935.

\* \* \*

De taak van den Minister van Financiën, lastiger dan ooit in de huidige omstandigheden, zal er in bestaan te waken dat het evenwicht wordt verzekerd. Door de Algemeene Toelichting weten wij hoe hij dit wil verwezenlijken.

« Een eenvoudig doch dringend voorbehoud is van noode. Er moet uitdrukkelijk worden verstaan dat zoo, in den loop van dienstjaar 1936, de vooruit-



zichten van ontvangsten gedurende een tijdperk van sommigen duur niet tot werkelijkheid mochten komen, gepaste schikkingen zouden moeten getroffen worden ten einde de reeds goedgestemde uitgaven in te krimpen. In tegenovergesteld geval zouden ontlastingsmogelijkheden in 't vooruitzicht kunnen worden gesteld. »

De bezorgdheid het evenwicht der begrooting te verzekeren, wat er ook gebeure, draagt gewis de eenparige goedkeuring der Commissie weg. Dit evenwicht is dringend geboden inzonderheid korten tijd na twee groote verrichtingen, op muntgebied en op financieel gebied, die meer dan ooit eischen dat worde gewaakt voor de handhaving van het openbaar krediet.

Beteekent zulks dat, moesten de ontvangsten ontoereikend blijken, om het even welke uitgave van de begrooting dient geschrapd ? Dat ware noch redelijk noch billijk. Er zijn uitgaven van verschillenden aard. De eene zijn onontbeerlijk en kost wat kost moet men er in berusten. Andere zijn eenvoudig nuttig en kunnen worden verminderd of uitgesteld tot betere tijden. Andere zijn klaarblijkend weldeuitgaven en kunnen zonder veel nadeel worden afgeschaft. Het behoort aan den Minister van Financiën hier te handelen met al het wenschelijke doorzicht.

Maar hoe lastig en ondankbaar is zijn taak ! Moeilijke rol, die van den titularis een vaste kennis vergt van alles wat van verre of van dichtbij de financiën betreft. Ongetwijfeld bezit de huidige Minister van financiën deze kennis en is hij ten hoogste de omvangrijke taak bewust die hem werd opgedragen.

Dit is een ondankbare rol, want de Minister van financiën, indien hij de verantwoordelijkheid draagt van het beheer der Staatsfinanciën en in het bijzonder het behoud van het evenwicht der begrooting, toch is hij niet alleen om er de uitvoering van te verzekeren.

Elk lid der Regeering draagt hierin zijn eigen verantwoordelijkheid. Indien de Minister van financiën alleen bevoegd is om de ontvangsten te waarborgen, dan dragen al zijn collega's een deel der verantwoordelijkheid in de uitgaven. Zij zijn voor zichzelf verplicht hun beheer na te gaan. Doch ongelukkig is elk hunner geneigd er zich mee te solidariseeren, welke ook de overdrijvingen zijn van dat beheer en elk hunner is ook geneigd de behoeften van zijn diensten zeer hoog te schatten.

De Minister van financiën, hoofdbewaker van de kas, ook met de hooge opdracht bekleed overal en altijd de handteekening van den Staat te waarborgen, zou in die voorwaarden over toereikende inlichtingsmiddelen moeten beschikken om de doelmatigheid der uitgaven te beoordeelen. En die heeft hij niet.

Hij is verplicht alleen te steunen op de documenten of verklaringen van elk zijner collega's. En hoe veranderlijk zijn die uitgaven ! De heer Ingenbleek sprak in zijn verslag van verleden jaar namens de Commissie van « een hiërarchie van uitgaven », die zouden moeten aangenomen kunnen worden volgens den graad van hun belang of van spoed.

Het gaat er niet om van den Minister van financiën een soort censor te maken die zijn veto zou kunnen stellen tegen om 't even welke uitgave. Het betreft die overtalrijke kleine posten waaruit het bestuur van elk Departement bestaat, en die door hun massa komen tot een verzwaring van de best opgemaakte begrooting.

In Frankrijk en in Engeland bestaat een toezicht in elk ministerie, uitgeoefend door inspecteurs van financiën, dat toelaat alle misbruiken en overdrijvingen

te remmen. In die landen werkt dat regime zonder aanleiding te geven tot critiek. Indien men van de titularissen kan verkrijgen dat zij buiten een zekere algemeene cultuur, een zekere bestuursondervinding hebben opgedaan door hun aanwezigheid in de diensten, dan kunnen zij klaarblijkelijke diensten bewijzen.

\* \* \*

Boven het persoonlijk beheer der onderscheiden ministers, hebben wij het Comité der Schatkist. Het heeft dikwijls dienst bewezen. Doch het was eveneens in het Parlement het voorwerp van levendige critiek.

Oud-ministers hebben er verklaard dat zij, toen zij een portefeuille hadden, er een ondraaglijke voogdij hadden van ondergaan die dikwerf hun meest noodig initiatief verlamde. Het is moeilijk aan de hand dezer gegevens alleen een bepaald oordeel over de instelling uit te spreken. Het vraagstuk vergt nadere studie.

Dit zou misschien kunnen gedaan worden door den Hoogen Raad van Financiën welke de heer Gérard wil tot stand brengen. Volgens een half-ambtelijke mededeeling zou deze Raad in een enkele instelling de onderscheiden commissies versmelten die thans in verspreide orde in den schoot van het Departement werken.

Deze raad zou verzocht worden zijn advies te geven aan den Minister over de verschillende vraagstukken die dezen laatste aanbelangen. Gewis zou men aan een der afdelingen, die men voornemens is op te richten, de studie kunnen toevertrouwen van de inspecteurs voor de financiën alsook van de handhaving van het Schatkistcomité zelf.

Maar heeft het hoofd van het Departement van Financiën geen andere bekommring, om kost wat kost zijn begrooting in evenwicht te houden, dan toezicht uit te oefenen op de uitgaven en dezelve te remmen? Vooral in den huidigen toestand, waar er vlugger zou kunnen worden uitgegeven dan ontvangen, zijn er geen andere middelen om dit evenwicht te verwezenlijken? De politiek van het hoofd van het Departement mag niet in één richting gevoerd worden. Er dienen andere maatregelen overwogen die toelaten dit evenwicht te bereiken en die onmiddellijk renderend kunnen zijn. Wij bedoelen loutere bestuursmaatregelen, die bij voorbeeld slaan op den aanslag en de inning der belastingen en taxes, het beheer der domeinen, enz. Deze maatregelen hangen uitsluitend af van het Departement van Financiën.

Zij kunnen dadelijk worden getroffen. Maar dit moet gebeuren binnen het kader van twee groote hervormingen die de Regeering moet doorvoeren in den loop van het komende dienstjaar en die het Parlement en de openbare meening sedert jaren eischen : nl. de vereenvoudiging van ons fiscaal stelsel en de bestuurshervorming.

In afwachting moet de aandacht van de Regeering gaan naar de verschillende bestanddeelen van ons economisch leven. De heropleving van de zaken is een feit; wij moeten die niet alleen verstevigen maar ook uitbreiden.

In alle opzichten zullen de maatregelen die zullen worden getroffen op zuiver administratief en fiscaal gebied en ook op economisch gebied, zeker voor gevolg hebben eensdeels een stijging van de ontvangsten en anderdeels een vermindering van de uitgaven door de afneming van de werkloosheid. De Regeering zal met den gewenschten spoed dienen te handelen opdat deze uitslagen kunnen worden geboekt vanaf de eerste maanden van het komende dienstjaar.

## B — HOE HET BEGROOTINGSEVENWICHT GEWAARBORGD ?

---

**BESTUURLIJKE EN FISKALE MAATREGELEN.**

---

**De belastingaangiften.**

Er zijn in het land duizenden Belgen en vreemdelingen die de belasting moeten betalen en ze niet betalen.

Vóór den oorlog werden de belastingsformulieren thuis afgegeven door bedienden van den fiscus; na den oorlog heeft het bestuur er de voorkeur aan gegeven ze per post te sturen.

Vroeger bereikten zij onvermijdelijk de schatplichtigen omdat de bediende ze eigenhandig overhandigde. Was de bestemming verhuisd, dan vroeg dezelfde bediende naar den naam van zijn opvolger, die een heel huis of een appartement betrok, en hij overhandigde hem een verklaring opgemaakt op zijn naam.

Nu bereiken talrijke formulieren hun bestemmingen niet meer. Deze zijn vaak vertrokken zonder adres achter te laten. Er bestaat wel een opsporingsdienst, maar deze is doorgaans machteloos omdat de gemeenten niet veel ijver betoonen om hem te helpen.

Er zijn vervolgens een groot aantal jongelieden die in het huwelijk treden en bij den fiscus onbekend blijven. Er zijn ten slotte een menigte vreemdelingen, die een verblijfplaats in het land hebben — er werden er 305,000 geteld op 1 Juli jl. — en die middel vinden om, dank zij een gebrekkige bestuursinrichting, de belasting te ontduiken.

Maar men zal zeggen dat de verplichting de belasting te betalen blijft bestaan en dat deze misschien ten slotte zal betaald worden.

Neen, na vijf jaar mag de verjaring worden ingeroepen, en wij zouden wel eens willen weten hoeveel van deze delinquenten de fiscus zal kunnen terugvinden, zoo zij nooit op de rollen werden ingeschreven.

**De aanslag der rechtstreeksche belastingen.**

Het onderzoek der belastingaangiften is toevertrouwd aan de controleurs. Hun rol in de fiskale economie is aanzienlijk en de ontvangsten worden beïnvloed in de mate waarin zij in staat zijn deze rol degelijk te vervullen.

Het opmaken van een aanslag vergt niet minder dan twaalf verrichtingen : het vormen van de aangifte, de inschrijving in het register, de verzending naar den schatplichtige, de bijwerking van het register bij den terugkeer der aangifte, het onderzoek der aangifte, de berekening der belasting, de inschrijving op de rol, het opmaken en verzenden van het waarschuwingsuittreksel, de aanvulling van het register na den aanslag, de statistiek der aangifte, de inschrijving op de tabel, het klasseeren van het dossier.

De berekening van een belasting vertegenwoordigt een vaak zeer ingewikkelde technische arbeid. Zij moet gedaan worden door een bediende die bekwaam is een handels- of nijverheidsboekhouding na te zien, de gemiddelde winst op te maken van een kabinet van geneesheer of advocaat, ten slotte een forfaitair bedrag vast te stellen waar het geldt de belasting te betalen door een landbouwer.

Er zijn vervolgens de aanvullende werkzaamheden. De controleur moet de lastenbetalers ontvangen en inlichten, een groot aantal dezer helpen hun aangifte in te vullen, deze verbeteren welke slecht zijn opgemaakt. Hij moet toezicht uitoefenen op het werk zijner ondergeschikten, die men hem soms ontnemt wanneer zij ten slotte goed hun dienst kennen.

Iederen dag wordt hij verzocht allerlei getuigschriften af te leveren : voor goedkope woningen, pro deo, vergoedingen voor ascendenten van overleden militairen; getuigschriften voor miliciens die hun vergoeding wenschen te trekken; voor vreemdelingen die een eenzelveheidskaart of een pas vragen. Getuigschriften worden ook gevraagd voor studiebeurzen, aanvraag voor kosteloos schoolgaan, vervoer van meubelen naar het buitenland, enz.; telkens moet hij de belastingaangifte onderzoeken en nagaan of de aanvraag om getuigschrift kan ingewilligd worden. Iederen dag, aanzienlijk tijdverlies.

De controleur moet ook de dossiers der nieuwe aanvragers van ouderdomspensioen onderzoeken. Hij moet het doen zonder bijkomende vergoeding, buiten zijn kantooruren. Onderzoekingen roepen hem ook naar buiten.

En wat vooral de uitvoering van zijn taak bemoeilijkt : regelmatig worden de belastingswetten te niet gedaan of herzien. Bij iedere wijziging en buiten het gewoon advies van het hooger bestuur verschijnen nieuwe besluiten, een menigte interpretatieve rondzendbrieven, die al de controleurs niet op dezelfde wijze uitleggen, zoodat het gebeurt dat de wetten verschillend worden toegepast van eene stad tot de andere, zelfs van wijk tot wijk. Te Brussel zelf is dit bij voorbeeld het geval voor de taxe op ruw slachtvleesch : van een gemeente tot de andere bestaat er een verschil van fr. 0-20 tot fr. 0-50 per kilogram.

De studie van de wetten, besluiten en rondzendbrieven vergt veel tijd van ambtenaren die reeds overlast zijn. En het is gebeurd dat een zekere Minister van Financiën ze bovendien heeft verzocht zich te wijden aan bijzondere studiën en werkzaamheden in verband met de wetten !

Er zijn 224 controleurs voor heel het Rijk. Te Brussel, 15 afdeelingen, waarvan vier voor het toezicht over ettelijke duizenden naamlooze vennootschappen, een voor bijzondere taxes, tien om de aangiften van de particulieren te ontvangen en na te zien.

Jaarlijks dienen er 2,759,293 aangiften nagezien (cijfer voor het dienstjaar 1934). Ziehier b. v. welk aandeel een controleur te Brussel daarin heeft :

1<sup>o</sup> 5,000 tot 6,500 aangiften na te zien die uitgaan van lastenbetalers wier inkomsten het dubbel van het vrijgesteld minimum overschrijden ;

2<sup>o</sup> 2,000 tot 3,000 niet hernieuwbare aangiften uitgaande van handelaars die minder dan het dubbel van dit minimum verdienen, dus minder dan 15,000 frank 's jaars ;

3<sup>o</sup> 6,000 tot 7,000 aangiften van particulieren die geen belastingen verschuldigd zijn.

Er werd een nieuwe categorie voorzien voor lastenbetalers die meer dan 50,000 frank inkomen genieten.

Uitslag : wanneer een controleur in den loop van het dienstjaar werk ziet opeenhoopen waartegen hij niet is opgewassen — en is dit niet het geval na hetgeen wij hebben gezegd ? — moet hij ertoe besluiten ofwel vluchtig de aangiften te onderzoeken ofwel de belangrijkste aan te houden, behoudens de massa der aangiften van gemiddelde en kleine inkomsten eenvoudig te paraffeeren. Hij beschikt trouwens niet over voldoende middelen om een ernstig toezicht uit te oefenen over alles wat rechtstreeksche belasting is. En aldus bereiken ten slotte de belastingwetten niet meer hun doel, leveren doorgaans niet meer op wat de wetgever, en zelfs niet meer wat dengene die de begroting heeft opgemaakt, verhoopt heeft. Waren zij beter toegepast, dan zouden zij spoedig verruiming van den grondslag der taxes en belastingen teweegbrengen; de Schatkist zou kunnen het hoofd bieden aan sommige onvermijdelijke uitgaven en zelfs nieuwe ontlastingen kunnen toestaan. Er zouden minder schatplichtigen zijn die moeten betalen voor hen die niet betalen. Insteede daarvan, amendeert men voortdurend de wetten, en werpt ze omver; men vaardigt er nieuwe uit om te voorzien in de ontoereikende opbrengst der bestaande, en het bestuur, te zwak door eigen middelen, elken dag wat meer geschokt, verergert den onsamenhang om ons in de wanorde te storten.

Niet alleen de voorwaarden der belasting doen de opbrengst der belastingwetten verkeerd uitloopen, er zijn bovendien de voorwaarden der invordering.

### **De invordering der rechtstreeksche belastingen.**

De invordering der belastingen wordt verzekerd door de ontvangers, die feitelijk de boekhouders van den Staat zijn.

Dat is een moeilijke taak. Inderdaad, het komt er op aan bedragen in de Staatskassen te doen binnenkomen wier totaal niet minder dan gemiddeld 3 milliarden bereikt. Al de gebreken van onze bestuursinrichting en methoden van wetgeving, die de taak der controleurs zoo ondankbaar maken, doen zich gevoelen in het ambt der ontvangers. Moesten zij alleen de belastingen doen binnen komen zooals eenvoudige boekhouders, dan ware hun taak gewis tamelijk gemakkelijk. Maar daarbij beperkt zich niet hun rol.

De gebrekkige en onsamenhangende bouw onzer wetten, zooals evenzeer de belastingen waartoe zij leiden, komen tot uiting door massale vragen om uitstel van betaling, aanvragen van concordaat, faillietverklaringen, betwistingen en rechtsgedingen, verhaal in beroep of in verbreking, verzet of vervolging : alle verwikkelingen die de ontvanger dagelijks ontmoet en die de uitoefening van zijn ambt van boekhouder ontzenuwen.

Het gevolg doet zich geregeld elk jaar voelen. Er zijn misrekeningen in de ramingen en tekort in het binnenkomen. Toen de heer Jaspar Minister van Financiën was, moest hij er zich op toeleggen rechtstreeksche belastingen in te vorderen, met inbegrip van provinciale en gemeentelijke opcentiemen, geheven voor de dienstjaren 1932 en vorige, voor niet minder dan 2,400 millioen. Deze invordering geschiedde van 22 October tot 12 Juni 1934. Doch inmiddels moesten tusschen 30 December 1932 en 17 Mei 1933 nieuwe belastingen en verhoogingen ingevoerd worden die een totaal van 2,028 millioen bereikten.

Men vindt er de opgave van in het verslag van den heer Merlot, namens de Commissie van Financiën in de Kamer, bladzijde 6.

Deze feiten bewijzen dat men niet alleen moet steunen op de raming der begrotingen. De invordering voor de Schatkist hangt bovendien af van den

spoed waarmee zijn agenten er in slagen ze te verzekeren, evenals van de middelen die tot hun beschikking zijn, vermits tientallen millioenen verloren gaan indien deze middelen ontoereikend blijven.

De Regeering van 1933, had op verzoek uwer Commissie beloofd maatregelen te nemen om de taak der ontvangers te vergemakkelijken en een einde te maken aan de talrijke vertragingen bij het innen der belastingen. Op 16 April 1935 ontving onze collega, de heer Misson, die den huidige Minister van Financiën, gewezen had op den pijnlijken toestand der ontvangers wegens hun wedde, van den heer M.-L. Gérard de uitdrukkelijke belofte dat hun toestand *eerlang* zou gewijzigd worden. Eensluidende beloften werden vroeger gedaan aan de controleurs. Niets werd sedertdien gedaan. Dat is spijtig. Wanneer men wil verwezenlijken wat de organieke gebreken van ons bestuur en de methoden die het volgt aan bezwaren opleveren, dan moet men wel toegeven dat niet alleen de Schatkist geschaad wordt, niet alleen de ambtenaren en bedienden meer en meer ontmoedigd zijn, ook het publiek laat meer en meer zijn ongeduld blijken en is zelfs verontwaardigd een verouderd en tergend fiscaal stelsel te zien voortduren. Niet alleen zijn onze bestuursdiensten en de methoden die zij moeten volgen buiten het verband onzer te ingewikkelde wetten, doch zelfs deze zijn niet meer aangepast bij den economischen toestand in het land.

Men zal zeggen : wat doet dan het Hoofdbestuur ? Het is te beklagen evenzeer als de aangestelden van de diensten die er van afhangen. Het vervult zijn taak met onaanvechtbare vlijt en gewetensvol. Het heeft periodisch voor opdracht de uitvoering te verzekeren van nieuwe of van geamendeerde wetten. De wet tot instelling der inkomstenbelasting, in 1919 gestemd, werd sedertdien 25 maal gewijzigd ! Men richt zich tot het hoofdbestuur wanneer tot inkrimpingen wordt besloten, men vraagt het voortdurend het personeel te verminderen. Wanneer het daarentegen aandringt om het te versterken, antwoordt de Minister dat hij zijn begroting moet doen sluiten. Onlangs deed de directeur-generaal van de rechtstreeksche belastingen het voorstel adjuncten te doen benoemen naast de ontvangers, die meestal werkelijk overlast waren. Er werd niet op ingegaan.

Daar de Commissie belast met de studie der vereenvoudiging onzer fiskale wetten haar verslag heeft neergelegd, is het hoog tijd alles in het werk te stellen om haar voorstellen te onderzoeken met den wil zonder uitstel te handelen. Een volledige hervorming onzer fiskale wetgeving in zake belastingen is geboden. Zij wordt sedert jaren geëischt door de openbare meening. En in afwachting dat zij werkelijkheid worde, zou het Departement van Financiën het initiatief kunnen nemen om een zeker aantal hervormingen door te voeren die worden ingegeven door hetgeen hooger werd gezegd. Zij kunnen voor onmiddellijk gevolg hebben aan de Schatkist een merkelijke stijging van ontvangsten te verzekeren.

Buiten dat het onverwijld maatregelen kan treffen die het opmaken der rollen kunnen bespoedigen en derwijze dat de rollen meer in overeenstemming zijn met de ware inkomsten der belastingplichtigen, kan het er andere nemen die de inning der bijdragen bespoedigen. Wij willen dat even onderzoeken.

### **Het forfait in zake rechtstreeksche belastingen.**

De bepalingen der paragrafen 3 en 4 van artikel 53 der samengeordende wetten schrijven voor dat sommige belastingplichtigen wier geringe inkomsten

niet erg verschillen van jaar tot jaar, van de hernieuwing hunner aangifte ontslagen zijn.

De beroepsbelasting wordt dus voor deze belastingplichtigen een forfait dat kan vergeleken worden met het patentrecht.

Het ware wellicht van belang dit regime te veralgemeenen, t. t. z. het uit te breiden tot al de ambachtlieden, kleinhandelaars, kleinnijveraars, kleine landbouwers, enz.

Het forfait heeft het voordeel zeer vroeg invorderbaar gesteld te worden, namelijk van in het begin van het eerste dienstjaar.

De voordeelen zijn opvallend : 1<sup>o</sup> belangrijke bedragen worden in den aanvang van het dienstjaar ter beschikking van de Schatkist gesteld; 2<sup>o</sup> afschaffing van overvloedig geschrijf; 3<sup>o</sup> afschaffing van de belastingen en van al hun gevolgen; 4<sup>o</sup> bezuiniging van personeel.

### **Forfaitaire taxe voor de handelaars.**

Dezelfde voordeelen zouden kunnen worden verkregen door de uitbreiding van het stelsel der forfaitaire taxe ten laste van alwie een handel drijft of een nijverheid exploiteert.

Dit forfaitair bedrag zou verworven blijven zelfs indien de handelaar of nijveraar met verlies werkt. Het zou omzeggens een huurgeld zijn door de belanghebbenden aan den Staat betaald als vergoeding voor de vrijheid en de bescherming die hun worden verzekerd in de uitoefening van hun handel of beroep.

Soortgelijk regime bestaat reeds voor de taxes op de drankslijterijen. De slijters kwijten, behalve de bedrijfsbelasting en de supertaxe, een openings-taxe berekend in verhouding tot het bedrag van het huurgeld.

Dezelfde basis zou kunnen worden toegepast op het vaststellen der openings-taxe te vorderen van al de handelaars.

De voordeelen van dit stelsel zijn duidelijk :

1<sup>o</sup> Inning vanaf het begin van het dienstjaar;

2<sup>o</sup> Vaste inkomsten worden ter beschikking van de Schatkist gesteld.

Bovenstaande taxe zou niet dienen beschouwd als een nieuwe bijkomende belasting. De regeeringspolitiek is integendeel gesteld op ontlastingen. Men zou bij gelegenheid aan de belanghebbenden compensatieverlichtingen toestaan.

De nieuwe belasting zou b. v. andere kunnen vervangen.

### **Forfait van leurders en andere.**

De personen die hun bedrijf uitoefenen langs den weg of op de markten zijn verplicht evenals de foorkramers een forfaitaire belasting van 50 tot 300 frank te betalen, naar gelang van de gevallen, voor de uitoefening van hun handel of stiel.

De kleinhandelaars of ambachtlieden, aan dewelke zij een vinnige mededinging aandoen, waaraan deze vaak geen weerstand kunnen bieden, klagen er bitter over dat zij verplicht zijn hogere belastingen en taxes te betalen dan hun mededingers.

Zij klagen er ook over — en met hen aanzienlijker handelaars — dat gelegenheidshandelaars, meestal vreemdelingen, die zich tijdelijk vestigen in ledige lokalen, zelfs in de deuropeningen van huizen, ondanks sommige reeds getroffen maatregelen geheel of gedeeltelijk aan de belasting blijven ontsnappen; dat anderen ten slotte, die aan huis gaan om juweelen, edelgesteenten, stoffen, bont, gebreide goederen, tapijten, enz., te verkoopen, evenmin betalen, zelfs niet de weelde- of overdrachtstaxe.

Deze vraagstukken vergen een ernstige aandacht vanwege het bestuur.

### **Grondbelasting.**

De grondbelasting gaat beslist met de grootste moeilijkheden gepaard bij de toepassing evenals met de hartstochtelijkste klachten en betwistingen vanwege het publiek.

De kadastrale indeeling die, op het oogenblik dat zij in 1931 besloten werd, beslist geboden was om een onduelbaar en onrechtvaardig belastingsregime te doen ophouden, heeft sedertdien tot ongehoorde verwickelingen aanleiding gegeven, zoowel ten aanzien van de belangen van de Schatkist als van die der belastingsbetalers. En de kwade gevolgen van deze indeeling laten zich steeds gevoelen ondanks de maatregelen voorgeschreven om ze te verzachten.

De verrichting, die feitelijk het grondinkomen moet stabiliseeren, werd ondernomen op een tijdstip dat dit laatste hoogst onvast was en de regelen werden toegepast op kadastrale inkomens welke in vele gevallen het dubbele bedroegen van het werkelijk inkomen.

Dit komt doordat inmiddels de crisis is ingetreden, welke de waarde der vaste goederen aanzienlijk deed dalen, waarbij in een nog grootere verhouding het inkomen is geslonken. De vroegere aanslagen werden steeds toegepast en bij den fiscus kwamen klachten in voor honderden duizenden, sedert 1932, toen de nieuwe indeeling van kracht werd.

En nu ziet men in welken paradoxalen toestand de fiscus werd geplaatst en welke daarvan de noodlottige gevolgen voor de Schatkist waren.

Krachtens artikel 72 der samengeschakelde wetten, heeft de Staat een hypotheek op al de vaste goederen der belastingschuldigen, een voorrecht dus op elk ander, met inbegrip van het inkomen. Hij mag, bij wanbetaling van de belasting, binnen twee maanden volgende op de afgifte van de waarschuwing-uittreksel, overgaan tot den verkoop van het vaste goed of de vaste goederen.

Sedert 1932 kwamen er niet alleen duizenden klachten toe, doch een aanzienlijk getal belastingschuldigen hebben hun grondbelasting niet betaald. In den beginne liet het bestuur de goederen van de niet-betalers gerechtelijk verkoopen. Later, naarmate dat de crisis zich deed gevoelen, moest het meer met gematigdheid te werk gaan en werden aan de ontvangers onderrichtingen in dien zin gegeven. De niet betaalde belastingen hoopten zich op, de interesten wegens achterstand kwamen daarbij en elk jaar zag het Departement van Financiën de achterstallen grooter en grooter worden.

Aldus staat in het verslag over de begrooting van 1935, dat op 31 October 1934 er nog 706 miljoen moest worden ingevorderd. Doch op dit bedrag werden 406 miljoen beschouwd als tijdelijk niet-invorderbaar, wegens verleend uitstel, beslag, verzet tegen vervolging, faillissementen, hooger beroep en cassatiebercep, enz. Zoo men bij dit bedrag 66 millicen niet invorderbare belastingen voegt, dan blijven er 234 miljoen over welke onmid-



dellijk kunnen worden ingevorderd, behoudens onvoorzienbare verwickelingen voor de dienstjaren vóór 1934.

Hoe is het Bestuur zoover gekomen? Het gaf er zich rekenschap van dat, naarmate de waarde der vaste goederen slonk, het, bij gedwongen veiling, niet alleen te vreezen had voor de vaak gevaarlijke verrassingen der rechtspleging, doch, dat het niet steeds zeker was het bedrag in te vorderen waarop het recht had.

Daaruit blijkt ten overvloede dat de grondbelasting niet langer kan behouden worden zooals zij thans is.

Het Departement van Financiën voorziet voor 1936, 76 millioen ontvangsten meer voor de grondbelasting dan in 1935. Dat zou een misrekening kunnen zijn.

Feitelijk geldt het hier een belasting op het inkomen en het ware logisch haar te bepalen volgens de aangifte van den eigenaar. Zoo deze zelf zijn huis bewoont, dat men dan vergelijke met gelijkaardige woningen. Met dit stelsel zal er nooit overbelasting zijn en dus ook geen klachten. Hooger heeft men gezien hoe duur den Staat een regime komt te staan dat de deur open laat voor geschillen en processen. Het best ware aan te slaan volgens het werkelijk inkomen, overeenkomstig de bepalingen van de huurovereenkomst. De Schatkist zou daarbij winnen, want men heeft vastgesteld dat in talrijke gevallen het werkelijk inkomen hooger is dan het kadastraal inkomen. Van 1924 tot 1930 werd aldus de grondbelasting geheven. Alsdan waren er geen klachten en de belastingschuldigen, zoowel als de Schatkist, vonden daar baat bij en gerustheid.

\*  
\* \*

Ten slotte werd er een laatste vraag gesteld in verband met de toepassing der grondbelasting, nl. die welke de nijverheidsuitrusting aanbelangt. Men vraagt dat het bestuur de regelen zou herzien volgens dewelke het kadastraal inkomen wordt geschat.

Een Commissie werd aangesteld met opdracht na te gaan welke de beste formule zou zijn om dit inkomen te bepalen. Er werd een voorstel gedaan dat ertoe strekt het kadastraal inkomen van de nijverheidsuitrusting vast te stellen. Dit voorstel wordt onderzocht doch zal enkel kunnen worden aangenomen indien het de belangen der gemeenten niet schaadt noch de nijveraars zelf.

Het is te wenschen dat de beslissing eerlang valle, want zij wordt gewenscht door de diensten der ontvangers, die zij zal ontlasten, en door al de nijveraars.

### **De aanvullende personeele belasting.**

De aanvullende personeele belasting of supertaxe werd opnieuw ingevoerd, ofschoon op anderen grondslag dan de vroegere, bij besluit-wet, van 26 Februari 1935.

Op 13 Februari van dat jaar wees de heer Gutt, vader van het ontwerp, in de Kamer, op al de gebreken van de indiciaire belasting.

De supertaxe zooals de Regeering haar uitvaardigde, moest deze vervangen en talrijke voordeelen opleveren. In plaats van 27,654 aan de wet onderhevige belastingschuldigen, ging zij hun getal vermeerderen; zij voerde een persoonlijk regime in op grond van de gezamenlijke inkomsten van den belastingschuldige,

na aftrek van de lasten op de goederen of het inkomen drukkend. De belasting moest matig zijn, met een ruime ontheffing aan de basis en een betrekkelijk langzame progressiviteit. Hare toepassing behoefde geen bijzondere nasporingen meer, waarvan de doelmatigheid nooit was gebleken.

Sedertien is het besluit-wet van kracht. De opbrengst van de indiciaire belasting was voor het dienstjaar 1935 op 192,500 miljoen geraamd. De huidige Minister heeft einde Juni de meening uitgedrukt dat dit cijfer zou worden bewaarheid bij het sluiten van het dienstjaar en hij heeft voor 1936 een opbrengst voorzien van 217,500 miljoen, mits toepassing van het nieuwe besluit-wet waarbij supertaxe wordt heringevoerd.

Dit cijfer is dus ternauwernood één achtste hooger dan dit van de vroegere indiciaire belasting. Dat is weinig, en na tien maanden toepassing van het nieuwe regime zijn er meer tegenstanders dan voorstanders van te vinden, ofschoon wegens duidelijk tegenovergestelde redenen. Dit beteekent dat het niemand voldoet, ofschoon het beheer verklaart dat het zijn taak heeft verlicht.

Onder de eersten zijn er die het volgende standpunt verdedigen : de herinvoering van de supertaxe op een oogenblik dat het vertrouwen aan het wankelen ging — men schreef toen Februari 1935 — is een fout. Zij kan de houders van kapitalen enkel aanzetten hen naar het buitenland de wijk te doen nemen.

Gezien de voorziene basis van aanslag, zal haar opbrengst niet zeer groot zijn. Zij is bovendien afhankelijk van de strengheid der maatregelen die worden toegepast om eerlijke en oprechte aangiften van inkomen te bekomen. Een van beiden : ofwel zijn deze maatregelen zeer streng en komen zij neer op een ware fiscale inquisitie, en in dit geval zal de vlucht der kapitalen aanzienlijke verhoudingen aannemen, met het gevolg dat de opbrengst onbenullig zal zijn en het land van de onmisbare kapitalen verstoken blijft. Ofwel zal de fiscus aan den belastingschuldige de zorg overlaten zijn inkomen aan te geven en in dit geval mag men redelijker wijze niet verwachten dat de ontvangsten van de Schatkist aanzienlijk hooger zouden zijn.

De wet is slecht, zeggen zij, en bovendien gevaarlijk.

De voorstanders van de wet geven toe dat zij besliste gebreken heeft, ofschoon van zeer verschillenden aard.

Eerst en vooral gaat hare toepassing tienduizenden schatplichtingen meer treffen en niet noodzakelijk gegoede burgers. Voor het dienstjaar 1935 bedraagt het aantal schatplichtigen tot heden 107,349. Zij zal loontrekkenden, bedienden, ambachtsheden en kleine nerigdoeners treffen, die reeds de bedrijfsbelasting en de crisisbelasting betalen. Zij kunnen daaraan niet ontsnappen en geen bedrog is mogelijk. De nieuwe belasting komt zich nog voegen bij die op hun inkomen, dat uit hun arbeid voortkomt.

De mobiliënbelasting drukt zwaar op de roerende waarden. Doch behalve dat sommige daarvan vrij van belasting zijn, als enkele rentetitels, de obligaties der Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, kunnen zij worden verheimelijkt, niet aangegeven en naar het buitenland overgebracht. De vrijstelling van belasting genoten door sommige titels volstaat om de wet volledig te verdraaien.

De grondbelasting wordt niet bepaald volgens het werkelijk inkomen der goederen, zooals dit het geval was met de belastingwetten vóór 1919, doch volgens een forfaitair bedrag, zoodat wanneer zij tusschenkomt voor de vaststelling van de supertaxe, de wanverhouding nog zal worden verscherpt.

Het nieuwe stelsel geeft dus niemand voldoening. Het heeft het besliste

voordeel eenvoudiger te zijn en gemakkelijker van toepassing dan de indiciaire belasting. Bracht het meer rechtvaardigheid in de belasting ? Uit de argumenten welke de tegenstanders deden gelden, blijkt dat deze van meening zijn, ofschoon om zeer uiteenlopende redenen, dat dit onjuist is.

Hes lijkt wel dat, wanneer een begin wordt gemaakt met de groote hervorming welke de vereenvoudiging van ons belastingstelsel moet mede brengen, men eveneens de herziening van de aanvullende personeele belasting en van de supertaxen zal op het oog moeten nemen. Sommige leden der Commissie oordeelen echter dat vooraleer tot daar te komen, het wenschelijk ware de proefneming nog enkelen tijd te laten duren.

### **De registratierechten.**

De verschillende registratierechten, het zegelrecht en de overdrachtstaxen inbegrepen, komen op de begroting van 1936 voor, voor de ontzaglijke som van 3,080 miljoen. Uw verslaggever had gelegenheid in April 1933 in den Senaat te wijzen op de uiterst ongunstige voorwaarden waarin zij worden geïnd.

Zooals voor de rechtstreeksche belastingen is de controle hier beslist ontoereikend.

Destijds waren er te Brussel acht controleurs, te Antwerpen vijf, te Gent en te Luik drie en één in elk rechterlijk arrondissement. Nu zijn er zestien te Brussel, acht te Antwerpen, vier te Gent en te Luik, en nog steeds één per rechterlijk arrondissement. Dat is nog steeds beslist onvoldoende. De overdrachtstaxen worden over het algemeen slecht toegepast en de weeldebelasting ongeveer nergens in de provincie, behalve in de groote steden. De oorzaak daarvan is dat niettegenstaande de hierboven aangeduide verhooging van het aantal controleurs, dit nog zeer ontoereikend blijft.

Een lid deed opmerken dat sommige bioscopen niet verplicht waren de belasting te betalen. Hij heeft het Departement verzocht hem de lijst derzelve mede te deelen. Tot nog toe is dit niet geschied.

Een ander lid oordeelt dat het niet billijk is de taxen opgelegd aan de bioscopen te innen op de bruto ontvangsten, volgens hem zou de taxen dienen berekend op de netto ontvangsten.

Een ander lid heeft er op gewezen dat inzonderheid op den buiten bij het slachten van vee, de taxen niet betaald worden.

De ontoereikendheid van de controle werd herhaaldelijk aangeklaagd bij den verantwoordelijken Minister en in het bijzonder door het algemeen bestuur van den dienst. Nooit werd een maatregel genomen die volstond om deze leemte in ons fiscaal stelsel te vullen. Onveranderlijk riep men de verplichting in voor het Beheer het personeel niet te verhoogen maar wel te verminderen. Men zal toegeven dat het onzinnige besparingen zijn, om niet meer te zeggen. Wanneer het Departement in 1936 bijkomende middelen zal noodig hebben, dan zal het deze vinden in de inrichting van controlediensten die volstaan om bedrog te voorkomen. Nu moet meer dan ooit worden gehandeld. De uitgave te voorzien voor de uitbreiding der diensten zal zonder twijfel ruim gedekt worden door verhoogde ontvangsten van de registratierechten. Er blijven tientallen miljoenen in te vorderen, die thans verloren zijn voor de Schatkist, alleen omdat de wet niet wordt toegepast.

## De domeinen.

De hier gemaakte opmerkingen betreffen niet het geheel van allerhande goederen die het nationaal bezit uitmaken en waarvan de inventaris, die men sedert jaren eischte, vorig jaar eindelijk werd opgemaakt door een bijzondere Commissie, voorgezeten door onzen collega den heer van Overbergh.

In dit hoofdstuk gaat het over zekere goederen die kunnen verkocht worden of inkomsten afwerpen, waarvan het beheer afhangt van den Dienst der Domeinen.

Deze Dienst is niet zelfstandig, niettegenstaande het belang van de goederen en de inkomsten die hij beheert. Hij is gehecht bij de registratiediensten en bovendien heeft men hem de meest uiteenlopende en zware opdrachten gegeven. Behalve het beheeren van de onvaste en de vaste goederen, gronden, terreinen, onteigeningen, droogleggen van rivieren, enz., moet hij zich inderdaad bezighouden met de goederen van de oorlogswoekeraars, de goederen der bij verstek veroordeelden, de gesekwestreerden, de terugvordering van onrechtmatige oorlogsschade, de uitbetalingen voor brevetten en... de bescherming der kinderen.

Trouwens niet alleen het Hoofdbestuur maar ook de provinciale diensten zijn belast met uiteenlopende opdrachten. Wat het beheer der domeinen, in zijn geheel kenmerkt, zooals het sedert altijd bestaat en werkt, is dat het niet op commercieele leest geschoeid is. De administratiegeest alleen heerscht er oppermachtig. Hoe kan het anders wanneer men het personeel, van hoog tot laag, is belast met zoo uiteenlopende opdrachten, terwijl de eene taak in werkelijkheid handelaars vergt en de andere alleen ambtenaren ?

Het hooger bestuur is overmand. Er werd van hetzelfde een bovenmensche-lijke arbeid gevergd. Telkens het er in slaagt in de centrale diensten eenigszins ingewijd personeel te vormen, wordt het aan het bestuur ontnemen om te worden gestuurd naar een of ander centrum in de provincie. Daardoor zijn deze diensten vaak ontwricht.

Op de gebreken van de organisatie der Domeindiensten werd in het Parlement herhaaldelijk gewezen, ook door uw verslaggever. Niets werd gewijzigd. De ontzaglijke goederen, gronden, bosschen, gebouwen die eigendom van den Staat zijn, zouden heel wat meer kunnen opbrengen dan de 22 miljoen inkomsten ingeschreven in de begrooting voor 1936, de 12 miljoen vermeld onder den titel « hoofdwaaarden » en de 10 miljoen, voorzien in de algemeene toelichting als inkomsten van bosschen, en die niet voorkomen onder het hoofdstuk « Kapitalen en inkomsten. »

Maar daartoe ware het noodig radicaal van methode te veranderen.

Sedert een jaar werd er vooruitgang verwezenlijkt door de oprichting van het Aankoopcomité; dat is iets maar niet genoeg.

Een lid heeft voorgesteld vaste betrekkingen aan te knopen tusschen de domeindiensten en de agentschappen voor onroerende goederen, die alle waarborgen bieden. Volgens hem zijn deze beter bevoegd om vaste goederen te verkoopen. De Minister van Financiën dient dezen wenk te onderzoeken. Wat er ook van zij een volledige hervorming van het Beheer der Domeinen is geboden met dien verstande dat er een zelfstandige dienst zou moeten worden opgericht, die uitsluitend en volgens handelsmethodes de productieve Staatsgoederen, zoo kapitalen als inkomsten, zou beheeren. De Schatkist zou er baat bij vinden.

### De hervorming van het bestuur.

De hervorming van het Bestuur is een der vraagstukken, die de Regeeringen steeds vooropstellen maar nooit oplossen. Het werd gesteld vanaf 1927, na de eerste devaluatie. Gemengde comités werden aangesteld, en na langdurige beraadslagingen slaagden zij er in praktische besluiten van onschatbare waarde te formuleeren, die evenwel doode letter bleven.

In 1931 bracht de Regeering het vraagstuk opnieuw te berde, als zijnde van kapitaal belang voor het land. In de Algemeene Toelichting der begrooting drukte zij zich uit als volgt :

« Een meer uitgebreide taak blijft nog te vervullen op gebied van de inkrimping der uitgaven; de huidige feiten leeren ons immers dat het dringend noodig is de werking der openbare diensten nog minder bezwarend te maken. De Regeering verbindt zich het onderzoek van dit belangrijk vraagstuk onverpoosd voort te zetten. »

Er werden sedertdien werkelijk inkrimpingen gedaan in de bestuursdiensten. Hier en daar hebben die inkrimpingen een zekere uitbreiding genomen zonder dat men evenwel kan zeggen dat zij allen van gelukkigen aard geweest zijn. Er zijn nuttige, noodige, zelfs gebiedende inkrimpingen. Andere zijn kinderachtig, schadelijk zelfs misdadig. Maar een ruime, grondige werkelijke hervorming van het Bestuur werd nooit doorgevoerd, ofschoon het Comité der secretarissen generaal ter hulp werd geroepen.

De huidige Regeering maakt er op hare beurt gewag van in haar programma en op 4 Augustus jl., in de redevoering die hij heeft uitgesproken te Namen, heeft de heer Van Zeeland er over gesproken. Ofschoon hij zegt geen echte bureaucratistische inflatie te hebben gedaan, zooals werd gezegd, — het aantal ambtenaren was te dien tijde gestegen met vijf eenheden sedert hij aan het bewind kwam — heeft hij de oprichting aangekondigd van een nieuwe Commissie die zou belast worden niet met nieuwe studies maar met de hervorming van het Bestuur.

Op 18 Augustus stelde volksvertegenwoordiger Housiaux volgende vraag aan den Eersten Minister :

1<sup>o</sup> Hoeveel nieuwe bedienden werden voorloopig of vast benoemd in de onderscheidene ministerieele departementen sedert 15 April jl.?

2<sup>o</sup> Wat besliste de regeering met de agenten der Schatkist aan te vangen?

De Eerste Minister heeft pas zijn antwoord doen kennen. In het totaal werden er 344 nieuwe posten van ambtenaren en bedienden in het leven geroepen, waaronder 129 tijdelijke, en 181 nieuwe posten van arbeiders, waaronder 154 tijdelijke.

Na aftrekking der afgeschafte posten, blijft er een vermeerdering van 159 nieuwe betrekkingen, waaronder 126 tijdelijke en 33 vaste.

Voor de arbeiders boekt de totale beweging 5 vaste minder en 154 tijdelijke meer.

Een andere vraag werd gesteld door volksvertegenwoordiger Collard, over de beteugeling van de cumulatie. Zij luidde :

Bij Koninklijk Besluit van 5 Februari 1935, wordt de cumulatie verboden van twee of meer bedieningen aan den Staat of in openbare instellingen die van den Staat afhangen; dit besluit verbiedt eveneens de cumulatie van een

van voormelde bedieningen en van alle andere bezoldigde beroepen of bezigheden.

Believe het den eerste-minister mij te zeggen :

1<sup>o</sup> Op hoeveel ambtenaars deze beschikkingen tot nog toe werden toegepast ;

2<sup>o</sup> Hoeveel afwijkingen werden toegestaan bij toepassing van artikel 2 van dit Koninklijk Besluit ?

Graag bekwam ik deze cijfers voor elk ministerieel departement afzonderlijk. »

Antwoord van den Minister :

« De vragen om te mogen cumuleeren, ingediend door de ambtenaars en beampten, werden door de verschillende ministers overgemaakt aan het ambtenaarscomité, dat werd ingesteld om deze aanvragen te onderzoeken en aan den Ministerraad de beslissingen voor te stellen, die krachtens het Koninklijk Besluit van 5 Februari 1935 dienen genomen.

» Dit comité is begonnen met de akten te klasseeren en schiften, wat onontbeerlijk is om zijn taak te kunnen vervullen en met volkomen kennis van zaken uitspraak te doen.

» Dit werk is nog niet klaar ; het is derhalve onmogelijk nu reeds de gevraagde inlichtingen te verstrekken. »

Het valt te betreuren dat deze belangrijke kwestie, die sedert jaren de openbare meening ten zeerste aanbelangt, tot nog toe niet werd opgelost.

Het vraagstuk der bestuurshervorming blijft onopgelost.

Waarover gaat het eigenlijk ? De kwestie van het Staatspersoneel opnieuw te bestudeeren, de kaders van de hooge en lage ambtenaars te beperken wat het getal betreft, maar te versterken in hoedanigheid, aanzien en gezag, een einde te maken aan ongewettigde cumulatie.

De nieuwe Commissie zal het staatspersoneel moeten voorzien van een statuut, de voorwaarden van de aanwerving uitbreiden : minder personeel, maar degelijk ; de duur van den proeftijd vóór de vaste benoeming, de voorwaarden van bevordering, mits een zekere hiërarchie in de verdiensten en waarde, het vraagstuk van de wedden in deze voorwaarden, die het personeel moet bewust maken van zijn verantwoordelijkheid en tevens aan het lager personeel moet toelaten waardig en eerlijk te leven ; ten slotte het vraagstuk der pensioenen met behoorlijke vaststelling der rechten en plichten van de rechthebbenden zoowel als van den Staat.

Buiten al deze hervormingen dient er in ieder departement overgegaan tot een redelijker inrichting van de diensten, die beter moeten worden aangepast aan de doeleinden voor dewelke zij werden ingericht, ten einde aan ontvangsten de beste rendeeing te bekomen ten bate van de collectiviteit. Een lid oordeelt dat een betere samenordering zou dienen ingevoerd tusschen de verschillende departementen. Op een ruime en ernstige bestuurshervorming wacht het land ook met een door al de vroegere ontgoochelingen nog verbitterd ongeduld, omdat het oordeelt dat deze hervorming er kan toe bijdragen onze begrooting in evenwicht te houden.

## C. — DE ECONOMISCHE HEROPBEURING, GRONDSLAG DER SLUITENDE BEGROOTING.

### **De Buitengewone Begrooting en de herschattingsreserve van den D. E. H.**

De Regeeringsverklaring van 29 Maart bevestigde den wil de hervatting van de economische bedrijvigheid te bevorderen en de te werkstelling van werkloozen te bespoedigen, door middel van een belangrijk programma van openbare werken en van de oprichting van nieuwe ondernemingen bestemd om onze binnenlandsche markt te voorzien in producten die haar ontbraken.

Om deze pogingen samen te schakelen, besloot zij den Dienst voor Economisch herstel op te richten, anders gezegd de D. E. H. waaraan de hoofden van de verschillende rechtstreeks betrokken departementen medewerken.

Het is niet mogelijk de begrooting voor 1936 te beoordeelen zonder rekening te houden met den weerslag welke de bedrijvigheid van dezen Dienst hebben kan op de ramingen harer ontvangsten en uitgaven en bovendien past het, met groote aandacht, het vraagstuk te onderzoeken van de kredieten voorzien voor de eigenlijke buitengewone begrooting zoowel als voor de begrooting welke de devaluatie ter beschikking van de D. E. H. kon stellen.

\* \* \*

De Nationale Bank heeft aan de Schatkist, in goud-metaal, een bedrag overgemaakt van 3,730 millioen frank voortkomende van de herschatting van haar goud- en deviezenvoorraad, bestaande op 29 Maart 1935, op grond van 75 t. h. van de vroegere pariteit van den Belgischen frank. Dit zijn cijfers uit de Algemeene Toelichting der begrooting. In de redevoering van den Eersten Minister op 10 December jl. in de Kamer, voert dezelfde herschatting, allicht berekend op voet van 28 t. h., dit bedrag tot 4,350 millioen op.

Wij houden ons hier aan het cijfer van het begrootingsontwerp, zegge 3,730 millioen, wat overigens de som is welke als ontvangst voorkomt in de begrooting voor het dienstjaar 1935.

Rekening gehouden met een bedrag van 345 millioen aan de Nationale Bank terugbetaald voor aanzuivering van een deel der schuld van de Schatkist, vervolgens van een bedrag van 133 millioen aandeel verschuldigd aan het Groot Hertogdom Luxemburg in de verhooging van het actief der Nationale Bank, dan blijft er beschikbaar, op een totaal geraamd op 3,730 millioen, een bedrag van 3,252 millioen.

Daarvan werd 1,125 millioen besteed aan het Egalisatie-fonds der valuta, opgericht bij Koninklijk Besluit van 3 April 1935; 1 milliard voor het Regularisatie-fonds der renten opgericht op 11 Mei 1935.

Totaal : 2,150 millioen.

Blijven beschikbaar : 1,127 millioen.

Het is deze som welke de Regeering besloten heeft te gebruiken als speel-

ruimte voor de Thesaurie en welke zij zich voorstelt voorloopig en gedeeltelijk voor de uitvoering der buitengewone begrootingen te benuttigen.

Deze bedragen in hun totaal, voor 1936, 2,303,602,589 frank, voort te komen van de 1.127 miljoen hierboven beschikbaar en van de 1,124 miljoen welke na het Egalisatiefonds der valuta te hebben gestijfd, naar de meening van de Regeering en wanneer zij het mogelijk acht, uit dit laatste fonds kunnen worden teruggetrokken. Zegge in het totaal 2,252 miljoen.

De begrooting der buitengewone uitgaven voor het dienstjaar 1936 ten bedrage van 2,303 miljoen is dus ongemeen hoog.

Het eerste en belangrijkste gedeelte, zegge 1,182 miljoen, dient voor de uitvoering in 1936 van de eerste schijf van het programma opgemaakt door den D. E. H. om, met openbare werken, de tewerkstelling van werklozen te bevorderen.

Het totale programma van den Dienst, opgemaakt voor drie jaar, bedraagt 3,487 miljoen, waarvan 2,305 miljoen te benuttigen in 1937 en 1938. Het tweede deel van de 1,112 miljoen moet toelaten de werken voort te zetten welke deze laatste jaren werden besloten en waarvoor tot nog toe door het Parlement regelmatig kredieten werden goedgekeurd, namelijk 300 miljoen van het Fonds der groote werken, 140 miljoen van het Wegenfonds, 472 miljoen voor militaire verdedigingswerken.

Evenals voorheen, moet het door de leening worden verstrekt, na tijdelijk gedekt te zijn door het Egalisatiefonds der valuta.

\* \* \*

Het herschattingsfonds, zoowel als de bedragen op de buitengewone begrooting voor 1936 uitgetrokken, werden vinnig gegispt in de Kamer en in de pers en lokten vanwege sommige Senatoren hevige kritiek uit.

Het heeft reeds verbazing gewekt dat de opbrengst van de herschatting der goudwaarden toebehoorende aan den Staat, zegge 322 miljoen, door de regeering als ontvangst werd geboekt om, op 15 October, een staat op te maken welke het tekort voor 1935 op ongeveer 128 miljoen vermindert, doch men heeft vooral de vrees uitgedrukt over de verrichtingen waartoe het Herschattingsfonds aanleiding gaf.

Anderen deden gelden dat het gevaarlijk is zulke massale uitgaven vast te leggen als die voorzien voor het programma der openbare werken, met de bedoeling daaraan het hoofd te bieden in omstandigheden welke zij in elk opzicht gevaarlijk achten. Men weet inderdaad dat het Herschattingsfonds voor het grootste deel moet dienen als manoeuvrevermossa, welke de regeering wil benuttigen volgens de behoeften en de omstandigheden, doch met het opzet haar ongeschonden te bewaren.

Om de gemoederen te bedaren antwoordt de regeering dat, in elk geval, zij zich voorbehoudt de uitgaven der vastgelegde werken te vertragen zoo, tegen elke verwachting in, misrekeningen zich mochten voordoen. Sommigen vreezen ook dat met de eerstkomende maanden de beschikbare gelden van het Herschattingsfonds vast te leggen, het zou kunnen gebeuren dat de regeering, vroeger dan zij zou willen, verplicht zou zijn haar toevlucht te nemen tot het fonds van 1 milliard tot ondersteuning van de valuta. Zij vreezen dat dit zou geschieden op een oogenblik dat onze munt harde noten zou te kraken hebben.



Sommigen betwisten zelfs het recht aan de regeering over dit milliard te beschikken, daar zij op het oogenblik van de conversie in Mei jl. de verbintenis heeft genomen een dergelijk bedrag te besteden aan de handhaving der noteringen en aan de stabiliteit der titels van de geconverteerde of eengemaakte rente.

Anderen meenen nog dat het oogenblik zou kunnen komen dat het milliard, toevertrouwd aan het Delgingsfonds, geheel of ruimschoots zou kunnen geïmmobiliseerd zijn wegens aankoop van rentetitels tot handhaving van de notering. Zij beschouwen zelfs dat in dit geval het milliard zou opgebruikt zijn, waarop de regeering antwoordt dat dit niet als een uitgave zou mogen worden aangezien, vermits zij wordt opgewogen door den aankoop van titels der leening d. w. z. van een schuldvordering op den Staat.

Doch, werpen deze tegenstanders nog op, in dit geval gaat de regeering ons dichter brengen bij het oogenblik waarop aan leening zal moeten worden gedacht, onder meer om haar grootsch programma van werken te financieren. En zij maken de volgende berekening om na te gaan wat zou kunnen worden van de 3.750 millioen van het Herschattingsfonds :

Terugbetaling aan de Nationale Bank . . . . .	fr.	345,000,000
Storting aan het Groot-Hertogdom Luxemburg . . . . .		133,000,000
Terugbetaling aan Nederland . . . . .		300,000,000
Vermoedelijk tekort op de begrooting voor 1935 . . . . .		130,000,000
Verschillende afnemingen door de Schatkist op het Fonds gedaan op 25 November 1935. (Verslag der Kamercommissie blz. 17) . . . . .		422,000,000
		<hr/>
Totaal. . . . .	fr.	1,330,000,000

Aldus zou reeds een totaal van 1,330 millioen zijn uitgegeven, tenzij men zou aannemen dat een deel van de 422 millioen hierboven aangegeven als door de Schatkist afgenomen, dit slechts tijdelijk zou zijn. De heer van Zeeland, Eerste Minister, heeft inderdaad op 20 December jl. aan de Kamer verklaard dat slechts 52 millioen uit het Fonds waren genomen voor de behoeften van de Thesaurie wegens uitvoering van de buitengewone begrooting voor 1935.

Doch wij moeten ons houden aan de cijfers in het begrootingsontwerp vermeld.

Bovendien, moet dan nog worden gefinancierd het saldo van de buitengewone begrooting welke, op 31 Augustus jl. nog 1,310 millioen bedroeg.

Daarbij zou de regeering nog zoowat 1,122 millioen moeten vinden, welke de noodige kredieten vertegenwoordigen om, in 1936, de werken voort te zetten welke tijdens de vorige jaren werden vastgelegd. Een totaal van 2,432 millioen.

Komt dan nog het saldo van de Nederlandsche leening, zegge 1,200 millioen, aangegaan door den heer Gutt in December 1934 (tegen fr. 14-50 per gulden en die moet worden vereffend op grond van fr. 20-50) met vervaltermijn einde 1937. Anderen waren van meening dat het wenschelijk ware dat deze leening deze maand zou worden vereffend, met behulp van het Herschattingsfonds. Zij zal ongetwijfeld moeten worden geconsolideerd !

Wanneer de werken van de buitengewone begrooting — D. E. H. zullen zijn betaald, dan blijft er nog, behoudens onvoorziene uitgaven, een saldo van 1,318 millioen in het Herschattingsfonds. Op dat oogenblik zal men weten hetwelk van beide Steunfondsen, dit voor de valuta of dit voor de rente, zal moeten zijn afgeschaft of gedeeltelijk van zijn beschikbaar geld verlicht.

De regeering kan trouwens een bijkomend bedrag van 620 millioen bij de Nationale Bank opnemen, dat haar verschuldigd is wegens het feit dat de Herschatting van den goudvoorraad dezer laatste geschied is op grond van een devaluatie met 25 t. h. van de vroegere pariteit, terwijl zij in feite 28 t. h. bedraagt. Op 29 Maart jl. kondigde de regeering in haar verklaring aan dat de herschatting op 25 t. h. slechts voorloopig was en dat zij haar dus lager kon aanvullen. Derhalve, kon in zijne redevoering van 10 December de Eerste Minister wijzen, meenen wij, op een herschattingsfonds van 4,350 millioen.

Doch dan blijft niettemin dat de uitgaven, voorzien voor de uitvoering van het programma der werken opgemaakt door den D. E. H., 3,478 millioen bedragen, dat zoo slechts 1182 millioen daarvan in 1936 werden benuttigd, het toch noodzakelijk zal blijken de betaling van het saldo voor de jaren 1937 en 1938 te verzekeren, zegge 2,305 millioen. Een lid der Commissie heeft trouwens voorbehoud gemaakt wat betreft de kapitalen die de Regeering eventueel zal moeten verkrijgen en hij oordeelt dat bij de opgemaakte staten het vroeger debet dient gevoegd.

In elk geval komt er een oogenblik dat men zijn toevlucht tot aanzienlijke leeningen moet nemen. Wat vroeger of wat later, men kan daar niet aan ontkomen. De Regeering zal die slechts met voordeel kunnen sluiten, zoo zij van stonden aan goede voorwaarden van krediet voorbereidt.

Daarvoor is een streng sluitende begrooting hoogst noodzakelijk. Zulks zal niemand betwisten. Slechts tegen dien prijs hebben grootscheepsche leenverrichtingen kans tot slagen. Het is ook volstrekt noodzakelijk dat de regeering krachtdadig hare politiek van verlaging van den huurprijs van het geld voortzette, welke steeds afhankelijk zal zijn van een hooge notering der rente. Want het komt er op aan dat de leeningen worden gesloten tegen voorwaarden die strooken met het vermogen van het land. En verder zou men ook niet mogen gaan.

Deze grens te overschrijden, terwijl wij, wij mogen dit niet vergeten, nog aan de beterhand zijn, ware een terugkeer tot de vroegere dwalingen. Wie zou daarvoor te vinden zijn ?

Wij mogen niet uit het oog verliezen dat de verbintenissen gedurende deze laatste jaren door den Staat aangegaan, als gevolg van de oprichting van verschillende instellingen van openbaar krediet of van uitbreiding van de verrichtingen van bestaande instellingen, over aanzienlijke bedragen gaan.

De Algemeene Toelichting van de begrooting voor 1936 somt ze aldus op:

	Bepaalde grens millioen	Benutting millioen
Krediet voor ambachtmaterieel . . . . .	50	11.8
Klein-beroepskrediet . . . . .	200	15.6
Delcredere . . . . .	700	155.0
ANIC vroeger . . . . .	780	725.2
ANIC Maart 1935 . . . . .	500	53.0
Nationale Maatschappij voor krediet aan de Nijverheid.		
Geblokkeerde schuldvordering . . . . .	2.000	1.884.6
Mobielmaking van bestellingen, enz. . . . .	500	nihil
Gewone obligaties . . . . .	2.352	1.043.1

Tijdelijk kredietfonds ten behoeve van den Midden-stand . . . . .	400	44.4
Centrale dienst voor kleine spaarders . . . . .	1.000	396.0
Mobielmaking der vermogens in deviezen . . . . .	150	15.4
Herdisconteeringsinstituut . . . . .	2.000	nihil

zegge een totaal van 10,532 millioen, waarvan 3,948 millioen betaalbaar gesteld.

« Sommige van deze organismen, zegt de Toelichting, zijn essentieel van tijdelijken aard en zullen trapsgewijze moeten geliquideerd worden zoodra de omstandigheden zulks mogelijk maken. Er valt op te merken dat waarborgen en handteekeningen de door den Staat op zich genomen risico's dekken. De in sommige gevallen ondergane, trouwens geringe verliezen werden voorafgenomen op de liquide middelen van bewuste instellingen. Wat de verrichtingen van het A. N. I. C. (Nationale Vereeniging van Industrieelen en Handelaars) betreft, is de vereffening der zaken van sommige in gebreke blijvende debiteuren niet voleind, en is het derhalve niet mogelijk het daaruit voortvloeiend verlies in cijfers weer te geven. Geen financieele tusschenkomst van de Schatkist werd dus gevraagd tot op 30 September 1935. »

Deze verklaring is geruststellend en men moet hopen dat in de toekomst de verschillende instellingen en organismen van krediet zullen voortgaan te werken in voorwaarden die niet meer dan tot nog toe de tusschenkomst van de Thesaurie zullen vergen.

\* \* \*

Thans rijst de vraag : mogen wij, nu de Regeering aanzienlijker kapitalen dan ooit beschikbaar stelt voor de organisatie van openbare werken, ten minste verwachten, dat deze in ruime mate zullen bijdragen in het zoo spoedig mogelijk herstel van het land? Want dat is het doel door de Regeering nagestreefd. Op dit punt heeft een lid der Commissie voorbehoud gemaakt over de besteding van een aanzienlijk deel van de opbrengst der herschatting aan groote werken; hij betwijfelt er het nut van op gebied der opslorping van de werkloosheid, omdat het van stonden aan noodig blijkt leeningen aan te gaan en omdat bovendien de verbetering van den toestand in elk geval deze werken minder noodzakelijk maakt.

De Regeering van haar kant wil in de eerste plaats de zaken doen herleven, en in deze herneming het middel vinden om haar uitgaven te verminderen door de opslorping van de werkloosheid, en haar ontvangsten verhoogen dank zij de verruiming van het handelsverkeer.

Reeds werd er een groot aantal werkloozen terug aan den arbeid gesteld. Hoeveel? Men weet het niet juist. De inlichtingen verstrekt door de betrokken departementen zijn zelf tegenstrijdig, de heer de Man raamt ze op 42 t. h. van het globaal aantal werkloozen.

Hoe werd deze uitslag bereikt?

Onmiskkenbaar was dit in de eerste plaats een gevolg van de devaluatie; deze had tot onmiddellijk gevolg, dat de meeste van onze nijverheids- en handelsbedrijven, die tot dan toe vegeeterden of hun productie hadden geschorst, weer gingen werken.

Deze invloed liet zich onloochenbaar gedurende vijf of zes maanden voelen.

De maatregelen door de Regeering uitgevaardigd deden hun invloed slechts na eenigen tijd gelden en in de eerste plaats dient gewezen op den aanstoot

die haar kredietpolitiek aan de zaken heeft gegeven. De ondernemingen die er niet eenig voordeel bij vonden, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, zijn zeldzaam.

Vervolgens zijn er de openbare werken in een versneld tempo besloten maar in een eenigszins vertraagd tempo uitgevoerd. Ligt de oorzaak in den tijd die noodig is om soms ingewikkelde en moeilijke plans op te maken? Ofwel in de bestuurlijke vertraging, wegens een verouderde organisatie, al te zeer gehiërarchiseerd en met een slechte verdeling van de verantwoordelijkheid? Ofwel in den moeilijken toestand van de gemeenten en hun gebrek aan krediet, wanneer zij werden uitgenoodigd mede te werken aan de groote onderneming van herstel?

Het is een feit dat de invloed van de openbare werken zich slechts verscheidene maanden na de devaluatie heeft laten voelen, en wanneer voor 500 miljoen werken betaalbaar werden gesteld mits den steun aan de provinciën en aan de gemeenten gegeven. Deze politiek neemt thans uitbreiding met de medewerking van den D. E. H en van het Departement van Openbare Werken. De voorbereiding van de plans van aanzienlijke werken wordt koortsachtig voortgezet, derwijze dat zij zullen aangevat kunnen worden van bij den aanvang van het volgende jaar. Wanneer zich alles volgens dit programma, opge maakt voor een jaar, verwezenlijkt, mag men vermoeden dat dit zal toelaten een aanzienlijk aantal werklozen terug aan den arbeid te stellen, zonder rekening te houden met de andere middelen die nu reeds in 't werk worden gesteld en hetzelfde doel beoogen.

Het spreekt vanzelf dat de begrooting voor 1936 zal beïnvloed worden door het aanvatten van dit programma en in de mate waarop het zal slagen. Die invloed zal zich op de uitgaven doen gelden, vermits ieder te werk gestelde werklooze een besparing voor de Thesaurie vertegenwoordigt; zij zal het zijn, wat de ontvangsten betreft, want de uitvoering der groote werken is een bron van profijten voor alle nijverheidstakken die ze van materialen voorzien.

En de Belgische materialen worden bijzonder begunstigd.

Wij mogen niet uit het oog verliezen, en wijzen er verder op, dat onze openbare besturen, welke zij ook zijn, ingevolge de voorstellen door de Commissie voor den Binnenlandschen Handel aan de Regeering gedaan, gehouden zijn de voorkeur te geven aan de Belgische producten.

Kortom, er is voor den Staat, door deze politiek der groote werken, stof voor winst op de twee tabellen: zijde ontvangsten en zijde uitgaven. En dit is van belang op het oogenblik dat wij de begrooting bespreken.

### **De industriele wederaanpassing.**

De wederaanpassing van de nijverheid of althans van een groot deel onzer bedrijfstakken, doet een vraagstuk rijzen dat stellig niet zou kunnen opgeworpen worden bij de bespreking van de begrooting van 's Lands Middelen, indien de oplossing niet van dien aard was haar klaarblijkelijk en vanaf haar in werking treding te beïnvloeden.

Uw verslaggever heeft gemeend stil te moeten blijven met het inzicht dat, indien zooals verwacht wordt overschrijdingen zich voordoen bij de kredieten voor de uitgaven, de wederaanpassing van oude bedrijfsondernemingen, zooals ook de stichting van nieuwe takken, de Schatkist in staat zullen stellen deze

kredieten niet alleen volledig aan te wenden, doch er spoedig bijkomende zullen bezorgen.

Onmiddellijk na den oorlog en van langsom meer hebben wij den steeds pijnlijker en angstwekkender toestand beleefd dat een groot aantal onzer bedrijfstakken, die tot dusver welvarend waren, hun bedrijvigheid gedeeltematig of volledig moesten stilleggen.

In welke voorwaarden, om welke redenen? Dat dient hier thans niet onderzocht. Zij zijn trouwens doorgaans gekend: onze uitvoer was ons vóór den oorlog vooral verzekerd door de ruime uitbreiding van onze zware industrie. Deze was in de hand gewerkt door het feit dat de meeste landen die er geen hadden zich in volle omvorming bevonden en behoefte hadden aan spoorwegmateriaal, metalen bruggen, oorlogsmaterieel, enz.

Sedertdien hebben de beste onzer klanten zich op hun beurt uitgerust en kunnen het voortaan zonder onze produkten doen. Anderen zijn een mededinging begonnen die onze hypergekapitaliseerde bedrijven, gebukt onder obligatoire lasten welke hun normale middelen overschrijden, met den dag moeilijker volhouden.

Wij hebben gestreden met al onze andere fabrikaten. Doch benevens het feit dat voor een groot aantal dezer hetzelfde verschijnsel van industriele aanpassing ontstond in talrijke landen die tot dusver afnemers bij ons waren, zijn er onder deze, zooals Zweden, Duitschland, Zwitserland, Engeland, Nederland, die de lijst hunner preciese en afgewerkte fabricages hebben uitgebreid. Wij hebben hun niet gevolgd en thans bevinden wij ons in een kennelijk minderwaardigen toestand.

In dit opzicht heeft de heer L. Max Drechsel, bestuurder van het Hooger Handelsinstituut te Bergen, in een onzer groote dagbladen een belangwekkende studie doen verschijnen, welke zeer beteekenisvolle cijfers in 't licht stelt. Hij heeft ze geput in het « Bulletin du Bureau International de statistique commerciale » : « Wij hebben, zoo luidt het, in 1930 voor 16 milliarden gefabriceerde producten verkocht en hebben er voor 9 milliarden ingevoerd. Deze uitslag schijnt op het eerste gezicht gunstig. Doch wanneer men de prijzen der uitgevoerde en ingevoerde producten vergelijkt, dan ziet men dat wij aan het buitenland fr. 8.75 per kg. hebben betaald, terwijl het ons slechts fr. 3.75 per kg. heeft teruggeschonken. Dat beteekent dat wij producten van lage waarde uitvoeren en van het buitenland afhangen voor de preciese en afgewerkte fabricages. »

Ziehier trouwens een tabel, uit hetzelfde Bulletin, die voor verschillende landen, den gemiddelden prijs opgeeft bij den uitvoer betaald per kg. gefabriceerd product :

Zwitserland . . . . .	64.60
Oostenrijk . . . . .	21.50
Tsjecko-Slovakije . . . . .	14.20
Duitschland . . . . .	12.65
Frankrijk . . . . .	11.85
Nederland . . . . .	10.00
Griekenland . . . . .	7.00
Noorwegen . . . . .	4.00
Belgisch-Luxemburgsche Unie . . . . .	3.75

Wij staan dus onderaan de ladder en dat is verontrustend wanneer men nagaat wat hooger werd gezegd, t. t. z. dat de meeste landen die vroeger onze producten kochten, ze thans veelal zelf vervaardigen.

Wil men zich thans, met enkele cijfers, rekening geven van de waarde, voor eenige landen die met het onze kunnen vergeleken worden, van de meeste afgewerkte producten, hetzelfde Bulletin geeft voor 1930 de volgende cijfers :

*Motormachines :*

Zwitserland . . . . .	659 miljoen.
Zweden . . . . .	420 —
Belgisch-Luxemburgsche Unie . . . . .	115 —

*Electrische machines en toestellen :*

Nederland . . . . .	2,200 miljoen.
Zweden . . . . .	884 —
Belgisch-Luxemburgsche Unie . . . . .	666 —

*Machine-werktuigen :*

Nederland . . . . .	213 miljoen.
Zwitserland . . . . .	173 —
Belgisch-Luxemburgsche Unie . . . . .	63 —

*Wetenschappelijke werktuigen en toestellen :*

Nederland . . . . .	152 miljoen.
Oostenrijk . . . . .	91 —
Belgisch-Luxemburgsche Unie . . . . .	18 —

*Textielmachines en toestellen :*

Zwitserland . . . . .	452 miljoen.
België . . . . .	39 —

De hooger aangehaalde cijfers slaan op het jaar 1930, dus vóór de crisis bij ons merkbaar was.

Wat gezegd over hetgeen daarna gebeurde? De crisis is gekomen. Een wind van protectionnistischen waanzin waait over de wereld; dit komt tot uiting in de meest uiteenlopende maar ook de meest doeltreffende verweermiddelen : verhooging der tolrechten, verbod van invoer, contingenteringen, politiek der gelijkwaardige ruilingen, inrichting van de dumping, uitvoerverbod voor deviezen, muntdevaluaties, enz.

Niets ontbrak en nu nog ontbreekt er niets; alles wordt te allen kant in het werk gesteld om onze producten binnen onze grenzen te doen terugwijken. Aldus is onze uitvoer, van 1929 tot 1934, gevallen van 35 op 13 milliarden en op deze 13 milliarden maken wij bijna geen winst meer !

De uitslag is u bekend : honderden bedrijven, werkhuizen, fabrieken, reddeloos gesloten. Andere weder vlotgebracht, in leven gehouden door tusschenkomst van de openbare kredietinstellingen en banken; andere nog houden zich moeizaam vlot op eigen middelen in afwachting van betere tijden; andere

ten slotte zouden bij machte zijn hun productie te hervormen of uit te breiden indien zij eenigen steun van de openbare besturen genoten.

En wat hebben wij gedaan tegenover het bestendigen van dezen kritieken en katastrofalen toestand?

Onze bedrijfshoofden, dank zij ongehoorde inspanningen, hebben zich zoo goed als kon aangepast. De Regeering, sedert de crisis is uitgebroken, heeft hardnekkig gepoogd onze handelsbetrekkingen met de vreemde landen te verbeteren : maar kon zulks volstaan? Is dit alles wat wij te doen hebben en blijft er thans niets anders te doen?

Willen wij terugkeeren tot den voorspoed, willen wij opnieuw het tijdperk der evenwichtige begrotingen kennen, dan moeten wij ons beslist en krachtadig aanspannen aan een dubbele groote taak.

1<sup>o</sup> Onze voortbrengst aanpassen aan de buitenlandsche mogelijkheden en in ruime maat aan onze binnenlandsche behoeften;

2<sup>o</sup> Deze productie derwijze regelen dat onze fabricages gaan tot de afgewerkte in stede van tot de halfafgewerkte producten en aldus de winst van den nationalen arbeid verhoogen.

Het is een lange lijst van producten die wij niet willen kennen in het land en die wij volharden in het buitenland koopen. Het zijn de producten van de precisie- en de afwerkingsbedrijven of producten die wij in bespottelijk kleine hoeveelheden voortbrengen. Zooals b. v. fijn staal, blik, machinewerktuigen, machines voor bouwbedrijven, landbouwmachines, allerhande elektrische toestellen, elektrische ventilatoren en zuigers, elektrische lampen, gas-, electriciteits- en watermeters, autos, vliegtuigen, ijzerwaren, wekkers en horloges, sloten, schrijfmachines, rekenmachines, precisietoestellen, chemische specialiteiten, bijzondere looiartikelen, enz.

In de laatste jaren werd er ook een lijst van ongeveer 1000 producten opgemaakt door den dienst van den buitenlandschen handel; deze producten worden door onze consuls in het buitenland aangegeven als zijnde gevraagd op de markten, waar zij gelast zijn ons te vertegenwoordigen, en als kunnende er voordeelig verkocht worden.

Welnu, werkhuizen, fabrieken, werkplaatsen zijn sedert jaren verlaten, het materieel roest, wordt gedeeltelijk verkocht op goed geluk af; de binnenplaatsen zijn met onkruid bedekt en rondom de werkhuizen blijft de arbeidersbevolking gedompeld in aanhoudende, ontmoedigende en pijnlijke werkloosheid, zonder dat een straaltje hoop doorschemert. Andere bedrijven vegeteeren, en zouden zich kunnen uitbreiden indien zij steun vonden bij de banken.

Zoo doet zich het vraagstuk der nijverheidsheraanpassing voor. Aldus is het sedert jaren gesteld zonder dat eenig initiatief een oplossing heeft in het vooruitzicht gesteld.

De huidige Regeering heeft het vraagstuk in haar programma opgenomen en de Eerste Minister heeft op 10 December in de Kamer aangekondigd dat er onverwijld maatregelen zouden worden getroffen om de bedrijven, die niet meer leefbaar zijn, te helpen zich aan te passen aan andere fabricages, en om de oprichting van nieuwe bedrijven te bevorderen ten einde beter onze binnenlandsche markt in Belgische producten te bevoorraden en de talrijke aanvragen vanwege onze vertegenwoordigers in het buitenland te voldoen.

Men verlangt vooral de uitgestrektheid van de kwaal te kennen. In Nederland heeft de Regeering Colijn, doordrongen van de gedachte dat de nijverheids-

heraanpassing voor alle andere middelen het land zal kunnen redden, den « technischen dienst voor economisch onderzoek » ingericht. Bij ons werkt reeds sedert enkelen tijd een soortgelijke studiedienst bij het Ministerie van Economische Zaken, ofschoon hij nog zijn taak moet vervullen in zeer nederige voorwaarden. De opdracht van dezen dienst moet worden verruimd. De nieuwe dienst zou moeten worden in staat gesteld alle studies en opsporingen te doen die er toe bijdragen de bestaande bedrijven heraan te passen of de nieuwe bedrijven uit te breiden.

De dienst moet zulks kunnen doen mits de balans onzer huidige nijverheidsproducten op te maken, haar mogelijke zwakheden op te sporen, en de mogelijkheden op de binnenlandsche en op de buitenlandsche markten te doen kennen. Er dient een einde gesteld aan onze bekende minderwaardigheid.

De Staat moet, zonder eenigsins zelf nijveraar te worden, door al de middelen te zijner beschikking, de ondernemingen helpen die aan nieuwe fabricages kunnen doen of bestaande producten verbeteren.

Hij kan ze helpen kredieten te bekomen tegen lagen interest en op langen termijn, mits voldoende waarborgen. Deze kredieten, die ditmaal zouden dienen om nieuwe rijkdommen te scheppen, zouden kunnen verstrekt worden door tusschenkomst van de bestaande openbare kredietinstellingen. Om bij te dragen tot de uitbreiding of de oprichting dezer ondernemingen zou de Regeering zekere fiskale voordeelen moeten kunnen toestaan en in sommige gevallen de nationale spoorwegmaatschappij ertoe moeten kunnen bewegen bijzondere vervoertarieven toe te staan. Misschien zou men bovendien kunnen overwegen het verleenen van premies aan diegenen die, bij de oprichting van nieuwe bedrijven, de werklooze arbeiders zouden aanwerven.

Er zouden eveneens maatregelen dienen getroffen om de bedrijfshoofden, die hun productie of hun fabricage op nieuwe banen leiden, te helpen de geschoolde werkkrachten te vinden welke zij zullen noodig hebben. Ons technisch onderwijs zal vrij spoedig kunnen worden aangepast om deze werkkrachten, overal, althans waar mogelijk, op te leiden.

Reeds werden talrijke aanvragen om steun tot den D. E. H. gericht. Het is wenschelijk dat zij zonder verwijl in aanmerking zouden kunnen genomen worden. De Regeering moet zoo spoedig mogelijk laten weten wat zij wil doen om de wederaanpassing te bevorderen. Men mag zonder overdrijving zeggen, dat, zoo alleen maar aan het initiatief waarvan men totnogtoe liet blijken gevolg wordt gegeven, het mogelijk zal zijn ten minste 10,000 arbeiders aan te werven, en dat, indien de wederaanpassing krachtig en in ruimen zin wordt doorgevoerd, de verkoopcijfers met honderden millioenen zullen stijgen. Indien men oordeelkundig te werk gaat zal vooral onze binnenlandsche markt, t. t. z. degene die uitsluitend van ons afhangt, er het meeste voordeel bij vinden.

### **De verruiming van den binnenlandschen handel.**

Indien het nog noodig was te wijzen op het belang dat de binnenlandsche markt in onze algemeene economie heeft genomen, zou het volstaan vast te stellen dat, terwijl onze uitvoer gedurende de zeven maanden die op de devaluatie volgden in omvang niet gevoelig heeft toegenomen, het aantal werklozen in ruime mate kon worden verminderd. Waaraan kan deze tegenstrijdigheid worden geweten, tenzij aan het feit dat onze werkhuizen,



fabrieken en werkplaatsen hun productie zoodanig hebben opgevoerd dat een zoo indrukwekkend aantal arbeiders werk vonden, zonder dat deze productie onder den uitvoer werd geboekt; daaruit volgt natuurlijk dat zij voor binnenlandsche behoeften werd gebruikt.

Allerhande hinderpalen doen zich voor tegen den verkoop van onze producten op de internationale markten. Ons land heeft een dichte bevolking die moet leven en deze behoefte bracht er haar onvermijdelijk toe zich te bekommeren om in de volle mate van het mogelijke onze binnenlandsche afzetgebieden te exploiteeren. En men mag getuigen, dat het, onder de zorgzame en oordeelkundige leiding van de Commissie van den Binnenlandschen Handel, voorgezeten door onzen collega, den heer Van Overbergh, daarin onmiskenbaar ten volle geslaagd is.

De middelen door deze Commissie voorgesteld beperken er zich niet toe, zooals men over het algemeen denkt, een drukke propaganda uit te lokken, die tot doel heeft onze medeburgers aan te zetten zooveel mogelijk slechts zoogezegd Belgische producten aan te koopen.

Na talrijke vergaderingen heeft zij aan de Regeering een reeks aanbevelingen voorgelegd onder den vorm van 85 wenschen, die moeten leiden tot de toepassing van de meest verscheiden middelen om in laatste instantie het verbruik te doen toenemen van producten van Belgisch maaksel.

Een vennootschap zonder winstbejag zal worden opgericht, belast met de exploitatie van het Belgisch merk, dat moet toelaten de nationale van de uitheemsche producten te onderscheiden. De Belgische Regeering, die de macht heeft een merk van herkomst op te leggen voor de uitheemsche producten, heeft het eerste toepassingsbesluit genomen.

Een bureau werd aangesteld bij de beide Departementen van Economische Zaken en van Landbouw, belast met de studie van den werkelijken toestand van onze nijverheid en onzen landbouw in hun voortdurende omvormingen.

Een afdeling werd opgericht bij het Ministerie van Economische Zaken, belast met het onderzoek van de gevallen van onmiskenbaren buitenlandschen dumping, derwijze dat kan opgetreden worden bij de verantwoordelijke buitenlandsche regeeringen.

De Federatie van de Kamers van Koophandel en Nijverheid van België werd belast met de inrichting op groote schaal van een drukke propaganda onder de leus « Koopt Belgisch ». Zij is er ook mede belast, in overeenstemming met het Ministerie van Openbare Onderwijs en met het Bestuur van het Vrij Onderwijs, de propaganda in te richten in alle graden van de scholen.

Een bijzondere Commissie werd nu aangesteld door de Regeering met het oog op de inrichting van periodieke tentoonstellingen van Belgische producten over geheel het land door de groote magazijnen, de cooperatieven, den gemiddelden en kleinhandel. Deze Commissie is ook belast met de inrichting van de tentoonstelling van buitenlandsche producten die in België worden verkocht en door de Belgische nijverheid zouden kunnen vervaardigd worden.

Door tusschenkomst van dezelfde Commissie van den binnenlandschen handel, heeft de Regeering een belangrijke beslissing genomen, die om het even welk openbaar bestuur, evenals alle concessiehoudende vennootschappen of alle vennootschappen die door de openbare besturen worden gecontroleerd of gesubsidieerd, verplichten de voorkeur te geven aan de Belgische ondernemingen en producten in hun contracten uit ter hand of in hun openbare aanbestedingen. Deze beslissing geldt zowel voor Congo als voor België.

Heel deze bedrijvigheid, waarvan wij slechts eenige voorbeelden geven, methodisch op een zelfde doel gericht, heeft reeds de meest weldoende uitslagen opgeleverd en heeft in ruime mate bijgedragen tot de herneming der zaken. Hoeveel ondernemingen hebben zoo maar niet zonder meer hun productie aangepast alleen maar om onze binnenlandsche markt te bedienen! Indien deze politiek kan voortgezet en uitgebreid worden met dezelfde volharding en krachtdadigheid, dan zullen wij spoedig voor eenige milliarden goederen en producten minder in het buitenland kunnen koopen, in afwachting dat de wereld de onzinnigheid van het protectionisme inziet en tot den vrjhandel terugkeert.

Wij moeten onophoudelijk aan onze bureu en mededingers, — die tegenwoordig hun binnenlandsche markt veel sterker verdedigen dan België de zijne — herhalen, namelijk in zake openbare aanbestedingen, dat wij altijd bereid zijn overeenkomsten aan te gaan op grondslag van de wederkeerigheid.

Verscheidene suggesties van de Commissie van den Binnenlandschen Handel werden door de Regeering nog niet toegepast; wij kunnen er bij haar niet genoeg op aandringen opdat zij ze onverwijld zou onderzoeken in den geest van een algemeene politiek ten voordeele van het gemeenschappelijke welzijn.

Dit zijn de wenschen voor een steeds inniger verstrengeling van den Congoleschen en den Belgischen handel.

Dit zijn de wenschen voor een valorisatie van de nationale binnenlandsche markt zoowel op landbouw- als op nijverheidsgebied; ontzaglijke mogelijkheden staan langs dien weg open.

Dit zijn de verbeteringen van onze instellingen belast met de voorbereiding van onze handelsovereenkomsten en de verdedigingsmaatregelen tegen de oneerlijke concurrentie van het buitenland.

Dit zijn de maatregelen voor een gematigde maar doelmatige reglementeering van de bedrijfsgroepelingen met het oog op een aanpassing bij de behoeften van onze productie zoowel voor het binnenland als voor het buitenland.

De vruchtdragende weg dien de Regeering is opgegaan moet verder wilskrachtig en snel worden bewandeld. Al de landen, die bij het onze kunnen worden vergeleken, en die een economische hernieuwing hebben beleefd hebben dit te danken aan een meer rationeele exploitatie van hun binnenlandsche markt.

En dit zou dienen gezegd op het oogenblik dat de Regeering, in den loop van toekomend jaar, zal verplicht worden aan de Schatkist inkomsten te bezorgen die waarschijnlijk zullen hooger zijn dan de ramingen.

### **De uitbreiding van den buitenlandschen handel van België.**

Hooger werd er nadruk opgelegd dat, onder de teekenen die zonder onderscheid een stellige verbetering van 's lands economie bevestigen, er een voorkwam dat in sommige opzichten minder bemoedigend kon lijken, nl. de beweging van onzen buitenlandschen handel.

Er werden statistieken bekendgemaakt voor het tijdperk van April tot September, onder meer, die geen merkwaardige verbetering aantoonde van de uitbreiding van onzen verkoop in het buitenland, alswanneer men een stijging verwachtte die althans zou gelijkstaan met de muntdevaluatie. Terwijl de omvang van onzen afzet zich op hetzelfde peil handhaaft als voor het

overeenstemmend tijdperk van verleden jaar, is de uitvoer slechts met 21 t. h. in waarde gestegen.

Maar, wanneer men in aanmerking neemt dat de wijziging van de goudpariteit onzer devies niet kon nalaten de transacties te storen gedurende de eerste drie maanden die er op volgden, en dat bovendien de loopende contracten doorgaans verder werden uitgevoerd gedurende dit tijdperk in franken tegen de vroegere pariteit, is het stellig redelijker vast te houden aan de cijfers der laatste drie maanden, Juli, Augustus, September, tijdens dewelke de ruilingen geschied zijn in meer normale voorwaarden. Welnu, gedurende dit tijdperk bereikte onze uitvoer 3,895 miljoen frank tegen 3,190 miljoen voor dezelfde maanden van verleden jaar. Er is dus vooruitgang. October heeft dit bevestigd. 300 miljoen meer verkoop dan tijdens de maand September, ofschoon het billijk is in herinnering te brengen dat deze verbetering gedeeltelijk te wijten is aan seizoeninvloeden. Vergeleken in omvang bij de cijfers van October 1934, boekt onze uitvoer in 1935 een vooruitgang van 312,000 ton, zegge een verbetering van 39 t. h.

Onderstaande tabel duidt den vooruitgang aan, die werd verwezenlijkt in de percentages voor Juni, Juli, Augustus van dit jaar, tegenover hetzelfde tijdperk van 1934.

Belgisch-Congo . . . . .	85.8 t. h.
Argentinië . . . . .	14.9 —
Oostenrijk . . . . .	6.1 —
Brazilië . . . . .	9 —
Canarische Eilanden . . . . .	50 —
Egypte . . . . .	8 —
Vereenigde staten . . . . .	73.4 —
Frankrijk . . . . .	42.6 —
Nederlandsch-Indië . . . . .	71 —
Italië . . . . .	64.2 —
Noorwegen . . . . .	59.7 —
Polen . . . . .	62 —
Zuid-Afrika . . . . .	57 —
Uruguay . . . . .	62 —
U. R. R. S. . . . .	83.7 —
Nederland . . . . .	40 —

Een andere gunstige aanduiding ligt in de overschijding van den invoer van Juli tot September vergeleken bij hetzelfde tijdstip van 1935. Zij slaan hoofdzakelijk op grondstoffen en leveringen die nuttig zijn aan onze nijverheid. Deze overschijding bedraagt 54 t. h. van het eene tot het andere jaar, wat een bestendig teeken van economischen opbloei is.

Deze uitslagen worden gedeeltelijk ongedaan gemaakt door de uitvoervermindering naar sommige landen die slecht betalen of den uitvoer van deviezen beletten, zooals Bulgarije, Chili, Denemarken, Griekenland, Roemenië, Turkije, Zwitserland en Duitschland.

Doch globaal genomen is de vooruitgang werkelijk en des te meer dat onze nijverheidsbedrijven voortaan hun producten met winst uitvoeren.

Ten opzichte van de begrootingsontvangsten die ons hier aanbelangen, moest dit onderstreept worden.

Wat moet men verwachten in den loop van het komend jaar, t. t. z. voor het dienstjaar 1936. Zal de tijdens de jongste vier maanden opgeteekende verbetering zich handhaven of moet men een teruggang van onzen verkoop vreezen. Dat is van belang voor de toekomst van de begrooting en een algemeen overzicht is geboden.

Voor Amerika stijgt onze uitvoer voortdurend. Wij hebben er tariefverlagingen gekregen voor zestig artikelen. Het voordeel van het onvoorwaardelijk beding van het regime der meest begunstigde natie, in het akkoord vervat, bezorgt ons voordeelen die zich slechts kunnen uitbreiden. Wij genoten sedertdien reeds de tariefverlagingen aan Canada en Zweden toegestaan. Onderhandelingen zijn gaande tusschen Amerika en Tsjécho-Slowakije. Wij zullen er ook baat uit halen, vooral wat de glasnijverheid betreft. Het zal van belang zijn van meer dichtbij afzetgebieden op te sporen.

In Engeland wordt de toestand steeds gunstiger en onze waren worden betaald, hetgeen van belang is. Verbetering ware te verwezenlijken op de markten ten Noorden van het land.

Onze handelsbetrekkingen met Frankrijk zijn voor ons een ontgoocheling. Terwijl na het akkoord van 1928 de Fransche invoer steeg, in 1928, 1929 en 1930 en dit laatste jaar tot 7 milliarden bereikte, van zoodra de balans in ons voordeel overhelde, nam de Fransche regeering een reeks maatregelen tegen onze producten. En men ziet nog geen werkelijke wijziging opdagen in haar houding. Men kan het slechts betreuren.

Met Rusland hebben wij onlangs een veelbelovend verdrag gesloten. Het verkoopcijfer van 190 millioen voor het eerste jaar aangenomen zal overschreden worden. Wij zullen ongetwijfeld ook meer verkoopen het tweede jaar, waarvoor het cijfer 200 millioen wordt voorzien. Onze onderhandelingen met dat groot landsloegen op specificatien, producten en waren wat een vooruitgang beteekent.

De toestand verbetert met Zweden, Denemarken en Noorwegen. Denemarken betaalt slecht, doch Noorwegen vertegenwoordigt een afzetgebied dat kan geëxploiteerd worden. Het betaalt goed en er is spraak van er een diplomatischen post aan te stellen en er een commercieele zending heen te sturen.

Aan Zwitserland verkoopen wij meer dan wij er koopen.

De sancties getroffen tegen Italië zijn ons natuurlijk nadeelig, ofschoon wij, nu dit land is gesloten, zijn plaats op verschillende markten hebben overgenomen voor de textielproducten; zooals alles laat voorzien zullen de sancties niet lang worden toegepast.

Met Duitschland zijn onze handelsbetrekkingen slecht. Het clearingakkoord, dat met dit land werd gesloten, was voor ons ongunstig. De Duitschers kochten veel bij ons, verkochten ons weinig, maar betaalden niet. Een nieuw akkoord werd gesloten, dat moet toelaten de achterstallige betalingen te vereffenen. Sederdien hebben wij een echten dumping ondergaan, die behendig is ingericht en door denwelke de waren bij ons worden ingevoerd tegen prijzen waartegen onze producten niet kunnen worden afgezet. Trouwens de Regeering waakt.

Canada, vooral sedert er een nieuwe Regeering aan het bewind is gekomen, zou voor ons een uitstekend afzetgebied kunnen worden. Wij zenden er veel landbouwarbeiders heen. De koopkracht is er merkelijk gestegen. Het is een land met toekomst voor onzen buitenlandschen handel.

Japan met Mandsjoerije zijn eveneens zeer belangwekkend voor ons. In dit laatste land, dat een nieuw land is, werkt ons consulaat ijverig.

Argentinië eveneens is sedert een jaar voor onze producten opnieuw een zeer bedrijvige markt geworden. Het begint van ons steenkolen te koopen.

Deze uitvoer naar Nederland stijgt in waarde en in omvang.

Kortom, wanneer men het tijdperk Juli, Augustus, September neemt, doet hetzelfde verschijnsel zich voor met de volgende landen : Argentinië, Australië, Oostenrijk, Canarische eilanden, Belgisch-Congo, Westkust van Fransch Afrika, Cuba, Egypte, Spanje, Vereenigde Staten, Finland, Frankrijk, Nederlandsch-Indië, Iran, Ierland, Italië, Marokko, Noorwegen, Palestina, Portugal, Zweden, Tsjecho-Slowakije, Zuid-Afrikaansche Kolonie, U. S. S. R. : op al de markten kon men een besliste verbetering onzer handelsbetrekkingen vaststellen.

Het komt er dus op aan — en dat is ons besluit — dat de inspanning der Regeering krachtdadig wordt doorgedreven. De handhaving van het evenwicht der begrooting voor 1936 zal vooral afhangen van het welslagen dezer inspanning. Niets zou naar het schijnt dienen verwaarloosd om deze inspanning zoo doeltreffend mogelijk te maken. Men overweegt de uitbreiding van het personeel van het algemeen bestuur van den buitenlandschen handel, de verhooging van het aantal onzer onderhandelaars voor handelsakkoorden; des te beter ! Dit algemeen bestuur heeft ter studie gelegd het sturen van zendingen naar sommige landen, de oprichting van nieuwe posten, een meer actieve deelneming aan de groote handelsbeurzen van Parijs, Rijsel, Lyon, Bordeaux, zelfs van Chicago en Ottawa. Dat is een uitstekend initiatief. De Regeering is ook den weg opgegaan der vermindering vooral van de nijverheidscontingenten. Slaagt zij er in daaruit munt te slaan, mits gelijkwaardige voordeelen, dan kan onze handelsbalans daardoor slechts verveteren.

Ten slotte, blijkt het volstrekt noodig de kredieten te verhoogen om onzen buitenlandschen handel uit te breiden. Productieve uitgave en bijgevolg nuttige uitgave, die niet alleen niet in het minst het begrootingsveevenwicht zou kunnen schaden maar veeleer zou kunnen bijdragen om het te verstevigen.

\* \* \*

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

Sedert het wetsontwerp houdende de begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1936 werd ingediend, werden er door het Departement van Financiën nieuwe uitslagen geboekt voor het loopend dienstjaar, zoowel op gebied van ontvangsten als van uitgaven. Bovendien, in den loop der verklaringen in de Kamer uit naam der Regeering, werden er nieuwe cijfers voorgelegd. Daar uw verslaggever ze niet alle kon benuttigen, bij gemis van tijd, verzoekt hij den Senaat hem te willen verontschuldigen.

*De Verslaggever,*  
G. BARNICH.

*De Voorzitter,*  
H. LABOULLE.

**BIJLAGE (1).**

---

**D. — Vragen door de Commissie gesteld met de antwoorden van de Regeering.**

---

VRAAG. — Moet de stijging van het indexcijfer vanaf 1 Januari 1936 niet aanleiding geven tot een verhooging der bestuursuitgaven met ongeveer 250 miljoen ?

Houden de begrotingsramingen rekening met deze stijging van uitgaven, die zeker lijkt ?

ANTWOORD. — Pas indien het indexcijfer der kleinhandelsprijzen zich op 15 December handhaafde boven het indexcijfer 683, zou er voor het eerste trimester 1936 een verhooging van de bestuurskosten dienen in aanmerking genomen.

De begrotingsramingen, opgemaakt toen deze veronderstelling nog geen werkelijkheid was geworden, houden geen rekening met deze mogelijkheid.

Daar de Commissie van Financiën van de Kamer de Regeering heeft onderzocht over de gevolgen van een stijging van het indexcijfer wat betreft de uitgaven in het algemeen, werd er haar geantwoord zooals in de bijlage wordt vermeld.

VRAAG. — Sedert het opmaken der begrotingen voor 1936 op 15 October, is het indexcijfer gestegen boven 683 en zal er zich waarschijnlijk handhaven.

Hieruit volgt dat het op 1 Januari zal noodig zijn te zorgen voor de aanpassing der uitgaven voor personeel (2,495 miljoen), de toelagen aan het onderwijs : personeel en materieel (124 miljoen), de pensioenen wegens dienstouderdom (612 miljoen), de onderhoudskosten der onvermogenen (54 miljoen), totaal : 3,285 miljoen.

Er valt ook te voorzien dat sommige uitgaven ongeveer zullen stijgen in verhouding tot de stijging van het indexcijfer : uitgaven voor materieel (758 miljoen); dotaties : Burgerlijke lijst niet inbegrepen (31 miljoen), onderhoudswerken : werkkrachten en materieel (213 miljoen), totaal : 1,002 miljoen.

Aan den anderen kant lijkt het onmogelijk, dat sommige andere posten der begrooting, die verband houden met de bestaansmiddelen van verschillende categorieën der bevolking welke bijzonder door de crisis geteisterd zijn, insgelijks niet zouden worden verhoogd om te voorkomen dat de belanghebbenden een betreurenswaardige vermindering van hun koopkracht zouden ondergaan. Dit geldt namelijk voor de ouderdomspensioenen (590 miljoen), de toekenningen aan de gebrekkelijken en verminkten (33 miljoen) en de uitgaven voor de werkloosheid (650 miljoen); totaal : 1,273 miljoen.

Deze drie categorieën van uitgaven die bijna de eenige posten der begroo-

---

(1) Verscheidene antwoorden op vragen door de Commissie gesteld, zijn nog niet ontvangen op het oogenblik dat dit verslag werd goedgekeurd. Zij zullen het voorwerp uitmaken van Bijlage II.

tingen vertegenwoordigen, welke rechtstreeks onderhevig zijn aan de schommelingen van het indexcijfer, vormen een totaal van 5,560 millioen.

In de veronderstelling dat zij met 5 t. h. worden verhoogd, zou hieruit een bijkomende uitgave voortvloeien van ongeveer 280 millioen, waarvoor tot nog toe geen enkel krediet wordt voorzien.

Ik ben zoo vrij desaangaande de volgende vraag te stellen :

Is bovenstaande berekening juist en volledig ?

ANTWOORD 1<sup>o</sup>.— In de veronderstelling dat het indexcijfer der kleinhandels-prijzen voor de maand December 1935 boven 683 punten blijft, en dat de regelingen, die thans tot grondslag dienen voor de berekening van de bezoldiging van het personeel en van de pensioenen, letterlijk worden toegepast, zouden hieruit de volgende verhoogingen van uitgaven voortvloeien.

1<sup>o</sup> De bezoldigingen van het personeel, die in totaal 2,495 millioen frank bedragen, zouden van 1 Januari 1936 af, op de basis van 100 t. h. in de plaats van 95 t. h. worden gebracht, waaruit, berekend op een volledig jaar, een bijkomende uitgave van 125,000,000 frank zou voortvloeien.

2<sup>o</sup> De ancienniteitspensioenen waarvan het totaal 612 millioen frank bedraagt, zouden in dezelfde verhouding worden verhoogd, doch eerst vanaf 1 April 1936; de bijkomende uitgave zou dus voor drie kwartalen 22,500,000 frank.;

3<sup>o</sup> Het schommelend gedeelte van de oorlogspensioenen wordt bepaald voor elk burgerlijk kwartaal door het gemiddelde van de indexcijfers openbaar gemaakt voor de eerste maand van het verlopen kwartaal en voor de twee voorafgaande maanden (bij voorbeeld : April, September en October 1935 komen in aanmerking voor het eerste kwartaal van 1936). De begrooting voor 1936 voorziet 13 schommelende schijven. Het krediet zal toereikend zijn zoolang het gemiddelde, berekend als hieronder, 690 punten niet zal overschrijden. Het eerste kwartaal 1936 zal uitbetaald worden op de basis van 13 schijven. Een schommelende schijf vertegenwoordigt een uitgave van + 5,900,000 frank per *kwartaal*.

4<sup>o</sup> De eventueele schommelingen, in verhouding tot het index, van de andere uitgaven bevat in de vraag, worden niet geregeld door organieke bepalingen.

Daaromtrent dient het volgende te worden opgemerkt :

a) De ouderdomspensioenen (509 1/2 millioen) en de vergoedingen der verminkten (32 1/2 millioen) werden met 5 t. h. verlaagd bij de Koninklijke Besluiten van 31 Mei 1933. Het index op 15 Mei 1933 bedroeg 701 punten.

De afschaffing van de afhouding van 5 t. h. in 1936 zou een jaarlijksche bijkomende uitgave van 28 millioen frank medebrengen.

b) De werkloosheidsvergoedingen, waarvan het huidig bedrag werd bepaald bij Koninklijk Besluit van 21 Mei 1933, werden nooit verlaagd. Het index op 15 Mei 1933 bedroeg 701 punten. Een verhooging van de werkloosheidsvergoedingen met 5 t. h. bij veronderstelling, zou, op grondslag van het beperkend krediet van 650 millioen, voorzien in de begrooting voor 1936, voor een volledig jaar een bijkomende uitgave van 32,500,000 frank vertegenwoordigen.

c) De invaliditeitspensioenen (822 1/2 millioen) ondergingen de buitengewone verlagingen voorgeschreven bij de wet van 23 Maart 1932 en de besluiten van 11 en 14 Augustus 1933. De indexcijfers op 15 dezer beide maanden bedroe-

gen onderscheidenlijk 725 en 698 punten. De afschaffing van deze afhoudingen zou een jaarlijksche uitgave van ongeveer 45 miljoen medebrengen.

5° Wat betreft de kredieten voorzien voor de uitgaven van materieel (758 miljoen), de onderhoudswerken (213 miljoen) en de kosten van onderhoud van behoeftigen (54 miljoen), de verhooging die zij aanwijzen in vergelijking met de vermoedelijke uitgaven voor het dienstjaar 1935, onderscheidenlijk 67, 51 en 4 miljoen frank, zou zonder eventueele bijkomende vermeerdering de gevolgen van een prijsstijging kunnen dragen.

6° Ten slotte, blijkt uit de verstrekte inlichtingen dat de Senaatsdotatie (8 1/2 miljoen) en deze van de Kamer der Volksvertegenwoordigers (15 miljoen) op zeer weinig na toereikend zijn om te voorzien in eventueele bijkomende uitgaven.

Indien men de gevolgen van het schommelen der boven aangeduide verhoogingen op de begrooting voor 1936 wilde nagaan, dan zou men moeten vermijden hun bedrag bijeen te tellen, daar bedoelde verhoogingen eventueel aanvang zouden moeten nemen op verschillende tijdstippen.

VRAAG. — 1° Op bladzijde 71 van de Algemeene Toelichting der begrootingen verdeelt de Minister van Financiën de Staatsontvangsten in verschillende groepen, naar gelang zij beïnvloed worden naar de stijging, of niet beïnvloed, dus onveranderd. Tot deze laatste behooren namelijk: de douanen en accijnzen.

Is het derhalve gewettigd voor 1936 een aanzienlijke verhooging te voorzien van ontvangsten wegens tol- en accijnsrechten?

Anderdeels rangschikt dezelfde Algemeene Toelichting onder de « spoedig naar de stijging beïnvloede » ontvangsten, het registratie- en zegelrecht, waarvoor de ontvangstramingen voor 1936 een verhooging voorzien onderscheidenlijk van 10.6 en 6 t. h. In dezelfde groep wordt de bedrijfsbelasting gerangschikt en de ontvangstraming voor 1936 voorziet een meerdere opbrengst van 112.5 miljoen of 25 t. h.

Indien onrechtstreeksche belastingen in rechtstreeksch verband met de prijsverhoogingen ontstaan uit de devaluatie slechts geacht worden 6 en 10 t. h. meer te zullen opbrengen, is het dan billijk te veronderstellen dat een rechtstreeksche belasting, die vaste bezoldigingen treft welke meestal niet verhoogd werden om reden der devaluatie, of veranderlijke bezoldigingen die echter niet gestegen zijn in 1935, 2 t. h. meer zou opbrengen? Ten slotte, indien voor de registratie- en zegelrechten, gerangschikt onder de « spoedig naar de stijging beïnvloede » inkomsten, slechts een verhooging van inkomsten wordt geraamd van onderscheidenlijk 10.6 en 6 t. h., is het dan rationeel verhoogingscoëfficiënten van 16.3 t. h., 13 t. h., 15.4 t. h. en 21 t. h. te voorzien onderscheidenlijk voor de opbrengst der mobiliënbelasting, de aanvullende persoonlijke belasting, de nationale crisisbijdrage en de successierechten, die in voormelde Algemeene Toelichting gerangschikt staan onder de « binnen langeren termijn » beïnvloede ontvangsten. (bladz. 71)?

2° Kan men het begrootingsevenwicht als zeker beschouwen ten overstaan van ramingen op bladzijde 73 der Algemeene Toelichting ingeschreven?

Volgens deze samenvatting,

a) bedraagt de massa inkomsten, die niet wordt beïnvloed door de gevolgen van de devaluatie, 5,138 miljoen, terwijl de massa uitgaven, die niet wordt beïnvloed slechts 3,104 miljoen bedraagt;



b) aan den anderen kant bedraagt de massa ontvangsten, die spoedig wordt beïnvloed in de richting van een stijging, slechts 3,377 millioen, tegen een massa spoedig stijgende uitgaven van 5,937 millioen.

Moet de vergelijking van deze ramingen geen ernstige vrees inboezemen voor de handhaving van het begrootingsevenwicht ?

ANTWOORD. — De geachte verslaggever schijnt de beteekenis der berekeningen op de bladzijden 70, 71, 72 en 73 van de Algemeene Toelichting der begrooting niet volkomen juist te hebben geïnterpreteerd wat betreft den invloed van de stijging der prijzen op de begrootingsmassas, zoowel voor de ontvangsten als voor de uitgaven.

De aangeduide cijfers werden in deze tabellen enkel gegroepeerd om een algemeene strekking aan te duiden. Men kan niet gepast redeneeren over ieder gegeven in het bijzonder. Bovendien, zooals in den tekst wordt gezegd, geldt het *alleen* den invloed van de stijging der prijzen op deze gegevens. De vermoedelijke ontvangsten en uitgaven en vooral de ontvangsten, zooals zij geboekt staan, worden beïnvloed niet alleen door den factor « prijs » maar door nog tal van andere oorzaken.

Voor de ontvangsten moet men in de verantwoording der Begrooting van 's Lands Middelen gaan zoeken om den technischen uitleg van iedere raming te vinden.

De opbrengst der belastingen wordt beïnvloed niet alleen door het peil der prijzen maar ook door de uitbreiding zelf der verrichtingen. Vooral voor de rechtstreeksche belastingen, die grootendeels op rol worden geïnd, hangt de werkelijke ontvangst ook af van de maatregelen die door het Bestuur kunnen worden genomen om het opmaken der rollen en de invordering der bijdragen te bespoedigen.

VRAAG. — 4<sup>o</sup> Artikel 9 der begrooting van 's Lands Middelen voorziet een ontvangst van 277,200,000 frank ten titel van « stortingen voor het bekomen van invoervergunningen. »

Wat vertegenwoordigt in deze som de opbrengst van de vergunningen voor den invoer van graangewassen ?

ANTWOORD. — De ontvangst van 277,200,000 frank, voorzien bij artikel 9 der begrooting van 's Lands Middelen, wordt onderverdeeld als volgt :

Graangewassen . . . . .	145	millioen
Boter . . . . .	45	»
Vleesch, enz . . . . .	21	—
Maïs . . . . .	65	—
	<hr/>	
	276	millioen
Autos . . . . .	1.2	—
	<hr/>	
Totaal . . . . .	277.2	millioen

VRAAG. — 5<sup>o</sup> De Regeering heeft in haar verklaring erkend dat het globaal gewicht der begrooting thans niet in verhouding staat tot het belastingsvermogen van het land, en het inzicht laten blijken belangrijke fiscale ontlastingen toe te staan.

In dezen gedachtengang, wensch ik de volgende inlichtingen te bekomen :

a) Welke is de onderverdeeling en het bedrag der fiscale ontlastingen toegestaan sedert 1 April 1935 ?

b) Welke maatregelen werden getroffen om de begrooting beter aan te passen aan het belastingsvermogen van het land ?

c) De aanvullende personeele belasting, zooals trouwens ook de bedrijfsbelasting, wordt geheven volgens een schaal die steeds hoger aanslagvoeten toepast, stijgende met de belangrijkheid der inkomsten.

De devaluatie zal voor gevolg hebben de nominale waarde van vele inkomsten te doen stijgen, terwijl hun koopkracht wordt gehandhaafd op hetzelfde peil of zelfs verlaagd. Het bedrag van de aanvullende personeele belasting en van de bedrijfsbelasting zal dus aanzienlijk hooger zijn op de inkomsten waarvan de koopkracht niet heeft toegenomen; de belasting wordt hooger en dus zwaarder.

Ligt het niet in de bedoeling van de regeering de progressiviteit voor de aanvullende personeele belasting en voor de bedrijfsbelasting te herzien, derwijze dat de grondslag van voor de devaluatie onveranderd blijve?

Het dient opgemerkt dat de supertaxe onduldbaar was gemaakt door het behoud van de progressiviteit voorzien in 1919 op de schijven van 5,000 goudfrank, toegepast in 1927-1928 op schijven van 5,000 papierfrank.

ANTWOORD. — a) Onderstaande tabel geeft de lijst van de fiscale ontlastingen sedert 1 April 1935 met telkens de vermelding van de geraamde vermindering van ontvangsten voor de dienstjaren 1935 en 1936 :

	1935	1936
	—	—
<i>Rechtstreeksche belastingen.</i>		
Grondbelasting : vermindering krachtens Koninklijk Besluit van 15 Mei 1935 . . . . .	120,000,000 (1)	65,000,000
	=====	=====
<i>Tolrechten.</i>		
Verdrag met de Vereenigde Staten (1 Mei) (2). fr.	26,000,000	39,000,000
Verdrag met Frankrijk (17 Mei) . . . . .	10,000,000	15,500,000
Verdrag met Italië (15 Juli) . . . . .	500,000	1,000,000
Verdrag met Duitschland (12 Augustus). . . . .	1,500,000	3,500,000
Aanvaarding van een verminderde waarde voor de goederen belastbaar <i>ad valorem</i> (6 Mei) . . . . .	16,000,000 (3)	»
Afschaffing der rechten op zekere soorten van vleesch (13 November) (4) . . . . .	850,000	»
	—————	—————
Fr.	54,850,000	59,000,000
	=====	=====

(1) De vermindering van 120 op 65 miljoen in de raming van de ontlasting wordt uitgelegd op bladzijde 23 van de Algemeene Toelichting van de begrooting voor 1936.

(2) De onderhandelingen over dit verdrag werden gevoerd onder de vorige Regeering, maar het verdrag is slechts op 1 Mei van kracht geworden.

(3) Voorbehouden voor 1936. De kwestie is ter studie.

(4) Deze maatregel blijft slechts van kracht tot 31 December 1935.

*Registratie, enz.*

Overdrachttaxe op electriciteitslevering (vermindering) (Koninklijk besluit n <sup>r</sup> 167 van 13 Mei 1935) . . . . .	14,300,000	25,000,000
Overdrachttaxe op vet, olie, enz. (verminderingen en afschaffingen) (Koninklijk besluit van 13 Mei 1935) . . . . .	12,000,000	21,000,000
Overdrachttaxe op de varkens (slachttaxe) (vermindering) (Koninklijk besluit van 13 Mei 1935) . . . . .	12,500,000	22,000,000
Weeldetaxe op chocolade, beschuit, suiker- en banketgoed (afschaffing) (Koninklijk besluit van 13 Mei 1935) . . . . .	11,300,000	20,000,000
Weeldetaxe op de kunstzijden stoffen (afschaffing) (Koninklijk besluit van 13 Mei 1935) . . . . .	11,300,000	20,000,000
Weeldetaxe op de lucht- en binnenbanden voor autos (afschaffing) (Koninklijk besluit van 13 Mei 1935) . . . . .	5,600,000	10,000,000
	Fr. 67,000,000	118,000,000
	=====	=====

Het bedrag dezer ontlastingen kan dus worden geraamd :

voor het dienstjaar 1935 op 120 + 54.85 + 67 . . . . fr.	241,850,000
voor het dienstjaar 1936 op 65 + 59 + 118 . . . . .	242,000,000

b) De geheele begrotingspolitiek der regeering gaat deze richting uit.

c) Het ligt niet in de bedoeling van de regeering wijziging toe te brengen aan de aanvullende personeele belasting, welke voor het eerst volgens de nieuwe formule werd toegepast.

VRAAG. — 6<sup>o</sup> Ligt het niet in de bedoeling van de regeering aan de bedrijven, als vrijstelling van belasting, toe te laten aanvullende afschrijvingen te doen op hunne immobilisaties, volgens de regelen van een gezond beheer opgelegd door de muntdevaluatie ?

ANTWOORD. — De fiscale maatregelen in verband met de jongste devaluatie werden afzonderlijk onderzocht; het gestelde vraagstuk in verband met de afschrijvingen zal spoedig worden opgelost.

VRAAG. — 7<sup>o</sup> Ik wenschte te weten op welke positieve grondslagen de regeering op de begroting een ontvangst voorziet van 48,225,000 frank « voort te komen van de markenovereenkomst ».

ANTWOORD. — Zooals blijkt uit de toelichtende notas gevoegd bij de begroting van 's Lands Middelen, bestaat de totale ontvangst in marken :

1<sup>o</sup> uit een ontvangst van 20,000,000 frank voortkomend van den aankoop bij de Schatkist, door het departement van Openbaar Onderwijs, van de noodige geblokkeerde marken om de leveringen aan de Universiteiten te betalen;

2<sup>o</sup> uit een som van 29,750,000 frank in de Schatkist te storten ter uitvoering van de bepalingen van het clearing-akkoord van 27 Juli jl.

Artikel 5, II, van dit akkoord voorziet dat 5 t. h., van de stortingen door de Reichsbank te verrichten, moeten dienen, in de orde van voorkeur, en in de mate door de Belgische regeering te bepalen, tot de betaling van in een bijgevoegd protocol opgesomde schuldvorderingen.

Een eertlang te verschijnen Koninklijk besluit zal het percentage bepalen dat aan elk soort schuldvordering toekomt. Het feit dat de ontvangsten voortkomend van de clearing in 1936 slechts 30 miljoen ongeveer bedragen, terwijl zij in 1935 op 133,900,000 frank waren geraamd, bewijst dat aan de private schuldvorderingen een ruime voorkeur werd gegeven.

Het totaal bedrag van 49,750,000 frank (20,000,000 + 29,750,000) moet worden verminderd met het aandeel dat aan de Luxemburgsche regeering toekomt, zegge : 1,525,000 frank. Netto ontvangst : 48,225,000 frank.

VRAAG. — I. — Welke vereenigingen hebben de tusschenkomst van den C. D. K. Sp. gevraagd en er een voorschot van ontvangen ?

II. — Hoeveel ontving elke vereeniging ?

III. — Onder welke voorwaarden en waarborgen werden de voorschotten toegestaan ?

ANTWOORD. — I. — a) *Groep Boerenbond* :

1,100 aangesloten kassen die alle op gelijken voet werden behandeld.

b) *Groep van de Belgische Werkliedenpartij* :

Individueele tusschenkomst voor 32 cooperatieve maatschappijen.

c) *Coöperatieven van het Personeel der Openbare Besturen* :

Samenwerkende Maatschappij van de Bedienden der Openbare Besturen, te Sint-Niklaas-Waas :

« La Fourmi », te Tienen ;

Aalstersche Samenwerkende Maatschappij, te Aalst ;

« Concordia », te Kortrijk.

d) « *Banque Hypothécaire et Immobilière d'Anvers.* »

II. — De voorschotten geschieden alleen naar gelang van de afhalingen door de beleggers wier rechten geregeld werden bij Koninklijk besluit, volgens modaliteiten door den Dienst voorgesteld. Het aan te houden cijfer is onbetwist dat van de opening van het krediet.

Deze cijfers zijn de volgende :

voor a) : 297 miljoen ;

voor b) : 90 miljoen ;

voor c) : samen ongeveer 1 miljoen ;

voor d) : 35 miljoen.

*Nota.*

Werkelijke tusschenkomsten op  
12 December 1935, fr. 228,757,972-17.

geene ;

geene ;

fr. 12,849,917-33.

Deze voorschotten werden bepaald op ongeveer 20 t. h. van het bedrag der verbintenissen van de aanvragende maatschappijen.

III. — Deze voorschotten, toegestaan voor een termijn die verschilt van vijftien tot vijf-en-veertig jaar, en met annuïteiten terugbetaalbaar is, werden verleend mits volgende waarborgen :

- a)* Pand in roerende waarden;
- b)* Hypotheek tweede rang, na 150 miljoen voorschot Spaarkast, en solidaire borgstelling van de 32 aanvragende cooperatieven;
- c)* Hypothecaire waarborg eerste rang;
- d)* Hypothecaire waarborg eerste rang en borgstelling van roerende waarden.

(60)

## E. -- TABEL

houdende in duizenden franks de begrootingsbedragen der ontvangsten en uitgaven, zooals zij kunnen worden beïnvloed hetzij naar de stijging toe, hetzij naar de daling toe, met inachtneming van de staten opgemaakt op verschillende tijdstippen van het dienstjaar 1935.

## BEGROOTINGSBEDRAGEN

	Bij de indiening der begrootingen.	
<b>ONTVANGSTEN</b>		
I. BEDRAGEN BEÏNVLOED NAAR DE DALING TOE.		
Ontvangsten uit contingentteeringen . . . . .	334,000	334,000
2. NIET-BEÏNVLOEDE BEDRAGEN.		
Grondbelasting . . . . .	425,000	
Andere rechtstreeksche belastingen (bioscopen, automobielen, spel en wedden- schappen, achterstallen, enz.) . . . . .	411,250	
Douanen en Accijnzen . . . . .	2,791,445	
Allerhande registratierechten (geldboeten, overtredingen, griffierechten, enz.) . . . . .	35,500	
Tolgelden . . . . .	420,535	
Kapitalen en inkomsten . . . . .	207,846	
Terugbetalingen . . . . .	428,553	
Compensatie-ontvangsten . . . . .	308,275	
Herstelontvangsten . . . . .	134,050	
		5,162,454
3. BEDRAGEN BEÏNVLOED NAAR DE STIJGING TOE.		
a) <i>Snel</i> :		
Registratie en overschrijving . . . . .	360,000	
Zegel en overdrachtsbelasting . . . . .	2,005,000	
Bedrijfsbelasting . . . . .	520,000	
		2,885,000
b) <i>Binnen langeren tijd</i> :		
Aanvullende personeele belasting . . . . .	192,500	
Mobiliënbelasting . . . . .	483,500	
Nationale crisisbelasting . . . . .	593,000	
Successierechten . . . . .	192,000	
		1,461,000
Algemeen totaal . . . . .		9,842,454 =====



(in duizenden franks).

DIENSTJAAR 1935			DIENSTJAAR 1936	
Bij de ambtsaan- vaarding van de huidige Regeering (31 Maart 1935)	Volgens de gegevens gekend op 27 Juni 1935	Volgens de gegevens gekend op 15 October 1936		
334,000	191,000	301,000	320,000	320,000
334,000	191,000	301,000		
425,000	323,300	290,000	366,000	
411,250	411,250	463,500	472,000	
2,791,445	2,737,445	2,722,000	2,784,000	
37,100	39,600	40,600	42,000	
420,535	420,535	422,078	420,000	
207,846	210,366	532,980	249,000	
365,553	365,553	352,108	482,000	
241,275	241,275	286,508	236,000	
89,000	89,050	44,500	87,000	
4,989,054	4,838,374	5,154,274		5,138,000
379,800	525,000	515,000	570,000	
1,883,100	2,150,000	2,117,000	2,244,000	
520,000	520,000	450,000	563,000	
2,782,900	3,195,000	3,082,000		3,377,000
192,500	192,500	192,500	217,500	
483,500	483,500	475,000	552,500	
593,000	593,000	520,000	600,000	
162,500	186,100	185,000	224,000	
1,431,500	1,455,100	1,372,500		1,594,000
9,537,454	9,679,474	9,909,474		10,429,000
=====	=====	=====		=====

		Bij de indiening der begrotingen.	
<b>UITGAVEN.</b>			
1. BEDRAGEN BEÏNVLOED NAAR DE DALING TOE.			
Subside aan de Kolonie . . . . .		173,000	
Kwade posten en Terugbetalingen (opwegend tegen contingenteteeringsontvangsten.		125,100	298,100
2. NIET-BEÏNVLOEDE BEDRAGEN.			
Eigenlijke Rijksschuld . . . . .		2,791,976	
Civiele lijst . . . . .		14,000	
Kwade posten en terugbetalingen . . . . .		663,875	
Dienst voor de Scheepvaart . . . . .		10,500	3,480,351
3. BEDRAGEN BEÏNVLOED NAAR DE STIJGING TOE.			
a) <i>Snel</i> :			
Personeel (met een « decalage » van 3 maand) . . . . .		2,261,168	
Materieel . . . . .		646,817	
Dotaties (met uitsluiting van de civiele lijst) . . . . .		30,690	
Subsidiën aan het onderwijs (personeel en materieel) . . . . .		114,500	
Pensioenen . . . . .		1,891,661	
Onderhoudswerken (arbeidsloon en bouwstoffen) . . . . .		160,612	
Onderhoud der behoeftigen, enz. . . . .		49,730	
Kwade posten en Terugbetalingen (Bedrijfsbelasting) . . . . .		88,000	5,243,178
b) <i>Binnen langeren tijd</i> :			
Subsidiën . . . . .		90,492	
Uitgaven voor Sociale Voorzorg, enz. . . . .		699,462	
Kwade posten en Terugbetalingen (Mobiliënbelasting) . . . . .		91,000	880,954
Algemeen totaal . . . . .			9,902,583
<b>HERHALING (in millioenen frank).</b>			
Bedrag beïnvloed naar de daling toe . . . . .		Ontvangst.	Uitgaven.
Niet-beïnvloed bedrag . . . . .		334	298
Bedragen beïnvloed naar de stijging toe :		5,162	3,480
<i>Snel</i> . . . . .		2,885	5,243
<i>Binnen langeren tijd</i> . . . . .		1,461	881
		9,842	9,902
		=====	=====

N. B. — Gezien het voorwerp en de methode der aldus gedane verdeling van de begrootingsbedragen, is

DIENSTJAAR 1935						DIENSTJAAR 1936	
Bij de ambtsaanvaarding van de huidige Regeering (31 Maart 1935)		Volgens de gegevens gekend op 27 Juni 1935		Volgens de gegevens gekend op 15 October 1936			
173,000		173,000		173,000		159,000	
125,100		125,100		187,100		102,000	
	298,100		298,100		360,100		261,000
2,821,976		2,488,676		2,494,945		2,345,000	
14,000		14,000		14,000		14,000	
663,875		663,875		644,607		732,000	
10,500		10,500		10,500		13,000	
	3,510,351		3,177,051		3,164,052		3,104,000
2,304,368		2,374,768		2,336,730		2,495,000	
656,017		663,017		691,101		758,000	
30,690		30,690		30,660		31,000	
114,500		114,500		120,450		124,000	
2,020,161		2,060,161		2,022,646		2,171,000	
160,612		160,612		162,100		213,000	
49,730		49,730		49,730		54,000	
88,000		88,000		88,000		90,000	
	5,424,078		5,541,478		5,501,417		5,937,000
91,192		91,192		93,543		109,000	
984,462		932,462		898,715		881,000	
91,000		91,000		91,000		110,000	
	1,166,654		1,114,654		1,083,258		1,100,000
	10,399,183		10,131,283		10,108,827		10,402,000
	=====		=====		=====		=====
Ontvangst.	Uitgaven.	Ontvangst.	Uitgaven.	Ontvangst.	Uitgaven.	Ontvangsten.	Uitgaven.
334	298	191	298	301	360	320	261
4,989	3,510	4,838	3,177	5,154	3,164	5,138	3,104
2,783	5,424	3,195	5,541	3,082	5,501	3,377	5,937
1,431	1,167	1,455	11,115	1,372	1,083	1,594	1,100
9,537	10,399	9,679	10,131	9,909	10,108	10,429	10,402
=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====	=====

het noodig deze tabel omzichtig te interpreteren.

## BELGISCHE SENAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 13 DECEMBER 1935

**Verslag van de Commissie van Financiën belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1936 en bepalingen betreffende: den waarborg van een leening van den Bond der Groote Gezinnen, de wet van 25 November 1889 betreffende de griffiekosten, de boekhouding van de bijzondere rechten welke op de graangewassen bij den invoer slaan en de in de Vereenigde-Staten uitgegeven 6 1/2 t. h. leening van \$ 30,000,000.**

### **Vervolg der vragen door de Commissie gesteld met de antwoorden van de Regeering.**

VRAAG N° I. — De Commissie verzoekt den Minister van Financiën haar de lijst te verstrekken van de artikelen welke nog aan weeldebelasting onderhevig zijn, — belasting geheven bij de aflevering aan de verbruikers.

Zij wenschte ook te weten waarom het Bestuur deze artikelen niet rangschikt in de categorie der voorwerpen welke aan de bron worden belast.

ANTWOORD. — Zijn thans nog onderhevig aan de weeldetaxe van 7 t. h. bij den verkoop aan den verbruiker, de artikelen vermeld in tabel A van artikel 179 van de algemeene verordening der met het zegel gelijkgestelde taxes, luidende als volgt :

I. *Stoffeersel*. — Brandkasten al dan niet in een gebouw vastgemaakt.

II. *Oudheden, zeldzaamheden, en verzamelingsvoorwerpen*. — Alle als dusdanig verkochte oudheden, zeldzaamheden en verzamelingsvoorwerpen met uitsluiting van die aangekocht voor het onderwijs door onderwijsinstellingen.

III. — *Wapens*. — Jacht-, schiet- en verdedigingsvuurwapens, hunne toebehoorten en munitien.

Worden van taxe vrijgesteld de aankopen van ordonnanswapens, toebehoorten en munitien inbegrepen, door agenten van de gewapende macht, van de politie- of gendarmeriekorpsen of van andere openbare diensten, voor het uitoefenen van hunne bediening.

IV. *Pelteryen*. — Pelterijen, daarin begrepen de pelzen in pluimen; kleedings- en stoffeeringspelterijen, met pels bezette confecties waarvan de prijs 1,250 frank per artikel overschrijdt.

V. *Horlogemakerswerk*. — 1° Zakuurwerken en armbanduurwerken waarvan de prijs, met inbegrip van dien van den armband, 250 frank overschrijdt.

2° Pendules, garnituur-pendules, wanduurwerkjes of horloges, ter uitsluiting van horloges voor gebouwen en van scheepschronometers, bijaldien de prijs 500 frank overschrijdt.

Ten opzichte van de garnituur-pendules, dient men rekening te houden van den prijs van het volledig garnituur voor het vaststellen van het minimum van 500 frank.

3° Wekkers waarvan de prijs 90 frank overschrijdt.

VI. *Muziek.* — 1<sup>o</sup> Mecanieke piano's, pianola's, en, in 't algemeen, alle mecanieke muziekinstrumenten, hunne toebehooren en losse stukken buiten phonographen en gramophonen.

VII. *Goud- en zilverwerk, juweel- en kleinoodiënwerk.* — Echte of onechte kleinoodiën en juweelen; echte en nagemaakte parelen; echte en nagemaakte edelgesteenten; goud- en zilverwerk; hunne kastjes; het herstellen en alle werkaanneming betreffende deze voorwerpen of aangaande eenigen arbeid van goud- en zilverwerk, van kleinoodiën- en juweelwerk . . . . .

Worden verstaan onder de bewoording goud- en zilverwerk, alle voorwerpen die tot de goud- en zilversmederij behooren, ongeacht of ze uit goud, zilver of platina vervaardigd zijn, ofwel uit eene legering behelzende een dezer metalen, of zelfs bijaldien zij enkel met een dezer laatsten belegd zijn ofwel verzilverd, verguld of geplatineerd zijn.

Worden niet beschouwd als goud- of zilverwerk, alhoewel verguld of verzilverd, de voorwerpen in ijzer, gietijzer, zink of lood.

Het regiem der voorwerpen in ivoor, schildpadschaal, paarlemoer, amber of samenstellingen die deze stoffen nabootsen is geregeld onder rubriek XXII (kunstdraaiwerk) van tafel B.

Worden van de taxe vrijgesteld : a) elke aankoop, herstelling of onderneming van werk waarvan de prijs niet 100 frank overschrijdt ; b) de tafelfartikels in verzilverd wit of gemeen metaal, aangekocht door hotel- en spijshuishouders voor de behoeften hunner inrichting.

*Opmerkingen betreffende voorwerpen met gemengde samenstelling.*

§ 1. Wordt gerangschikt in de tegenwoordige rubriek, elk voorwerp niet begrepen in eene andere rubriek van tafel A, in kristal, glas, porselein of gleiswerk, van het oogenblik af dat het versierd is met eene garnituur of iets bijkomstigs uit goud- of zilverwerk of dat het opgesmukt is met juweelwerk, welke ook de waarde der garnituur of toebehoorte weze, ten ware er anders over beschikt zij in de rubriek van tafel B waaronder dit voorwerp zou voorkomen.

§ 2. Wordt insgelijks in de tegenwoordige rubriek gerangschikt, elk voorwerp in eene andere stof dan deze beoogd onder § 1 hierboven, bijaldien het opgesmukt is met een stuk of eene garnituur in goud- of zilverwerk of in juweelwerk vertegenwoordigende meer dan de helft der geheele waarde van het voorwerp, ten ware er anders over beschikt weze in de rubriek waaronder het voorwerp zou gerangschikt zijn.

De onder tafel B opgenomene voorwerpen welke, bij toepassing van het vorig lid, niet bij den invoer of bij den verkoop door den fabrikant aan de weel-detaxe onderworpen zijn, worden door de volgende voorschriften regeerd :

a) Geldt het ingevoerde voorwerpen, dan wordt het in het laatste lid van artikel 10 van tegenwoordig besluit beoogd bijzonder bescheid gebezigd. Het bescheid bevat de melding : « Goud- en zilverwerk. — Tafel A, rubriek XI, opmerking § 2 ».

b) Geldt het voorwerpen verkocht door een Belgischen fabrikant, dan wordt de door hem uitgereikte factuur bekleed met de melding : « Goud- en zilverwerk. — Weel-detaxe toe te passen bij den verkoop aan den verbruiker ».

Deze melding stelt, tegenover de latere aankoopers, definitief het fiscaal regiem der koopwaar vast. In voorkomend geval, wordt ze herhaald op de fac-

tuur afgeleverd door den eersten voortverkooper aan den naastvolgenden voortverkooper.

Dezelfde melding dient door den invoerder in zijne factuur ingelascht te worden, bijaldien hij de koopwaar aan eenen voortverkooper levert.

De bij artikel 175 van het tegenwoordig besluit voorziene sancties worden toepasselijk gemaakt.

VIII. *Schilderijen, beeldhouwwerk en medailles.* — 1<sup>o</sup> Medailles; oorspronkelijk beeldhouwwerk; schilderijen, aquarellen, pastellen, teekeningen met de hand;

2<sup>o</sup> Etsen, punteerwerk en andere soortgelijke kunstwerken verkregen door het uitsnijden van metaalplaten, zelfs in verscheidene kleuren, bijaldien deze gewrochten de volgende voorwaarden vervullen : *a*) eigenhandig door den kunstenaar onderteekend en genummerd zijn; *b*) op knippapier nagedrukt zijn (op niet afgesneden bladen), eenen rand en de indieping der plaat vertoonen.

Zijn uit deze rubriek gesloten de rechtstreeks door den kunstenaar verkochte werken.

IX. *Voertuigen.* — 1<sup>o</sup> Auto-rijtuigen, motorrijwielen en alle andere motorvoertuigen dienende tot vervoer op weg, alsmede hunne sleepen; yachten, lustboten en schuitjes, ter uitsluiting van booten dienstig tot gemeenschappelijk vervoer ;

2<sup>o</sup> Losse stukken, garnituren en toebehooren die geen rubber buiten- of binnenbanden zijn ;

3<sup>o</sup> Het herstellen en alle contract van werkaanneming betreffende deze voertuigen en vaartuigen, daarin begrepen de contracten gesloten met den garagist voor het bergen, bewaken of onderhouden dezer voorwerpen.

De onder 1<sup>o</sup> hierboven voorziene taxe is toepasselijk op den verkoop hetzij van het onderstel, hetzij van het rijtuigwerk, hetzij van het volledige voertuig of vaartuig, toebehoorten inbegrepen, en wel gemonteerde binnen- en buitenbanden en reserve- binnen- en buitenbanden.

Zijn daaraan niet onderworpen de volgende voertuigen met hunne bijwagens, namelijk :

*a*) De motorvoertuigen door hospitalen en klinieken uitsluitend voor het vervoer van zieken gebruikt.

*b*) De door de groote oorlogsverminkten aangekochte voertuigen bestemd tot hun persoonlijk vervoer.

Als groote oorlogsverminkten worden beschouwd, voor de toepassing van deze bepaling, de oorlogsinvaliden, zoo burgerlijke als militaire, welke ten minste 50 t. h. invaliditeit hebben.

Op deze voertuigen blijven evenwel van toepassing de taxes voorzien bij 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> hierboven.

\* \* \*

Het Bestuur was steeds te vinden voor de invordering der weeldebelasting aan de bron; in dien zin werd een groote stap vooruit gedaan : het volstaat daarvoor bovenstaande tabel te vergelijken met die van de voorwerpen welke in 1926 onderhevig waren aan de weeldebelasting bij den verkoop aan den verbruiker.

Doch deze maatregel was niet steeds wenschelijk noch mogelijk.

Aldus zou de vervanging van de belasting 7 t. h. bij den verkoop aan den verbruiker van brandkasten en mechanische muziekinstrumenten, door een taxe van 9 t. h. aan de bron neerkomen op een verhooving van de belasting wegens het feit dat deze voorwerpen gewoonlijk rechtstreeks door den producent aan den verbruiker worden verkocht; de heffing aan de bron van de belasting op de oudheden en de schilderijen, beeldhouwwerken en medailles wordt, onmogelijk wegens den aard zelf dezer voorwerpen. Wat betreft de pelterijen, kon de formule nog niet gevonden worden die zou toelaten hen aan de bron te treffen, ondanks de medewerking der betrokken vereenigingen.

Voor de wapens was de hervorming slechts mogelijk voor de toebehooren van vuurwapens. Voor de wapens zelf, hebben de fabrikanten zich verzet tegen de invordering aan de bron, daar de uitvoerhandel van wapens daaronder zou lijden.

Voor de motorvoertuigen werd het vraagstuk van de heffing aan de bron reeds bestudeerd, doch daar geen overleg mogelijk was tusschen de verschillende belanghebbenden, werd het status quo behouden.

Over de heffing aan de bron voor horlogeswerk, goud- en zilverwerk, juweelen, kleinoodiënwerk wordt thans onderhandeld tusschen het Bestuur en de betrokken handelaars.

VRAAG N<sup>r</sup> 2. — B. — De wet betreffende de belasting op de openbare vertooningen of vermakelijkheden bepaalt in haar artikel 2 :

« Kwijtschelding of vermindering der taxe wordt door den Minister van Financiën verleend, als de inrichter bewijst ofwel dat de opbrengst der ontvangst onder aftrek enkel der normale onkosten, gestort werd aan menschlievende werken met een karakter van kunst, letterkunde, wetenschap of openbaar nut, ofwel dat de vertooning of vermakelijkheid een blijkbaar kenmerk van kunstverspreiding heeft, enz. »

De Commissie zou een tabel willen zien opmaken met het aantal cinema's die in het jaar 1934 gedeeltelijke of totale terugbetalingen bekwamen, met daarnaast het bedrag der terugbetaalde taxes.

Zij wenschte ook het bedrag te kennen van de sommen geheven op de instellingen welke regelmatig de taxe betalen, en het aantal dezer laatste naast het totaal cijfer van de inrichtingen welke cinemavertooningen geven.

ANTWOORD. — Het Bestuur kent het aantal niet van de inrichtingen welke gespecialiseerd zijn in cinematografische voorstellingen, daar deze voorstellingen soms gegeven worden in inrichtingen met verscheidene bestemmingen (concerten, music-hall, enz.), doch volgens onze inlichtingen hebben 304 belastingsschuldigen die gewoonlijk of toevallig cinematografische voorstellingen hebben ingericht, in 1934 gedeeltelijke of geheele terugbetalingen bekomen op hoogerbedoelde taxe voor een bedrag van 781,862 frank in hoofdsom en decimen ten bate van den Staat.

<sup>2o</sup> In 1934 bedroeg het aantal inrichtingen waar cinematografische voorstellingen worden gegeven, 1031.

De taxe in hoofdsom en decimen ten bate van den Staat uit dien hoofde geheven, bedroeg 24,665,603 frank.

Het Bestuur is niet in de mogelijkheid het deel van dit bedrag te bepalen dat werd ingevorderd ten laste van *inrichtingen* welke regelmatig de taxe betalen, dat wil zeggen zonder eenige terugbetaling of vermindering te genieten.

VRAAG N<sup>o</sup> 3. — A. — De Minister gelieve een tabel op te maken van de geïnde of voorzienige ontvangsten, opgebracht door de rechtstreeksche belastingen sedert het vestigen der inkomstenbelastingen tot heden (met inbegrip der begrooting van 1936.)

B. — De Commissie wenscht denzelfden arbeid te zien uitvoeren voor de ontvangsten der douanen en der accijnzen en voor die welke voortkomen van de registratie en de domeinen.

C. — In de ontvangsten voortkomende van de registratie, wenscht de Commissie de inkomsten van de successierechten afzonderlijk te zien aangeven.

D. — Zij wenscht eveneens dat de gelijkgestelde taxes worden afgescheiden van de rechtstreeksche belastingen.

ANTWOORD. — Belastingen waarvan de invordering ten laste valt van het Bestuur der Registratie en der Domeinen.

JAREN.	GLOBALE BELASTINGEN.		SUCCESSEIERECHTEN.		ZEGEL EN GELIJKGESTELDE TAXES. (1)	
	Begrootingsramingen.	Geïnde ontvangsten.	Begrootingsramingen.	Geïnde ontvangsten.	Begrootingsramingen.	Geïnde ontvangsten.
1919	133,000,000	193,000,000	40,000,000	43,300,000	10,000,000	18,500,000
1920	289,500,000	305,800,000	50,000,000	46,300,000	40,000,000	47,800,000
1921	304,150,000	351,500,000	100,000,000	64,600,000	50,000,000	93,900,000
1922	605,310,000	677,600,000	120,000,000	85,800,000	260,000,000	350,700,000
1923	644,002,000	916,700,000	90,000,000	121,900,000	320,000,000	496,300,000
1924	1,063,502,000	1,123,900,000	145,000,000	139,900,000	610,000,000	642,200,000
1925	1,243,152,000	1,182,900,000	150,000,000	142,100,000	703,000,000	696,100,000
1926	1,461,150,000	2,156,200,000	145,000,000	169,800,000	922,500,000	1,539,800,000
1927	2,899,050,000	3,474,300,000	190,000,000	338,200,000	2,250,000,000	2,545,400,000
1928	3,223,650,000	3,955,700,000	230,000,000	318,700,000	2,450,000,000	2,734,500,000
1929	3,352,800,000	4,088,700,000	270,000,000	430,400,000	2,307,300,000	2,641,700,000
1930	3,100,000,000	2,871,764,900	200,000,000	483,238,600	1,911,000,000	1,699,263,700
1931	2,498,000,000	2,510,360,000	200,000,000	257,114,000	1,539,000,000	1,652,952,100
1932	3,178,000,000	2,627,456,800	250,000,000	213,399,700	2,282,000,000	1,847,488,100
1933	2,965,750,000	2,811,515,500	285,000,000	205,751,600	2,110,000,000	2,036,923,300
1934	2,836,600,000	2,642,800,000	204,000,000	202,725,000	2,040,000,000	1,991,800,000
1935	2,592,500,000	2,928,300,000 (2)	192,000,000	190,000,000 (2)	2,005,000,000	2,177,700,000 (2)

(1) De overdrachtstaxe werd gevestigd bij de wet van 28 Augustus 1921, waarvan de bepalingen op 14 November daaropvolgend van kracht zijn geworden.

(2) Vermoedelijke ontvangsten bij de afsluiting van het dienstjaar.



## ONTVANGSTEN van het bestuur der rechtstreeksche belastingen.

(Aangeduid in duizenden franks.)

Dienst- jaar	Totaal der ontvangsten	Rechtstreeksche belastingen	Gelijkgestelde taxes	Verschillende ontvangsten	Buitengewone ontvangsten (1)
1920	569,463	269,013	16,659	36,148	247,643
1921	563,744	385,217	22,751	34,424	121,352
1922	693,781	573,109	35,058	45,184	40,430
1923	1,506,219	1,296,456	85,053	31,371	93,339
1924	1,416,986	1,262,016	99,443	34,384	21,143
1925	1,917,720	1,549,975	116,298	231,629	19,818
1926	2,433,971	1,950,416	241,724	230,522	11,309
1927	2,698,760	2,181,080	253,676	264,004	—
1928	3,171,995	2,654,000	236,552	281,443	—
1929	3,692,492	3,025,639	262,456	314,397	—
1930	2,865,683	2,286,741	245,693	333,249	—
1931	2,678,321	2,100,787	219,169	358,265	—
1932	2,339,432	1,813,765	221,680	303,987	—
1933	2,884,357	2,172,778	274,969	436,610	—
1934	2,796,886	2,092,730	266,652	437,504	—
1935 (11 maanden)	1,537,170	1,109,353	255,182	172,635	—
1935 (Ramingen)	2,647,000	1,927,500	269,500	450,000	—
1936 (Ramingen)	3,047,500	2,298,500	266,500	482,500	—

(1) Bijzondere belastingen op de oorlogswinsten en op de buitengewone winsten (afzonderlijk voorzien op de begrotingen van 1920 tot 1926).

## DOUANEN EN ACCIJNZEN.

## Geinde of voorziene ontvangsten.

Dienstjaar	ONTVANGSTEN	
	Douanen	Accijnzen
1919	Fr. 154,817,621	Fr. 72,135,768
1920	218,843,607	166,907,943
1921	256,322,101	247,536,387
1922	401,037,113	285,911,985
1923	363,544,739	365,435,417
1924	433,234,189	420,221,952
1925	551,160,343	430,030,129
1926	708,588,169 (1)	630,043,668
1927	901,395,461 (1)	796,242,998
1928	1,097,089,452 (1)	900,843,988
1929	1,318,855,517 (1)	990,417,393
1930	1,335,614,288 (1)	974,197,760
1931	1,302,823,649 (1)	1,029,053,154
1932	1,556,128,664 (1)	1,061,844,567
1933	1,495,963,337 (1)	1,244,136,534
1934	1,497,249,254 (1)	1,230,549,192
1935	1,450,000,000 (1)	1,278,000,000
1936	1,480,000,000 (1)	1,287,300,000

(1) Met inbegrip van het statistiekrecht.

VRAAG N<sup>o</sup> 4. — De Commissie wenscht inlichtingen over de gevolgen, in fiscaalrechtelijk opzicht, van artikel 5 der wet van 9 April 1935 houdende de begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1935.

Behalve voor de gevallen bedoeld bij artikel 74 der samengeschakelde wetten op de rechtstreeksche belastingen, gewijzigd bij Koninklijk besluit van 27 September 1935, artikel 6, was het einde van den termijn verleend aan het Bestuur om een aanslag op de belastingrol te brengen, bepaald op 31 October van het tweede jaar van het dienstjaar. Deze handelwijze steunde op het gemis van een wetstekst waarbij een langere termijn wordt verleend dan die voorzien bij artikel 2, lid 3, der wet van 15 Mei 1846 op de Staatscomptabiliteit.

Daar deze laatste bepaling gewijzigd werd bij de wet van 9 April 1935, schijnt de termijn van aanslag overeenkomstig dezen nieuwen tekst te moeten worden gewijzigd. Voortaan zal het Bestuur het recht verliezen een belastingschuldige op de rol te brengen na de data bepaald bij bovenbedoeld artikel 5.

Het is eveneens tot 31 October van het tweede jaar van het dienstjaar dat, in beginsel, luidens artikel 61, paragraaf 3, lid 2, der samengeschakelde wetten op de rechtstreeksche belastingen, de belastingschuldige een klacht kan indienen tegen zijn aanslag.

Deze uitdrukkelijke tekst werd niet gewijzigd bij de wet van 9 April 1935 en behoudt dus zijn volle gezag. Uit dit feit blijkt dat de, naar het schijnt, door de opstellers der samengeschakelde wetten gewilde overeenkomst niet meer bestaat tusschen het einde van den termijn van aanslag en dit van den termijn van kracht. Verklaart het departement artikel 5 der wet van 9 April in bovenstaanden zin ?

ANTWOORD. — Ja, de aangehaalde teksten zullen te gepasten tijde in overeenstemming worden gebracht met de inkorting van den duur van het financieele dienstjaar.

VRAAG N<sup>r</sup> 5. — Op bladzijde 68 van het verslag ingediend bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers door den heer Merlot, kan men lezen wat volgt :

a) Afgezien van de provinciale en gemeentelijke opcentimes, bedroegen de rechtstreeksche belastingen, voorzien voor het dienstjaar 1933, en nog te innen op 31 October 1934, datum van afsluiting van dit dienstjaar, 309,300 000 frank ;

b) Voor het dienstjaar 1934, afgesloten op 31 October 1935, bedroegen de nog op dien datum uit te voeren ontvangsten op de vastgestelde rechten, 243 miljoen 200,000 frank, niet inbegrepen de provincie- en gemeentepcentimes.

De Commissie verlangt te kennen :

1<sup>o</sup> Het bedrag verschuldigd op het dienstjaar 1935 ;

2<sup>o</sup> Of het in 1934 dezelfde schuldenaars zijn welke met de betaling van hun belastingen voor 1933 ten achter waren, en welk het bedrag van hunne schuld is ;

3<sup>o</sup> Welk het bedrag is der oninvorderbare aanslagen door het Bestuur voorzien voor de beide dienstjaren.

ANTWOORD. — 1<sup>o</sup> Het Bestuur der Rechtstreeksche belastingen is niet in staat het bedrag op te geven dat nog moet worden ingevorderd op de rechtstreeksche belastingen geheven voor het dienstjaar 1935, daar de niet voldane aanslagen op het einde van een dienstjaar, gevoegd worden, in de boekhouding, bij de achterstallige belastingen over de vorige dienstjaren ;

2<sup>o</sup> De nog in te vorderen bedragen op afgesloten dienstjaren worden zonder onderscheid van dienstjaar samengevoegd;

3<sup>o</sup> Bij de sluiting van elk der dienstjaren 1933 en 1934, werden de oninvorderbare aanslagen, met inbegrip van de provinciale en gemeentelijke opcentime, door de ontvangers geraamd op 9 miljoen voor het dienstjaar 1933 en op 8,2 miljoen voor het dienstjaar 1934, zegge samen 17,2 miljoen.

VRAAG N<sup>o</sup> 6. — De Commissie wenscht te weten :

1<sup>o</sup> Het aantal aangeslagenen voor het dienstjaar 1935 in de aanvullende personeele belasting.

ANTWOORD. — Op 30 November 1935 waren er 107, 349 personen aangeslagen in de aanvullende personeele belasting voor het dienstjaar 1935.

Dit aantal is verre van definitief, daar bedoeld dienstjaar pas wordt afgesloten op 30 September 1936 (art. 5, lid 3 der wet van 9 April 1935), en daar de aanslag voor bedoeld dienstjaar aanzienlijk werd vertraagd door de eerste toepassing van een nieuw stelsel bij Koninklijk besluit pas op 22 Februari jl. ingevoerd.

VRAAG N<sup>o</sup> 7. — De Commissie wenscht te weten :

2<sup>o</sup> Het bedrag van het tekort op de gewone en op de buitengewone begrooting voor het dienstjaar 1934 dat voor leening moest worden gedekt.

ANTWOORD. — Tekort op de begrooting voor 1934 :

op de gewone . . . . .	fr.	299, 198, 000
op de buitengewone . . . . .		1, 175, 789, 000

Opbrengsten van leeningen voor een bedrag van 712,056,000 frank komen zich voegen bij de buitengewone ontvangsten voor het dienstjaar 1934. Deze inkomsten verminderen hoogerbedoeld tekort, in de boekhouding van het dienstjaar.

VRAAG N<sup>o</sup> 8. — Op 14 September jl. heeft de Minister van Financiën aan een der leden van de Commissie laten weten, dat « de mogelijkheid van een verlichting der fiscale lasten die drukken op de cinemabedrijven aandachtig zal worden onderzocht bij het opmaken der begrooting over 1936. ».

De Commissie verlangt te weten in welke mate aan deze bedoeling gevolg werd gegeven.

Zij wenschte eveneens de aandacht te roepen op de volgende punten in verband met de belastingen op de cinema's :

1<sup>o</sup> de cinema's worden aangeslagen volgens de bruto ontvangst, zoodat vele inrichtingen zeer hooge taxes betalen, ofschoon zij blijkbaar met verlies werken. Dit schijnt in strijd met het algemeen beginsel van de belasting op het inkomen, welke slechts mag slaan op werkelijk ontvangen inkomsten;

2<sup>o</sup> Een Koninklijk Besluit, in den loop van 1934 genomen, heeft de vertooningen van rondreizende circussen van alle taxe ontslagen. Deze circussen zijn meestal van vreemde nationaliteit en komen concurrentie aandoen aan Belgische inrichtingen die zware belastingen betalen. Welke noodzakelijkheid bestaat er om deze vrijstelling te handhaven ?

3<sup>o</sup> Het komt ons voor dat het stelsel van aanslag der cinema's zou moeten worden herzien, op voorbeeld van wat in England gebeurt, waar de kleine plaatsen geen taxe meer betalen en waar aanzienlijke vermindering werd toegestaan op de taxe op de prijzen der duurere plaatsen.

Men zou zich ook kunnen laten leiden door het besluit in Frankrijk genomen waar de taxeerling der cinema's buiten Parijs met 50 t. h. verminderd werd in verhouding tot de taxeerling der cinema's van de hoofdstad; ofschoon zij ongeveer dezelfde kosten hebben, ontvangen de cinema's buiten Parijs natuurlijk veel minder.

ANTWOORD. — Het onderzoek van dit vraagstuk is afgelopen en eerlang mag een beslissing worden verwacht.

1<sup>o</sup> De taxe op de cinematografische voorstellingen is in beginsel verschuldigd door den bezoeker; het is een belasting op den « verbruiker ».

De bedrijfsbelasting ten laste van den exploitant is slechts verschuldigd zoo er winst is.

2<sup>o</sup> Deze vrijstelling werd ingevoerd omdat het meestal moeilijk is een onderscheid te maken tusschen een vertooning in een circus en een vertooning in een music-hall, deze laatste is van belasting vrijgesteld.

3<sup>o</sup> Het is altijd kiesch het stelsel dat in België wordt toegepast en waarvan men grondig al de gebreken kent, te vergelijken met stelsels in het buitenland en die men slechts onvoldoende kent of onder hun beste uitzicht.

VRAAG N<sup>o</sup> 9. — Wat is het totaal der bezuinigingen op uitgaven voor elk der jaren 1930 tot en met 1934 ?

ANTWOORD. — Onderstaande tabel geeft de lijst van de inkrimpingen van uitgaven door middel van organieke bepalingen gedurende de jaren 1930 tot 1934.

*Jaar 1930* : niets.

*Jaar 1931* :

Koninklijk besluit van 23 Maart 1931 tot wijziging van de bezoldiging der Staatsbedienden : wedden verminderd met 6 t. h. Vermoedelijke bezuiniging : ongeveer 150 miljoen frank voor het geheel jaar.

Wet van 21 Juli 1931 tot wijziging van de rustpensioenen ten laste van de Schatkist en voorzorgskassen : pensioenen verminderd met 6 t. h.; vermoedelijke bezuinigingen : ongeveer 36 millicen frank voor een geheel jaar.

*Jaar 1932* :

Wet van 23 Maart 1932 houdende tijdelijke maatregelen met het oog op het begrootingsevenwicht : vermindering met 10 t. h. van de wedden, sommige vergoedingen en de pensioenen. Vermoedelijke bezuiniging : ongeveer 310 miljoen frank voor een geheel jaar.

Wet van 30 December 1931 houdende verschillende maatregelen met het oog op het begrootingsevenwicht en de werking van den dienst van Ontvangsten en Uitgaven : vermindering der militievergoedingen. Vermoedelijke bezuiniging : ongeveer 18,5 miljoen frank voor een geheel jaar.

*Jaar 1933* :

Koninklijke besluiten genomen krachtens de wet van 17 Mei 1933 waarbij aan de regeering bevoegdheid wordt toegekend tot het nemen van maatregelen met het oog op het financieel herstel en het begrootingsevenwicht :

A. — *Besluiten in verband met de inkrimping van uitgaven wegens wedden, loonen, vergoedingen en pensioenen.*

<i>Datum der besluiten.</i>	<i>Voorwerp der besluiten.</i>
31 Mei 1933.	Wijziging van de beschikbaarstelling van Staatsambtenaren en- bedienden.
31 Mei 1933. 17 Juni 1933. 11 Augustus 1933.	Wijzigingen aan het stelsel der militaire pensioenen en der extra-dienstjaren.
31 Mei 1933. 15 Juli 1933. 14 Augustus 1933. 14 Augustus 1933.	Wijzigingen aan het stelsel der bezoldiging van het Staatspersoneel (wedden en vergoedingen verminderd met 5 t. h.).
31 Mei 1933. 5 Juli 1933. 14 Augustus 1933. 14 Augustus 1933. 14 Augustus 1933.	Vermindering der pensioenen ten laste van den Staat (pensioenen verminderd met 5 t. h.).
16 Juni 1933. 14 Augustus 1933.	Bijkomende afhouding van 5 t. h. op de pensioenen uitgekeerd door de Kassen van weduwen en weezen, alsook door de Kas van weduwen en weezen van het Ministerie van P. T. T.
28 Juni 1933.	Wijzigingen aan het stelsel van betaling der pensioenen ten laste van den Staat.
30 Juni 1933.	Cumulatie van een pensioen van militaire weduwe met een pensioen van weduwe van een burgerlijk oorlogsslachtoffer.
13 Juli 1933.	Bezoldiging in geval van openstaande betrekking bij de rechterlijke orde.
18 Juli 1933.	Reglementaire bepalingen betreffende de beschikbaar- stelling van het onderwizend personeel.
8 Augustus 1933.	Oppensioenstelling van sommige leden der rechterlijke orde.
14 Augustus 1933.	Personeel van Griffies en Parketten.
14 Augustus 1933.	Wijzigingen aan de wet op het herstel van oorlogsschade geleden door burgerlijke oorlogsslachtoffers.
14 Augustus 1933.	Vermindering van vergoedingen welke werkelijke lasten dekken.

De bezuiniging uit hoofde van deze maatregelen werd geschat op 190 millioen per jaar.

B. — *Besluiten in verband met de inkrimping van uitgaven van socialen aard.*

Datum der besluiten.	Voorwerp der besluiten.
31 Mei 1933. 29 Juni 1933. 14 Juli 1933.	Wijzigingen aan de wet van 23 Juli 1932 op de verzekering tegen ouderdom en vroegen dood.
31 Mei 1933. 14 Juli 1933.	Wijzigingen aan de wet van 1 December 1928, gewijzigd bij die van 22 Januari 1931 houdende oprichting van een Dienst en een bijzonder fonds voor verminkten en begrekkelijken.
31 Mei 1933. 14 Juli 1933.	Wijzigingen aan het stelsel der onvrijwillige werkloosheid.
15 Juli 1933. 31 Mei 1933. 14 Juli 1933. 26 Juli 1933. 29 Juli 1933.	Tusschenkomst der openbare besturen, toezicht en straf-bepalingen inzake onvrijwillige werkloosheid.
14 Augustus 1933.	Wijzigingen van artikel 25 der wet van 28 December 1873-26 Januari 1874 op het regime der krankzinnigen.
14 Augustus 1933.	Terugbetaling der onderhoudskosten in de inrichtingen van sociaalverweer voor abnormalen.
14 Augustus 1933.	Vermindering der kredieten op de begrooting uitgetrokken voor erkende mutualiteiten.
14 Augustus 1933.	Wijziging van de wet van 4 Augustus 1930 houdende veralgemeening der gezinstoelagen.
14 Augustus 1933.	Benutting der kredieten op de begrooting voorzien voor het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn en van Voorbehoeding tegen Tering.

Deze maatregelen moesten een vermindering van uitgaven voor gevolg hebben voor een gansch jaar geraamd op 203 millioen voor de ouderdomspensioenen en op 17 millioen voor de tegemoetkomingen aan gebrekkelijken en verminkten.

In zake werkloosheid werd de bezuiniging niet berekend, evenmin als voor de overige uitgaven welke niet de ouderdomspensioenen of de tegemoetkomingen voor verminkten en gebrekkelijken betreffen.

C. — *Besluiten in verband met andere maatregelen tot inkrimping van de werkingskosten der openbare besturen.*

Koninklijk Besluit van 31 Mei 1933 : Onbeschikbaarheid van sommige kredieten op de begrooting.

Koninklijk Besluit van 14 Augustus 1933 : Besluit betreffende de Radio-uitzending.

Koninklijk Besluit van 14 Augustus 1933 : Besluit betreffende de wettelijke bekendmakingen.

Deze maatregelen moesten een bezuiniging voor gevolg hebben geraamd op 135 millioen voor een geheel dienstjaar (95 1/2 millioen voor 1933).

*Jaar 1934 :*

Koninklijke Besluiten van 24 December 1934 waarbij, vanaf 1 Januari 1935 tot 10 t. h. de korting van 5 t. h. wordt opgevoerd, voorzien op de wedden, vergoedingen en pensioenen bij de Koninklijke Besluiten van 31 Mei en 14 Augustus 1933. Vermoedelijke bezuiniging : ongeveer 155 millioen voor een gansch jaar.

VRAAG N<sup>r</sup> 10. — Men vraagt het totaal te kennen van de nieuwe fiskale lasten voor de jaren 1930 tot en met 1934, met aanduiding van den datum der organieke bepalingen die ze invoerden evenals van het bedrag van hun rendeeing zooals het werd geraamd op het oogenblik dat deze maatregelen werden genomen.

ANTWOORD. — Onderstaande tabellen geven de data aan van de bepalingen die nieuwe inkomsten invoerden tijdens de jaren 1930 tot en met 1934, evenals de vermoedelijke rendeeing van de toepassing ervan.

I. — BESTUUR VAN DE RECHTSTREEKSCHEN BELASTINGEN.

DATUM EN AARD DER BEPALINGEN.	Vermoedelijke rendeering per dienstjaar.
<i>Jaar 1930. — Nihil.</i>	
<i>Jaar 1931.</i>	
Wet van 20 Juli 1931 waarbij opcentiemen worden gevestigd op de bedrijfsbelasting op de bezoldiging der beheerders, enz., van actiëvennootschappen . . . . .	45,000,000
Wet van 22 Juli 1931 tot aanschaffing van nieuwe middelen namelijk in zake grondbelasting en aanvullende personeele belasting . . . . .	160,000,000
<i>Jaar 1932.</i>	
Wet van 23 Maart 1932 waarbij uitsluitend ten voordeele van den Staat een opcentiem wordt gevestigd op de hoofdsom van zekere rechtstreeksche belastingen . . . . .	145,000,000
Wet van 23 Juli 1932, tot wijziging o. m. van het regime in zake bedrijfsbelasting op de bezoldiging van beheerders, enz., van actiëvennootschappen . . . . .	20,000,000
<i>Jaren 1932 en 1933.</i>	
Koninklijke besluiten van 31 December 1932, 13 Januari en 1 Februari 1933, genomen in uitvoering van de wet van 30 December 1932, waarbij een nationale crisisbelasting wordt gevestigd evenals een bijzondere taxe op de uitzonderlijke winsten verwezenlijkt wegens de contingentteeringsmaatregelen, en heffing van een bedrag tot 150 miljoen nieuwe inkomsten wordt toegelaten in zake cedulaire belastingen, bijzondere taxes en aanvullende personeele belasting . . . . .	629,875,000
<i>Jaar 1933.</i>	
Koninklijke besluiten van 31 Mei en 15 Juli 1933, genomen in uitvoering van de bepalingen der wet van 17 Mei 1933 betreffende de nationale crisisbelasting . . . . .	165,000,000
Wet van 30 December 1933 tot wijziging van het regime in zake taxe op de auto's en andere motor- of stoomrijtuigen . . . . .	30,000,000
<i>Jaar 1934. — Nihil.</i>	
Totaal . . . fr.	1,194,875,000



## II. -- BESTUUR VAN DOUANEN EN ACCIJNZEN.

a) *Douanen.*

Aard der nieuwe fiskale lasten.	Datum der bepalingen waarbij zij ingevoerd werden.	Rendeering	
		vermoedelijke	werkelijke
Verhooving van het recht op de lucifers herkomstig uit de U. S. S. R.	Koninklijk Besluit van 12 April 1930.	(1)	(1)
Bijkomend recht op de suiker en de gesuikerde producten.	Koninklijk Besluit van 2 Decemb. 1930	(2)	570,000
Haver en havergrutten : verhooving van de rechten.	Wet en Koninklijk Besluit van 12 Maart 1931	(3)	10,000,000
Verhooving van het recht op de petroleum essence, enz.	Wet van 22 Juli 1931, toepasselijk vanaf 29 April 1931	90,000,000	53,000,000
Bijkomend recht op zekere katoenweefsels.	Koninklijk Besluit van 1 Februari 1932	7,300,000 (4)	7,000,000
Vestiging van rechten op vee en vleesch. Verhooving van allerlei rechten op minerale oliën, tabak, enz.	Wet van 18 Maart 1932. -- Meeste bepalingen toepasselijk vanaf 27 November 1931	156,000,000	155,000,000
Verhooving voor de rechten op koffie en minerale oliën. -- Andernalve opdecieem.	Wet van 23 Maart 1932	105,000,000	198,000,000
Bijkomend recht op zekere wollen weefsels.	Koninklijk Besluit van 29 April 1932	9,400,000 (4)	6,400,000
Verhooving der rechten op de meubels in plakhout.	Koninklijk Besluit van 29 April 1932	1,500,000	1,500,000 (5)
Heffing van een recht op de ingevoerde suikerbeeten.	Koninklijk Besluit 23 Juli 1932	(6)	(6)
Toepassing van het recht dat de benzine treit op de minerale oliën die kunnen dienen tot brandstof, vermengd of anderszins.	Koninklijk Besluit Ministerieel besluit van 6 Sept. 1932	(7)	(7)

(1) Maatregelen tegen de Sovjet-dumping. Geenerlei financieele rendeering werd er van verwacht of volgde er uit.

(2) Maatregel ten bate van den landbouw en de suikernijverheid. De rendeering werd niet vooraf geraamd.

(3) Perekwatie van het recht op de haver, ten bate van den landbouw. Deze maatregel gaat uit van het parlementair initiatief. Zijn financieele rendeering werd niet vooraf geraamd.

(4) Voorzorgstaxe ten bate van de inheemsche markt.

(5) Benaderend cijfer. Het Bestuur bezit de gegevens niet om de juiste opbrengst van deze belasting te bepalen.

(6) Voorzorgsmaatregel zonder financieel uitwerksel, daar de invoer nul is.

(7) Onmogelijk als ontvangst te ramen of te berekenen opbrengst : de maatregel werd alleen genomen om ontduiking te vermijden.

Aard der nieuwe fiskale lasten.	Datum der bepalingen waarbij zij ingevoerd werden.	Rendeering	
		vermoedelijke	werkelijke
Recht op de cacao. Verhoging van het recht op koffie, thee, benzol, minerale oliën, suiker en gesuikerde producten, kunstboter, bier, azijn, tabak, lucifer.	Wet van 10 April 1933 toegepast vanaf 30 December 1932	229,000,000	185,000,000
Nieuw regime op de autovoertuigen en hun losse stukken.	Koninklijk Besluit van 1 Febr. 1933	30,000,000	30,000,000 (1)
Nieuwe bepaling van de wettelijke tarra's op de suiker.	Koninklijk Besluit van 6 Nov. 1933.	(2)	(2)
Invoering en verhoging der rechten op verschillende goederen : (radiotoestellen, enz.). Invoering van bijkomende rechten (kogels of jachtlood, patronen en hulzen). Wederaanpassing en bescherming van de markt.	Koninklijk Besluit van 6 Febr. 1934.	18,000,000	(3)
Regime der versche appelen (weder-aanpassing).	Koninklijk Besluit van 16 Febr. 1934.	2,000,000	(4)
Wederaanpassing van het regime op het papier.	Koninklijk Besluit van 3 Oct. 1934	3,000,000	(4)
Belasting op sommige suikersoorten volgens het netto gewicht. Verhoging der rechten op de manshoeden. Verhoging der rechten op ruwe methyleen.	Koninklijk Besluit van 20 Oct. 1934.	(5)	(5)
Wijziging van het regime op de minerale oliën. Belasting op de bruto petroleum, essence, bruto minerale oliën. Regime der petroleumderivaten.	Koninklijk Besluit van 27 Oct. 1934	5,000,000	(4) (5)
Conversie in specifiek recht van de rechten <i>ad valorem</i> op de zijdestoffen. Wijziging van het regime op wollen draden en weefsels.	Koninklijk Besluit 24 Dec. 1934	3,500,000 (6)	(6)

(1) Benaderend bedrag.

(2) Opbrengst die niet kan berekend worden : het geldt een maatregel bedoeld om ontduiking der rechten te voorkomen.

(3) De merkelijke opbrengst kan niet berekend worden uit de globale ontvangsten. Men raamt nochtans dat de schatting in verwezenlijking ging.

(4) De werkelijke opbrengst kan niet berekend worden uit de globale ontvangsten.

(5) Aanpassingsmaatregel van bijkomend financieel belang.

(6) Geraamd bedrag voor de wijzigingen betreffende de wollen draden en weefsels. De wijzigingen betreffende de zijden weefsels maken een conversie uit die de belastingsgrondslagen heeft veranderd. De uitslagen konden niet op voorhand berekend worden. Bovendien is het niet mogelijk de ware opbrengst te berekenen van de gezamenlijke maatregelen door dit Koninklijk besluit getroffen, ingevolge de onderhandelingen met Frankrijk.

b) *Accijnzen en bijzondere verbruikstaxes.*

Datum der wetten die de nieuwe lasten hebben ingevoerd.	AARD DER NIEUWE LASTEN.	Verwachte rendearing.
1930 13 Juli. 18 December.	Invoering van een accijnsrecht op de petroleumether en benzine . . . . . Verhooging van den aanslagvoet op alcohol . . . . .	onbepaald. 80,000,000 (1)
1931 22 Juli.	Verhooging der accijnsrechten op bier en op petroleumether, alsmede evenredige verbruiksrechten op sigaretten. Invoering van een accijnsrecht op gemiddelde oliën . .	153,000,000
1932 18 Maart.	Verhooging van het accijnsrecht op kunstboter en van de bijzondere verbruikstaxe op alcohol . . . . .	69,000,000
23 Maart.	Invoering van anderhalven opdecim op het bedrag van sommige accijnsrechten en bijzondere verbruikstaxes. — Verhooging van het accijnsrecht op bier . . . . .	70,000,000
1933 10 April.	Verhooging der accijnsrechten op de volgende producten : azijnzuur en azijn, lucifers en aansteektoestellen, bier, gegiste schuimdranken, minerale oliën, kunstboter, suiker, druivensuiker, tabak. Verhooging van het bijzonder verbruiksrecht op alcohol en van de bijzondere taxe op mineraal water en gashoudende limonade. Wijzigingen van de aanslagvoeten der evenredige verbruiksrechten op de bewerkte tabak . . . . .	320,900,000
1934 31 October (K. B. genomen krachtens de bijzondere machten toegestaan bij de wet van 31 Juli 1934.	Wijziging van het fiscaal stelsel der minerale oliën . .	20,000,000
Totaal . fr.		712,900,000

(1) Deze verhooging was bestemd om het verlies van ontvangsten te vergoeden dat moet voortvloeien uit de afschaffing van het accijnsrecht op de suiker; het voordeel van bedoelde afschaffing moest aan de beetentplanters ten goede komen.

## BEHEER DER REGISTRATIE EN DER DOMEINEN.

1<sup>o</sup> Wet van 22 Juli 1931 (*Moniteur* van 25 dito) houdende invoering van nieuwe inkomsten om te voorzien in de begrotingstekorten voortvloeiende uit de economische crisis.

Verwachte jaarlijksche opbrengst : 900,000,000 frank.

2<sup>o</sup> Wet van 23 Maart 1932 (*Moniteur* van 26 dito), waarbij de registratie-, griffierechten, enz. met een deciem worden verhoogd.

Verwachte jaarlijksche opbrengst : 250,000,000 frank.

3<sup>o</sup> Koninklijk besluit van 13 Januari 1933 (*Moniteur* van 15 dito) tot invoering van maatregelen bestemd om een aanvullende opbrengst te verzekeren van de registratie-, hypotheek-, griffie- en successierechten, alsmede van de zegelrechten en daarmede gelijkgestelde taxes.

Verwachte jaarlijksche opbrengst : 300,000,000 frank.

4<sup>o</sup> Wet van 14 April 1933 (*Moniteur* van 21 dito) houdende de begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1933. Artikel 4 dezer wet verhoogt de opbrengst der taxe op de verzekeringscontracten.

Verwachte jaarlijksche opbrengst : 10,000,000 frank .

5<sup>o</sup> Twee Koninklijke besluiten van 9 Juni 1933 (*Moniteur* van 11 dito) houdende voorziening van nieuwe inkomsten inzake met het zegel gelijkgestelde taxes.

Verwachte jaarlijksche opbrengst : 25,000,000 frank.

6<sup>o</sup> Koninklijk besluit van 12 Juni 1933 (*Moniteur* van 15 dito) houdende verhoging van sommige registratie- en zegelrechten wegens verloven, toelatingen en meer in het algemeen gunsten verleend door den Staat aan particulieren.

Verwachte jaarlijksche opbrengst : 3,750,000 frank.

7<sup>o</sup> Koninklijk besluit van 15 Juli 1933 (*Moniteur* van 16 dito) houdende invoering van nieuwe inkomsten inzake met het zegel gelijkgestelde taxes.

Verwachte jaarlijksche opbrengst : 35,000,000 frank.

8<sup>o</sup> Koninklijk besluit van 14 Augustus 1933 (*Moniteur* van 16 en 17 dito) houdende regeling der verblijfstaxes verschuldigd door de vreemdelingen.

Verwachte jaarlijksche opbrengst : 10,000,000 frank.

9<sup>o</sup> Koninklijk besluit van 14 Augustus 1933 (*Moniteur* van 16 en 17 dito), houdende verhoging van de taxe op het vervoer (deze maatregel werd gedeeltelijk ingetrokken vanaf 1 Januari 1934 bij artikel 4 der wet van 30 December 1933, *Moniteur* van 31 dito).

Verwachte jaarlijksche opbrengst der gehandhaafde maatregelen : 25 miljoen frank.

10<sup>o</sup> Koninklijk besluit van 18 October 1933 (*Moniteur* van 20 dito) houdende invoering van een forfaitaire overdrachtstaxe op de lichte minerale oliën en benzolbrandstof.

Verwachte jaarlijksche opbrengst : 25,000,000 frank.